

صكنا من الاجل

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16243 - 7 F JEUDI 17 AVRIL 1997 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Affaire Dutroux : un rapport sans pitié

La commission d'enquête du Parlement belge a dénoncé, mardi 15 avril, l'incompétence des gendarmes et de certains magistrats. p. 2

« Bibigate » en Israël

Trois proches du premier ministre, Benjamin Nétanyahou, dont le ministre de la justice, devraient être inculpés dans le scandale politico-juridique affectant la coalition au pouvoir à Jérusalem. p. 30

Intermittents : conflit apaisé

Un accord est intervenu entre le président du CNPF et le ministre de la culture sur le maintien du régime social des intermittents. p. 30

L'hôpital Pompidou contesté

Pour Dominique Coudeau, directeur de l'Agence de l'hospitalisation d'Île-de-France, la création de l'hôpital européen Georges-Pompidou est une « erreur stratégique majeure ». p. 8

Châteaux portugais



Sans oublier ses forteresses, symboles des richesses passées, le Portugal se prépare à accueillir l'Exposition universelle de 1998. p. 22

Zaire : résistance katangaise

Les Katangais, jaloux de leurs particularismes, discutent avec les rebelles de Laurent-Désiré Kabila, désormais maîtres de la région. p. 4

Chine et droits de l'homme

Face à un camp occidental divisé, Pékin a échappé à toute condamnation devant la commission des droits de l'homme de l'ONU. p. 5 et notre éditorial p. 14

Grève à TAT

Le conflit du personnel navigant se durcit. Moins de 40 % des vols du groupe aérien sont assurés. p. 16

Douarnenez révèle la crise de la pêche

A l'image de tout l'ouest de la Bretagne, la ville du Finistère sud rencontra de graves difficultés économiques et redoute les décisions de Bruxelles sur la protection du merlu. p. 10

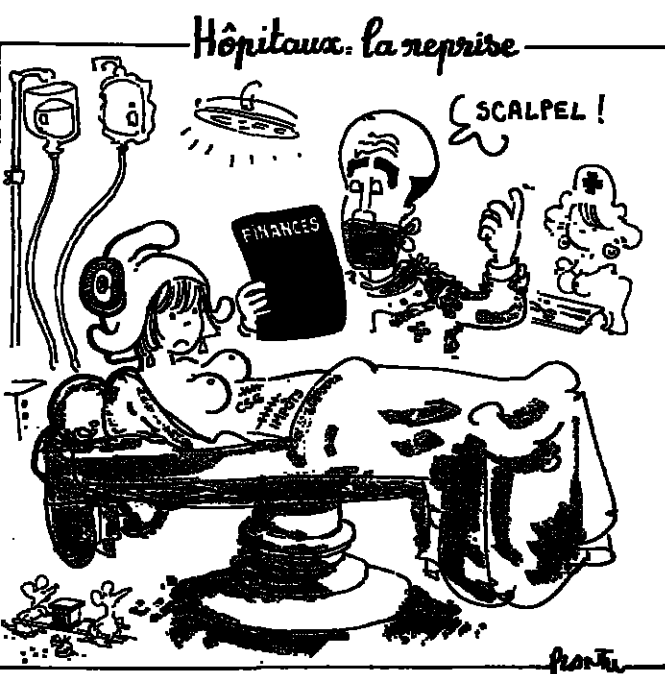
Abonnement : 3 DM ; Autriche : 3,50 S ; Belgique : 45 F ; Canada : 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire : 800 F CFA ; Danemark : 14 DKK ; Espagne : 220 PTA ; Grèce : 120 Dr ; Israël : 120 NIS ; Italie : 2000 L ; Luxembourg : 40 FL ; Maroc : 10 DH ; Norvège : 14 NOK ; Pays-Bas : 3 FL ; Portugal : 200 Esc ; Royaume-Uni : 5 £ ; Suède : 120 Kr ; Suisse : 2,50 CHF ; Tunisie : 120 Din ; USA (NY) : 2 \$; USA (autres) : 2,50 \$.

M 0147-417-7.00 F

Le dérapage des finances publiques pourrait obliger le gouvernement à de nouvelles mesures de rigueur

L'aggravation des déficits alimente le débat sur une initiative du chef de l'Etat

L'ÉVOLUTION des finances publiques préoccupe le gouvernement. Selon les simulations du ministère des finances, les déficits publics pourraient, sans mesure correctrice, dépasser en fin d'année la barre des 3 % du produit intérieur brut, fixée par le traité de Maastricht. Trois raisons expliquent cette crainte. D'abord, le déficit du budget de 1996 a été supérieur de 8 milliards de francs aux prévisions, ce qui a un impact sur le budget de 1997. Ensuite, depuis le début de cette année, les rentrées de TVA sont inférieures aux prévisions. Enfin, la masse salariale progresse moins vite que prévu, ce qui pourrait entraîner un manque à gagner de plus de 10 milliards de francs pour les recettes de la Sécurité sociale. Le gouvernement entend prendre toutes « les mesures adéquates », selon Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. De nouvelles économies sur les dépenses de l'assurance-maladie sont envisa-



gées. Ces prévisions alarmantes alimentent les réflexions de l'exécutif sur un infléchissement de la politique gouvernementale. Les députés, de retour mardi 15 avril au Palais-Bourbon, n'ont guère accordé d'attention aux mises au point de « l'entourage » du président de la République, écartant les « spéculations » sur une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale ou un remaniement du gouvernement. Michel Péricard est ainsi convaincu que le président de la République « n'a pas tranché » entre les différentes solutions. M. Péricard a retiré de son entretien, mardi, avec Alain Juppé, le sentiment que le premier ministre est favorable à des élections législatives anticipées, mais qu'il « n'y croit pas ». Les députés de la majorité sont très partagés sur une éventuelle dissolution mais un remaniement leur paraît insuffisant pour redynamiser l'action gouvernementale.

Lire page 6

La Hague et le nucléaire : enquête sur une usine qui fait peur

LES HABITANTS de la pointe du Cotentin ne cachent plus l'inquiétude qu'ils refoulaient depuis trente ans face à l'usine de La Hague. Après la récente révélation d'un léger surcroît de leucémies autour du centre de retraitement des combustibles irradiés, l'enquête de Véronique Maurus montre que le débat a changé de terrain : la question n'est plus de savoir si La Hague pollue trop mais si, en polluant faiblement, elle tue à petit feu. Le bien-fondé de l'usine exploitée par la Cogema est remis en cause. Très coûteuse, le retraitement a perdu ses justifications : la fourniture de plutonium pour l'arme atomique et pour les surgénérateurs qui devaient assurer l'indépendance énergétique du pays.

Lire pages 12 et 13

La guerre des contraventions enflamme les Nations unies

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante. Seuls l'intervention de l'Assemblée générale des Nations unies ou le jugement de la Cour internationale de justice seraient capables de régler l'affaire. S'il le faut, l'Albanie et l'Irak attendront. Car, ces jours-ci, l'ONU ne parle que des places de stationnement... A compter du 1^{er} avril, le maire de New York a simplement demandé à tous les diplomates de l'organisation de payer leurs amendes sous peine de voir leur plaque diplomatique retirée. S'estimant victimes d'une atteinte à leur immunité diplomatique, les délégués outragés se sont levés comme un seul homme contre ce « dilatoire ». Ils ont donné jusqu'au jeudi 17 avril au maire pour revenir sur sa décision. Sinon l'Assemblée générale elle-même se saisira de ce dossier urgent et épineux.

pour l'ONU - même si elle apporte 3 milliards de dollars par an à l'économie de la ville. D'autant plus que quelques réflexions malheureuses de diplomates, saisies par des télévisions, ont donné des munitions à la presse locale. Hubert Legal, un diplomate français qui pourtant ne conduit pas, a eu la malchance d'être un des premiers cités par des tabloïdes : « Ce ne serait pas une tragédie si l'ONU allait ailleurs, à Vienne ou à Genève peut-être », a-t-il dit pendant une réunion du comité chargé des relations avec le pays hôte. Et quand son collègue américain a eu l'audace de suggérer que « ce ne serait peut-être pas un drame non plus si les diplomates prenaient les transports en commun », M. Legal, devenu, bien malgré lui, une célébrité à New York, a dénoncé l'état déplorable du métro, « bien pire que dans la plupart des capitales du tiers-monde », et des taxis qualifiés d'« épaves ». Se sentant apparemment plus en sécurité à Kinshasa, le délégué zairois a renchéri : « Personnellement, moi, je ne prendrai pas le risque de prendre un métro à New York ». L'argument du représentant du Brésil fait la joie de la presse : « L'immunité diplomatique, c'est comme la virginité. On l'a ou on ne l'a pas. Je n'ai jamais vu une demi-vierge... »

La polémique s'est envenimée lorsque le maire a affirmé que, « en fait, ce ne serait pas un drame si l'ONU quittait New York ». L'ONU occupe un des sites « les plus chers du monde » et si, « pour des raisons de contraventions », les diplomates décidaient de quitter la ville, « on pourrait très bien transformer ses bâtiments en hôtel et appartements de luxe ». Auparavant, M. Giuliani se félicitait de la présence de l'ONU à New York, qu'il essaye de vendre comme la « capitale du monde ». Le département d'Etat a commencé une mission de médiation qui s'annonce aussi ardue que les efforts de Clinton vis-à-vis d'Arafat et de Nétanyahou. Les diplomates américains veulent calmer le jeu en demandant aux Oru-siens de ne pas abuser de leurs privilèges et d'éviter le ridicule de convoquer l'Assemblée générale pour cette affaire, tout en essayant de refroidir les ardeurs du maire. Mais le message de Washington n'a pas été entendu par les policiers new-yorkais qui, depuis le 1^{er} avril, verbalisent avec zèle les véhicules diplomatiques. En 1996, les Russes à eux seuls ont collectionné 31 388 amendes impayées.

Afssané Bassir Pour

Les internes, ni vaincus ni vainqueurs

APRÈS cinq semaines de grève, les internes et les chefs de clinique des vingt-six centres hospitaliers universitaires (CHU) ont décidé de « suspendre » leur mouvement. Leur action a exprimé bien davantage qu'une simple défense d'intérêts catégoriels.

reprennent le chemin des services d'urgence et des blocs opératoires, les raisons profondes du conflit demeurent obscures : la grande fièvre sociale n'a pas saisi l'hôpital. Elle n'a pas davantage gagné les assurés sociaux, absents des quatre manifestations qui ont ponctué le conflit. Sans doute est-ce la preuve que, dans un pays où

la consommation médicale est proche de 750 milliards de francs, il ne suffit pas d'agiter le spectre du rationnement pour convaincre l'opinion et créer un vaste courant de sympathie. Contrairement au mouvement de décembre 1995, porté par les cheminots mais soutenu par une partie de la population, le conflit des internes n'est jamais sorti de son pré carré médical.

Internes et chefs de clinique ne sont pourtant pas rentrés bredouilles dans leurs hôpitaux, en dépit du manque de maturité politique et de l'improvisation de leur mouvement. Ils ont eu gain de cause sur leur revendication initiale : une exonération de tout reversement d'honoraires, en cas de dérapage des dépenses, au cours de leurs sept premières années d'installation. Ils ont obtenu aussi une individualisation plus grande de ces sanctions au profit, soit dit en passant, de leurs confrères libéraux. Enfin, l'Etat et les caisses d'assurance-maladie ont accepté de les associer à tous les chantiers du plan Juppé : définition des priorités de santé publique, élaboration de normes de bonne pratique, informatisation des cabinets, création des filières de soins, réforme des études médicales, etc.

Jean-Michel Bezat

Lire la suite page 14

Surprises asiatiques



APRÈS *Sonatine*, en 1993, voici *Kids Return*, sixième film du cinéaste japonais Yakeshi Kitano, qui dépeint l'amitié de deux mauvais garçons sur fond de crise sociale. La sortie, le même jour, de *Goodbye South goodbye*, du Taïwanais Hou Hsiao-hsien, atteste de la vitalité du cinéma asiatique contemporain. A lire aussi, dans nos pages cinéma, la critique d'*Allemagne année 90*, de Jean-Luc Godard.

Lire pages 25 à 28

International	2	Finances	16
France	6	Aujourd'hui	20
Société	8	Jeux	23
Régions	10	Météorologie	23
Horizons	12	Actualités classées	24
Abonnements	15	Culture	25
Carnet	15	Caduc	28
Entreprises	16	Radio-Télévision	29

BELGIQUE La commission d'enquête parlementaire sur les disparitions d'enfants victimes de pédophiles a présenté son rapport, mardi 15 avril, devant la Chambre des re-

présentants à Bruxelles. ● À TOUS LES NIVEAUX, elle a relevé toute une série de manquements. La gendarmerie et certains magistrats sont particulièrement visés. Les rappor-

teurs estiment qu'il est nécessaire de remettre rapidement de l'ordre dans le fonctionnement de l'appareil d'Etat et de sanctionner les responsables. ● UNE LISTE de trente noms

de personnes, à qui sont formulés divers reproches, a été établie. L'affaire Marc Dutroux a provoqué une intense émotion dans le royaume au cours des derniers mois, et le premier

ministre, Jean-Luc Dehaene, a estimé que les recommandations contenues dans le rapport devraient être suivies d'effets et que les réformes en cours allaient se poursuivre.

Le rapport sur l'affaire Dutroux accable l'appareil judiciaire belge

La commission d'enquête parlementaire n'est pas tendre pour les gendarmes, policiers et magistrats qui ont travaillé sur les disparitions de jeunes enfants victimes de pédophiles depuis 1992. Elle réclame des réformes et des sanctions

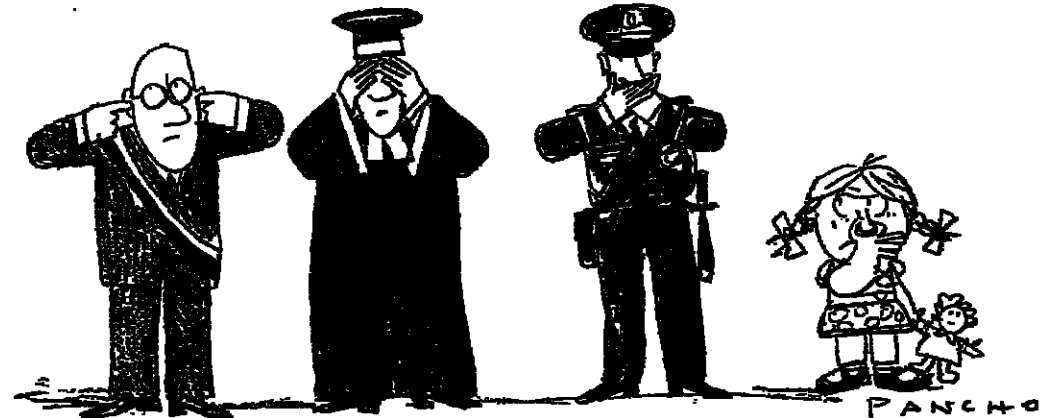
BRUXELLES

de notre correspondant
Les rapporteurs de la commission parlementaire d'enquête sur « Dutroux, Nihoul et consorts », Nathalie de T'Serclaes (Parti social-chrétien francophone) et Renaat Landuyt (socialiste flamand), ont présenté, mardi 15 avril, devant les députés belges, le rapport élaboré à la suite des travaux de ce groupe composé de seize membres et présidé par le libéral flamand Marc Verwiltghen.

Les conclusions du rapport, gros de trois cents pages, ont été adoptées à l'unanimité des membres de la commission, et elles sont accablantes pour la plupart des gendarmes, des policiers et des juges qui ont eu, directement ou indirectement, à gérer les affaires d'enlèvement de jeunes Loubna Benaïssa, Julie Lejeune et Mélissa Russo, An Marchal et Eefje Lambrechts et Sabine Dardenne, cette dernière étant la seule à avoir été retrouvée vivante, à la suite de l'arrestation de Marc Dutroux.

Le rapport dissèque, affaire par affaire, le déroulement des enquêtes, cerne les responsabilités des erreurs et des manquements, analyse les défauts structurels ayant provoqué des dysfonctionnements et enfin désigne nommément les juges, gendarmes et policiers dont la responsabilité individuelle est engagée dans l'échec des enquêtes. Le seul homme politique mis en cause est l'ancien ministre de la justice Melchior Wathelet, à qui la commission reproche d'avoir signé, en 1992, l'arrêt de libération anticipée de Marc Dutroux, qui avait été condamné en 1986 à treize ans d'emprisonnement pour viol et séquestration.

Les reproches les plus massifs et concernant l'ensemble de la hiérarchie sont adressés à la gendarmerie. Les brigades de Charleroi (lieu de résidence de Dutroux) et de la région de Liège (lieu où demeuraient Julie Lejeune et Mélissa Russo) ont pratiqué la rétention d'informations, notamment en n'informant pas les juges de Liège de l'opération Othello, qui consistait, au cours de l'hiver 1995, à mettre Marc



Dutroux sous surveillance, un informateur ayant indiqué que ce dernier s'appropriait à commettre des enlèvements d'enfants pour en faire commerce à l'étranger : « Aussi bien les membres de la gendarmerie de Charleroi, Thuin, Namur et Liège que les magistrats du parquet et le juge d'instruction de Charleroi qui sont intervenus dans le dossier Othello ont négligé d'informer, conformément au code d'instruction criminelle, les magistrats liégeois compétents des soupçons pesant sur Dutroux. »

Plus généralement, la commission a pu constater que la gendarmerie menait les enquêtes de manière « interne », faisant circuler les informations uniquement en son sein et négligeant de rédiger des procès-verbaux pouvant être utilisés par les juges d'instruction. Dans

le cas de l'enquête sur la disparition de Julie et Mélissa, le Bureau central de recherche de la gendarmerie (BCR), chargé de définir la stratégie de l'enquête et de mettre les moyens nécessaires à la disposition des brigades, est directement mis en cause : « La cellule « disparition » du BCR n'a transmis aucune information à la juge d'instruction Dutroux. La responsabilité du major Deceane est engagée en l'espèce. La création de la cellule « disparition » au sein du BCR semble avoir été source de confusion dans l'esprit des services de police », indique le rapport. Cette mise en cause massive de la gendarmerie n'exonère pas les juges de leur part de responsabilité.

Dans l'affaire de l'enlèvement à Bruxelles de la petite Loubna Benaïssa, le 5 août 1992, la commis-

sion pointe le rôle du procureur du roi de Bruxelles, Benoît Dejeunne, responsable de la non-désignation d'un juge d'instruction et des négligences commises par ses substituts dans l'exploration des pistes pouvant mener à Patrick Derocette, le meurtrier de Loubna arrêté le 5 mars 1997. Le rapport est particulièrement sévère pour M. Dejeunne, qui est par ailleurs l'un des sept juges européens signataires de l'appel de Genève contre la corruption : « M. Dejeunne ne satisfait pas aux conditions requises pour conduire son corps. Le fait de laisser de l'autonomie aux membres de son parquet n'est pas un gage de bonne organisation. En invoquant la confiance qu'un chef de corps doit avoir envers ses substituts, le procureur du roi reporte sa responsabilité sur ses derniers. »

Deux cent six heures d'audience publique

Installée le 25 novembre 1996, à la suite de l'intense émotion soulevée dans toute la Belgique par la découverte de quatre jeunes filles violées et assassinées par le criminel pédophile Marc Dutroux, la commission parlementaire d'enquête a tenu au total pendant trois cent cinquante et une heures, dont deux cent six en audience publique, et elle a entendu plus de cent témoins.

La retransmission télévisée en direct et intégrale de ces séances a donné à la commission Dutroux un poids énorme dans l'opinion publique. En quelques mois, ses membres sont devenus des personnages de premier plan de la vie politique belge. Son président, Marc Verwiltghen, qui était naguère un député libéral peu connu du grand public, s'est révélé, au fil des mois, un remarquable organisateur des débats. Il a notamment réussi à éviter toute dérive politicienne dans le déroulement des travaux et des auditions. (Corresp.)

LOUSINE

Les magistrats de Charleroi ne sont pas épargnés et sont jugés responsables de toute une série de fautes : laxisme dans la mise en liberté conditionnelle de Dutroux, omission de signalement au ministère de la justice de faits qui auraient pu amener la révocation de cette mesure, défaut de transmission au parquet de Liège d'informations essentielles concernant la disparition de Julie et Mélissa, etc.

A la juge Martine Dutroux, chargée de l'instruction à Liège, on reproche sa passivité, d'avoir atten-

du les informations et de n'être « descendue sur les lieux » que six semaines après les enlèvements. Le rapport lui fait également grief d'avoir refusé une offre du ministère de la justice faite en novembre 1995 de mettre des moyens supplémentaires à la disposition des enquêteurs.

Enfin, le rapport décrit très précisément les défauts de fonctionnement des services de police locale dans l'accueil des parents des victimes, et le mauvais fonctionnement des services de suivi médical et psychiatrique qui devaient s'occuper de Marc Dutroux et de Patrick Derocette après leur libération.

Dans sa dernière partie, le rapport fait une série de propositions visant à éviter la répétition des erreurs constatées. Elle propose d'améliorer l'accueil des victimes en proposant l'adoption d'une loi « déterminant le statut et les possibilités d'accès aux dossiers répressifs », une exigence qui avait été formulée avec force par les parents des victimes.

Enfin, les commissaires préconisent une refonte totale des services de police aboutissant à un corps unique intégrant, au niveau fédéral et au niveau local, la police judiciaire et la gendarmerie, seule solution, selon la commission, de nature à mettre un terme à cette « guerre des polices » qui s'est révélée désastreuse dans les affaires évoquées.

La remise de ce rapport ne met pas un terme aux travaux de la commission. Celle-ci propose que son mandat soit prolongé jusqu'au 30 septembre 1997 pour explorer les éventuelles protections dont pourrait avoir bénéficié Marc Dutroux. Un sujet très délicat : même si la plupart des commissaires semblent persuadés que les défauts constatés des machines policières et judiciaires étaient suffisants pour assurer pendant une longue période l'impunité de Dutroux et de ses complices, l'opinion publique n'admettrait pas que ce volet soit négligé.

Luc Rosenzweig

Il y a cinq ans,

la première disparition...

● 5 août 1992 : disparition à Bruxelles de la jeune Loubna Benaïssa, âgée de neuf ans.

● 25 juin 1995 : disparition de Julie Lejeune, douze ans, et Mélissa Russo, quatorze ans, à Grâce-Hollogne, près de Liège.

● 24 août 1995 : disparition d'An Marchal, seize ans, et d'Eefje Lambrechts, dix-sept ans à Westende, sur la côte belge.

● 27 mai 1996 : disparition de Sabine Dardenne, quatorze ans, près de Tournai.

● 12 août 1996 : arrestation à Jumez, près de Charleroi, de Marc Dutroux, de son épouse Michèle Martin, puis de ses présumés complices Michel Nihoul, Michel Lelièvre et Michel Diakostavrianos.

● 17 août 1996 : découverte des corps de Julie et Mélissa dans une cache d'une maison appartenant à Dutroux à Jumez, et de ceux d'An et Eefje à Sars-la-Bussière près de Charleroi, dans une autre maison appartenant à Dutroux. Libération de Sabine Dardenne.

● 12 octobre 1996 : le juge d'instruction, Jean-Marc Connerotte, du parquet de Neufchâteau, est dessaisi du dossier des enlèvements d'enfants pour avoir assisté à un repas de solidarité au profit des victimes des criminels pédophiles.

● 20 octobre 1996 : la « Marche blanche » organisée à Bruxelles à l'appel des parents des victimes réunit près de 300 000 personnes.

● 25 novembre 1996 : mise en place de la commission parlementaire d'enquête sur l'affaire Dutroux, Nihoul et consorts.

● 5 mars 1997 : découverte, dans la cave d'une station-service d'Ixelles, du corps de la petite Loubna Benaïssa et arrestation de son meurtrier présumé, Patrick Derocette, trente-trois ans, un récidiviste en matière de séquestrations et de violences sexuelles envers des mineurs.

Des conclusions sans pitié pour la police et les juges

Voici quelques extraits du rapport de la commission d'enquête publié mardi 15 avril à Bruxelles :

— L'enlèvement de Julie et Mélissa : « Ce dossier est sans doute le plus complexe, dans le temps et dans l'espace. Il se déroule sur trois volets : Charleroi, Liège, Bruxelles. Il se déroule sur trois années, 1993 à 1996. Le constat est tragique. Si les informations avaient été prises au sérieux en 1993, les enlèvements auraient peut-être pu être évités. Si les bonnes décisions avaient été prises en 1995, les enfants auraient sans doute été retrouvés, peut-être vivants. La chronique du déroule-



VERATIM

ment de cette enquête est la chronique d'un échec annoncé. » — L'enlèvement de Loubna Benaïssa : « La manière dont la famille a été reçue le premier jour par la police d'Ixelles est problématique. Le père de Loubna a été obligé de faire la queue et d'attendre une demi-heure avant de pouvoir signaler la disparition de sa fille, qui a été enregistrée comme s'il s'agissait de la disparition d'un portefeuille. (...) La police judiciaire, quant à elle, s'est limitée, semble-t-il, à des relations purement fonctionnelles avec la famille. Au niveau du parquet, les relations furent des plus réduites : après l'enlèvement de Loubna, ce n'est que le troisième magistrat en charge du dossier, M. Geerinx, qui a rencontré la famille. En outre, même après la création du service d'ac-

cueil aux victimes, celui-ci n'a pas pris contact avec la famille. Celle-ci a perçu cette situation comme un manque d'intérêt du parquet pour son affaire. »

— Le traitement des victimes : « Tout au long de l'enquête ou de la non-enquête, les victimes ont souvent été infantilisées, dépossédées, déresponsabilisées. Les différents acteurs du système judiciaire, à l'exception sans doute des policiers proches du citoyen, traduisent dans leur attitude la position du système de justice pénale selon laquelle la victime n'a pas de place dans le procès. »

— La gendarmerie : « L'automatisation croissante de la gendarmerie et sa volonté d'assurer la direction de l'enquête sont des faits qui s'imposent et qui paraissent entraver dans les moeurs. Certains témoins traduisent en effet, consciemment ou inconsciemment, en tout cas fidèlement, la position de l'état-major de la gendarmerie (...), à savoir que la direction de l'enquête revient aux services de police tandis que les magistrats se limitent à exercer un contrôle de légalité. Cette culture est désormais introduite à tous les niveaux de la hiérarchie. »

— L'enquête à Liège : « La succession des juges d'instruction a exercé une influence néfaste sur le déroulement de l'instruction. (...) On peut se poser de sérieuses questions sur la disponibilité de la juge d'instruction Dutroux, compte tenu de sa charge de travail et de l'implication de son mari dans une instruction judiciaire. »

LA BELGIQUE vient sans doute de vivre les neuf mois les plus intenses de son histoire politique, économique et sociale d'après-guerre, une période aussi décisive

ANALYSE

La politique des compromis avait généré un dangereux laisser-aller

peut-être pour son avenir que les conflits communautaires des années 70 qui avaient engagé le pays sur la voie de la fédéralisation. La conjonction des effets de la crise économique — aboutissant à des suppressions massives d'emplois dans la sidérurgie wallonne et même dans une Flandre réputée dynamique (Renault-Vilvorde) —, de la mise au jour de scandales portant sur le financement des partis politiques et des pratiques mafieuses au sein du Parti socialiste francophone, enfin de la découverte du drame d'enfants enlevés, violés et assassinés par des pédophiles criminels a profondément traumatisé le Royaume.

Jean-Luc Dehaene : « Du bon travail »

Le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, s'est déclaré, dans la soirée du mardi 15 avril, prêt à transposer dans la législation belge les réformes préconisées dans le rapport de la commission d'enquête sur les disparitions d'enfants. « Je pense que le Parlement a fait du bon travail. Les suggestions que la commission fait vont grandement dans la ligne des initiatives que le gouvernement a déjà prises et des projets de loi qui sont déposés », a déclaré le chef du gouvernement à la presse. Le ministre belge de la justice, Stefaan de Clerck, s'est également félicité du rapport et a appelé « tous les magistrats » à se montrer « disponibles » pour les réformes proposées par les députés. — (AFP)

tion et travaillant sans entraves peut, en Europe, être un élément majeur du bon fonctionnement de la démocratie.

Reste l'essentiel : le pouvoir exécutif sera-t-il capable de mettre en œuvre les réformes préconisées par le rapport et de prendre les sanctions contre les personnes nommément désignées comme ayant failli à leur mission ? Cette mise à nu d'un système belge fait de laisser-aller, d'incompétence jamais sanctionnée, de « localisme » exacerbé qui incite à ne pas se soucier de ce qui se passe dans le village d'à côté ne peut rester sans effet. On devra donc faire violence à la culture politique belge, fondée sur le compromis, le règlement en douceur des conflits d'intérêts et de personnes, qui a permis jusque-là à une nation culturellement et politiquement très divisée de survivre à ses multiples déchirements.

Le prix de cette paix civile a été un affaiblissement constant de l'autorité de l'Etat central, dépeuplé peu à peu de ses prérogatives par les institutions régionales, et laissant se développer dans les diverses institutions un « esprit de corps » où gendarmes, policiers et magistrats avaient l'impression d'agir à leur guise sans avoir à craindre le moindre contrôle. Or, s'il est facile de défaire un Etat, garant de la protection des individus contre les abus des corporations, il est beaucoup plus difficile de le reconstruire et surtout de lui donner la crédibilité indispensable pour agir.

L. R.

QUEL AVENIR POUR HONG KONG APRÈS JUILLET 1997 ? COLLOQUE INTERNATIONAL

Le retour de Hong Kong sous la souveraineté chinoise : perspectives politiques, économiques et financières

Palais des congrès du nouveau siècle de Lille, 15 et 16 mai 1997

Organisé sous le patronage scientifique du CRAPS et de l'ESA, Université Lille-II, avec la participation de M. P. Mauroy, sénateur-maire de Lille, ancien premier ministre de France. Principaux intervenants : M. Antony Wong, Hong Kong Economic and Trade Office, Bruxelles ; M. Chan Man Hung, directeur du China Business Centre (CIBC), Hong Kong ; M. J. Ph. Béja et M. Bonnin, spécialistes de la Chine au CEPRC à Hong Kong ; M. X. Marmuse, Directeur de l'Ecole supérieure des Affaires de Lille ; M. F. N. Dams, sinologue, M. C. à l'Université de Lille-III ; M. Yaman Shi et M. F. Hay, MC sinologues au CERTIFICAT D'ETUDES, Université de Rennes ; M. P. Chabal, C.C. Université de Havre. Plusieurs banquiers et hommes d'affaires européens présents à Hong Kong.

Inscriptions : Office du Tourisme de Lille : M. B. Maréchal ; tel. : 03-20-21-94-21. Fax : 03-20-21-94-20.

Tarif général : 1 750 F. Enseignants : 1 250 F. étud. : 700 F

سكس اى اى اى

صحن من العمل

Le président polonais s'explique sur son passé communiste

A l'approche de la campagne pour les législatives, M. Kwasniewski justifie sa carrière d'ancien apparatchik dans un autre système et déclare : « Je suis un social-libéral et je l'étais avant »

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale
Il a été décrit comme une personnalité « lisse ». Sa campagne électorale, menée avec succès contre Lech Walesa, en 1995, fut qualifiée d'« américaine ». Il est jeune (quarante-trois ans), élégant, et cultive une image moderne, occidentale. Le chef de l'Etat polonais, Alexandre Kwasniewski, entrera peut-être dans l'histoire comme l'homme qui signera l'adhésion de son pays à l'Union européenne, ou du moins comme celui qui présidera - « dès le 1^{er} janvier 1998 » - aux débuts des négociations en vue d'une adhésion. « Etre dans l'Union européenne, c'est comme jouer en première division », dit-il, en évoquant les succès économiques de son pays.

Mais en cette année électorale (des législatives doivent avoir lieu en septembre), il existe un sujet plus délicat, voire gênant, pour M. Kwasniewski : son passé d'ancien apparatchik. Interrogé récemment lors d'une rencontre avec des journalistes français sur son parcours politique, le président polonais a réagi vivement : « Quand vous prononcez le mot communiste, vous pensez à Georges Marchais ! J'ai été membre du parti, mais j'appartiens à une génération de quadragénaires qui ont compris très tôt [sous le régime communiste] que des réformes étaient nécessaires dans les domaines politique, économique et dans la vie sociale ». « A l'époque, la grande différence entre nous et l'opposition [Solidarité], poursuit M. Kwasniewski, c'est que nous ne pensions pas que le système communiste pouvait s'effondrer en aussi peu de temps. Nous surestimions la capacité du système soviétique à durer. Pendant de longues années, dire que le pacte de

Varsovie allait disparaître était quelque chose d'insensé. Notre idée était de changer le système. Personne ne pouvait prévoir la disparition de ce système. Sauf peut-être le pape polonais... »

Aujourd'hui, farouche partisan de l'économie de marché et de l'éclaircissement de l'OTAN, M. Kwasniewski n'aime pas être affublé de l'étiquette « ex-communiste » : « Je suis un social-libéral et je l'étais avant », affirme-t-il, ajoutant qu'il n'avait jamais cru à l'idéologie communiste. Assis dans une salle du palais Namiestnikowski à Varsovie, siège de la présidence, M. Kwasniewski évoque sa participation, en 1989, dans ce même bâtiment, aux négociations de la table-ronde qui avaient débouché sur un partage historique du pouvoir entre les communistes et Solidarité. M. Kwasniewski faisait alors partie de la délégation communiste. « J'étais certain que nous avions alors une chance historique pour des changements, mais personne ne pouvait prévoir que tant d'événements allaient ensuite se produire, tels que la fin du pouvoir communiste ou l'unification allemande. »

DE VIEILLES DIVISIONS

Les explications de M. Kwasniewski ne sont pas qu'une défense personnelle. Elles relèvent d'un enjeu politique immédiat. A l'approche des législatives, les vieilles divisions remontent à la surface en Pologne - entre ceux qui s'accommodaient ou profitaient jadis du régime communiste et ceux qui le combattaient. Depuis plusieurs mois, l'Action électorale (AWS) - l'opposition de droite, emmenée par le syndicat Solidarité - se consolide dans les sondages avec environ 29 % des intentions de vote. Son mot d'ordre

est de bouter hors du pouvoir les « ex-communistes », c'est-à-dire l'Alliance (SLD) de M. Kwasniewski, qui détient, en coalition avec le Parti paysan (PSL), près des deux tiers des sièges à la Diète, la Chambre basse du Parlement.

Pour M. Kwasniewski, qui orchestre et incarne la mutation des communistes polonais en sociaux-démocrates, le débat est faussé. Son parti, le SLD, au pouvoir depuis plus de trois ans, a suffisamment fourni la preuve de ses convictions capitalistes et démocratiques, estime-t-il, et la population en est consciente. « La perspective de l'entrée dans l'Union européenne sera l'une des questions clés de la campagne électorale », prévoit-il. « Plus de 80 % des Polonais y sont favorables ». « La Pologne se trouve aujourd'hui dans une situation semblable à celle de l'Allemagne dans les années 50 ou 60 », ajoute le président. « L'histoire est finie, et toute une jeune génération est prête à aller de l'avant. »

Natalie Nougayrède

L'OCDE s'inquiète d'une réduction insuffisante du déficit budgétaire italien

L'Institut monétaire européen joue aussi la prudence

Dans son rapport annuel sur l'Italie, publié mardi 15 avril à Paris, l'OCDE (organisation pour la coopération et le développement économiques) salue les ef-

forts « exceptionnels » réalisés par l'Italie pour participer à l'Euro, mais redoute de futurs dérapages, dans un contexte de croissance économique lente.

nistes », conclut néanmoins le rapport.

L'OCDE rappelle qu'en 1996, la croissance économique a atteint 0,8 % seulement, soit deux points de moins que prévu, tandis que le chômage a stagné à 12,1 % de la population active. Même si les créations d'emplois sont encore trop lentes pour enrayer la réduction rapide du chômage, les tendances lourdes de la démographie devraient favoriser, ces prochaines années, l'amélioration du marché du travail. L'OCDE note surtout que l'Italie a enregistré, depuis 1992, la deuxième plus forte progression de la productivité du travail des pays de l'OCDE, mais aussi la plus forte réduction de la rémunération réelle par employé.

Une reprise de l'activité cette année paraît essentielle. Les experts du château de la Muette remarquent qu'après avoir stagné pendant tout le deuxième semestre de 1996, la production industrielle dont des signes d'amélioration. Il prévoit une faible augmentation de la croissance cette année, à 1,3 %, poussée à

2,3 % en 1998, grâce au dynamisme des exportations. Le patronat italien reste pour sa part pessimiste. « Nous continuons à observer une stagnation de la production qui indique que la reprise, annoncée à plusieurs reprises, n'a pas lieu », a estimé mardi Innocenzo Cipolletta, directeur général de Confindustria, la principale fédération patronale.

L'Institut monétaire européen (IME) présentait pour sa part, mardi, son rapport annuel. Son président, Alexandre Lamfalussy, a une nouvelle fois refusé de se prononcer sur la liste des premiers participants à l'Euro, sur l'Italie en premier lieu. Sans citer d'Etats précis, le rapport de la future banque centrale européenne dénonce cependant « les mesures ponctuelles ou à court terme dont l'effet est limité à un an » et s'inquiète des conséquences en termes de finances publiques du vieillissement des populations européennes. Un sujet de préoccupations tout particulier pour l'Italie.

Françoise Lazare

Un pilote de l'US Air Force disparaît avec son appareil armé de missiles

WASHINGTON

de notre correspondant

Dans le récent film de John Woo, *Broken Arrow*, John Travolta incarne un pilote militaire qui, pour exercer un chantage à la bombe atomique, détourne son bombardier armé de deux engins nucléaires, à l'occasion d'une mission d'entraînement. Fiction, bien sûr...

Sauf que, le mercredi 2 avril, à 11 h 58, le capitaine Craig David Button, pilote de l'US Air Force, a brusquement rompu la formation de trois bombardiers A-10 Thunderbolt qui se trouvaient en mission d'entraînement au-dessus de la région de Tucson, Arizona. Depuis, il a disparu. L'appareil était armé de missiles et de quatre bombes conventionnelles de 250 kilos chacune. Comme ses camarades, Button devait survoler à haute altitude une zone désertique des Rocheuses pour y larguer ses bombes. Mais ce pilote de trente-deux ans, réputé sain de corps et d'esprit, bien noté par ses chefs, avait, semble-t-il, décidé de disparaître.

« Décidé », est bien le mot. Quelque quatre-vingt-dix minutes après sa fuite, l'avion, selon plusieurs témoignages visuels, se trouvait au-dessus de la région de Tehuacan, Etat du Colorado, à 530 kilomètres au nord-est de l'endroit où patrouillaient ses deux camarades de formation. Nullement désarmé, il tournait sous les nuages, probablement à court de carburant, son pilote vraisemblablement aux commandes. Telle est du moins la conclusion provisoire tirée par le général Donald Peterson, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air. Tout le reste n'est que conjectures. Depuis quatorze jours, quelque trois cents sorties aériennes ont été effectuées, les avions de reconnaissance U2 et SR-71 Blackbird succédant aux hélicoptères, eux-mêmes relayés par des détachements au sol.

Les recherches sont rendues difficiles par la couche de neige de plus de quatre-vingt-dix centimètres qui recouvre la région. Les autorités militaires ont analysé minutieusement les circonstances de

cette disparition et fouillé le passé du capitaine Button, sans recueillir le moindre indice. Son appareil se trouvait en queue de formation, ce qui signifie qu'il était dépourvu de transpondeur, un système d'identification et de repérage au sol. Volant à basse altitude, sa radio muette, il est vite devenu un avion fantôme.

PAS DE BOTTE NOIRE

Le capitaine Button avait été qualifié l'année dernière sur A-10, avion d'attaque au sol surnommé le « tueur de chars » qui vole à une altitude et à une vitesse peu élevées. Fils d'un pilote de la deuxième guerre mondiale, Craig David Button est connu comme un chic type, droit et « réglo », a priori pas le genre à vouloir se suicider aux commandes de sa machine. Pilote à quinze ans, passionné d'aviation, il se préparait à une prochaine mutation en Europe. Cette personnalité lisse épaissit le mystère, nourrissant l'imagination débridée de certains commentateurs.

Faut-il entrevoir une piste dans le fait que ses parents sont des témoins de Jéhovah, une secte connue pour son anti-militarisme ? A-t-il détourné son avion pour le compte de milices anti-gouvernementales ? Envisageait-il de lâcher les bombes sur la salle du tribunal où est jugé Timothy McVeigh, le coupable présumé de l'attentat d'Oklahoma City ? Les responsables militaires, de leur côté, échafaudent des explications moins rocambolesques : un oiseau qui percute la verrière du cockpit, le pilote victime d'un accident cardiaque ou d'un dérèglement de son système d'oxygène.

Reste une objection majeure : comment l'appareil aurait-il poursuivi si longtemps son vol ? Sans doute retrouverait-on les débris du A-10 Thunderbolt, les bombes et le corps de son pilote. Mais on ne connaît pas encore le secret de la mystérieuse destination du capitaine Button : son appareil était dépourvu de « botte noire ».

Laurent Zecchini

euro

12 A

Les Katangais tiennent tête à Laurent-Désiré Kabila

Conquise par les troupes de l'Alliance, la province zaïroise la plus jalouse de ses particularismes craint une dérive autoritaire et entend défendre son autonomie

Le gouvernement d'Afrique du Sud a confirmé, mardi 15 avril, l'arrivée prochaine de Laurent-Désiré Kabila pour discuter d'un éventuel cessez-le-feu au Zaïre. Le chef rebelle ne s'est toujours pas montré en public à

Lubumbashi, la capitale de la province du Shaba - qui vient de retrouver son nom de Katanga -, qu'il avait conquise le 9 avril. Les habitants de cette province, très attachés à leur autonomie, craignent une dérive auto-

ritaire et centralisatrice des partisans du chef rebelle. Les autorités rwandaises ayant refusé le rapatriement aérien massif sur l'aéroport de Kisangani de plus de 80 000 réfugiés hutus rwandais se trouvant dans l'est du

Zaïre, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) attend maintenant un feu vert des rebelles pour évacuer les réfugiés rwandais des camps proches de Kisangani vers la ville de Goma, frontalière du Rwanda.

LUBUMBASHI
de notre envoyé spécial
Arrivé la veille à Lubumbashi, Laurent-Désiré Kabila ne s'est pas montré en public de toute la jour-

REPORTAGE

Pour la première fois, l'Alliance s'empare d'une province qui lui témoigne de l'hostilité

née du mardi 15 avril. Cette discrétion contraste avec l'agitation politique qu'a connue la capitale de la province du Shaba, qui vient de retrouver son nom de Katanga. Elle témoigne également de la prudence, voire de l'embarras, des responsables de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). Pour la première fois, ceux-ci prennent possession d'une province dont l'un des principaux acteurs politiques leur témoigne une hostilité certaine tout en s'appuyant sur une bonne partie de la population.

C'est ainsi que dans la matinée de mardi plusieurs centaines de militants de l'Union fédéraliste républicaine indépendante originelle (UFRI-OR) ont manifesté contre la destitution de leur chef, le gouver-

neur Gabriel Kyangwa Wa Kumwenza et son remplacement par l'un des proches de M. Kabila, le secrétaire de l'Alliance, Gaëtan Kakudji. A la mi-journée, l'annonce de l'assignation à résidence de M. Kyangwa échauffait encore un peu plus les esprits. La veille, celui-ci avait mis l'Alliance au défi d'organiser une élection à main levée au poste de gouverneur comme elle l'avait fait à Kisangani et à Mbuji-Mayi.

Du coup, le meeting que devait tenir Laurent-Désiré Kabila a été remplacé par des « réunions d'explication », au cours desquelles les dirigeants de l'Alliance, venus de Goma, ont tenté de calmer les esprits. Dans l'après-midi, sur la place Moïse-Tschombé, au centre de Lubumbashi, du haut d'une tribune construite « à l'occasion de la première visite du roi Baudouin en 1955 », comme le faisait remarquer un Katangais désemparé, le commissaire aux finances, Mawapanga Mwana Nanga, s'est adressé à plus de 10 000 personnes, qui l'ont écouté attentivement, en mesurant chichement leurs applaudissements.

C'est que de nombreux Katangais - le nom est sur toutes les lèvres maintenant qu'il est à nouveau autorisé - s'inquiètent du sort fait à M. Kyangwa, gouverneur de la

province au début des années 90. Celui-ci a gagné une bonne part de sa popularité en menant une chasse impitoyable aux travailleurs venus de la province voisine du Kasai, campagne qui avait abouti en 1991 à un pogrom suivi de l'expulsion massive de Kasais dans des conditions inhumaines. Destitué par le maréchal Mobutu, exclu de son parti (UFRI), fondé par l'ancien premier ministre Nguz Karl I Bondi, Kyangwa a patiemment reconstruit une autre Ufiri, dite originelle, et consolidé sa base populaire.

Jusqu'à ce que M. Mobutu le nomme à nouveau gouverneur, quelques jours à peine avant que les troupes de l'Armée populaire de libération du Congo (APLC) n'entrent dans Lubumbashi, il a employé l'essentiel de son bref mandat à adresser des protestations d'amitié à la rébellion et à éviter des pillages en ville.

Mais son discours populiste et autonomiste, voire indépendantiste, ne peut s'accorder avec le jacobinisme teinté de marxisme-léninisme de l'AFDL. Au cours de son meeting, le commissaire a tenté de faire comprendre aux habitants de Lubumbashi que des sacrifices seraient nécessaires « jusqu'à la libération complète du territoire. Jusqu'à

l'entrée dans Kinshasa ». Mais, comme le disait un auditeur, « les frères de Kinshasa, on les aime bien mais ils doivent comprendre nos particularités ». Un jeune homme qui demandait quand ouvraient les premiers bureaux de recrutement de l'APLC s'est fait huer par certains de ses camarades.

« DOLLAR, LIBANAIS »

Et lorsqu'il s'est agi de poser des questions au ministre des finances, la foule a scandé « dollar, libanais », signifiant ainsi qu'elle souhaitait à la fois un relèvement du cours du zaïre et l'expulsion des commerçants qui tiennent les bureaux de change. Ces manifestations se sont d'autant plus librement exprimées que l'armée de libération était absente du meeting, comme l'a fait fièrement remarquer le commissaire aux finances.

Celui-ci a tenté de faire œuvre de pédagogie. M. Mawapanga a expliqué comment les fonctionnaires des douanes de Bukavu avaient déculé les recettes depuis l'arrivée de l'Alliance. « Et pourtant, a-t-il ajouté, aucun n'a encore été payé. Tout cet argent est allé à l'effort de guerre. » La démonstration a impressionné, mais pas forcément convaincu. Revenu récemment d'un long exil aux Etats-Unis, le

commissaire aux finances ne parle plus swahili, la langue véhiculaire au Katanga, une lacune dont la foule lui a également tenu rigueur. C'est l'annonce de l'arrivée de nouveaux investisseurs et de la réouverture prochaine des mines de cuivre du complexe de la Cécaminas qui a suscité le plus d'enthousiasme. M. Mawapanga expliquait que de nombreux investisseurs s'étaient déclarés intéressés par la Cécaminas. Or, le capital de la société avait été modifié quelque temps avant le début de la guerre. Cet accord, « comme tous ceux conclus par le régime Mobutu, devra être renégocié », a réaffirmé le commissaire aux finances, qui a souhaité parvenir à un compromis avec les « investisseurs de bonne foi ».

Pendant ce temps, le nouveau gouverneur Kakudji tentait de renouer le dialogue avec les partisans de M. Kyangwa, en recevant une délégation de femmes, puis des responsables de l'UFRI. M. Kakudji évoquait une possible levée de l'assignation à résidence de l'ancien gouverneur sans que l'on sache si l'interdiction qui lui est faite de mener toute activité politique était maintenue.

Thomas Sotinel

L'armée empêche l'opposition de manifester à Kinshasa

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Les forces de l'ordre s'étaient déployées à tous les endroits stratégiques de la ville : rond-point de l'Université, carrefour Mandela, rond-point de Ngaba, avenue du 24-Novembre... Mise ainsi sous l'œil noir, Kinshasa n'a pas pu bouger, mardi 15 avril, à l'appel de l'opposition radicale. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi entendait pourtant poursuivre ses manifestations pour obtenir le départ du maréchal Mobutu.

Après la « journée ville morte », villages morts, pays mort » de la veille, mardi devait être la « journée écoles mortes, universités mortes » et celle des « marches motorisées ». Si les établissements scolaires et les campus sont restés fermés, aucun convoi n'a pu se former dans les rues devant l'importante présence des forces de l'ordre. Quelques affrontements à distance ont eu lieu ici et là, notamment au carrefour de l'Université, où des étudiants tentaient d'ériger des barricades vite balayées par la police.

Dans le centre-ville, quelques commerçants avaient rouvert leurs portes, mais le marché central, totalement désert lundi, ne fonctionnait qu'au ralenti. Les quartiers po-

pulaires de la Cité étaient plus animés et la circulation y avait légèrement repris, chassant du même coup les gamins qui avaient envahi les avenues vides pour y jouer au football : mardi, ils étaient retournés dans leurs terrains vagues. Après avoir suivi par conviction la grève de lundi, un étudiant, mécanicien pour payer ses études, était mardi à la recherche d'un petit boulot dans le quartier de Lemba-Siper. « Si je fais grève aujourd'hui, je ne mange pas », s'excusait-il.

L'avenue du 24-Novembre avait été bloquée toute la journée par les forces de l'ordre, qui se sont retirées dans leurs casernes en début de soirée et, devant le campus de l'Institut supérieur de commerce (ISC), quelques étudiants racontaient comment ils avaient vu les militaires se déployer tôt dans la matinée autour de l'ISC en disant qu'ils allaient sécuriser la zone. « En fait, affirme Jean-Pierre, c'était pour nous empêcher de sortir. » Pour l'opposition, cette journée a cependant été un succès. « Nous avons réussi à paralyser la ville pour la deuxième journée consécutive », expliquait un responsable de l'UDPS.

A condition que son anonymat soit préservé, un ancien ministre, membre de la mouvance présidentielle, devait reconnaître

que, de toutes les « journées ville morte » qu'il avait vécues, celle de lundi avait été la plus suivie. « Ça fait réfléchir de voir une ville de cinq millions d'habitants totalement paralysée, confie-t-il. D'habitude, les gens qui ont besoin de travailler bravent les intimidations. »

DERNIERE NOUVELE DE SECOURS

Le régime du président Mobutu, quant à lui, s'accroche à sa dernière bouée de secours : l'ouverture d'éventuelles négociations qui lui permettrait d'éviter la déroute grâce aux pressions de la communauté internationale. « Si Kabila arrive à Kinshasa par la force, nous qui étions aux premières loges, nous n'aurons plus d'avenir », explique candidement un ancien ministre du maréchal.

En attendant, il semble que le gouvernement de salut national du général Likulia Bolongue éprouve de sérieux problèmes de trésorerie. Il a décidé de lancer un mandat d'arrêt international contre l'ancien premier ministre, Léon Kengo wa Dondo, après avoir constaté qu'il n'y a plus trace des fonds destinés à l'effort de guerre. De même, les nouvelles coupures, surnommées les « pros-tates » - parce qu'apparues fin 1996, en même temps que le cancer de la prostate du

chef de l'Etat -, sont introuvables. Après la passation de pouvoir à la nouvelle équipe, à la fin de la semaine dernière, M. Kengo aurait quitté le pays et se trouverait en Suisse. Depuis l'échec de la « contre-offensive foudroyante », annoncée en janvier, M. Kengo et son gouvernement ont été soupçonnés à plusieurs reprises, et parfois publiquement, d'avoir détourné une partie des fonds destinés à l'achat d'armement, de même qu'on accusait les généraux d'avoir revendu à leur profit des armes récemment livrées et destinées aux forces zaïroises.

Il est possible aussi que le nouveau gouvernement - dont plusieurs ministres siègent dans le précédent cabinet de M. Kengo - cherche à faire de Léon Kengo wa Dondo un bouc émissaire, afin d'expliquer sa totale impuissance face aux conquêtes des rebelles qui les privent désormais de la totalité des ressources du pays. Le porte-parole du gouvernement, Kin Kiey Mulumba, résumait mardi cette situation délicate par une formule élogieuse, reconnaissant devant la presse que ses collègues et lui formaient un « gouvernement de sacrifices ».

Jean Hélène

Une nouvelle forme de variole a été observée au Kasai oriental

DES SPÉCIALISTES de virologie ont annoncé, de manière conjointe, aux Etats-Unis et en Europe, avoir observé dans le Kasai oriental (centre du Zaïre) une nouvelle forme de variole d'origine simienne dont l'issue peut être mortelle. Les résultats détaillés de cette observation ont été publiés simultanément par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et par le bulletin hebdomadaire américain *Centers for Diseases Control* (CDC) d'Atlanta. Ils seront prochainement diffusés par le mensuel *Eurosurveillance* de la Commission européenne.

Les spécialistes américains et européens expliquent avoir diagnostiqué, de février à août 1996, près de cent cas d'« orthopoxvirose simienne ». Il s'agit d'une maladie clinique proche de la variole qui se caractérise par des éruptions cutanées de type pustuleux, par de la fièvre et par divers symptômes respiratoires.

Cette infection est due à un virus du singe (virus de la variole du singe) qui circule chez plusieurs animaux dans les forêts ombrophiles d'Afrique centrale et occidentale. Cette bouffée épidémique a commencé à être observée il y a un an dans une dizaine de villages de la zone sanitaire de Katakombes, où vivent plus de quinze mille personnes.

Les spécialistes américains d'Atlanta ont rapidement confirmé le diagnostic et les enquêteurs ont, au total, recensé 92 cas de cette étonnante maladie. Certains travaux expérimentaux avaient laissé penser que des écureuils arboricoles pouvaient être des réservoirs de ce virus proche de la variole et des intermédiaires entre le singe et l'homme. Des battements et autres petits mammifères n'ont pas encore permis de conclure.

Ces mêmes spécialistes regrettent que les études ultérieures qu'ils souhaitaient pouvoir mener « aient été interrompues à cause des troubles qui secouent le Zaïre ». L'analyse des données disponibles montre qu'après un contact animal-homme ce virus peut se transmettre au sein de l'espèce humaine. Ce phénomène pourrait s'expliquer par l'interruption des campagnes de vaccination antivariolique qui avaient été conduites à l'aide du virus de la vaccine, virus qui protégeait contre cette maladie d'origine animale. L'interruption de ces campagnes à la fin des années 70 a en effet entraîné une augmentation du nombre des personnes qui, en Afrique notamment, sont exposées à cette nouvelle menace virale.

Jean-Yves Nau

Les observateurs de l'ONU jugent satisfaisante la distribution de nourriture en Irak

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante
Présenté cette semaine à New York, le nouveau rapport de l'ONU sur la coopération de l'Irak avec la commission chargée du désarmement de Bagdad dissipe, une fois de plus, tout espoir de levée totale de l'embargo pétrolier en vigueur, entre autres sanctions, depuis l'invasion du Koweït, en août 1990.

La levée des sanctions pétrolières imposées à l'Irak est tributaire du feu vert de cette commission. Or, dans son rapport, son président, le Suédois Rolf Ekeus, affirme que l'Irak n'a toujours pas rempli ses obligations en matière de désarmement et cherche à entraver l'action des inspecteurs de l'ONU. Le diplomate estime que les problèmes qui subsistent entre l'Irak et l'ONU ne peuvent être résolus que par « une importante décision politique des dirigeants irakiens d'abandonner, une fois pour toutes, toute ambition de retenu ou d'acquiescer des armes de destruction massive ». Le Conseil de sécurité est également saisi d'un autre dossier : celui de la violation, le 9 avril, par Bagdad, de l'embargo aérien pour assurer le transport à La Mecque d'une centaine de pèlerins irakiens. L'Irak justifie cette infraction par le fait qu'il n'a jamais obtenu de réponse à la demande d'autorisation présentée à ce sujet au comité des sanctions de l'ONU. Les Etats-Unis, qui demandent un avertissement officiel du Conseil à l'Irak, se heurtent à l'opposition de la Russie et de la Chine.

Début juin, le Conseil devrait prendre connaissance d'un nouveau rapport, relatif à la coopération du régime de Bagdad avec les observateurs de l'ONU chargés de surveiller la distribution des vivres à la population irakienne. La résolution 986, qui est la base de l'accord dit « pétrole contre nourriture », a été adoptée pour une période de six mois, qui prend fin le 10 juin. Sa reconduction dépend de la coopération de l'Irak avec les cent quinze observateurs qui sont déployés sur son territoire.

« SEULE ÉVOLUTION POSITIVE »

Dans un entretien téléphonique depuis Bagdad, le diplomate suédois Staffan de Mistura, qui dirige l'équipe d'observateurs, se félicite du fait que la distribution de nourriture a pu « enfin commencer ». Selon lui, la quantité de nourriture acheminée sera « supérieure à tout ce que la population irakienne a pu avoir depuis deux ans ».

En une semaine, dit encore le chef des observateurs, l'ONU a pu accomplir 63 missions d'observation dans les centres de distribution « sans aucun problème avec les autorités du pays ». La semaine prochaine, selon M. de Mistura, les observateurs entameront un programme d'entrevues avec des familles bénéficiaires de l'aide.

Cet optimisme n'est pas unanimement partagé. De retour d'Irak, le rapporteur de l'ONU sur les droits de l'homme en Irak, le Néerlandais Max Van der Stoep, n'a pas exclu l'éventualité que le régime cherche à priver une partie de la population de nourriture. « J'espère que le système de carte-ration ne sera pas utilisé comme arme politique par le régime », a déclaré M. Van der Stoep. Le risque existe, pour les gens et les tribus considérées comme hostiles au régime, d'être privés de l'accès à l'aide, estime-t-il. Pour lui, l'accord « pétrole contre nourriture » est néanmoins la « seule évolution positive » d'un pays, qui est l'un des pires dictatures du monde actuel.

La violation de l'embargo aérien par l'Irak et les rapports négatifs de l'ONU sur ce pays donneront des motifs supplémentaires à Washington pour critiquer publiquement le régime de Bagdad. Des diplomates n'en estiment pas moins que les Etats-Unis ne pourront pas s'opposer à la reconduction de la formule « pétrole contre nourriture » pour une nouvelle période de six mois.

Afsané Bassir Pour

UNE GRANDE OPPORTUNITÉ D'INVESTISSEMENT SUR LA CÔTE ROUMAINE DE LA MER NOIRE

L'ADMINISTRATION DE LA ZONE LIBRE DE CONSTANTA SUD organise conformément à la loi: no. 84/1992

une vente aux enchères publique pour la concession des surfaces de terrains sur la plate-forme no. 3 dans la Zone Libre du Port de Constanta Sud, pour la construction d'un terminal de grain contenant une capacité de stockage d'au moins 100.000 tonnes et son équipement pour l'acheminement du grain jusqu'aux bassins du port.

Conformément à la loi no. 84/1992, la concession peut être garantie pour une période maximale de 50 ans. Les documents de la vente peuvent être obtenus à partir du 11 avril 1997 au siège de l'administration de la Zone Libre sur paiement d'une taxe non remboursable de 700 USD. Les entreprises éligibles sont celles reconnues comme professionnelles du commerce du grain. Pour l'achat des documents de la vente, les entreprises éligibles intéressées devront déposer un dossier de candidature contenant les informations suivantes:

- nom et adresse complète de la société,
- références dans les activités du commerce du grain.

La date limite pour le dépôt des offres est le 5 juin 1997 à 15 heures, heure locale, au siège de l'administration de la Zone Libre du Port de Constanta Sud. La vente publique aura lieu en présence des entreprises intéressées le 6 juin 1997 à 10 heures, heure locale, au Centre de Formation des Marins, rue Baba Novac nr. 101, Constanta, Roumanie.

Pour de plus amples informations, veuillez nous contacter à l'adresse suivante:

L'ADMINISTRATION DE LA ZONE LIBRE CONSTANTA SUD

Ferry Boat Terminal Building Agiza, code 8711, Jud. Constanta, ROMANIA
Tel: (40) 41-741 378; 618 718; 619 190 ext. 2118, 2162 Fax: (40) 41-639 066; 619 729; 693 913
General Director CONSTANTIN SUTEU

1501 000 000

Pékin échappe à pour non-resp

... dans l'ince

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

... pour su

... relations t

صكنا من الاعمال

Pékin échappe à la condamnation de l'ONU pour non-respect des droits de l'homme

Paris n'a pas soutenu la résolution du Danemark stigmatisant la Chine

La Chine a remporté, mardi 15 avril, à l'ONU, une nouvelle bataille sur les droits de l'homme contre un dan occidental divisé, en évitant que la ques-

tion des violations des libertés par Pékin ne soit discutée à Genève. La résolution contre Pékin proposée par le Danemark n'a pas été soutenue

par la France et l'Allemagne mais ces pays ont voté contre la motion chinoise qui demandait d'éviter le débat (lire aussi notre éditorial page 14).

GENÈVE

de notre correspondant

La Chine, malgré tout ce qu'on sait sur le mépris des libertés dont elle fait preuve, a réussi, le 15 avril, à échapper une fois de plus à une condamnation par l'ONU pour violation des droits de l'homme. Selon la plupart des cinquante-trois Etats membres de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui siègent au Palais des Nations de Genève du 10 mars au 18 avril sous la présidence de Miroslav Šolc (République tchèque), le jeu était fait depuis avant le début des travaux : il ne semblait pas opportun à certains grands pays, la France en tête, de se solidariser avec une résolution qui visait, entre autres, la libération des prisonniers politiques chinois. La Chine, personne ne l'oublie à Genève, représente un grand marché potentiel.

Cette résolution, présentée par le Danemark et qui avait pour co-signataires l'Autriche, la Belgique, les Etats-Unis, la Finlande, l'Irlande, l'Islande, le Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni,

la Suède et la Suisse, n'avait même pas été soumise à un vote. En effet, la Chine a usé, une fois de plus, d'un stratagème pour échapper à un blâme : elle a mis aux voix une motion dite de « non-action », procédure qui a permis d'éviter le débat et un vote sur le projet de résolution proposé par les Danois.

Cette motion a été adoptée dans la soirée par vingt-sept pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique ; dix-sept autres (dont la France et les Etats-Unis) l'ont rejetée et neuf se sont abstenus. On se félicite à Genève que la France et l'Union européenne, cette fois solidaires, aient voté contre cette motion. « C'est une question de principe », nous a déclaré l'ambassadeur de France, Daniel Bernard. La même procédure avait cependant été adoptée à la précédente session annuelle de la Commission avec trois voix de moins, ce qui fait que Pékin peut estimer avoir progressé sur les chemins du succès et la Commission sur celui du déclin de sa crédibilité.

Le projet de résolution avait donné lieu à plusieurs débats au

cours desquels la Chine s'était montrée extrêmement menaçante et agressive, alors que le texte proposé ne l'était pas vraiment. Il évoquait moins nettement que ne le font les organisations non gouvernementales (ONG) les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Chine par « les autorités locales, provinciales et nationales », ainsi que « les restrictions mises à l'exercice des libertés culturelles, religieuses et autres, des Tibétains, notamment en ce qui concerne le cas du 14^e panchen lama Jechun Chokyi Nyima », retenu à Pékin.

REPRÉSENTATIONS

Le texte demande également au gouvernement chinois de « préserver et protéger l'identité culturelle, linguistique et religieuse des Tibétains et des autres groupes ethniques ».

L'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la Grèce se sont rangées du côté de la France pour s'opposer à ce texte de résolution qu'aucun pays asiatique n'avait d'ailleurs soutenu. Les plus énergiques des défenseurs tra-

ditionnels des droits de l'homme ont regretté la décision de l'Australie, du Canada et celle du Japon de ne pas coparrainer le texte de cette résolution. En guise de représailles contre le Danemark, Pékin a reporté la visite en Chine de deux ministres danois et d'une mission commerciale hollandaise.

Les Etats-Unis ont, jusqu'à un dernier moment, mené une campagne vigoureuse en faveur de la résolution. Ainsi ont-ils dépêché à Genève le secrétaire adjoint aux droits de l'homme, John Shattuck, qui s'est efforcé - sans grand succès - d'obtenir des pays hésitants un soutien à une condamnation des violations des droits de l'homme en Chine.

Il faut remarquer que de nombreux pays du tiers-monde, dont la Commission cherche à protéger les peuples contre la misère et les exactions, ne se sont pas montrés trop regardants pour ce qui est du respect des droits de l'homme, comme le prouve le vote en faveur de la « non-action ».

Isabelle Viehman

Washington accroît son aide alimentaire à la Corée du Nord

Un prélude à des négociations quadripartites

WASHINGTON

de notre correspondant

Officiellement, la décision américaine de fournir une aide alimentaire supplémentaire à Pyongyang n'a rien à voir avec des considérations diplomatiques. Le département d'Etat a insisté sur ce point, mardi 15 avril, expliquant que cette « rallonge » de 15 millions de dollars (environ 85 millions de francs) répond à des préoccupations strictement humanitaires, c'est-à-dire à la situation de famine qui menace plusieurs régions de Corée du Nord à la suite de deux années consécutives d'inondations. Le fait que cette décision ait été annoncée la veille d'une réunion cruciale, à New York, censée permettre l'ouverture de négociations quadripartites, entre les deux Corées, la Chine et les Etats-Unis, serait donc, si l'on comprend bien, un pur hasard.

Cette nouvelle assistance alimentaire, qui équivaut à environ 55 000 tonnes de céréales, porte le total de la contribution américaine à 33,4 millions de dollars depuis fin 1995, soit un peu plus du tiers

du total jugé nécessaire par le Programme alimentaire mondial (PAM) pour enrayer la menace de famine. L'agence des Nations unies a estimé que 200 000 tonnes de céréales devaient parvenir à la Corée du Nord avant la fin de l'été. Le département d'Etat a précisé que ce don alimentaire est destiné en priorité à quelque 2,4 millions d'enfants âgés de moins de six ans. Selon une étude du Pentagone, sans une mobilisation internationale, près de 100 000 Nord-Coréens pourraient mourir de faim ou de maladies liées à une malnutrition chronique. Le « geste » américain n'est cependant pas dicté par des préoccupations purement altruistes. Le régime de Pyongyang n'a pas caché que sa participation aux discussions quadripartites - dont l'objet est de négocier un mécanisme de stabilisation permanent de la péninsule, qui se substituerait à l'armistice de 1953 -, était précisément liée à l'aide alimentaire internationale.

Laurent Zecchini

Plus de 200 morts dans l'incendie d'un camp de pèlerins à La Mecque

LA MECQUE. Les autorités saoudiennes ont annoncé mercredi 16 avril à l'aube que 217 pèlerins ont trouvé la mort et 1 290 autres ont été blessés dans l'énorme incendie qui a ravagé, mardi, des campements de pèlerins près de La Mecque, en Arabie Saoudite. Provoqué vraisemblablement par l'explosion d'une bonbonne de gaz, le feu qui s'est déclaré mardi peu avant midi dans la région de Mina, à cinq kilomètres au sud de La Mecque, a détruit 70 000 tentes dressées sur une superficie de plus de 25 kilomètres carrés.

Selon des témoins, l'incendie a d'abord touché les campements de toile des contingents pakistanais, indiens, indonésiens et malaisiens avant de s'étendre aux camps iraniens et arabes, mais la Jordanie, l'Egypte, le Liban la Syrie et la Tunisie ont fait savoir que leurs ressortissants étaient sains et saufs. - (AFP)

La détérioration des relations entre l'Iran et l'Allemagne se poursuit

BONN. Une importante délégation d'hommes d'affaires iraniens a annulé la visite qu'elle devait effectuer en Allemagne, du 21 au 25 avril, à la suite de la mise en cause des plus hauts dirigeants iraniens par la justice allemande pour terrorisme d'Etat, le 10 avril. Le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* assure, dans son édition du 16 avril, selon des sources du « parquet fédéral », qu'une enquête va être prochainement ouverte contre le ministre irani des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, mis en cause dans le jugement du 10 avril contre les responsables de l'assassinat d'opposants kurdes. L'ancien président iranien Abolhassan Bani Sadr a critiqué, mardi 15 avril, les relations secrètes qui perdurent, selon lui, entre l'Allemagne et l'Iran, notamment au niveau des services secrets. - (AFP)

Ethiopie : trois attentats en trois jours à Addis-Abeba

ADDIS-ABEBA. Les mesures de sécurité ont été renforcées dans la capitale éthiopienne après les trois attentats à la grenade qui ont fait, depuis samedi 12 avril, un mort et plus de 70 blessés. En 1996 déjà, des attentats à la bombe qui avaient fait quatre morts et des dizaines de blessés avaient visé des hôtels gouvernementaux à Addis-Abeba et Dire-Dawa (est). Ces attaques avaient été revendiquées par un mouvement intégriste musulman, Al-Itihad al-Islam, qui réclame l'indépendance de l'Ogaden, une région à l'est du pays et, selon Addis-Abeba, dispose de bases arrière en Somalie. Cette fois, deux restaurants et un supermarché privés ont été touchés. Six étrangers - deux Français et quatre Britanniques - figurent parmi les blessés. Les autorités éthiopiennes restaient très discrètes mercredi matin au sujet de l'évolution de l'enquête sur ces derniers attentats, qui n'ont pas été revendiqués. - (AFP)

Un responsable du parti royaliste cambodgien demande la démission du prince Ranariddh

PHNOM-PENH. Le ministre d'Etat cambodgien Ung Phan, membre du Funcinpec royaliste, a réclamé le limogeage du premier ministre Ranariddh, fils du roi Sihanouk et chef du parti. La coalition gouvernementale au pouvoir à Phnom-Penh, dont la direction est partagée entre royalistes et ex-communistes, apparaît ainsi de plus en plus menacée. Mercredi 16 avril, la direction du Funcinpec a affirmé que des « traîtres » se sont infiltrés dans ses rangs. La radio du Funcinpec a accusé le ministre d'Etat Ung Phan de trahison et décrit son appel à déposer le Prince Ranariddh comme le complot d'un « fou pro-vietnamien ». Selon Ung Phan, « une proportion importante des adhérents du Funcinpec n'accepte pas l'autorité du prince Norodom Ranariddh ». - (AFP)

Aficio est arrivé

RICOH est heureux de vous faire part de la naissance d'Aficio

Après le P10, l'arrivée de la gamme Aficio, une révolution.

Aficio est là. C'est le nouveau concept de RICOH en matière d'équipement de bureau qui vous permet dès à présent, d'aborder avec succès, l'ère numérique. Aficio, une gamme complète de produits qui vous offre au prix de l'analogique, une grande richesse fonctionnelle et de multiples possibilités grâce à sa conception modulaire. Choisissez les fonctionnalités que vous souhaitez - copies numériques couleurs ou noir & blanc, télécopies, numérisation ou impression de documents - et sélectionnez simplement la configuration qui correspond le mieux à vos besoins. La conception novatrice de la gamme Aficio apporte à l'univers du bureau, un plus incontestable en flexibilité et productivité. Aficio, c'est l'environnement numérique du bureau qui répond désormais aux besoins de chacun.

AficioTM
de RICOH



Ricoh France S.A. Tél: 01 40 94 37 08, Fax: 01 40 98 39 05
Gesetner S.A. Tél: 01 49 80 71 95, Fax: 01 49 80 71 94
Nashuatec France S.A. Tél: 01 48 98 21 69, Fax: 01 43 77 02 89
Rex Rotary S.A. Tél: 01 39 90 54 72, Fax: 01 39 90 14 40

RICOH / nashuatec / Rex-Rotary / Gesetner

FINANCES Les réflexions de l'exécutif sur un infléchissement de la politique gouvernementale sont alimentées notamment par des prévisions alarmantes sur l'évolution des

finances publiques. Le déficit du budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale pourraient atteindre, en 1997, des niveaux supérieurs à ce qui avait été estimé et se situer très au-delà

des limites prévues pour l'entrée dans la monnaie unique européenne. **LES DÉPUTÉS**, qui ont repris leurs travaux mardi 15 avril, s'interrogent sur les intentions de Jacques Chirac

et confrontent leurs arguments en faveur d'élections législatives anticipées ou d'un remaniement du gouvernement. **UN SONDAGE** de BVA pour Paris-Match et France 2 indique

que la gauche redeviendrait majoritaire à l'Assemblée nationale si les législatives avaient lieu maintenant. L'enquête met en évidence l'instabilité du corps électoral.

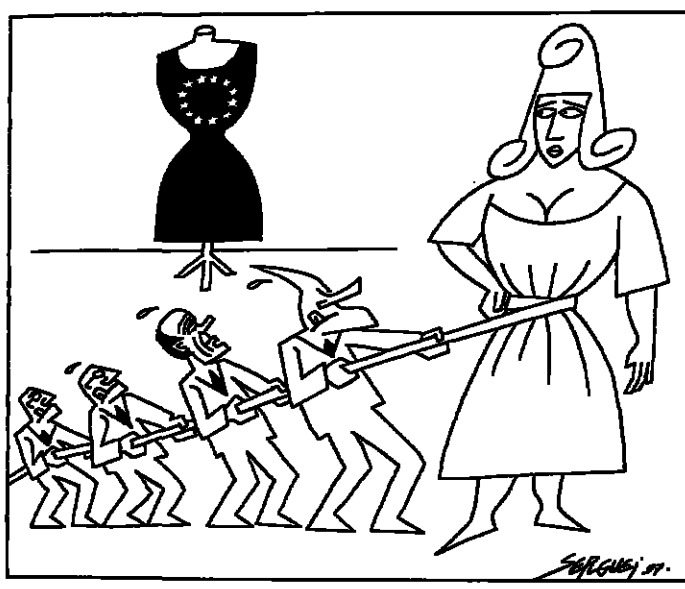
Le gouvernement redoute un dérapage des déficits publics

Les prévisions fournies par les services de Bercy font craindre une insuffisance de recettes de TVA et de cotisations sociales en 1997. Un nouveau gel de crédits budgétaires pourrait se révéler nécessaire, de même qu'une réduction des dépenses de l'assurance-maladie

ALAIN JUPPÉ a donné le coup d'envoi de la préparation du projet de loi de finances pour 1998. En prévision du débat d'orientation budgétaire qui doit avoir lieu les 13 et 14 mai, à l'Assemblée nationale, il a reçu à déjeuner, à Matignon, mardi 15 avril, les principaux dirigeants des groupes parlementaires de la majorité et des commissions des finances pour avoir un premier échange avec eux sur les priorités gouvernementales.

Si le rendez-vous est banal, les questions que le gouvernement va avoir à trancher au cours des prochaines semaines le sont moins : la France parviendra-t-elle à abaisser ses déficits publics à 3 % du produit intérieur brut (PIB) d'ici la fin de l'année, comme l'exige le traité de Maastricht ? De nouvelles mesures de rigueur devront-elles être prises ?

Certes, officiellement, l'interrogation n'est pas de saison. Si, sur fond de rumeurs de remaniement ou de dissolution, la majorité a de bonnes raisons de spéculer sur le calendrier politique, le calendrier économique, lui, ne fait pas débat : la France sera, coûte que coûte, au rendez-vous de la monnaie unique. Lors de la dernière réunion de la Commission des comptes de la nation (Le Monde du 4 avril), le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a confirmé l'objectif des 3 %. Et les instituts de prévision, présents dans cette instance consultative, ont avancé une estimation voisine, de l'ordre en moyenne de 3,1 %. Non qu'ils aient estimé que, en tendance, la France soit sur la bonne pente pour respecter l'objectif, mais ils ont pris acte de la détermination du gouvernement qui, par la bouche de M. Arthuis, s'est dit « résolu à



prendre les mesures adéquates » si cela se révèle nécessaire.

Pourtant, officiellement, le débat économique est plus complexe qu'il n'y paraît, compte tenu de l'état des comptes publics. Selon nos informations, la direction du budget et la direction de la prévision du ministère des finances – la première sur un ton plus alarmiste que la seconde – viennent d'adresser des simulations au gouvernement laissant entendre qu'à politique inchangée la France risque de dépasser assez sensiblement le seuil fatidique des 3 % de déficits publics.

« EFFET DE BASE » NÉGATIF

Cette mise en garde sur l'évolution des finances publiques est rituelle en cette période de l'année. Le gouvernement entend donc se

donner le temps de la réflexion avant de réagir, d'autant plus que toutes les nouvelles ne sont pas mauvaises. Il apparaît ainsi que les dépenses publiques – aussi bien les dépenses budgétaires que les dépenses d'assurance-maladie – sont très bien tenues.

Cela étant, plusieurs dangers se profilent. D'abord, le budget de 1996 a été exécuté avec un déficit (295 milliards de francs) supérieur de 8 milliards de francs aux prévisions, ce qui a entraîné, selon la formule des experts, un « effet de base » négatif d'un même montant pour le budget de 1997.

Ensuite, les rentrées de TVA ont été décevantes au cours des derniers mois de 1996 et en janvier et février 1997. Or la tendance est doublement préoccupante. D'abord, elle confirme que la crois-

sance française est beaucoup plus « tirée » par la demande étrangère que par la demande intérieure. Ensuite, une partie de ces pertes de recettes fiscales est inexplicable. Le gouvernement s'interroge, en particulier, sur la mystérieuse envolée des demandes de remboursements et de dégrèvements de TVA, formulées par les entreprises, et il a demandé une enquête sur le sujet à l'inspection générale des finances.

Enfin, et surtout, il se confirme que le déficit de la Sécurité sociale risque de déborder au-delà des 30 milliards de francs prévus. Encore une fois, c'est la faiblesse de l'activité qui est en cause. Selon de bonnes sources, l'objectif de réduction des déficits publics aurait, en effet, été calculé sur la base d'une progression de l'ordre de 4 % de la masse salariale, alors qu'on serait actuellement sur une pente de seulement 3 %. Si la tendance se prolongeait, les pertes de recettes pour la Sécurité sociale pourraient donc avoisiner 10 à 12 milliards de francs.

« REDÉPLOIEMENT » BUDGÉTAIRE

A ce rythme-là, quels seraient les déficits publics en fin d'année ? Pourrait-ils atteindre 3,4 % ou 3,5 %, voire plus ? Si le gouvernement se refuse à donner la moindre indication sur le sujet, il est clair qu'il entend prendre toutes les « mesures adéquates », comme l'a dit M. Arthuis, pour contenir cette dérive.

Ainsi, les convives du déjeuner de Matignon se sont-ils vu confirmer que le gel de 10 milliards de francs de crédits budgétaires, évoqué en début d'année sera mis en œuvre. Mais on ne cache pas, dans les sphères gouvernementales, qu'il faudra peut-être aller au-delà

et qu'un nouveau tour de vis sur la dépense devra être envisagé si, d'ici deux mois, un dérapage est constaté.

Dans les prochaines semaines, la rigueur devra donc être renforcée, et la Sécurité sociale sera la première à en faire les frais. Alors que la grève des internes vient tout juste de prendre fin, un membre du gouvernement admet ainsi que Jacques Barrot aura la difficile tâche, prochainement, de « dur-

est entendu que le dispositif devra être financé sur les crédits à l'emploi de 1997 sans que ceux-ci soient augmentés. Le ministre des affaires sociales devra donc avoir recours à la procédure douloureuse du « redéploiement » budgétaire, qui a déjà été utilisée pour les dernières mesures en faveur de la famille ou de l'emploi des jeunes.

Alors que le ministre allemand des finances, Theo Waigel, a admis,

Le budget de l'Etat et l'argent du football

L'allègement de charges patronales et salariales que le gouvernement souhaite accorder aux athlètes professionnels « susceptibles d'être recrutés par des clubs étrangers » devrait concerner entre « cent cinquante et deux cents personnes », footballeurs, basketballiers et joueurs de rugby, selon l'étude d'impact transmise aux parlementaires et qui accompagne le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, contenant cette mesure.

L'étude précise qu'en cinq ans les recettes pour l'Etat provenant du football sont passées « de 580 à 800 millions de francs ». « En cas de départ continu de nos meilleurs joueurs, le secteur subira un choc sportif et économique qui entraînera très vite une baisse de 10 à 15 % de ses recettes, soit 80 et 120 millions de francs », indique-t-elle. Pour justifier ce statut préférentiel, elle conclut : « En préservant un secteur qui lui fournit des recettes fiscales et sociales non négligeables, l'Etat réalise une opération positive pour les finances publiques. »

Le plan d'économies sur les dépenses de santé.

De surcroît, le gouvernement va être dans l'obligation de renoncer à toute mesure nouvelle qui pourrait peser sur les comptes publics. Le dossier du textile est, à cet égard, révélateur. Alors que, dans un premier temps, Bercy était très réticent à l'idée que le dispositif d'allègement de charges envisagé pour ce secteur puisse être élargi à d'autres industries, de main-d'œuvre, le premier ministre persiste dans cette intention, mais il

mardi, qu'il table sur un manque à gagner de près de 8 milliards de deutschemarks (près de 27 milliards de francs) dans les rentrées d'impôts de son pays par rapport aux prévisions de l'automne dernier, la France va donc, elle aussi, devoir prendre des mesures drastiques pour tenir ses engagements européens. N'est-ce qu'une coïncidence ? Si le calendrier politique apparaît perturbé, le calendrier économique ne l'est pas moins.

Laurent Mauduit

Le débat sur une dissolution ou un remaniement se développe dans la majorité

« IL N'A PAS TRANCHÉ » Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, en est convaincu : le président de la République réfléchit toujours à une « initiative » – dissolution, remaniement – susceptible de faire profiter l'exécutif de la relative embellie du climat politique ou économique. Le chef de l'Etat a d'ailleurs interrogé Charles Pasqua, le 8 avril, sur les deux éventualités. Ceux qui ont approché Alain Juppé, mardi 15 avril, en ont également retiré le sentiment que le premier ministre « est pour des élections législatives anticipées, mais qu'il n'y croit pas ».

Autant dire que les dénégations officielles ne convainquent personne, pas plus la mise au point d'Alain Juppé dans le Figaro Magazine, constatant que le « calendrier est ce qu'il est » (Le Monde du 12 avril), que la dépêche de l'AFP citant mardi « le proche entourage du chef de l'Etat », selon lequel « toutes ces hypothèses ne sont que pures spéculations ».

De retour, mardi, au Palais-Bourbon après deux semaines d'interruption, les députés n'ont pas caché leur intérêt pour le sujet. Sortant du bureau du premier ministre, M. Péricard s'est efforcé de ne

pas donner trop de crédit au scénario de législatives anticipées, mais le président du groupe RPR n'a pu cependant s'empêcher de raisonner à voix haute sur les « raisons » qui pourraient motiver une dissolution, « même si elle n'est pas dans nos mœurs ». « Le calendrier européen est un argument qui mérite d'être soulevé. S'il y a une bonne raison, pourquoi pas ? », a-t-il dit. Résumant l'argument commun à ceux qui souhaitent une précipitation du calendrier électoral, M. Péricard estime qu'en mars 1998, « le risque est de voir complètement modifié le débat législatif, de le voir uniquement porter sur la monnaie unique, qui doit avoir sa place, mais ne doit pas être le seul sujet ».

« DANS L'INTÉRÊT DU PAYS »

Pierre Lellouche, lui, ne s'interroge pas. Le député RPR du Val d'Oise est convaincu qu'il faut dissoudre immédiatement « dans l'intérêt du pays ». « Plus vite le peuple se sera prononcé, plus vite on pourra reprendre à un rythme soutenu les réformes dont le pays a besoin », explique M. Lellouche, qui redoute que la France ne perde encore une année en campagne électorale. Depuis la victoire de la majori-

té en 1993, le travail du gouvernement a été handicapé, selon lui, par deux années de cohabitation et de campagne présidentielle, puis une année par l'installation du nouveau pouvoir après l'élection de M. Chirac, de sorte que « le gouvernement travaille vraiment depuis un an ».

M. Lellouche craint enfin que l'Allemagne ne profite d'éventuelles tergiversations françaises sur l'euro, liées à la campagne électorale de 1998, pour remporter l'épreuve de force européenne. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine) voit aussi, dans une dissolution, une bonne manière de sortir d'« un climat qui vassouille ». René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire) est « à 100 % pour », car il y a « beaucoup trop d'élections en 1998 ».

Le député socialiste Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis) prend moins de gants que ses collègues de la majorité pour évaluer les « risques » que prendrait M. Chirac s'il décidait d'abréger la législature. « Qu'il se mette, avertit M. Bartolone. Une dissolution « de confort » le mettrait au centre de l'enjeu. La question des élections législatives serait alors : « Etes-vous pour ou contre moi ? » Chirac a-t-il vraiment intérêt à déclencher un troisième

tour présidentiel ? » Le député fabiusien voit dans des « législatives référendaires » une opportunité pour la gauche, du coup moins sollicitée sur le contenu de son programme.

UNE HYPOTHÈSE BIEN FADE

« Chirac dispose là d'un fusil à un seul coup, renchérit un responsable RPR en s'abritant derrière l'anonymat. C'est une sacrée décision. Son problème est de trouver un habillage à une dissolution qu'il a toujours repoussée. Peut-il changer de discours aussi brutalement ? » Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a pris la tête des opposants à la dissolution. S'arc-boutant sur « la lecture jurisprudentielle de la Constitution, le président de la commission des lois a rappelé que les quatre dissolutions de la V^e République avaient toutes répondu à une « crise ». « Crise entre le pouvoir et le peuple en 1962 et 1968 ou « entre l'exécutif et le législatif » en 1981 et 1988 ».

Depuis, sur les motivations d'une dissolution, « la Constitution est muette », convient M. Mazeaud, et « le président est libre ». Mercredi matin sur Europe 1, le président de la commission des lois,

avant d'être reçu par M. Chirac, a exprimé sa préférence pour un remaniement gouvernemental. Philippe Auberger (RPR, Yonne) est plus catégorique encore : « On ne dissout pas pour le plaisir. » Jean-Pierre Thomas (UDF, Vosges) n'y voit que de la « tactique », tandis que Xavier de Roux (UDF, Charente-Maritime) considère qu'une telle initiative présidentielle serait « terriblement antidémocratique » et apparaîtrait comme une « nouvelle manifestation de dérive monarchique ».

Quant à l'hypothèse d'un remaniement, pourtant la moins improbable, elle apparaissait mardi aux députés comme bien fade. Le balladurien Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) note que « plus on s'approche des élections, moins un poste de ministre a d'intérêt ». Gilles de Robien concède qu'un remaniement pouvait per-

Fabien Roland-Lévy

Un sondage de BVA indique que l'opposition pourrait l'emporter aux élections législatives

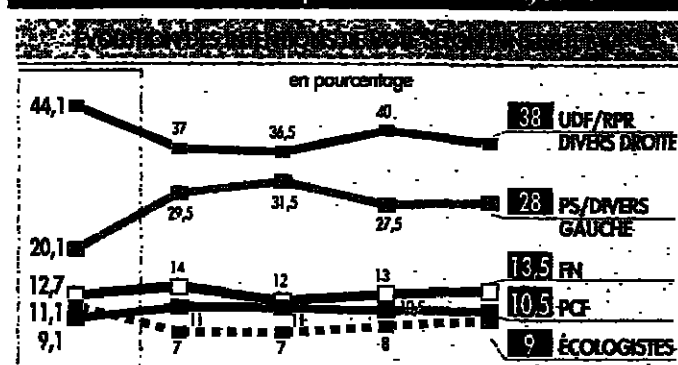
DISSOLUTION ou pas dissolution ? Même si les politiques affirment ne pas prendre leurs décisions en fonction des sondages, les enquêtes d'opinion sont un paramètre qui leur donne un éclairage appréciable. Alors que la double question d'un remaniement gouvernemental et d'une dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République alimente une bien bonne chronique politique, le dernier sondage BVA sur les intentions de vote aux élections législatives, effectué pour Paris-Match (daté 17 avril) et France 2, peut lui donner à réfléchir.

Réalisé du 27 mars au 5 avril auprès de 1 673 personnes sélectionnées dans 147 circonscriptions représentatives des 555 circonscriptions de la métropole, cette enquête donne, cette

fois, un avantage à la gauche mais elle met surtout en évidence l'instabilité de l'électorat. Le glissement de 1 point à droite ou à gauche, souligne BVA, déplace la majorité absolue d'un camp dans l'autre. Cela rend très aléatoire le résultat d'une dissolution.

Donnée perdante au début de l'année, ce qui a fourni, en partie, le prétexte à l'origine de la rumeur sur la dissolution, avant qu'elle ne prenne corps politiquement, la gauche reprend l'avantage. Avec 28 % des intentions de vote, le PS et les divers gauche remporteraient de 231 à 283 sièges, soit un point moyen à 257. Leurs alliés communistes (10,5 %) oscilleraient entre 20 et 25 sièges, soit une moyenne de 23, tandis que les Verts, qui ont passé d'un accord avec les socialistes, montent lentement à 9 %, ce qui

Effritement des positions de la majorité



Si les élections législatives avaient lieu dimanche prochain, la gauche l'emporterait d'une courte tête.

leur donnerait de 2 à 6 sièges, soit une moyenne de 4. L'extrême gauche reste confinée à 1 % des intentions de vote. En un mois, le bloc de gauche gagne ainsi 1,5 point, passant de 47 % à 48,5 %. Il obtiendrait ainsi 284 sièges, soit la majorité absolue en métropole mais à cinq sièges de la majorité absolue à l'Assemblée (577 députés).

Si le PS a une marge de manœuvre en vote, la bloc majoritaire (RPR, UDF et divers droite), ainsi que le souligne BVA, ne peut compter que sur lui-même. Crédité de 38 % des intentions de vote – un recul de deux points par rapport à mars –, la droite aurait de 234 à 306 députés, avec un point moyen de 270 sièges, soit une « chute » de plus de deux cents sièges. Pour sa part, le Front national sort à 13,5 %, ce qui lui donnerait un maximum

de deux élus (point moyen : un député). Le renversement de tendance observé tient moins à une percée socialiste qu'à un effritement des positions du RPR et de l'UDF.

La simulation opérée donne 488 ballottages (sur 555 circonscriptions) dont 417 duels entre la majorité et la gauche représentée dans 90 % des cas par le PS, 10 duels entre la gauche et l'extrême droite, 14 duels entre la majorité et le Front national et seulement 38 triangulaires mettant aux prises la gauche, la droite et l'extrême droite. Avec 1 point de plus, le Front national imposerait deux fois plus de triangulaires. Aux législatives de 1993, le Front national avait été en mesure de maintenir cent candidats au second tour.

Olivier Biffaud

سكنا بن الامن

Le projet de loi
est dénoncé par la g

l'impact des effets m

Le Sénat...
au sein d'une...
profess

DEPECHE
MAY 1997

388

315 +

57

Le projet de loi sur la lutte contre l'exclusion est dénoncé par la gauche comme un faux-semblant

Geneviève de Gaulle-Anthonioz appelle les députés à « aller plus loin »

Les députés ont entamé, mardi 15 avril, la discussion du projet de loi sur la cohésion sociale. Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente d'ATD-

Quart Monde, a, au nom du Conseil économique et social, invité les parlementaires à « aller plus loin dans le recours à la solidarité nationale ».

La gauche dénonce le projet et propose la création d'une taxe sur les grandes entreprises pour financer la lutte contre l'exclusion.

IL NE POUVAIT ÊTRE DIT que la « fracture sociale » resterait à l'état de trouvaillie électoral. Mardi 15 avril, à l'Assemblée nationale, les premiers orateurs du débat sur le projet de loi d'orientation sur le renforcement de la cohésion sociale ont donc tenu à rivaliser de citations et de références aux promesses du candidat Jacques Chirac lors de la campagne présidentielle de 1995.

Et si les discours ont souvent manqué de souffle, si ceux qui les prononçaient ont paru parfois sur la défensive, un peu penauds, face à des tranches inhabituellement garnies, c'est que ce détour obligé par le passé finissait par faire ressembler le texte gouvernemental à ce qu'il est : le résultat tardif de l'obligation de donner aujourd'hui, vaille que vaille, un peu de contenu aux engagements présidentiels d'hier. Le président de la commission de affaires sociales, Bruno Bourg-Broc (RPR), en apportait l'illustration un peu maladroite. Après une longue lecture d'un extrait du « discours fondateur » du candidat Jacques Chirac, prononcé le 17 février 1995, il déclarait benoîtement : « Mieux vaut une loi imparfaite que pas de loi du tout ».

SILENCE ATTENTIF

Venu en personne ouvrir le débat, Alain Juppé n'a pas manqué de faire allusion aux engagements de campagne. L'examen du projet de loi par l'Assemblée nationale apportera, selon le premier ministre, une « contribution déterminante pour véritablement faire de la lutte contre l'exclusion la grande querelle de la nation tout entière ». M. Juppé, comme tous ceux qui lui ont succédé à la tribune, a souligné qu'il ne s'agit pas de mettre en place « un droit pour les pauvres ». « Le projet de loi, a-t-il expliqué, refuse d'ériger la pauvreté en statut ». Il a tenu à renvoyer dos-à-dos deux logiques, celle d'une « solidarité passive, ré-

duite à l'aide financière » et « celle des partisans d'un libéralisme sans concession et d'un individualisme qui n'est que la marque de l'égoïsme ». Ainsi campé entre l'état-providence et l'ultralibéralisme, le premier ministre a expliqué que le gouvernement avait retenu une « approche différente et exigeante », celle « de la prévention et de l'insertion ». Agacé par les exclamations de l'opposition, il en a profité pour préciser sa manière, « qui n'est ni celle des pleurs de crocodile ni celle du cœur en bandoulière ».

Ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, copilote du

projet, avait été convié à prendre la parole à la tribune, fait rarissime, en tant que membre du Conseil économique et social (Le Monde du 16 avril). Sa frêle silhouette a été accueillie par des applaudissements sur tous les bancs. Sa voix douce, mais ferme, a suscité un silence attentif, notamment lorsqu'elle a évoqué la résistance et les camps de concentration. « L'immense attente de justice et de fraternité des plus pauvres rejoint notre attente à tous », a déclaré M^{me} de Gaulle-Anthonioz, appelant de ses vœux un nouvel élan, une refondation du pacte républicain, semblable à celle que

social, plaçant pour davantage d'audace : « Nous pensons qu'il faut aller plus loin, en particulier dans le recours à la solidarité nationale ».

Les socialistes et les communistes avaient prévu de défendre de longues motions de procédure pour dénoncer un « texte de second ordre, financé essentiellement par des économies sur les plus modestes, notamment sur l'allocation spécifique de solidarité pour les chômeurs en fin de droits ». Parce qu'il ne pouvait être dit que leur groupe ne s'était pas mobilisé sur ce texte, les socialistes ont mis les bouchées doubles. Elu du Pas-de-Calais, Serge Janquin a défendu une exception d'irrecevabilité durant quatre heures, se livrant à une critique détaillée du projet de loi. Les socialistes entendent dégager de nouveaux moyens, « en supprimant les avantages que la droite a accordé aux hauts revenus depuis quatre ans ». Ils proposent la suppression de l'amortissement Périoll, accordant des avantages fiscaux aux particuliers achetant des logements pour les louer et, surtout, « un effort de solidarité nationale demandé aux hauts revenus ».

La mise à contribution des revenus élevés et des entreprises devrait nourrir le débat gauche-droite, le groupe socialiste, tout comme les communistes, défendant « un doublement du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune et la création d'une contribution de 0,5 % sur le chiffre d'affaires des entreprises dont le volume d'activités est supérieur à 100 millions de francs ». Cette contribution, précise le groupe PS, serait versée à un fonds d'insertion sociale, qui pourrait être également alimenté « par un prélèvement sur le prix de vente de l'énergie, de l'eau et des communications ».

Jérôme Ferroglio et Caroline Monnot

Scepticisme des Français sur la « fracture sociale »

Une écrasante majorité de Français (92 %) ont le sentiment que la fracture sociale « n'a pas évolué » (48 %) ou « s'est aggravée » (44 %) depuis l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, en mai 1995, selon un sondage BVA pour la radio BFM. Seuls 5 % des Français estiment que la fracture sociale « a été réduite », 3 % d'entre eux ne se prononçant pas.

Selon cette enquête, réalisée les 11 et 12 avril auprès de 953 personnes, les sympathisants de l'UDF (70 %), du RPR (61 %) et les Français ne se sentant proches d'aucun parti politique (49 %) sont les plus nombreux à penser que la fracture sociale n'a pas évolué depuis deux ans. Les sympathisants du PCF (71 %), du Front national (58 %), du PS (56 %) et des écologistes (52 %) estiment qu'elle s'est aggravée.

projet avec le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, a rappelé que « ce projet de loi a fait l'objet de l'une des concertations les plus larges auxquelles a donné lieu un projet de loi en matière sociale ». Présentant le chapitre emploi, il a précisé que le gouvernement n'avait « pas voulu modifier la loi sur le RMI », mais qu'il avait « souhaité l'enrichir pour donner toute sa force au volet insertion » avec la création des contrats d'initiative locale (CIL).

La vraie émotion est venue d'une personne extérieure à l'hémicycle. Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente d'ATD-Quart Monde,

porta, il y a un plus de cinquante ans, le programme du Conseil national de la Résistance.

« Alors, les déchirures du tissu social cessent de menacer notre démocratie », a-t-elle assuré, en insistant : « Puisque, aujourd'hui, s'élevaient de nouvelles atteintes aux valeurs fondatrices de notre République, il ne sert à rien de les défendre morceau par morceau, en tolérant par ailleurs des reculs. La seule réponse possible consiste à tous nous rassembler pour mettre en œuvre plus de démocratie ».

Auparavant, la présidente d'ATD-Quart Monde avait fait part du sentiment du Conseil économique et

L'Insee modère les effets sur l'emploi d'une baisse des charges sociales

LA RECHERCHE fondamentale peut aider les gouvernants dans la lutte contre le chômage. C'est l'objectif de l'Insee dont le dernier numéro de la revue *Economie et statistique* publie une série d'études théoriques sur les liens entre le progrès technique, le commerce international, la qualification et le coût du travail avec l'emploi. Leurs conclusions prouvent que le débat qui oppose les politiques divise aussi les théoriciens.

Denis Fougère et Francis Kramarz assurent que plusieurs études montrent que « le volume d'emploi réagit assez peu aux variations de salaire, en particulier aux hausses du salaire minimum ainsi qu'aux exonérations de charges sociales prévues dans les contrats aidés ». Ils en déduisent que la « baisse du coût salarial » et la « flexibilité des contrats de travail sont des réponses insuffisantes face à l'ampleur du chômage ». Ils ajoutent que parmi les causes de la faiblesse du

niveau d'emploi en France figure la stratégie des grandes entreprises. Ils ont en effet constaté que celles-ci ont « massivement contribué aux suppressions d'emploi » alors que leurs homologues américaines du secteur manufacturier ont eu un comportement différent, ce qui a permis au volume d'emploi aux Etats-Unis, de rester dans ces branches « globalement stable au cours des années 80, alors qu'il a diminué régulièrement en France ».

« SÉRIEUSES PISTES D'ACTION »

En revanche, cinq études confirment qu'il existe un lien entre la baisse des charges sociales et la création d'emploi. Mais, comme le reconnaît Pierre Joly dans son introduction à ce document, « les résultats de la mesure de l'intensité de cette liaison sont toutefois dispersés ». Ainsi Jean-Marc Germain a-t-il calculé que l'impact d'un allègement des charges sur le niveau du

chômage dépendait de la façon dont il était financé. Posant le principe qu'il ne pouvait l'être par un accroissement du déficit public, et n'analysant que le cas où il le serait par un accroissement de la fiscalité sur le capital, il constate que cela peut conduire à « annuler complètement les effets positifs sur l'emploi ». Mais il précise que les conséquences pour l'emploi sont « généralement plus favorables » si le prélèvement sur les revenus du capital est effectué au niveau des ménages et non à celui des entreprises.

Les travaux de l'Insee amènent Pierre Joly à conclure qu'accroître « les compétences des travailleurs et alléger le coût du travail pour les moins qualifiés constituent de sérieuses pistes d'action ». Mais il prévient qu'il faudra « plusieurs années » pour que ces stratégies atteignent « leur pleine efficacité ».

Thierry Brétier

Le Sénat confirme son hostilité au taux unique de taxe professionnelle

LORS DU DÉBAT sans vote sur les collectivités locales organisé, mardi 15 avril, par le Sénat, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, a présenté ses axes de réforme ou d'aménagement de la décentralisation, notamment la réforme de l'intercommunalité ou des aides économiques des collectivités (Le Monde du 15 avril), affirmant qu'« il n'y aura pas de grand soir institutionnel ».

M. Perben a annoncé que les réserves de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) seront de 3,5 milliards en 1997. De son côté, Christian Poncelet, président (RPR) de la commission des finances du Sénat, qui vient d'être nommé à la tête du groupe de travail créé par Jean Arthuis afin de réfléchir à la réforme de la taxe professionnelle, a affirmé son « opposition » à l'idée d'une nationalisation du taux de cet impôt local, proposée dans un récent rapport du Conseil des impôts.

DÉPÊCHES

■ **ESSONNE** : maire de Corbeil (Essonne) depuis 1995, l'industriel Serge Dassault (RPR) procède à la débaptisation de plusieurs rues de la ville, auparavant gérées par le Parti communiste, afin de « dépolitiser » leur nom. « Toutes les villes communistes ont les mêmes noms de rues. Nous, on met des noms bien français », a-t-il expliqué sur Radio France Melun. Les noms de personnalités communistes sont remplacés par ceux de personnalités locales, dont celui de Georges Goudin, ancien maire de Corbeil, qui était « un homme de gauche », souligne-t-on dans l'entourage du maire où on réfute l'accusation d'esprit partisan portée par le PCF.

■ **ÉLECTIONS RÉGIONALES** : président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Gilles de Robien s'est prononcé, mardi 15 avril, pour

des listes communes RPR-UDF aux régionales, même en cas de découplage des élections législatives et régionales, contrairement à son homologue du RPR Michel Pélicard. « On a toujours intérêt, même dans un scrutin proportionnel, à aller unis », surtout si les régionales ont lieu « à la sortie d'un scrutin législatif où il y aura une très grande majorité de candidatures uniques », a-t-il précisé. M. Pélicard avait indiqué à titre personnel que, en cas de découplage, il faudrait que le RPR et l'UDF présentent des « listes séparées » aux régionales.

■ **FONCTIONNAIRES** : les fédérations de fonctionnaires de la CDDT, de FUNSA, de la CFCTC et de la CGC ont écrit au premier ministre, mardi 15 avril, pour lui demander de faire appliquer le protocole d'accord sur la résorption de l'emploi précaire, conclu le 14 mai 1996. Elles affirment que de nombreux agents contractuels n'ont pas obtenu le renouvellement de leur contrat, contrairement aux engagements pris par le ministre de la fonction publique.

■ **PRÉFETS** : Joël Lebesche, préfet du Vaucluse, devrait être nommé directeur de cabinet de Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, mercredi 16 avril, en remplacement de Pierre Steinmetz.

■ **ILE-DE-FRANCE** : la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France propose un budget 1997 de 14,534 milliards de francs pour la région, contre 14,377 milliards dans le projet initial de l'exécutif repoussé, le 24 janvier, par l'Assemblée francilienne. Le préfet de région dispose d'un délai de vingt jours pour rendre exécutoire le budget régional. L'augmentation retenue par la Chambre des comptes, qui propose le maintien des taux de la fiscalité directe régionale à leur niveau de 1996, tient à l'intégration d'une partie de l'excédent de gestion de 1996.

■ **CNPF** : Bernard Field, secrétaire général du groupe Saint-Gobain et ancien magistrat, présidera la commission des affaires juridiques du CNPF, en remplacement de Philippe Bissara, secrétaire général d'Alcatel-Alsthom. D'autre part, l'organisation patronale a créé un groupe de travail sur le rôle des tribunaux de commerce dans la perspective d'une dépenalisation du droit des sociétés. Ce groupe sera animé, selon le *Bulletin quotidien*, par Jean-François Vemy, secrétaire général du Crédit lyonnais.

Depuis 1890,
les Duyck
sont brasseurs
de père
en fils.
Il y a
quatre
générations
que leur
savoir-faire
et leur
amour
de la
tradition
s'épanouissent
pour garantir
l'authenticité
de leur
bière
de garde,
la Jenlain.

SANTÉ Une polémique se développe sur le bien-fondé du nouvel hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP), dont la construction est en cours dans le 15^e arrondissement

de Paris. Ce nouvel ensemble hospitalier « haut de gamme », qui coûtera 2 milliards de francs au total, doit regrouper les activités des hôpitaux Laennec, Broussais et Boucicaut.

● **SUR FOND DE CRISE** immobilière et alors que l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris se cherche un nouveau directeur général, un conflit a éclaté entre les médecins

concernés et l'administration. Plusieurs cardiologues et chirurgiens cardiovasculaires mettent en garde contre le risque de « graves dysfonctionnements ». ● **DANS UN EN-**

TRETIEN au Monde, Dominique Coudreau, directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France, estime que le projet est une « erreur stratégique majeure ».

Une polémique se développe à propos du futur hôpital européen de Paris

En cours de construction, le nouvel établissement, baptisé Georges-Pompidou, doit regrouper les activités de Laennec, Broussais et Boucicaut. Son utilité est très contestée ; plusieurs professeurs mettent en garde contre un risque de « graves dysfonctionnements »

CE DEVAIT ÊTRE l'hôpital français du futur, la vitrine internationale du savoir-faire médico-chirurgical de la France, un prestigieux cadeau fait à quelques grands patrons parisiens en même temps que le laboratoire de nouvelles pratiques de gestion. Aujourd'hui, l'hôpital européen Georges-Pompidou (HEGP) est devenu un douloureux abcès dont personne ne sait, en haut lieu, comment faire pour le crever. L'affaire est d'autant plus complexe et inopportune qu'elle survient au moment du départ de Alain Cordier de la direction générale de l'AP-HP (lire ci-dessous) et qu'elle complique considérablement la restructuration hospitalière en Ile-de-France, confiée à Dominique Coudreau, le tout nouveau « préfet sanitaire » de la région.

Au début des années 90, pourtant, tout était simple. Il s'agissait, pour l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), de transférer l'activité de trois établissements du sud-ouest parisien

(Broussais, Laennec et Boucicaut) sur un seul site du 15^e arrondissement de la capitale, à proximité des bords de Seine. Les terrains étaient réservés depuis le début des années 80, et les plans de l'architecte Aymeric Zublena étaient prêts depuis longtemps. Mais des débats internes relatifs à la politique de restructuration hospitalière de l'AP-HP ainsi que la crise immobilière avaient retardé la réalisation de cet ambitieux projet. Le 15 novembre 1993, Édouard Balladur, alors premier ministre, posait la première pierre de cet établissement destiné à abriter huit cents lits. Jacques Chirac, alors maire de Paris, était présent : c'est lui qui avait souhaité que cet hôpital de prestige soit baptisé Georges-Pompidou.

On expliquait alors que, plus qu'un hôpital, l'établissement ressemblerait davantage à un « îlot urbain », comprenant une demi-douzaine de bâtiments ouvrant sur des patios et reliés par une longue rue couverte, longue d'en-

viron 200 mètres. Revêtu d'aluminium, culminant à 31 mètres de hauteur, l'ensemble devait être bordé de boutiques, comprendre garderie, crèche, salle de sport et club pour le corps médical (Le Monde du 17 novembre 1993). En outre, l'hôpital Georges-Pompidou devait aussi permettre la mise en œuvre d'une organisation médico-administrative sans précédent en France. Sans retomber dans les ornières des années 80 avec la transformation des services traditionnels en « départements », les responsables de ce projet avaient imaginé la création de sept grands « pôles » d'activités médicales et chirurgicales.

DÉLÉGATION DE GESTION Ces vastes ensembles devaient avoir la forme de fédérations de gestion commune (FGC) ou de fédérations d'activités médicales associées (FAMA), deux formules prévues par la loi hospitalière, ou encore de centres de responsabilité. Ils devaient bénéficier d'une

importante marge de manœuvre et d'une délégation de gestion négociée contractuellement avec la direction de l'HEGP.

L'enthousiasme des promoteurs était d'autant plus grand que l'opération ne devait pas coûter un centime à l'AP-HP, cette dernière trouvant dans la cession des terrains des trois hôpitaux les ressources nécessaires à la construction du nouvel hôpital. C'était compter sans la crise immobilière. Aujourd'hui, alors que les travaux sont en cours, les responsables de l'AP-HP ne cachent nullement leur inquiétude quant aux difficultés financières majeures auxquelles ils doivent faire face. Mais plus encore, c'est la révolte des médecins et des chirurgiens concernés qui pose un problème majeur. Après des années de conflits plus ou moins souterrains et de luttes d'influence au sein du corps médical, la tension est plus vive que jamais entre les médecins et l'administration hospitalière.

Un groupe réunissant quelques-

uns des meilleurs chirurgiens cardiovasculaires et spécialistes de cardiologie français vient de partir en guerre contre ce projet. Cette initiative est d'autant plus importante que le projet de l'hôpital Georges-Pompidou est, pour une bonne part, centré sur cette activité. Dans un courrier en date du 4 mars adressé à Louis Omnes, directeur du futur hôpital, ces médecins – les professeurs Guemmonprez, Guérot, Guize, Desnos, Dieblod, Le Henzy, Carpentier, Deloche et Fabiani – expliquent les raisons de leur attitude. Ils soulignent notamment que certains des projets d'organisation et de fonctionnement entraîneraient, s'ils étaient maintenus, « de graves dysfonctionnements ».

« Les cardiologues et les chirurgiens cardiovasculaires s'élèvent en particulier contre le non-respect de la spécificité et des règles de sécurité qu'impose la médecine et la chirurgie cardiovasculaires », écrivent-ils, énumérant par ailleurs les conditions sans lesquelles « un

travail commun avec l'administration ne saurait être poursuivi ». Pour sa part, le professeur Alain Carpentier, qui dirige, à l'hôpital Broussais, une équipe chirurgicale de renom international et un important laboratoire de recherche, envisage aujourd'hui de ne pas quitter son hôpital. « Est-il véritablement raisonnable de déplacer notre centre, compte tenu des investissements locaux qui ont été consentis pour le rénover ? nous a-t-il déclaré. Nous n'aurons jamais ailleurs un centre aussi bien structuré, modernisé, fédéralisé, où coopèrent quotidiennement dans le même bâtiment cardiologues et chirurgiens. Au sein de l'hôpital Georges-Pompidou, nous disposons, dans le meilleur des cas, de moyens amputés de 10 à 15 % par rapport à ceux que nous avons aujourd'hui ».

« MÉDECINE DE LUXE » Le professeur Carpentier et les signataires de la lettre adressée à M. Omnes ne sont pas les seuls à s'inquiéter et à mettre en cause les contraintes que leur impose une administration qui n'a pas, selon eux, su trouver la voie du dialogue. « Cette polémique est exemplaire dans la mesure où elle expose toute la problématique et les ambiguïtés de la restructuration hospitalière, explique l'un des chefs de service de l'hôpital Broussais. Il est clair qu'en réduisant de manière drastique le nombre de lits, en adoptant de nouvelles méthodes de gestion, on veut nous rendre compétitifs face aux cliniques privées. Mais on veut aussi nous faire faire une médecine de luxe, ne traiter que les « beaux dossiers ». Quand j'ai demandé au directeur du futur hôpital comment, avec un service réduit de moitié, je pourrais continuer à soigner mes malades, il m'a expliqué qu'une partie d'entre eux – ceux souffrant d'ulcères variqueux ou les vieillards ayant eu un accident vasculaire – ne seraient plus accueillis dans mon service mais adressés à l'avenir à l'hôpital Corentin-Celton d'Issy-les-Moulineaux. Ce n'est pas l'idée que je me fais de ce que doit être un service de cardiologie dans un hôpital public ».

J.-Y. N.

Dominique Coudreau, directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation d'Ile-de-France

« Ce projet constitue une erreur stratégique majeure »

« Quelle analyse faites-vous de l'actuelle polémique sur le projet d'hôpital Georges-Pompidou dans le XV^e arrondissement de Paris ?

« J'estime que ce projet constitue une erreur stratégique majeure. Pour autant, il importe de nuancer ce jugement, ne serait-ce que parce qu'à la différence d'il y a un an il semble irrévocable. Si l'AP-HP n'existait pas, on n'aurait jamais construit un tel hôpital dans un tel endroit. Il était certes nécessaire de reconsidérer certaines structures hospitalières anciennes et j'estime que c'est toujours une bonne politique économique que de faire du neuf plutôt que de se forcer à réaménager de l'ancien.

« En revanche, ce qui n'était nullement astucieux, c'était de construire du neuf dans un tel endroit. L'hôpital Georges-Pompidou aurait dû être construit à Pontoise, à Marne-la-Vallée ou à Melun, et l'on n'aurait pas dû tenir compte du fait que la ville de Paris était alors heureuse de céder ces terrains du XV^e arrondissement. Il s'agit là, au total, d'un investissement considérable, de l'ordre de 2 milliards de francs, qui ne se justifiait que parce qu'il se

substituait à un certain nombre d'hôpitaux de l'AP-HP. Pour autant, ce futur hôpital n'a pas de justification dans la planification hospitalière régionale de l'Ile-de-France.

« Pourquoi ?

« Parce que le secteur dans lequel il devrait être implanté – celui de Paris sud – est le plus saturé, celui où l'on recense les plus gros excédents régionaux de lits de chirurgie et de médecine. Le problème est que l'AP-HP n'a jamais eu une approche régionale de sa planification. Son approche s'est toujours limitée à son aire géographique ; une approche indifférente aux indices sanitaires d'une région qui compte 11,5 millions d'habitants, cent mille lits hospitaliers, dont cinquante mille de court séjour parmi lesquels dix mille sont en trop dans le secteur de la chirurgie et de la médecine dans les quatre départements de Paris et la petite couronne.

« Précisément, votre analyse sur ce dossier conduit à poser le problème des rapports de pouvoir entre la fonction que vous exercez et celle de directeur général de l'AP-HP, un poste toujours en vacance après la démission de M. Cordier.

« On m'a proposé d'exercer cette fonction. J'ai alors expliqué à Jacques Barrot, ministre des affaires sociales et de la sécurité sociale, qu'aujourd'hui je préfère être un corsaire qu'un amiral. Les agences régionales de l'hospitalisation offrent l'opportunité de faire évoluer beaucoup plus de choses dans le paysage sanitaire que l'exercice du pouvoir dans des contextes politiques sanitaires et sociaux complexes. Mes fonctions actuelles incluent l'AP-HP pour ce qui est de la planification régionale. Nous sommes en train de préciser le champ exact de mes interventions pour ce qui est de la fixation des budgets.

« Ma place exacte est en ce moment même discutée. Je n'ai pas autorisé directeurs des directeurs d'hôpitaux de la région Ile-de-France, mais sur les décisions d'équipements et de planification sanitaire. Les questions de pouvoir sont plus diffusées en matière budgétaire puisque ce sont toujours les ministres de tutelle qui doivent approuver mes propositions.

« Si en 1993 vous aviez eu les pouvoirs qui sont aujourd'hui les vôtres dans le champ de l'hospitalisation publique, pensez-vous

que vous auriez participé à la décision de création de l'hôpital Georges-Pompidou ?

« Il est toujours difficile de reconstruire le passé. Peut-être aurions-nous dû faire quelque chose à cet endroit de Paris, mais pas avec ces spécialités médicales et chirurgicales. Le problème, c'est que l'hôpital Georges-Pompidou n'est fait que de lits de court séjour. Il aurait fallu marier le court séjour avec le long séjour, et associer pleinement la cancérologie.

« La réaction actuelle des médecins et des chirurgiens concernés par le possible transfert de leur hôpital vers cet hôpital du futur confirme le fait que l'on n'a nullement planifié une telle création, que les responsables n'ont nullement réfléchi à la signification, en l'an 2000, d'un hôpital aussi performant dans un environnement aussi concurrentiel ; un environnement, au surplus, où le métier de la chirurgie va perdre de son importance, non pas en terme de savoir, mais en terme de volume d'activité ».

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

« Me voici, répondant de toi et de ta souffrance »

Transmis par Jean de Savigny, secrétaire général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), à l'ensemble des directeurs des hôpitaux de cette institution, le message d'Alain Cordier, daté du 21 mars, qui venait de la mission de direction générale.



VERBATIM une vive émotion chez nombre de ceux qui ont pu en prendre connaissance. Nous en donnons ici les principaux extraits : « J'ai décidé de m'engager à vivre une nouvelle responsabilité, la présidence du directoire du groupe Bayard-Pressé qui m'a été proposée. Je ne vous cache pas

que cette décision fut longue et difficile à prendre. Je ne tairai pas ici le sentiment d'attachement que j'éprouve. Je suis en effet très attaché à notre maison. Cela fera bientôt très exactement onze ans que je la sers et, à travers elle, les malades qui nous font confiance et vous tous qui, chaque jour, engagez une partie de vous-mêmes au service des plus faibles face à la vie. (...) Je n'oublierai jamais aucun de ceux que j'ai rencontrés, malades ou membres du personnel de toutes catégories. J'ai le souvenir vif de vos visages de soignants et d'hospitaliers témoins du devoir de non-abandon d'autrui.

« (...) Ma tâche est sans doute inachevée à l'AP-HP, mais pour elle l'être un jour ? (...) Personne ne pourra décider à votre place le bon choix au bon moment. Le discernement ne se décrète pas d'en haut ; c'est à chacun et aux équipes que vous formez de le porter, en favorisant toutes sortes d'initiatives locales. Il n'y a pas d'avenir heureux si nous ne nous donnons pas les moyens de comprendre. Une dépense engagée résulte toujours d'un choix entre plusieurs options possibles pour chaque malade, mais aussi pour la société humaine en son ensemble.

De mon côté, c'est très précisément cette nécessité de favoriser l'expression d'un discernement libre, de chaque personne et de chaque communauté humaine, pour bâtir un monde meilleur et

résister à l'inacceptable, qui me conduit aujourd'hui à m'engager résolument dans le monde de la communication, avec la même soif de l'humain et la même volonté de créativité que celles qui ont construit mon action à l'AP-HP. Les raisons en sont simples : pour construire pas à pas une société plus humaine, nous avons un immense besoin d'espaces de formation, face à l'événement qu'apporte l'écrit, valeur d'avenir, en toutes ses dimensions, du livre au quotidien, de la bande dessinée aux CD-ROM. La variété des supports de Bayard-Pressé et son rayonnement international sont donc une vraie chance à cet égard.

« Je n'ai jamais caché mes convictions personnelles, sans pour autant les imposer. Bayard-Pressé est une entreprise de communication d'inspiration chrétienne dont la finalité première n'est pas le profit, mais l'homme en quête de sens, et pour laquelle l'efficacité de la gestion et la réussite commerciale ne sont pas un but en soi, mais un moyen pour mieux répondre aux attentes du lecteur. Je suis en phase avec cette culture d'entreprise-là.

« Parce que votre métier veut dire « Me voici, répondant de toi et de ta souffrance », vous savez où aller. Préservez en vous cette force et cette sérénité. L'avenir de l'AP-HP, c'est-à-dire la qualité du soin pour tous, est entre vos mains, et moi le continuerai d'accompagner votre vérité, vécue dans l'intimité de la relation soignante. Au revoir ! »

De nouvelles structures

L'ordonnance du 24 avril 1996 sur la réforme hospitalière introduit des modifications fondamentales pour l'avenir des hôpitaux publics et des cliniques privées.

● **Les agences régionales de l'hospitalisation**, chargées des restructurations, passent des contrats pluriannuels avec les établissements (publics et privés), qui doivent élaborer un véritable projet, notamment médical. Elles versent les dotations à chaque hôpital en essayant de corriger les inégalités au sein de la région et

d'adapter les financements à l'activité réelle des établissements. ● **Les directeurs des agences**, nommés par décret en conseil des ministres, ont repris les compétences jusqu'à présent exercées par les préfets. Ils disposent de très larges pouvoirs, notamment celui de fermer des services, voire des établissements, ou de les reconvertir. ● **Le secteur public et le secteur privé** pourront réaliser des activités en commun dans le cadre de « groupements de coopération sanitaire », une clinique pouvant prêter du matériel ou du

personnel à un hôpital. Mais les personnels garderont leur statut. ● **Une Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé** (Anaes), dont le conseil d'administration est majoritairement composé de professionnels de santé, évaluera les pratiques médicales. Ses experts seront aussi chargés d'élaborer les méthodes d'accréditation des services et des hôpitaux, afin que ceux-ci respectent des normes de qualité. ● **Le maire** reste président de droit du conseil d'administration de l'hôpital de sa commune.

Deux responsables du Front national condamnés pour l'interruption d'une pièce avec Michel Noir

LYON de notre correspondant régional Deux responsables lyonnais du Front national, Denis de Bouteiller, secrétaire de la fédération du Rhône, conseiller régional, et Philippe Dumez, conseiller municipal de Lyon, ont été condamnés, mardi 15 avril, à trois mois de prison avec sursis, 5 000 francs d'amende, et à l'interdiction d'exercer une fonction publique pendant un an. En novembre 1996, un commando d'une trentaine de membres du Front national avait violemment interrompu une représentation de théâtre, *Oncle Vania*, où Michel Noir, ancien maire de Lyon, interprétait le rôle du professeur Serebriakov. Trois autres militants du parti d'extrême droite, dont une

institutrice, Liliane Boury, ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende, en plus du franc symbolique. Lors de l'audience, le représentant du parquet avait demandé aux magistrats d'« entrer en voie de condamnation » tout en s'en remettant à la « sagesse du tribunal » pour les peines (Le Monde du 20 mars). Le président du tribunal, Georges Cathelin, a estimé, lors de la lecture du jugement, qu'« une scène de théâtre est un lieu sacré » et que « le combat du Front national contre Michel Noir est un combat dépassé, entendu que M. Noir a déjà été condamné par la justice », allusion à l'affaire Botton. Il a souligné que « les faits

étaient graves » : « Les libertés d'expression, de travail, d'association, de réunion et de manifestation, régulièrement malmenées, doivent être protégées dans une démocratie qui se fragilise en ce siècle finissant. » « Il n'est pas acceptable, a poursuivi le président, que des élus du Front national, qui se vantent d'être respectables, portent une telle atteinte à une liberté fondamentale, et cela dans une action de commandement. »

Malgré la sévérité des attendus du jugement, le tribunal s'est refusé à prononcer une peine d'indignité contre ces élus, qui pourront donc se présenter aux prochaines échéances électorales.

Bruno Causse

صكنا بنو العادل

ain Juppé s'eng
mettre fin aux p

Alain Juppé s'engage, en matière d'écoutes, à mettre fin aux pratiques « condamnables »

La commission de contrôle lui a remis son rapport annuel

Lors de la séance des questions au gouvernement, Alain Juppé s'est engagé, mardi 15 avril, à « mettre fin » aux « pratiques totalement

condamnables » en matière d'écoutes téléphoniques. Le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité

(CNCS), Paul Bouchet, a remis mardi au premier ministre son rapport annuel, qui s'attarde notamment sur la question du secret-défense.

INTERVENANT à l'Assemblée nationale lors de la séance des questions au gouvernement, mardi 15 avril, le premier ministre, Alain Juppé, s'est engagé à « mettre fin » aux « pratiques totalement condamnables » en matière d'écoutes téléphoniques, tout en réaffirmant que la levée du secret-défense relevait de sa seule responsabilité. Répondant au député RPR du Calvados André Fantom, M. Juppé a indiqué que le secret-défense n'était « pas une commodité mise à la disposition du gouvernement pour éluder les questions qui le généralisent ». Il a rappelé que « l'Etat a la responsabilité de protéger, par le secret-défense, des personnes, des missions, des procédures, des structures, dans l'intérêt et la sécurité de la collectivité nationale ».

« Nul ne peut décider de s'affranchir du secret-défense », a ajouté M. Juppé. Le premier ministre a affirmé qu'il relevait de sa « seule responsabilité » de « décider le cas échéant de sa levée ». Il a souligné pour les députés que, en la matière, une telle responsabilité « ne saurait être que politique ». Indiquant que le gouvernement avait

pour objectif de « permettre à la justice de travailler » - affirmation qualifiée d'« hypocrite » sur les bancs socialistes -, le premier ministre a rappelé la procédure engagée à la suite de la saisie par la DST, le 19 février, des archives personnelles de Christian Prouteau, l'ancien chef de la cellule dite antiterroriste de l'Elysée.

« Nul ne peut décider de s'affranchir du secret-défense »

« Quand le juge responsable d'une partie de ce dossier [le juge Charrier] m'a demandé des précisions sur les documents saisis, j'ai demandé à des experts habilités de procéder à un examen des documents qui pourraient être des relevés d'interception. J'ai demandé à la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité [CNCS] de me faire connaître son avis aussitôt que possible. » Dans l'attente des résultats de cet examen

par des fonctionnaires du Groupement interministériel de contrôle (GIC) et de la CNCS, le premier ministre a affirmé : « Si certains relevés ne répondent pas aux normes des procédures légales, ces pièces ne pourront pas bénéficier de la couverture du secret-défense, et le juge pourra s'en saisir. »

Evocant de façon plus générale la question des « écoutes illégales ou sauvages », le premier ministre a rappelé qu'il avait été alerté « dès [sa] prise de fonction » par la CNCS, ajoutant qu'il s'était « efforcé de combler les carences du système antérieur ». Au sujet des mesures contenues dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre juridique, M. Juppé a affirmé que, « s'il le faut », il était « prêt à aller plus loin dans la modification de la législation ». S'adressant aux députés, il a conclu : « J'entends mettre fin ainsi, avec votre aide, à des pratiques totalement condamnables qui mettent en péril la liberté individuelle et la vie privée des personnes. »

Dans les heures précédant son intervention à l'Assemblée nationale, le premier ministre avait reçu

le rapport de la CNCS pour l'année 1996. S'exprimant à l'issue de la remise à M. Juppé de ce rapport, le président de la commission, Paul Bouchet, a indiqué que son rapport traitait « des questions essentielles sur les interceptions administratives, des matériels qui permettent les écoutes téléphoniques illégales qui sont anormales et attentatoires ainsi que du contrôle du secret-défense ». Il s'est cependant refusé à donner plus de détails sur le rapport, qui a été remis mercredi 16 avril aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, avant d'être rendu public jeudi 17 avril.

Le président Bouchet a enfin vivement défendu la réglementation française en matière d'écoutes téléphoniques et les missions de sa commission. « Nous faisons en sorte que, dans notre pays, il y ait un Etat de droit, encore mieux protégé. Il est déjà meilleur que beaucoup ne disent et ne souffrent pas la comparaison avec beaucoup de pays étrangers. Et nous faisons tout pour que cela soit encore mieux », a-t-il plaidé.

Jean-Baptiste de Montvalon

M. Van Ruymbeke souhaite la création d'un « espace judiciaire européen »

SIX MOIS après le lancement de l'appel de Genève, les sept magistrats européens qui dénonçaient, en octobre 1996, l'impuissance de la justice face à la délinquance financière internationale se sont retrouvés, mardi 15 et mercredi 16 avril, à Bruxelles. Au cours d'une audition publique du Parlement européen consacrée à l'« espace pénal et judiciaire commun », ils ont à nouveau regretté l'absence de coopération judiciaire au sein de l'Europe.

« Si les frontières physiques, économiques et financières sont tombées, les frontières judiciaires, elles, subsistent », devait souligner, mercredi, Renaud Van Ruymbeke. Lané le 14 octobre 1996, l'appel de Genève réunit les noms de sept juges européens, dont le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke, le procureur général de Genève, Bernard Bertossa, et l'un des responsables du parquet de Milan, Gherardo Colombo. Dans ce texte, les magistrats dénoncent l'existence, à l'ombre de l'Europe, « en construction visible, officielle et respectable », d'une Europe « moins avouable » : celle des paradis fiscaux, des places financières et des établissements bancaires

« où le secret est trop souvent un alibi et un paravent ».

Au nom de « l'égalité de tous les citoyens devant la loi », l'appel de Genève, qui a été signé par plus de 500 magistrats français, demande que les commissions rogatoires internationales ne soient plus transmises par le biais des parquets ou par la voie diplomatique, comme aujourd'hui, mais directement de juge à juge. Afin de raccourcir les délais de transmission, qui peuvent aujourd'hui atteindre plusieurs années, il souhaite également que les investigations soient communiquées « immédiatement et directement ». Il demande enfin un renforcement de l'assistance mutuelle administrative en matière fiscale. « Il en va de l'avenir de la démocratie en Europe », conclut-il.

« OBSTRUCTION SYSTÉMATIQUE »

Le magistrat Renaud Van Ruymbeke devait renouveler, mercredi 16 avril, ses critiques à l'égard des lacunes de l'Europe judiciaire. « J'ai pu personnellement constater qu'il est quasiment impossible d'identifier des opérations bancaires effectuées sur des comptes ouverts à Londres, de

connaître les réels porteurs de parts d'une société ayant un siège fictif en Irlande et de demander l'extradition d'un trafiquant de drogue réfugié au Portugal, remarque-t-il. (...) Loin de déroger à cette règle tacite de l'obstruction systématique faite à la justice, la France a elle aussi délibérément tardé durant plus d'un an à transmettre des documents aux autorités judiciaires belges dans une affaire de corruption. »

Afin d'endiguer la progression de la criminalité financière, Renaud Van Ruymbeke formule trois propositions : la création d'un espace judiciaire européen au sein duquel les juges pourront transmettre directement les demandes d'investigation et leurs résultats ; la suppression des recours « dilatoires » permettant, en Suisse et au Luxembourg, aux banques et aux titulaires de comptes de contester les demandes d'investigation ; et l'uniformisation des législations pénales des Etats de l'Union. « L'Europe ne doit pas être uniquement une zone mercantile, elle doit aussi être l'Europe de la justice », a conclu le magistrat.

Anne Chemin

François Santoni de nouveau écroué pour extorsion de fonds

LE DIRIGEANT du mouvement nationaliste corse A Cuncolta Naziunale François Santoni a été mis en examen et écroué par le juge d'instruction antiterroriste Gilbert Thiel, mardi 15 avril à Paris, dans le cours d'une affaire de racket. Le 18 décembre 1996, il avait déjà été mis en examen et placé sous mandat de dépôt par le juge Jean-Louis Bruguière, dans une enquête concernant une tentative d'extorsion de fonds contre la société gérant le golf de Sperone (Corse-du-Sud). La nouvelle mise en examen de M. Santoni, pour « extorsion de fonds, tentative d'extorsion de fonds, association de malfaiteurs et reconnaissance de ligue dissoute, en relation avec une entreprise terroriste », concerne une tentative de racket contre un entrepreneur de Porto-Vecchio.

Monique Lang a été salariée par une filiale de la Lyonnaise des eaux

LE CANARD ENCHAÎNÉ daté du 16 avril révèle que Monique Lang, épouse de l'ancien ministre de la culture Jack Lang, a été salariée pour 25 000 francs par mois, de janvier 1993 à mars 1994, par une filiale de la Lyonnaise des eaux, la Compagnie auxiliaire de services et de participations (Caspar), alors qu'elle était toujours au cabinet de son mari. M^{me} Lang avait pour mission de favoriser le « développement des activités commerciales des pôles énergie/chauffeur et propriété » de la société, mais n'aurait pas laissé, selon l'hebdomadaire, « la moindre trace écrite de ses prestations ». Interrogée par Le Canard enchaîné, M^{me} Lang reconnaît avoir été salariée de la Caspar, mais explique ne s'être jamais rendue au siège de la société.

Création d'un collectif national pour la santé des jeunes

Plusieurs organismes et associations liés à la jeunesse ont créé, jeudi 16 avril, un collectif national pour la santé des jeunes. Alarmés par la situation sanitaire et le manque d'information des étudiants et des jeunes, la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), la CGT jeunes, la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), la FAGE, la FOF jeunes, la JOC, la Maison des potes, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et l'UNEF-ID entendent attirer l'attention des pouvoirs publics notamment sur la consommation tabagique et alcoolique des jeunes.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : « On se fout de qui ? », a demandé Michel Péricard, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, mardi 15 avril, à propos du régime de semi-liberté dont bénéficie Bernard Tapie. « Je veux bien faire de la prison dans ces conditions », a-t-il ajouté. Dans une question écrite, Arsène Lux (RPR, Meuse) a demandé au garde des sceaux s'il ne conviendrait pas de « modifier le code pénal en éliminant les possibilités de contourner l'esprit de la loi par connivence et en réduisant le niveau des aménagements de peine au bénéfice des hauts responsables politiques, économiques ou administratifs, dès lors que le délit commis concerne des manquements à la probité et à l'honnêteté ».

■ AID EL KEBIR : Brigitte Bardot repart en guerre contre les abatteurs d'oiseaux de montagne à deux jours de la fête musulmane de l'Aid el Kebir, qui va « une fois de plus ensanguiner la terre de France », selon ses termes. M^{me} Bardot doit comparaître le 11 septembre devant la cour d'appel de Paris pour « provocation à la haine et à la discrimination raciale » pour les propos qu'elle avait tenus l'an dernier à la même époque sur l'Aid el Kebir, dans Le Figaro. En première instance, l'ancienne actrice a été relaxée par le tribunal correctionnel de Paris, mais le parquet a fait appel du jugement.

■ CANTINES : douze organisations de parents et d'éducateurs réclament des mesures de l'Etat afin d'aider les familles en matière de restauration scolaire et, en même temps, d'assurer des repas de qualité. Leurs exigences ont été présentées aux parlementaires dans le cadre du projet de loi sur la cohésion sociale, discuté depuis mardi 15 avril à l'Assemblée.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Nicolas Chocas

S'estimant mis en cause par un article intitulé « Le conseil régional d'Ile-de-France va revoir ses liens avec les bureaux d'études », citant en exemple le lycée hôtelier régional Belliard (nos éditions du 11 mars), son architecte, Nicolas Chocas, nous a adressé la mise au point suivante : Je précise que, contrairement à ce qui a été écrit : 1) j'ai été désigné, suivant les procédures légales, pour la maintenance et la rénovation de ce lycée ; 2) la « restructuration » de ce lycée, non programmée à ce jour, n'a pas été « attribuée à l'architecte de la seule maintenance » ni à quiconque d'autre. Conséquence : une attribution inexistante ne peut être faite

« au mépris flagrant du code des marchés publics ».

[Les informations du Monde s'appuient sur des documents officiels des services de la région Ile-de-France, datant de 1995. Le directeur de l'architecture écrit ainsi que M. Chocas a été « désigné pour la maintenance et la rénovation du lycée Belliard » et consigne que cette « restructuration lourde » aurait dû « faire l'objet d'une mise en concurrence ». Le directeur des affaires financières de la région écrit, pour sa part, que la procédure de « délégation architecturale (...) pour les travaux de maintenance et de rénovation des lycées (...) ne satisfait pas aux exigences d'une véritable mise en compétition ». C'est en raison de ces contradictions que les travaux en question ont été suspendus par la région.]



Il était temps qu'ils soient connus dans Le Monde

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 17 AVRIL 1997

PÊCHE Les quatre derniers bateaux de pêche semi-industriels de Douarnenez doivent définitivement changer de port. C'est une mauvaise nouvelle supplémentaire pour

cette ville du Finistère sud, confrontée à une série de difficultés économiques et sociales. ● LE DÉCLIN de Douarnenez est révélateur de la crise qui sévit dans l'ouest de la

Bretagne : crise de la pêche et du modèle de production agricole, restructuration des services publics et de l'industrie de défense, départ des jeunes et vieillissement de la

population. ● EN PAYS BIGOUDEN, les marins-pêcheurs sont inquiets d'une décision que les autorités européennes pourraient prendre prochainement afin de protéger le

merlu. Des interdictions empêcheraient les chalutiers de se rendre sur des lieux de pêche traditionnels de la langoustine, leur principal source de revenu.

Le port de Douarnenez est emporté par la spirale du déclin

Les difficultés économiques et sociales s'accroissent dans cette petite ville bretonne qui va perdre ses derniers grands bateaux de pêche. Des problèmes que rencontre tout l'ouest de la Bretagne, de Brest à Lorient en passant par Lannion

RENNES

de notre correspondant
Il ne sait s'il va « repartir en mer ou faire autre chose ». Après avoir été patron-pêcheur, Gérard Chazal

REPORTAGE

La fameuse sardine a déserté la baie depuis longtemps

est encore directeur de la Société coopérative d'armement douarnéiste (SCAD) pour quelques semaines. D'ici une ou deux « marées », le temps que les marins terminent leurs campagnes d'une quinzaine de jours, les quatre bateaux de pêche semi-industriels changeront de main et de port. Repartis par une filiale d'Intermarché, ils devraient rejoindre Lorient. Ce sont les derniers de Douarnenez. Les ateliers de réparation navale, les docks spécialisés dans la dé-

barque du poisson, la criée vont en faire les frais. Alors, le samedi 22 mars, au moins 5 000 personnes ont manifesté dans les rues de Douarnenez qui compte à peine 17 000 habitants. Avec le renfort du pays bigouden - les rivaux d'autrefois - le port s'est dressé, « debout » contre les coups du sort qui s'accroissent. Après Brest, après Lannion, le slogan fait florès dans l'ouest de la Bretagne qui connaît une accumulation de problèmes économiques et sociaux.

Maire de la ville depuis octobre 1996, Jocelyne Poitevin, qui se situe au centre-droit, n'aime pas les défilés de rue. Le 19 mars, elle appelait à une discrète opération « ville morte », avant de se résigner, trois jours après, à rejoindre la manifestation organisée par la gauche. Il n'y aurait rien que de très banal si la gauche elle-même parvenait à arrêter de s'entre-déchirer. « Nous sommes comme le village d'Astérix », note une Douar-

neniste, prêts à nous battre entre nous à coups de poissons.

Il serait pourtant bien temps de resserrer les rangs car l'automne s'annonce funeste. Une unité de production Matra, trois conserveries, un port de plaisance très demandé et une usine d'emballage : il est plus rapide de recenser ce qui se porte bien. Car la maternité et d'autres services de l'hôpital, soit une vingtaine d'emplois, sont menacés. Deux postes d'enseignants doivent être supprimés. La subdivision de la direction départementale de l'équipement devrait disparaître. Récemment, la succursale de la Banque de France et le bureau des douanes ont fermé.

« FAIRE LES GRAS »

Frappée, comme d'autres cités, par les restructurations des services publics, Douarnenez subit un autre traumatisme : la société d'économie mixte (SEM) du Port-Rhu a été liquidée avec fracas et beaucoup de pertes. La SEM devait faire du musée maritime et de ses bateaux exposés à flot un équipement culturel et touristique ambitieux, en remplacement des secteurs d'activités traditionnelles. Les « partenaires » du conseil général et régional, de sensibilité majoritaire, se sont bien gardés d'intervenir dans la débâcle financière qui a entraîné la chute de l'équipe municipale en place jusqu'en 1995. Après quatre mandats d'union de la gauche, Michel Mazéas (PC) l'aurait sans doute emporté une nouvelle fois si une partie de ses propres partisans n'avait rayé des bulletins de vote le nom de son collègue, président de la SEM du Port-Rhu. Depuis, le port-musée, resté ouvert malgré tout, espère qu'un éventuel partenariat privé manifesterait son intérêt. Et la ville attend, elle, que les passions politiques retombent.

En 1995, M^{me} Poitevin avait sim-



plement accepté de figurer sur la liste de l'opposition d'alors. Propulsée première adjointe, puis maire, la voilà qui apprend son métier d'élu avec tonus et lucidité. « Nous sommes en pleine crise de la pêche, et pour le reste je collectionne les mauvaises nouvelles », résume-t-elle avec un sourire désarmant. « Il va falloir relancer la pêche artisanale, remettre les professionnels », pronostique-t-elle. Autrement dit, Douarnenez va encore devoir affronter une de ces reconversions qui, chaque fois, se soldent par des pertes d'emplois et le départ des jeunes. La ville connaît en effet un vieillissement important. « La population était de 21 000 habitants en 1945. Quand j'étais jeune, on comptait 4 000 marins et 3 000 paysans, se souvient Michel Mazéas. Il reste 250 inscrits au registre maritime et une centaine d'agriculteurs. »

La fameuse sardine a déserté la baie depuis longtemps, et il n'est plus possible d'aller chercher la langoustine au large des côtes mauritanienes. Jusque dans les années 60, l'aventure était payante et les marins aux poches pleines félicitaient leurs escales comme il se doit. Ils ont contribué à forger une

réputation de ville qui sait s'amuser. Les week-ends sont animés à Douarnenez, mais les week-ends seulement. On vient y « faire les Gras », le carnaval, de très loin à la ronde. La vie culturelle y est dense, le festival de cinéma, consacré aux minorités, célébrera son vingtième anniversaire en août.

La fête la plus inoubliable reste sans doute celle des vieux gréements de 1886. L'engouement pour le patrimoine maritime est né là, à l'initiative du Chasse-Marée, une jeune revue de qualité, devenue depuis un éditeur florissant installé sur le port de pêche. Le projet du port-musée et les grands rassemblements de bateaux dans le Finistère ont suivi. En 1992 et 1996, la flottille des vieux gréements rassemblée à Brest terminait son périple à Douarnenez, mais c'est Brest qui en a tiré avantage. Qu'à cela ne tienne, « le site du Port-Rhu est unique. Nous avons lancé un concours de voiles pour l'an 2000 qui démarre fort », assure Bernard Cadoret, directeur du Chasse-Marée.

Pour l'heure, les grilles viennent d'être ôtées à l'entrée des pontons qui longent l'aber et le musée. Les trente bateaux sont toujours à flot, incertains de leur sort : l'eau n'est pas le meilleur élément de conservation d'une collection muséographique, fût-elle navale. L'établissement, privé de responsable pendant un an et demi, vient d'accueillir une nouvelle conservatrice, Françoise Mousset-Pinard. En attendant d'éventuelles solutions financières, elle souhaite s'employer à tisser des liens avec la population : avec les anciens pêcheurs, jaloux de leur histoire, et les milieux culturels. Son diagnostic est clair : « Je crois que le lieu existait s'il est utile plus de trois mois par an. »

Martine Valo

Les pêcheurs bigoudens contre la Commission de Bruxelles

BREST

de notre correspondant
Un vent de révolte souffle parmi les marins côtiers du pays bigouden, dans le sud Finistère. Pour protéger les petits merlus, c'est-à-dire les collins (un poisson qui se vend cher), la Commission de Bruxelles projette d'en interdire la pêche juste en face de chez eux. Problème : dans la zone appelée « grande vasière », les « chalutiers » principalement la langoustine qui est une bonne source de revenus. Ce projet, qui vaut pour deux autres zones face aux îles d'Yeu et d'Oléron, pourrait être examiné par les Quinze en juin.

Dans le sud Finistère, 150 bateaux de 10 à 16 mètres, avec chacun 3 à 4 hommes à bord, pratiquent la pêche à la langoustine concentrée sur Locudy, Lesconil, Gullivene et Saint-Guénolé. En pays bigouden et à Concarné, ils partent au petit matin et ne reviennent que le soir. Une pêche fraîche qui représente environ 5 000 tonnes l'an pour une valeur de 150 millions de francs. Mais dans cette zone, les merlus - qui ne peuvent être vendus que lorsqu'ils dépassent 27 cm - et les langoustines cohabitent. On relève donc dans les filets à la fois des langoustines de taille correcte et des merlus-

chons immatures. Une fois sur le port, déjà morts, beaucoup sont jetés à la mer. Les pêcheurs côtiers ne sont pas prêts à accepter l'interdit de Bruxelles. « Je l'ai dit sans ambages au ministre Philippe Vasseur », prévient André Le Berre, président du comité local des pêches du Gullivene, pour qui « trop, c'est trop ». Les ports bigoudens ont le sentiment d'avoir déjà beaucoup « trinqué », en particulier les petites embarcations côtières, dont beaucoup ont dû être retirées de la flotte et détruites depuis cinq ans, en application des plans Mellick et Puech, anciens ministres de la pêche. « Il y a sept ans, on comptait 45 à 50 chalutiers à Locudy. Quinze, aujourd'hui. A la même époque, 70 à 80 au Gullivene. Trente à présent. »

La profession se dit cependant prête à des modifications : « Nous sommes d'accord pour augmenter jusqu'à 70 mm le maillage de nos chaluts, mais avec une étude préalable sur l'efficacité de ces mesures et sans que cela puisse nuire à la capture des langoustines », explique M. Le Berre, qui ajoute que les Espagnols, eux, ne se gênent pas pour pêcher des merlucciens petits ou grands dans le sud du golfe de Gascogne.

Vincent Durupt

Difficile compromis européen

Après des négociations difficiles, les ministres européens chargés de la pêche ont trouvé mardi 15 avril un compromis sur la réduction des captures de poisson. Ce que les experts appellent l'« effort de pêche » sera réduit de 30 % d'ici à 2001 pour les espèces les plus « menacées » et de 20 % pour les stocks considérés comme « surexploités ».

La France, par la voix de Philippe Vasseur, et le Royaume-Uni ont voté contre, estimant ces réductions excessives. Les Etats pourrout soit réduire leurs flottilles, soit limiter le temps des sorties en mer. Les bateaux côtiers de moins de 12 mètres sont exonérés de ces mesures. Cet accord permet le déblocage par la Commission des fonds européens prévus pour la reconversion des activités et des régions où la pêche est en crise. La France et l'Espagne notamment sont attributaires d'importants crédits à ce titre.

Les élus de Montagnac (Hérault) se font les VPR de l'emploi

TROUVER du travail à ses administrés, c'est l'objectif que s'est fixé la municipalité de Montagnac, bourg de l'Hérault de 3 000 habitants. Les élus ont, pour cela, décidé d'aller plaider directement et en personne la cause des chômeurs auprès des entreprises de la région. Avec succès, puisque 40 personnes viennent d'être embauchées pour plusieurs mois sur un chantier de gazoduc.

Dès la campagne électorale de 1995, l'équipe du maire, Roger Pages, s'était engagée à faire « quelque chose » pour l'emploi. Dans cette localité tournée vers la viticulture, le taux de chômage atteint 25 % et il n'existe que très peu de perspectives d'embauche.

La municipalité a passé, pour commencer, une convention avec l'ANPE, qui a permis d'installer un « point emploi » au foyer socioculturel. Un lieu où un salarié sous contrat CES accueille les demandeurs d'emploi venus consulter des annonces sur Minitel. Puis, avec l'aide du Comité de développement régional (Comider), une association de cadres et de chefs d'entreprise à la retraite, elle a proposé

à chaque chômeur de participer à un entretien individuel. Ainsi 295 demandeurs d'emploi sont venus détailler leur formation, leur expérience professionnelle, leurs aspirations et leurs besoins. Autant d'informations qui ont permis de constituer des dossiers précis et personnalisés.

Lorsqu'ils ont appris qu'un chantier de gazoduc allait démarrer dans l'arrière-pays héraultais, un élu et un membre du Comider sont allés démarcher les responsables de l'entreprise concessionnaire. « Comme nous avions des dossiers bien ficelés, explique le maire, nous avons pu proposer des candidats correspondant aux emplois recherchés. » Sur les 40 habitants embauchés, 5 devaient l'être définitivement. Parmi eux, François Frey, ancien soudeur au chômage qui, avec sa nouvelle entreprise, partira le 20 mai à Dunkerque installer une autre conduite de gaz. Ce « coup de pouce » a été déterminant, raconte-t-il.

Le succès de la formule réside en effet dans l'intervention d'un intermédiaire reconnu. « Nous nous servons de notre sem-

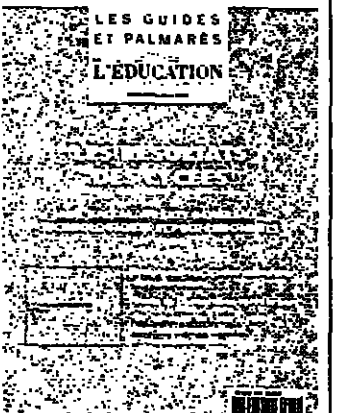
blant de pouvoir pour ouvrir des portes que les chômeurs ont du mal à ouvrir », admet Michel Dessalles, bénévole du Comider à Montagnac. « Cela nous permet de questionner les entreprises en amont pour identifier leurs futurs besoins et prévoir dans nos fichiers des gens qui seront susceptibles d'être placés. » Dans cet esprit, des entreprises de BTP, des grandes surfaces et des sociétés de travail temporaire ont, elles aussi, été démarchées.

Sur la liste des gros gisements d'emplois convoités à l'avenir figurent les travaux du TGV Méditerranée et, s'il aboutit, le projet d'acheminement de l'eau du Rhône vers Barcelone. En attendant, les élus réfléchissent à des formules plus classiques comme la mise en place de chantiers d'insertion ou de formations centrées sur des besoins locaux, qu'il s'agisse de travaux agricoles ou d'aide aux personnes âgées. Ici, on est sorti des discours de principe, et l'emploi est devenu, dans les faits, une préoccupation majeure.

Jacques Morin

Hors-série résultats du baccalauréat 1996

- Qu'est-ce qu'un « bon » lycée ?
- Tous les résultats de plus de 4 000 lycées généraux, technologiques et professionnels, série par série.
- Et, pour la première fois, des indicateurs de la performance de chaque lycée en fonction du profil de ses élèves.
- Un guide complet et pratique des orientations après le baccalauréat.



Un hors-série édité par

Le Monde L'ÉDUCATION

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F

Un rapport parlementaire demande le report de Natura 2000

LA GUÉRILLA contre Natura 2000 ne cesse de rebondir. Jean-François Legrand, sénateur RPR de la Manche, devait rendre public, mercredi 16 avril, un rapport sur la mise en œuvre de la directive européenne Habitat établi à la demande de la commission des affaires économiques du Sénat. La directive Habitat, votée par la France en mai 1992, prévoyait la mise en place de zones de protection sur les milieux naturels fragiles regroupés en un réseau appelé Natura 2000. Sa mise en œuvre a déclenché depuis deux ans une véritable levée de boucliers de la part des acteurs ruraux (agriculteurs, chasseurs, forestiers et élus locaux). Alain Juppé, cédant à la pression des opposants, avait gelé son application le 19 juillet 1996. Six mois plus tard, Corinne Lepeage, ministre de l'environnement, décidait de relancer la procédure

de désignation des sites, mais en revoyant largement sa copie : au lieu des quelque 13 % du territoire retenus, seuls 2,5 % devaient être notifiés à la Commission européenne (Le Monde du 7 mars). Dans un premier temps, le ministre de l'environnement prévoyait d'envoyer les sites les plus consensuels - les « feux verts » -, bénéficiant déjà d'une protection. Ensuite, le ministre entendait envoyer une deuxième liste - les « feux orange » -, zones à protéger mais demandant plus de concertation ; les autres sites, trop conflictuels, étaient définitivement abandonnés. Le gouvernement français devait remettre sa liste en juin.

Les élus semblent cependant trouver cette procédure encore trop contraignante. Le rapport demande un délai supplémentaire pour la désignation des sites, et des

garanties plus grandes pour les acteurs locaux. Constatant que la traduction pratique de la directive Habitat « est l'exemple même de la plus mauvaise des mises en œuvre d'une directive européenne », le rapporteur Jean-François Legrand dénonce le manque de concertation, « un inventaire qui débarque et dont les élus locaux n'ont pris connaissance qu'une fois qu'il a été établi », l'absence d'un cahier des charges et de conventions de gestion des espaces protégés, et un flou général sur les éventuelles compensations financières.

Enfin, le rapport soulève une question essentielle aux yeux des acteurs ruraux : la valeur juridique des documents d'objectifs, censés codifier les activités humaines en fonction de la protection des espaces et des espèces. M. Legrand demande donc un report de délai

- deux ans sont envisagés - pour l'envoi de la liste des sites « orange » afin de mettre en place une concertation plus longue. Le rapport propose une réorganisation des conseils scientifiques régionaux du patrimoine naturel (CSRPN) et du Conseil national de protection de la nature, intégrant « une meilleure représentation des acteurs ruraux ». Il préconise également la mise en place d'« une cellule directive Habitat », sorte de comité de suivi avec les élus locaux sous l'autorité du premier ministre. Sur le plan réglementaire, afin d'éviter tout recours possible devant la Cour de justice européenne, le rapporteur suggère de traduire par un décret les objectifs de la directive « selon une grille de lecture française ».

Sylvia Zappi

سكرا في الجاهل

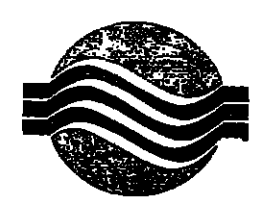
صكنا من الامل

Publicité

LE MONDE / JEUDI 17 AVRIL 1997 / 11



*"Vous savez qu'en l'an 2000,
plus d'1 habitant sur 2 vivra dans une ville.
Il aura besoin d'énergie..."*



LYONNAISE
DES EAUX

*"Nous pourrons
aussi lui fournir l'eau, la propreté
et les communications."*

Acquérir et gérer des centrales électriques au Chili,
installer le ring gazier de Bangkok, développer le
plus grand service de distribution et de traitement
des eaux du monde à Buenos Aires, gérer le 1^{er} réseau
câblé d'Europe à Paris... En croisant nos expertises,
nous savons répondre aux attentes de plus en plus
globales du marché mondial des collectivités dans les
domaines de l'eau (Lyonnaise des Eaux), de l'énergie
(Tractebel, Elyo) et de la propreté (Sita, Tractebel).
Sans oublier l'Europe, en particulier en France et en
Belgique, où nous sommes présents dans le câble, le
multimédia et la télévision. C'est pourquoi, au cours des
Assemblées générales respectives des 11 et 19 juin,
il sera proposé aux actionnaires des 2 groupes de
donner naissance à un groupe industriel mondial
de Services Collectifs de Proximité.

DDMMCO, une French Advertising Company

*Suez-Lyonnaise des Eaux: prêt à devenir
le 1^{er} mondial des Services Collectifs de Proximité.*

N° Vert 0 800 10 10 10

La Hague est-elle mortelle ?

Construite au début des années 60 à la pointe du Cotentin, l'usine de la Hague, spécialisée dans le retraitement des déchets nucléaires, devait contribuer à assurer l'indépendance énergétique de la France. Trente ans plus tard, son bien-fondé est remis en cause. Le retraitement est une opération très coûteuse. Surtout, il semble être à l'origine d'une fréquence accrue des cancers

FAUT-IL fermer la Hague ? C'est la question posée par surprise entre cidre et fromage, nos écosystèmes s'étranglent. Une minute auparavant, ils dénonçaient à qui mieux mieux la pollution radioactive du nord Cotentin, les risques sanitaires, l'arrogance des nucléocrates, etc. De là à fermer l'usine, source de tous leurs maux... « On en est là ? », demande un jeune militant, un brin angoissé. « Ouh là là, je vais me faire allumer ! », soupire un autre. « Ce serait une catastrophe pour la région, ajoute gravement le troisième. Depuis quinze ans, tout a fermé : le textile, l'électronique, la métallurgie. Il ne reste que l'arsenal, qui dégraisse, l'usine de la Hague et la centrale nucléaire de Flamanville. Le nucléaire est une mono-industrie qui fournit les deux tiers des recettes du département. »

« Ça fait vivre une région, mais si ça fait mourir ? » Au CHU de Caen, service des leucémies, le docteur Patrick Boutard n'a pas ces prévisions. Depuis la publication en janvier, dans le *British Medical Journal*, d'un article de l'épidémiologiste Jean-François Viel, il est perplexe. L'étude constate sur quinze ans (de 1978 à 1993) un surcroît léger mais significatif de leucémies autour de l'usine de retraitement de la Hague et le lien, entre autres facteurs, à la fréquentation des plages, et à la consommation de poissons ou de crustacés locaux par les mères ou les enfants malades.

Patrick Boutard n'est pas « convaincu, convaincu » par les résultats. « Ça paraît aberrant », soupire-t-il. Bien sûr, il a le sentiment d'avoir plus de malades de Cherbourg que d'ailleurs, mais ça ne veut pas dire grand-chose : « Il y a un biais de recrutement. » Et il fait confiance aux autorités sanitaires : les doses radioactives relevées aux alentours de la Hague sont bien trop faibles, normalement, pour constituer un danger... sauf peut-être pour ces « 1 à 2 % de la population porteurs de chromosomes instables », chez qui la moindre radioactivité - naturelle ou artificielle - peut déclencher la maladie. Troublé, il voudrait une étude prospective, un vrai registre des cancers. Car il n'y a pas que les leucémies. « Prenez l'aplasie médullaire, c'est une maladie très rare, un cas tous les deux ou trois ans. Or les cinq derniers venaient tous de Cherbourg... »

Dépassées les batailles d'initiés à coup de becquereils et de ruisseaux pollués. Depuis janvier, le consensus mou, fruit de vingt ans d'efforts pour convertir la « pres-

qu'île » du nord Cotentin au nucléaire, se délite, sapé par le doute. La question posée indirectement par le rapport Viel va beaucoup plus loin que les habituelles querelles périphériques. Premier centre de retraitement des déchets radioactifs du monde, la Hague pollue, on le sait. Elle pollue même beaucoup plus que toute autre installation nucléaire : ses rejets radioactifs sont 8 000 fois supérieurs à ceux de la centrale voisine de Flamanville. Au total, leurs effets équivalent à ceux de la totalité du parc français de réacteurs. Pour autant, ils sont très surveillés et restent dans des limites si faibles que, selon les calculs théoriques, ils ne devraient pas avoir d'impact. C'est là que se concentraient jusqu'ici les débats, les écologistes contestant à la fois les mesures et les calculs concluant à l'innocuité.

L'épidémiologie prend le problème par l'autre bout : constatant empiriquement un surcroît de cancers, elle l'explique par l'environnement. La question n'est plus de savoir si la Hague pollue trop mais si, en polluant même très faiblement l'environnement, elle tue à petit feu. Dans ce cas, c'est son existence même qui est remise en cause et, in fine, le retraitement des combustibles en France. L'étude tombe on ne peut plus mal, au moment où le retraitement, économiquement discuté et scientifiquement discuté, est sur la sellette en France comme à l'étranger. Le gouverne-

ment a demandé un rapport sur le bilan économique et environnemental de l'aval du cycle nucléaire aux directeurs de l'énergie et de la prévention et des risques... La direction de la Cogema, propriétaire de l'usine de retraitement, hurle au complot « de la part d'organisations dont le but avoué est d'arrêter le nucléaire en général et le retraitement en particulier ». Mais elle se trompe d'adversaire : ce ne sont plus les écologistes, mais les médecins, les chercheurs, qui posent les questions les plus graves. « L'opposition d'origine était une opposition de société. Aujourd'hui, les gens commencent à se préoccuper de leur santé. Il y a une inquiétude légitime », constate un journaliste

local. « S'il y a vraiment problème, s'il faut interdire des plages ou arrêter le retraitement, il ne faut pas se laisser arrêter par des inconvénients économiques », dit le D^r Albert Collignon, pourtant fort sceptique sur les conclusions de l'étude Viel. « Quels que soient les résultats de Viel, il aura eu le mérite d'accélérer les travaux sur les faibles doses de radioactivité. Cela fait trente ans qu'on en discute. Il faut lever le doute. Nous n'avons pas assez de données, pas assez de recul. Si on avait le registre des cancers que nous avions réclamé il y a dix ans, on saurait répondre ! », regrette Jean-Claude Guary, directeur de l'Institut des sciences et techniques de la mer (Intechmer).

Le Cotentin n'est certes pas en prérevoite. Entre l'arsenal de Cherbourg qui produit des sous-marins nucléaires, l'usine de retraitement, le centre de stockage des déchets radioactifs et la centrale de Flamanville, il y a beau temps qu'on a appris à vivre avec le nucléaire. Mais, succédant au rapport Viel, l'affaire de la conduite radioactive mise à découvert par la grande marée du 11 mars a ravivé l'angoisse. Un tube d'acier crachant 100 fois la dose admissible pour la population, laissé sans surveillance, sans le moindre balisage, à la portée des amateurs de berniques, c'était trop ! « On pensait qu'ils prenaient toutes les précautions, dit une jeune femme, son bébé dans les bras. Apparemment, ce n'est pas le cas.

La question n'est plus de savoir si la Hague pollue trop mais si, en polluant même très faiblement l'environnement, elle tue à petit feu. Dans ce cas, c'est son existence qui est remise en cause

tère de l'environnement a créé une commission ad hoc chargée de se prononcer d'ici à juin sur le rapport Viel. A Cherbourg, on attend impatientement les résultats. Hélas, l'épidémiologie n'est pas une science exacte ! « Si c'était simple, on n'aurait pas besoin d'une commission pour répondre ! », soupire un spécialiste de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN).

Seule certitude, l'étude Viel n'est pas une « vaste blague », comme l'a déclaré un peu trop vite Georges Charpak, Prix Nobel et membre du conseil d'administration de la Cogema. « Le travail est bien fait, même si l'annonce manquait un peu de prudence », estime le professeur Joseph Lellouch, qui a présidé le jury de la thèse soutenue avec la même étude par l'assistante du D^r Viel. Ce qui ne veut pas dire que les résultats soient exacts. « Ils paraissent extraordinaires par rapport à ce qu'on sait, ajoute le professeur. J'ai du mal à croire que c'est vrai, mais je ne suis pas sûr qu'il n'y ait rien. Prenez l'effet des champs électromagnétiques. Des études ont été faites dans différents pays pour savoir s'il pouvait conduire à des leucémies. Toutes ont conclu que cela paraissait extraordinaire, mais le problème n'est pas totalement réglé. Là, c'est pareil. Il reste un petit doute. Il faut aller plus loin. »

Comment ? Les données de comparaison manquent cruellement. « On a un "cluster", un excès local de leucémies. Il peut en exister d'autres en France. Mais a-t-on les moyens de le prouver ? Non ! », grogne une spécialiste. La France n'a pas de registre global des cancers, les registres locaux sont rares et souvent de mauvaise qualité. « Il est impensable qu'avec l'expérience nucléaire française on n'ait pas des études épidémiologiques qui permettent de mieux se situer ! », tempête Claude Birraux, rapporteur de l'Office parlementaire des choix scientifiques et techniques. La Manche a bien un registre, mais il n'a que deux ans et demi. Beaucoup trop jeune pour être fiable. Encore a-t-il fallu une mobilisation extraordinaire des médecins locaux pour le financer.

Dès 1982, la Commission d'information de la Hague (CSPH), qui venait d'être créée pour assurer l'interface entre les exploitants nucléaires et la population, avait lancé une étude. Le D^r Collignon avait fait un premier registre rétrospectif sur trois ans (1979, 1980 et 1981). Mais, malgré l'approbation du Comité national des registres, le projet en resta là, faute de financement. La Cogema, filiale industrielle du CEA (Commissariat à l'énergie atomique), acceptait de

participer, mais le conseil général, lui, bloquait sur le mode : « Pour quoi faire ? Il n'y a pas de problème. » Il fallut que 175 médecins de Cherbourg (sur 211) signent une pétition en 1989, puis s'organisent en association départementale pour que l'affaire débouche. « Ils travaillaient en réseau, chacun était chargé de convaincre un élu, raconte Albert Collignon. Ça a fini par marcher. »

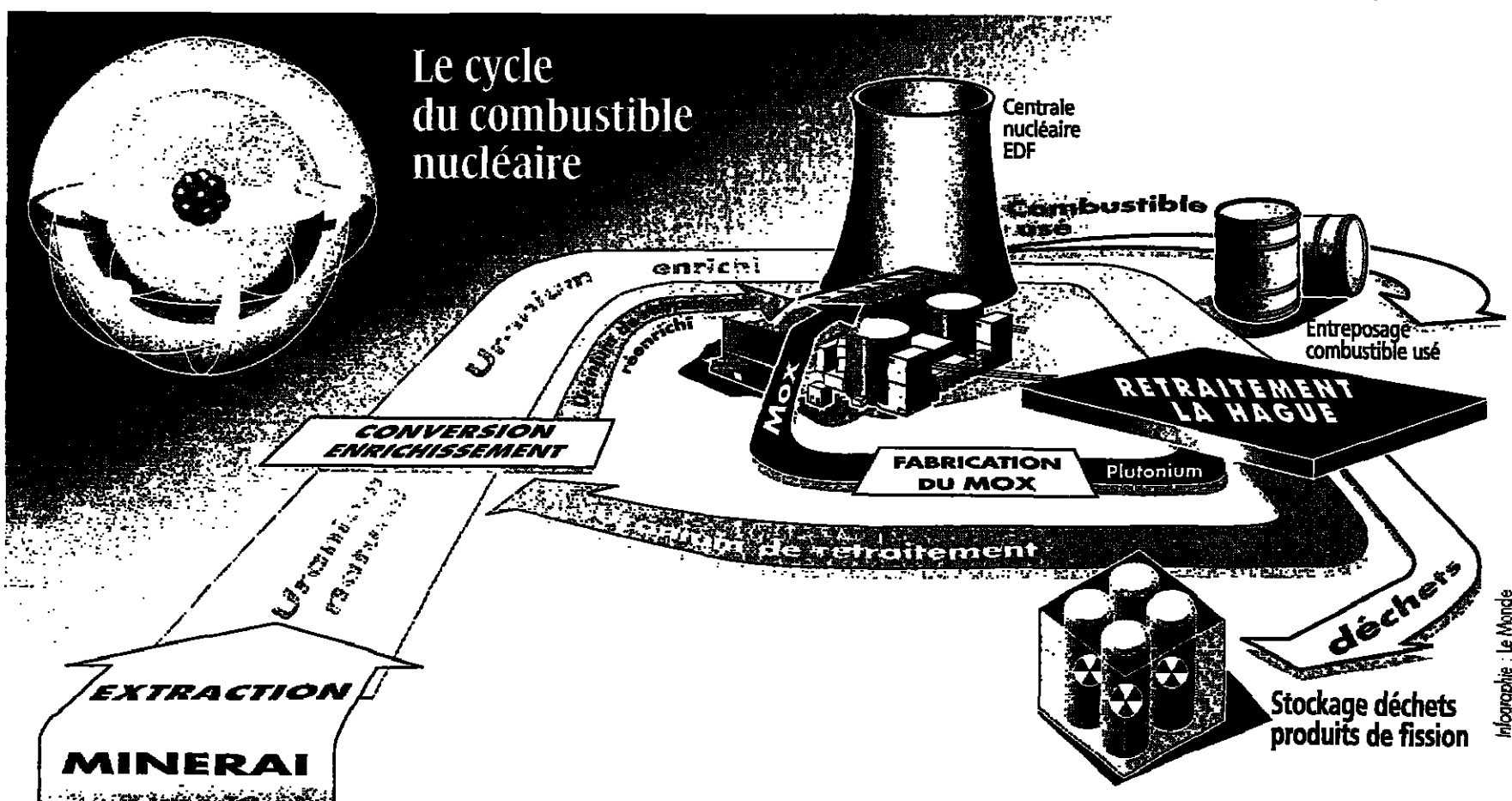
Le risque de la Hague est-il acceptable ? Il y a trente ou vingt ans, la réponse ne faisait pas de doute. L'usine servait les intérêts supérieurs de l'Etat. Ce n'est plus le cas

Le registre de la Manche a démarré en 1994. Ses premiers résultats, non publiés, confirment ceux obtenus quinze ans auparavant. Ils ne sont guère rassurants. L'arrondissement de Cherbourg se distingue en effet par un excès significatif de cancers de toute nature : 9 % de plus qu'attendu dans l'ensemble du département. Les cancers du poumon y sont particulièrement nombreux (33 % de plus), probablement pour partie en raison de l'amiante utilisé dans les chantiers de l'arsenal.

MAIS mélanomes, leucémies, cancers du sein et de l'œsophage sont aussi plus fréquents dans le nord Cotentin qu'au sud ou au centre du département. Ce ne sont là que des résultats préliminaires, mais force est de constater que tout va dans le même sens. On comprend rétrospectivement l'impatience des médecins, poussés par la demande de leurs patients - ce qui, par parenthèse, prouve que l'inquiétude locale ne date pas d'hier.

« Les précédentes études épidémiologiques montraient qu'il n'y avait rien », assure, tranquille, Jean Syrota, président de la Cogema. Mais les précédentes études ont été réalisées par... le D^r Viel. Impossible donc de lever le doute. « Il fait partie de la vie », répond maladroitement Patrick Lederer, directeur de l'usine de retraitement. « La vérité, c'est qu'ils ont joué les apprentis sorciers. Les effets sur la santé, ils n'en savaient rien, depuis le début, grogne un pêcheur. En fait, c'est un laboratoire qui est passé au stade d'industrie, on découvre les solutions au fur et à mesure. » Il n'a pas tort. L'histoire du nucléaire, depuis Pierre et Marie Curie manipulant le radium à main nue, est faite d'inconsciences corrigées a posteriori. Celle de la Hague ne fait pas défaut à la règle.

Au début des années 60, lorsque le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) décide de construire une usine à l'extrême pointe du Cotentin, l'environnement est bien la dernière de ses préoccupations. Comme Marcoule, qu'elle « double » par sécurité, la nouvelle usine retraitera les combustibles usagés des centrales « graphite-gaz » et en extraira un plutonium de qualité militaire, indispensable à l'arme atomique. Le ministère des armées a d'ailleurs accepté de financer la moitié de l'investissement. Bien qu'il n'ait jamais été officiellement classé comme installation militaire, l'établissement, selon un ancien directeur, produira du combustible de qualité militaire jusqu'au début des années 80. En 1982, il retraitera même le plutonium de couverture des surgénérateurs, destiné cette fois non à la bombe atomique classique, mais au prototype de la bombe à neutrons, alors étudiée par l'armée.



338
315 +
- 57



La Hague est, en 1962, une lande d'ajoncs déserte, battue par les vents, l'échappée par un fort courant, le raz Blanchard. Facile à protéger des curieux - les techniques sont alors fort « sensibles » - et à isoler en cas d'incident, le site est propice à l'évacuation des déchets et des effluents en pleine mer. Du moins le pense-t-on alors. On ne découvre que des années plus tard, l'infirmité aidant, qu'une petite partie des rejets (de 5 % à 10 %) est emportée vers le sud par un courant sous-jacent qui la transporte bouillonnante au gré des tourbillons jusqu'à... Saint-Malo. A l'époque, on s'en soucie peu : la mer est considérée comme la poubelle idéale, 4 mètres d'eau arrêtant les radiations les plus fortes. On y jette tout. A 10 kilomètres de la pointe dans la fosse des Casquets, les Anglais ont déversé de 1950 à 1963 quelque 17 000 tonnes de déchets radioactifs... Les Français ne prennent guère plus de précautions. Après l'inauguration de l'usine en 1966, les déchets sont rejetés à la mer, de même que les effluents à peine traités - via la fameuse conduite qui débouche à 1,6 km de la côte. Mais, au début des années 70, on réalise que la mer n'offre pas une garantie absolue : dans certaines fosses, des fûts ont été endommagés, une certaine quantité de radioactivité s'est échappée.

En 1969, le CEA décide de stocker les déchets radioactifs de faible et moyenne activité sur un site voisin de l'usine. Là encore, les précautions sont sommaires : les colis, mal triés, sont entassés dans des tranchées à même la terre. Ils ne sont pas protégés de la pluie, les eaux de ruissellement se déversent dans les rivières avoisnantes. En 1976, une fuite de tritium pollue la nappe phréatique. Les tranchées sont bétonnées, les eaux complétées, mais il faut attendre 1983 pour que soit construit un vrai réseau de collecte. L'an dernier, une commission présidée par Michel Turpin, président du groupe chimique Orkem, a établi un diagnostic du Centre de stockage de la Manche, avant sa fermeture définitive. Elle n'a pu que constater les dégâts. « L'urgence fondamentale, explique un membre de la commission, a été de ne pas protéger les colis de la pluie au fur et à mesure, comme on le fait aujourd'hui. Tout est gorgé d'eau. » Plus grave, l'enquête a révélé la présence non seulement d'énormes quantités de plomb, mais aussi de plutonium, concentré dans quelques points chauds. Une fois ouvert et progressivement asséché, le Centre ne pré-

sentera heureusement plus aucun risque pour l'environnement. Mais il faudra maintenir une surveillance, ce qui interdit une banalisation du site d'ici trois cents ans, comme le prévoyaient les exploitants.

Ce n'est qu'après 1976 et la création de la Cogema qu'on commence vraiment à se préoccuper de l'environnement. « Georges Besse a compris que cette industrie n'aurait pas d'avenir sans un niveau de sûreté extrêmement élevé », raconte Claude Ayouberry, ancien directeur du retraitement à la Cogema de 1976 à 1990. Il ne s'agit plus de faire la bombe, mais d'assurer l'indépendance énergétique de la France. La Hague doit

être mieux protégée. De 1976 à 1996, alors que la production est multipliée par cent, les rejets alpha en mer sont divisés par cinq (après une forte augmentation jusqu'en 1985). Les rejets bêta et gamma sont divisés par seize, tandis que les rejets gazeux diminuent eux aussi très fortement. Il reste trois points noirs : le tritium, l'iode 129 et le krypton 85, produits fatals du retraitement dont les rejets augmentent avec l'activité. Haute-ment volatiles, les techniques actuelles ne permettent pas de les concentrer de manière sûre. Plutôt que de créer à terre des « bombes à retardement », comme dit un scientifique, on préfère les diluer dans l'air ou dans la

« Les gens n'arrivent jamais à être certains que les informations dont ils bénéficient sont fondées, d'où une insécurité psychologique profonde, les rumeurs, les fantasmes. » Yves Dupont, sociologue

retraiter les combustibles des nouvelles centrales à eau légère d'EDF et alimenter en plutonium les surgénérateurs (à l'époque, on en prévoyait dix en 2000), lesquels, produisant plus de combustibles qu'ils n'en consomment, permettraient de rendre la France réellement autonome.

En matière de sûreté, tout reste à faire. « Lorsque je suis arrivé, les flux d'uranium et de plutonium étaient à peu près maîtrisés, mais les produits de fission à peine conditionnés, sous forme liquide, étaient stockés en vrac dans des silos », poursuit M. Ayouberry. L'usine est en très mauvais état, les conditions de travail déplorable. Les nouvelles unités construites ultérieurement permettraient de traiter les produits de fission en ligne et de les vitrifier. Des efforts énormes seront faits pour réduire les effluents, notamment les rejets alpha (plutonium), les plus dangereux. Là aussi, on apprend au fur et à mesure. En 1975, une étude a montré que des particules en suspension dans la mer revenaient sur terre, via les aérosols et les embruns. On retrouve des traces de plutonium sur la côte, de plus en plus faibles à mesure qu'on s'éloigne du rivage. Une nouvelle station d'épuration est construite. La conduite en mer, mal entretenue, s'est rompue à deux reprises, fin 1979, sous l'effet de la corrosion, polluant les plages avoisnantes. On en pose une nouvelle,

où ces radio-isotopes se retrouvent à des quantités infimes. Ces trois radioéléments ont un rayonnement très faible. Le tritium et le krypton ont, en outre, une durée de vie biologique relativement courte (onze et douze ans).

L'iode 129 pose plus de problèmes, sa durée de vie atteignant 16 millions d'années ! Longtemps impossible à mesurer dans l'environnement, l'iode rejeté en mer ne tracassait guère : il n'était même pas compris dans les études d'impact permettant de calculer les doses annuelles infligées à l'homme par les rejets. Tout a changé depuis que, les quantités relâchées augmentant, des laboratoires indépendants sont parvenus à le doser dans les algues. « Les rejets de la Hague en 1995 équivalent à la quantité totale d'iode 129 présent sur la planète avant l'usine, s'inquiète Bruno Chareyron, de la Cifrad. On en retrouve jusque dans l'océan Arctique. »

Du côté officiel, on reste serein. « Il y a quelques années, on ne décelait rien. On aperçoit maintenant des pics d'iode 129 dans les algues, admet Pierre Germain, du laboratoire de radioécologie marine de l'IPSN, mais ces pics sont quand même nettement plus faibles que la radioactivité naturelle. » « Tout rejet est un problème et mérite d'être surveillé, mais nous considérons que nous

sommes dans les limites où il ne devrait pas y avoir de problème », renchérit-on à la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) du ministère de l'Industrie. Prudente, l'autorité de tutelle a toutefois demandé à la Cogema, dans le cadre d'une remise à jour des autorisations de rejet, de réactualiser ses études d'impact en intégrant l'iode et en se préoccupant des populations locales.

La Hague paie-t-elle aujourd'hui les imprudences passées ? L'étude Viel est rétrospective. Et les temps de latence entre la cause et l'apparition d'un cancer sont longs (de dix à vingt ans). Les rejets actuels sont certes très contrôlés. « A l'heure actuelle, les niveaux, quel que soit le radioélément, sont très faibles. J'ai du mal à penser qu'ils puissent avoir une incidence », assure Philippe Picat, directeur des études de l'IPSN. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Les contrôles étaient jadis beaucoup moins pointilleux, et la sûreté laissait à désirer : plusieurs incidents ont, depuis vingt ans, marqué l'environnement. Outre la rupture de la conduite et la pollution de la nappe phréatique, un incendie survenu en 1981 dans un silo a provoqué un nuage radioactif qui a débordé les limites de l'usine.

Les connaissances en matière de radioécologie ont aussi fait évoluer les théories. A mesure que s'affaiblissent ses analyses, la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) n'a cessé de réduire les seuils d'inocuité. Récemment, la dose maximale admissible pour le public a été ramenée de 5 à 1 millisievert par an. La notion de dose limite est d'ailleurs de plus en plus contestée. Aujourd'hui, on a tendance à considérer que tout rayonnement, y compris la radioactivité naturelle, participe au déclenchement des cancers. Une étude épidémiologique, réalisée pour le compte de la Cogema il y a quelques années dans le Limousin, montrait d'ailleurs un lien entre les cancers du poumon et le radon, un gaz naturel radioactif présent dans les sols granitiques. « On a un environnement radioactif, on est plus ou moins adapté, on des mécanismes de réparation. Mais la radioactivité artificielle se rajoute. Manifestement, à certains moments de la vie, certains organismes ne s'adaptent plus », explique Monique Seintz, présidente du Groupement scientifique d'information sur le nucléaire.

AUGÈES aux normes actuelles, les doses de jadis seraient considérées comme limites, sans même tenir compte des incidents. « Le mal est fait ! », soupire un pêcheur. Si le rapport Viel fait autant de dégâts, c'est que le doute taraude depuis longtemps les esprits. « Charpak a beau dire que le nucléaire est le bienfait de l'humanité, quand vous vivez près des effluents, quand vous mangez les crabes peut-être contaminés, le bienfait de l'humanité, vous vous en moquez ! », dit Michel Canoville, président du district. C'est le fond du problème. « La CIPR considère que tout becqueterai un impact, même à faible dose, explique-t-on à la DSIN. Quand on distribue 20 tonnes-sievert dans la nature, on a un cancer solide. C'est pareil si on distribue 10 microsievert à des millions de personnes. Collectivement, le risque existe. A l'échelle de l'individu, il est statistiquement négligeable. Savoir s'il est acceptable est un problème de démocratie. »

Le risque de la Hague est-il acceptable ? Il y a trente ou vingt ans, la réponse ne faisait pas de doute. L'usine de retraitement servait les intérêts supérieurs de l'Etat. Ce n'est plus le cas. L'armée n'a plus besoin de plutonium depuis longtemps. Quant à l'indépendance énergétique, on est loin des ambitions de départ ! Le programme de surgénérateur a échoué. Plus question de boucler complètement le cycle du combustible. Pourquoi, dès lors, continuer à extraire des déchets un plutonium non seulement inutile, mais dangereux et délicat à stocker ? Les Américains y ont renoncé, et, depuis des années, ils entreposent en l'état leurs combustibles usagés. La Suède, la Finlande, le Canada, l'Espagne, l'Autriche, ont suivi. En France, la filière plutonium a survécu.

Le retraitement, stratégique, est devenu du simple « recyclage ». Pour le justifier, la Cogema s'est rabattue sur une solution de plastron : le MOX, un mélange de plutonium et d'uranium naturel qui alimente désormais les centrales classiques. Mais, une fois passé

dans les réacteurs, le MOX se re-traita mal, et il ne peut fournir que 10 % des combustibles nécessaires à l'alimentation du parc. On est loin de l'autonomie promise par les surgénérateurs ! Autre handicap, le MOX coûte beaucoup plus cher à fabriquer que l'uranium enrichi, carburant ordinaire des centrales. Pour EDF, tenaillé par la concurrence et contrainte de baisser ses prix, le recyclage est désormais un fardeau. Le calcul est simple : la fin de cycle (retraitement + MOX + Superphénix) coûte 15 milliards de francs par an pour une économie de seulement 1 milliard de francs de combustible. Coût net : 14 milliards de francs par an, soit de 4 à 5 centimes par kilowattheure, c'est-à-dire grosso modo l'écart de coût handicapant l'électricité nucléaire par rapport aux nouvelles turbines à gaz, plus compétitives. Estimant que le

réussi à convaincre que ceux qui lui étaient acquis. Les autres font l'autruche ou trichent avec le sort. Dans les ports, les campagnes, l'étiquette « nord Cotentin », suspecte, est gommée : le beurre vient du « Val de Saire », le homard est « breton », la fromagerie locale produit de la tomme et de la raclette savoyarde... L'angoisse rôde, occultée mais poisseuse. L'incendie du silo en 1981, mal maîtrisé, mal géré, reste dans toutes les mémoires. « J'ai appris l'incendie par un copain qui travaillait dans l'usine », raconte un cadre des télécoms. « J'ai appelé la gendarmerie, la mairie, la sous-préfecture, le député, personne ne pouvait me dire quoi faire. A la radio, on assurait que rien ne s'était échappé en dehors des clôtures, qu'il n'y avait pas de vent. De ma fenêtre, je voyais la fumée poussée par un vent d'ouest à tout casser. Ce

Au début des années 70, on réalise que la mer n'offre pas une garantie absolue : dans certaines fosses, des fûts ont été endommagés, une certaine quantité de radioactivité s'en est échappée

stockage des déchets retraités coûte aussi cher que celui des combustibles en l'état, EDF n'a donc plus aucun intérêt économique à retraiter, au contraire. « Si ça ne tenait qu'à eux, il n'y aurait plus aucun recyclage », assure Jean-Paul Schapira, qui dirige les études du CNRS sur la fin du cycle.

Le seul avantage du retraitement est scientifique, encore est-il fort discuté. Il constitue en effet une amorce de solution à la gestion finale des déchets, point noir du nucléaire. Non pas, comme l'assure la Cogema, parce qu'il réduit les volumes à stocker. « Un argument purement commercial, les volumes sont faibles, de toute façon », dit Jean-Paul Schapira. Mais parce qu'il évite de stocker ensemble les produits de fission et le plutonium, lequel constitue la principale source radioactive des déchets... après mille ans ! Encore faudrait-il se débarrasser définitivement dudit plutonium, ce que ne permet pas le cycle actuel. Parmi les scénarios étudiés pour la fin du cycle dans la perspective de la loi du 30 décembre 1991, qui prévoit une décision du Parlement en 2006, le recyclage n'est qu'une hypothèse parmi d'autres. « On peut très bien avoir une stratégie mixte. On peut décider de retraiter plus tard. On peut entreposer le combustible cent ans, et faire du MOX avec le plutonium militaire », explique Jean-Paul Schapira. En attendant

jour-là, je suis devenu antinucléaire... »

Trop d'incidents dissimulés, trop de polémiques ou de minuscules mal étouffés. « C'est un état d'esprit de la Cogema de tricher, de mentir », affirme Didier Anger, conseiller régional et tête de file des Verts dans la Manche. Sur longue période, les écologistes ont eu plus souvent raison que tort, même s'ils ont parfois exagéré la gravité des problèmes. Après la rupture de la conduite comme après l'incendie du silo, les enquêtes officielles ont montré que la pollution radioactive avait bien atteint des doses limites pour l'environnement, contrairement à ce qu'avait affirmé l'exploitant. Au printemps 1991, l'ACRO, un laboratoire indépendant, mesurait un taux de césium 137 anormal dans les eaux de la Sainte-Hélène, un ruisseau voisin de l'usine. Le premier réflexe de la Cogema fut de nier les faits - l'ACRO se fait de la pub ! - et de bétonner discrètement l'endroit où les mesures étaient réalisées. Devant l'insistance de la commission d'information, le laboratoire de la Cogema accepta néanmoins de participer à une étude comparative, avec l'ACRO et le laboratoire départemental. Conclusion : les trois laboratoires trouvèrent les mêmes doses. Il fallut un an et une centaine de forages pour déceler l'origine de la pollution : une conduite de rejet polluée oubliée à proximité de la clôture du site...

De ses origines paramilitaires, la Hague a gardé une certaine raideur et le goût du secret. « Le réflexe premier est toujours : "Circulez, y a rien à voir" », plaisante Michel Turpin, qui admet lui-même avoir dû « piquer une grosse colère » dans le cabinet du ministre pour obtenir de la Cogema tous les renseignements nécessaires à sa mission. Malgré des efforts de « communication », la population n'est pas le souci premier. L'affaire récente de la conduite Fa encore montré. Bulletin mensuel d'information, visites, borne interactive, rien n'y fait : la Cogema n'est jamais parvenue à être tout à fait crédible.

Récemment, des élus ont approché la direction d'Interchem pour étudier la possibilité de réaliser des mesures « neutres » dans le lait, l'eau, l'herbe, les algues, parallèlement à celles effectuées par la Cogema. « C'est ridicule », dit Jean-Claude Guary. Sur le plan technique, on ne fera pas mieux. Les mesures sont exactes. Il faut reprendre les analyses et les réinterpréter. « Il se bat pour créer un laboratoire universitaire spécialisé dans l'environnement, qui pourrait interpréter les analyses, conseiller, réaliser des études. Seul obstacle : le financement. La Cogema assure l'essentiel des recettes locales... » Les gens n'arrivent jamais à être certains que les informations dont ils bénéficient sont fondées, d'où une insécurité psychologique profonde, les rumeurs, les fantasmes, explique Yves Dupont, sociologue. Ils acceptent qu'on dise : « Il y a pollution, il faut la réduire ». Mais l'impact sanitaire n'est pas acceptable. On ne veut pas que ce soit exprimé. En même temps, si l'usine ferme, c'est fini pour eux. »

Véronique Maurus
Dessin : Nicolas Viel

Trente ans de culture nucléaire intensive ont marqué l'environnement et les esprits. La Cogema a beau faire, elle n'a jamais réussi à convaincre que ceux qui lui étaient acquis

2006, mieux vaut garder ouvertes toutes les options. C'est la position officielle d'EDF. « Nous voulons garder des capacités d'ajustement », dit-on à la direction générale. On ne retirera donc qu'une partie (70 %) des combustibles déchargés des centrales et on entreposera le reste, de même que le MOX usé et l'uranium de retraitement.

La Cogema, jadis maillon stratégique, est devenue un industriel comme les autres, et se bat pour renouveler ses contrats après l'an 2000. Pour l'heure, rien n'a été définitivement signé. Elle a plus que jamais besoin d'une vitrine. Trente ans après son démarrage, la Hague est une superbe réussite technique. En 1996, l'usine a atteint sa pleine capacité et retraita les combustibles d'une centaine de compagnies électriques dans le monde. Les accidents du travail se comptent sur les doigts d'une main.

Mais trente ans de culture nucléaire intensive ont marqué l'environnement et les esprits. La Cogema a beau faire, elle n'a jamais

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75202 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-77-20-00. Télécopieur : 01-42-77-21-21. Télex : 206 806 F
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

Quand Pékin terrorise l'Europe

PAR quelque artifice de procédure, qui considère un peu plus la commission des droits de l'homme de l'ONU, la Chine a échappé, mardi 15 avril à Genève, à une condamnation devant cette institution. Et par quelque artifice de procédure encore, l'Union européenne peut dire qu'elle aura, *in fine*, unanimement voté contre le stratagème utilisé par les Chinois. Mais là n'est pas l'essentiel. L'important, c'est en lieu, lors des épisodes précédents, quand de grands pays européens, l'Allemagne et la France en tête, ont refusé de s'associer à une résolution, par ailleurs unanimement votée par le Danemark, dénonçant les violations massives des droits de l'homme en Chine.

Ces puissances occidentales ont peur. Elles tremblent à la seule idée qu'elles risqueraient de perdre une parcelle de l'immense marché chinois en déplaçant à Pékin. La France redoute qu'un petit couac ne vienne troubler la visite que Jacques Chirac doit faire en Chine en mai. A l'avance, courbons, courbons l'échine devant l'ère du dragon.

La reddition n'est pas glorieuse. On dira que les résolutions de ladite commission - qui refuse de condamner la Chine, mais, bien évidemment, dénonce Israël - cachent une bonne dose d'hypocrisie. Rares suivies du moindre effet, elles ne sont souvent que le moyen de s'acheter une conscience à bas prix. Elles comptent, pourtant. Comment

expliquer, sinon, les efforts qu'ont, cette fois encore, multipliés les Chinois pour éviter d'être tancés par la commission? Culpables d'être à la tête de la plus grande organisation de travail forcé dans le monde; coupables de pratiquer la torture sur les minorités qui n'ont pas l'honneur de se plier à l'empire; coupables d'avoir supprimé la moindre expression dissidente à Pékin, les Chinois mériteraient mille fois d'être condamnés par la commission.

D'où le pèché contre l'esprit commis par des pays comme la France et l'Allemagne. En refusant de dénoncer la Chine et en laissant, par exemple, condamner Israël, ils démontrent de tout sens une notion aussi importante que celle des droits de l'homme. Ils favorisent un climat de terreur confusion idéologique où tout vaut tout. Ils installent cette fausse idée de l'équivalence morale qui laisse croire qu'un pays comme Israël n'est, après tout, guère plus démocratique que la Chine. Alors, il n'y a plus de repère, plus de sens aux mots.

On dira encore, avec raison, que la bataille pour le marché chinois est importante. Mais, là encore, c'est se tromper si l'on imagine que la Chine se détermine en fonction d'autres critères que celui du rapport qualité-prix. Boeing, par exemple, a fait ses meilleures ventes alors que les Etats-Unis critiquaient durement Pékin. Qui sait, après tout, si les maîtres de la Chine ne respectent pas plus ceux qui n'ont qu'une parole : en affaires comme en politique.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Aldrey, directeur général
Nol-Jean Bergeon, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessez, Bruno de Camas, Pierre Gaspard
Laurent Gaudier, Erik Israelowicz, Michel Kohnen, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Erik Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Médecin : Thomas Perrenet
Directeur éditorial : Erik Plouffe, directeur délégué : Anne Chancelour
Conseiller de la rédaction : Alain Rollat, directeur des relations internationales : Daniel Vezec

Conseil de surveillance : Alain Minc, président; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Fauvet (1949-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Louzeau (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements
Le Monde Presse, Léa Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le record du roi du stylo

MILTON REYNOLDS, roi du stylo et désormais recordman du tour du globe, s'est posé ce matin sur l'astrodrome La Guardia, à New York, 78 heures 55 minutes 30 secondes après l'avoir quitté. Deux mille personnes attendaient l'arrivée de l'appareil, qui, piloté par Reynolds lui-même, tourna plusieurs fois autour du terrain avant de se poser.

Lorsque le *Reynolds-Bombshell* eut atterri, la foule voulut se précipiter vers les vainqueurs. Mais la douane et le service sanitaire veillaient : les formalités habituelles furent accomplies et, tandis que Reynolds exhibait un certificat de vaccination antivaricelleuse, ses deux compagnons, moins heureux, devaient subir immédiatement l'injection, rendue nécessaire par une légère épidémie à New York. Brandissant sa pouspée fétiche, le héros du jour souriait et saluait.

Puis, à ses admirateurs, il se mit à lancer de pleines poignées de stylos.

Ainsi le roi de la publicité a réussi dans son dessein : il a battu de douze heures vingt minutes trente secondes le record établi en 1938 par Howard Hughes. Il n'a point réussi, comme il l'espérait, à boucler le tour du globe en cinquante-cinq heures, mais on peut lui trouver des excuses : l'URSS lui a refusé le passage, accordé avant la guerre à Hughes. Les circonstances atmosphériques l'ont forcé à revenir à Adak, aux Aléoutiennes.

M. Reynolds s'est donc montré un sportif éminent. Il a droit aux félicitations de tous les fervents de l'air et de la vitesse. En outre son objectif principal est atteint : grâce à son avion, ses stylos ont, comme il se doit, fait couler beaucoup d'encre !

(17 avril 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 CODE LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 CODE LMDOC

ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Silence, au Tibet, on rééduque !

par Jean-Claude Buhner et Claude B. Levenson

AU Tibet, la chasse aux photographes du dalaï-lama bat son plein et les « équipes de rééducation », présentes jusque dans les sanctuaires les plus reculés, ramènent le souvenir des pires moments de la Révolution culturelle. Depuis qu'a été lancée l'offensive de propagande contre le dalaï-lama, en visite en France du 17 au 30 avril, pour, selon l'expression consacrée, « couper la tête du serpent séparatiste », on ne badine pas avec les ordres sur le toit du monde. Et, dans les regards des Tibétains, une crainte nouvelle a remplacé la traditionnelle curiosité pétilante à l'égard de l'étranger de passage.

Engagée l'an dernier, dans le sillage du différend ayant éclaté autour de la succession du 10^e panchen-lama, la « lutte à la vie, à la mort contre le dalaï et sa clique » ne faiblit pas. Non seulement portraits et photographies du chef spirituel exilé ont disparu des lieux publics et de culte, ramassés par des policiers et soldats en mission, mais les cadres vides laissés bien en évidence, et dont personne n'était autorisé d'être témoin, ont été d'autorité ornés de l'effigie de Gyalsen Norbu, l'enfant imposé par les autorités de Pékin et que les Tibétains appellent le « panchen chinois ». Les hostilités sont ouvertes, dirigées d'abord contre le clergé - dernier carré farouchement rebelle à la mainmise autoritaire du régime communiste.

Pour bien mettre les points sur les « i », à la mi-septembre, le secrétaire du Parti communiste de la région dite autonome tenait à préciser, dans le *Tibet Daily*, que « l'essence de cette lutte n'est ni de nature religieuse, ni liée à l'autonomie. Il s'agit de la protection de l'intégrité de notre pays ». Les faits sur place ne font que souligner cette détermination : en deux ans d'intervalle, depuis notre dernier séjour à Lhasa, la sinisation s'est accélérée et ressemble de plus en plus à une marche forcée, à une course contre la montre. Sans parler du dépeuplement de la langue en raison de l'extension de la télévision et d'une scolarisation généralisée... en chinois.

Les enseignements chinois ne se

comptent plus dans les rues de la cité sacrée, devenues méconnaissables, où s'alignent échoppes de bric et de broc, bars, karaoké, gargotes et bordels surmontés d'édogrammes clinquants. Les ultimes demeures patriciennes, nichées dans le labyrinthe des ruelles des quartiers tibétains, disparaissent sous les coups des bulldozers. Au carrefour des grandes artères bordées d'anonymes bâtiments neufs aux baies vitrées bleues, se dressent des monuments dorés, d'un kitch digne du réalisme socialiste version chinoise. Au point que les pèlerins, cette année visiblement moins nombreux que de coutume, errent désespérés dans une ville qu'ils ne reconnaissent plus, à la recherche des traces de leur propre identité en voie de disparition.

Le schéma classique de la colonisation est patent : invasion militaire, occupation de l'espace par une population allogène, négation des droits fondamentaux des autochtones

Tout au long d'un périple de plus de 2 000 kilomètres dans la vallée du Kongo, à l'est de Lhasa, avant des haltes dans les principales agglomérations du Tibet central, l'impression d'une camisole de force jetée sur l'ensemble du territoire n'a fait que se renforcer. Le schéma classique de la colonisation est patent : invasion militaire, occupation de l'espace par une population allogène, négation des droits fondamentaux des autochtones, il suffit de regarder pour prendre la mesure de l'assimilation programmée d'un peuple et de sa culture. Les séances de « rééducation » dans les monastères en témoignent : à l'ensemble de la communauté monastique, des commissaires politiques

nouvelle manière enseignent la loi chinoise et l'histoire tibétaine version chinoise. Et gare à quiconque refuse de comprendre ! Au terme de ces interminables sessions, il est requis de signer une déclaration en cinq points abjurant notamment le dalaï-lama comme chef spirituel, reconnaissant la validité de la nomination du panchen choïsi par Pékin et admettant que le Tibet « appartient » à la Chine.

Vu à Drepung, l'une des trois grandes universités monastiques proches de Lhasa, par une matinée automnale ennuagée et lourde d'une tension palpable : dans le dédale des venelles, des pèlerins, motte de beurre de yak à la main, débambulent d'un sanctuaire à l'autre. Leurs moult prières volent entre leurs mains expertes et leur cheminement est rythmé par un mantra. Le va-et-vient est incessant sur l'escalier abrupt menant à l'étage. D'ordinaire ouverte sur la cour intérieure, la rampe opposée est masquée par des tissus bariolés étendus comme des draps asséchés. Une marche militaire éclate soudain de ses tambours et trompettes vaillant le calme ambiant de ce lieu de recueillement, explicitement voué, d'après le permis d'exercer affiché au fronton du portail, à la prière et à la réflexion religieuse.

Un pan soulevé confirme l'insolite : des civils et des officiers en uniforme vert gesticulent debout à une table, devant un groupe de moines assis par terre, visage fermé. Un poste de télévision crache le fond musical. L'équipe de rééducation est à pied d'œuvre, à peine dissimulée aux yeux des pèlerins ou des visiteurs. Mais pas question de fixer l'image sur la pellicule : un cerbère veille qui se met à vociférer dès qu'il perçoit l'intrus.

A une cinquantaine de kilomètres de Lhasa, le célèbre monastère de Ganden demeure obstinément fermé aux Tibétains comme aux étrangers. Depuis les vifs incidents qui ont opposé à la mi-mai moines et forces de sécurité, un barrage militaire boucle le chemin des pèlerins dans la vallée, à un kilomètre de la grande route. On ne passe pas, sauf à faire partie d'une équipe officielle de rééducation. Une cinquantaine de récalcitrants seraient toujours sous les verrous, comme une quin-

zaine d'irréductibles, du Tashihum-po à Shigatsé, le sont depuis plus d'une année. Mais la suspicion s'est glissée : à plusieurs reprises, des voix amies nous ont chuchoté d'être sur nos gardes, il y a de faux moines et de faux mendiants infiltrés dans les lieux fréquentés par les étrangers. Et, parmi les moines, la confiance ne règne plus : on se méfie des nouveaux, la délation s'insinue et des indicateurs épauleraient la besogne aveugle des caméras vidéo et des micros installés bien en évidence dans les sanctuaires.

Silence dans les monastères, on rééduque ! Silence sur le toit du monde, on sinise ! Ainsi, à Bayi, dans une vallée verdoyante à cinq cents kilomètres à l'est de Lhasa, sur la route du Sechouan. Naguère c'était un hameau appelé Paichen en tibétain. Aujourd'hui c'est une ville-garnison de 50 000 habitants, aux avant-postes de l'implantation des colons qui arrivent tous les jours par camions et autobus, pour s'installer au Tibet.

Le dalaï-lama a beau réitérer, inlassablement, sa volonté d'entamer un dialogue avec Deng Xiaoping lui-même, d'où vient que malgré la chaleur de l'accueil qui lui est réservé depuis le prix Nobel, on l'écoute, certes, mais on ne l'entend pas ? Au Parlement européen à Strasbourg, devant les parlementaires à Paris, le leader exilé a répété : « Fondamentalement, la question du Tibet est de nature politique. C'est une question de domination coloniale qui ne trouvera sa solution que par la négociation. » Il y a cependant l'irrésistible attrait qu'exerce le mirage d'un marché de plus d'un milliard de consommateurs. Que « pèsent » à cette aune six millions de Tibétains, une culture anéantie, un peuple phagocyté et abandonné à son sort ? L'éthique semble être une valeur qui n'a plus cours aujourd'hui à la bourse du profit à tout-va, même si le dalaï-lama sourit en disant : « Je n'attends de personne de placer le Tibet au-dessus des intérêts de son propre pays... »

Jean-Claude Buhner est journaliste et Claude B. Levenson est écrivain

Les internes, ni vaincus ni vainqueurs

Suite de la première page

Ces points ne sont pas négligeables, même si Alain Juppé et Jacques Barrot n'ont pas cédé sur la principale revendication des grévistes, la suspension de toute pénalité pendant quatre ans, qui dépassait leur capacité de mobilisation. Pour sa part, le gouvernement était soumis à une triple contrainte : ne pas laisser le conflit gagner tout l'hôpital ; ne pas dénaturer sa réforme en revenant sur le principe des sanctions collectives ; ne pas aliéner les partisans de la réforme, à commencer par la CFDT, qui préside la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), et le syndicat de médecins généralistes MG-France, qui reste, dans l'océan des opposants au plan Juppé, l'un des plus sûrs îlots de résistance au conservatisme médical dénoncé par le gouvernement.

Ni vainqueurs, ni vaincus, donc. Pourquoi les internes ont-ils tant de mal à sortir de ce conflit, au point de continuer la « guerre » par d'autres moyens, comme la grève administrative (les soins gratuits) à partir du 24 avril ? Ignorant le contenu de l'ordonnance d'avril 1996 sur la médecine de ville, transmise et précisée en mars dans les deux conventions médicales (généralistes et spécialistes), ils ont découvert tardivement qu'ils ne pourraient plus exercer comme leurs aînés. Et que, pour la première fois, un gouvernement posait cette question, aussi brutale que politique : combien la collectivité est-elle prête à dépenser pour la santé, à côté d'autres fonctions collectives comme l'éducation, la lutte contre l'exclusion, la justice, les retraites ou le logement social ? Or, poser cette question, c'est

évidemment s'interroger sur le statut même de ceux qui, au cœur du système de soins, décident de la dépense : les médecins. « Issues pour la plupart de la bourgeoisie, ce que les professions libérales et, notamment, médicales, font valoir dans leur statut, c'est l'indépendance, l'individualisme socio-économique et la dignité de classe », analysait le sociologue américain Eliot Freidson, en 1970, dans son ouvrage de référence (*La Profession médicale*, Payot, 1984). La dignité de classe ? Même s'ils savent que leur position dans la société ne sera plus celle de notables installés, les internes jugent qu'ils exercent une profession qui doit leur garantir une certaine place dans la société. Ils ne réclament pas une BMW, mais une reconnaissance, qui commence à désertir les salles d'attente.

Là n'est sans doute pas l'essentiel. Ce que le plan Juppé a bousculé sans luxe de précaution, c'est le deuxième pied du triptyque de Freidson : l'individualisme socio-économique. Pour la première fois, un gouvernement a introduit la notion de responsabilité économique collective de la profession médicale, dont l'activité est désormais encadrée par un objectif de dépenses d'assurance-maladie et sanctionnée par des reversements d'honoraires en cas de dépassement de ces dépenses.

Les médecins ne voulant être comptables que de leur propre pratique, le conflit s'est cristallisé autour de ces pénalités collectives, qui vont à l'encontre de la culture profonde du corps médical et, pour certains, de son éthique. Il n'est pas étonnant qu'en pleine grève le Conseil national de l'Ordre des médecins ait rappelé que « l'exercice de la médecine est personnel » et que « chaque médecin est responsable de ses décisions et de ses actes », comme le stipule l'article 69 de ce code. Les grévistes se sont prévalus de ce soutien.

L'indépendance, enfin, qui est l'essence même d'une profession libérale, est de plus en plus mise à mal. Depuis l'Université médi-

vale, l'Etat a donné aux médecins, avec le titre de « docteur », une partie de la responsabilité de maintenir le bien-être public, leur assurant en contrepartie une très large autonomie. Cette indépendance était jusqu'à présent synonyme de liberté totale. Elle est aujourd'hui rognée par la contrainte économique. Avec la dérive des dépenses de santé, l'Etat et l'assurance-maladie commencent à prendre la main sur les revenus des médecins (encadrement des dépenses) et sur le contenu de leur pratique (suivi et évaluation de l'activité médicale), en se dotant d'outils : informatisation, extension des normes de bonne pratique, accréditation des services hospitaliers. La profession n'est plus seule à exercer le contrôle sur son propre travail.

Face à une « Sécurité » peu regardante sur leurs pratiques et remboursant à guichets ouverts, les médecins n'ont jamais eu besoin de syndicats forts, leurs organisations se contentant d'assurer un minimum de régulation à travers des conventions médicales peu

contraignantes. Dans un système où la Sécurité sociale va, à terme, devenir un acheteur de prestations médicales au meilleur rapport qualité-prix, ils vont devoir se doter de structures disposant, face aux pouvoirs publics, d'une véritable capacité de négociation économique et d'expertise médicale. Certaines spécialités, comme la radiologie, se sont préparées à cette évolution.

Au cours de leur grève, les internes ont pris conscience de la nécessité d'un syndicalisme fort, dont ils pourraient fournir les cadres. Ils réviseront peut-être, alors, leur jugement sur les généralistes de MG-France, signataires de la convention et qu'ils ont accusés de chercher à « faire du fric » en investissant dans l'informatisation des cabinets médicaux. L'objectif, en fait, est de s'approprier et de cogérer les outils qui permettront aux médecins de conserver une certaine liberté dans le nouveau système de soins qui se dessine.

Jean-Michel Bezat

RECTIFICATIFS

NORIEGA

A la suite d'une erreur de transmission, l'article sur les avoirs bancaires de l'ancien dictateur du Panama, Manuel Noriega, paru dans *Le Monde* daté 13 et 14 avril pouvait laisser croire que les otages américains, objets d'un marchandage qui a conduit au scandale de l'*Irangate*, étaient détenus en Iran. Il fallait lire, bien entendu, qu'ils se trouvaient au Liban.

LES VAINQUEURS DE PARIS-ROUBAIX

Le premier vainqueur français de la course cycliste Paris-Roubaix, Maurice Garin (1897), ne s'est pas imposé lors de la première édition de l'épreuve (*Le Monde* du 15 avril). C'est l'Allemand Joseph Fischer qui avait inauguré le palmarès, en 1896.

LE RECORD DE TIGER WOODS

Le golfier américain Tiger Woods (*Le Monde* du 15 avril) a bien établi un nouveau record de l'épreuve au Masters avec un score total de 270 sur les quatre jours, à 18 coups en dessous du par. Le record du parcours d'Augusta appartient toujours au Zimbabwéen Nick Price (1986) et à l' Australien Greg Norman (1996), avec un score de 63 (9 coups en dessous du par).

ERIC RAOULT

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans *Le Monde* daté du 29 mars, Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, n'est plus député de Seine-Saint-Denis. Il a rempli cette fonction de 1986 à 1995, avant de céder sa place à son suppléant en entrant au gouvernement.

السيد عبد الحليم

Constantina Amin

AMRZ-VOL 1
100-1000

338
315+

éducative

صوتنا من الامم

DISPARITIONS

Moustapha Amin

L'infatigable défenseur de la démocratie

MOUSTAPHA AMIN, pionnier du journalisme égyptien et arabe moderne, est mort à l'âge de quatre-vingt-trois ans, dimanche 13 avril, au Caire. Avec son frère jumeau Ali, Moustapha Amin avait introduit le concept de la primauté de l'information sur l'arbitraire d'opinion en fondant le journal *Akhbar el Yom* en 1944. Le franc-parler de ce défenseur infatigable de la démocratie, qui estimait que « le journaliste est un chercheur de problèmes professionnels », lui avait valu des ennemis avec les autorités et neuf ans de prison (1965-1974).

Né le 21 février 1914 au Caire dans une famille bourgeoise apparentée à Saad Zaghloul, le grand leader nationaliste, Moustapha Amin a été abreuvé dès sa plus tendre enfance des récits de l'homme d'Etat sur la lutte des journalistes contre la censure imposée par l'occupant britannique. Il a donc décidé de jouer les « héros » dès l'âge de huit ans quand il a créé une revue qu'il a baptisée *Le Droit*. A quatorze ans, c'était au tour de la revue *L'Étudiant*, qui a été très vite saisie par les autorités à cause des attaques contre les Anglais et leurs collaborateurs. La

revue *Al Awqaf*, elle aussi, n'a duré que quelques numéros avant d'être interdite. Génie précoce, Moustapha Amin a ensuite été engagé à dix-sept ans comme secrétaire de rédaction de l'hebdomadaire nationaliste *Rose al Youssef*. En 1944, Moustapha Amin décide de voler de ses propres ailes et fonde le journal *Akhbar el Yom*. Dès le premier numéro, le succès est immédiat, puisque les cent mille exemplaires imprimés sont épuisés en quelques heures. Très vite, le nouveau journal au style résolument moderne et toujours à l'affût de « scoops », devient le

principal concurrent du vénérable *Al Ahram*, fondé en 1876, grâce à sa jeune équipe de journalistes, parmi lesquels se trouvait Mohamed Hassanein Heykal. En juillet 1952, Moustapha Amin épouse la cause des officiers libres qui renversent le roi Farouk. Il reste en excellents termes avec le nouveau régime jusqu'à la nationalisation d'*Akhbar el Yom* en 1960.

TRAVAUX FORCÉS

Les relations du directeur avec le président Gamal Abdel Nasser s'enveniment progressivement jusqu'au jour où Moustapha Amin est arrêté. Accusé « d'intelligence avec les États-Unis », il est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Ce n'est qu'en 1974 qu'il est libéré, puis blanchi, par le président Sadate. Cela ne l'empêchera pas quelques années plus tard, alors qu'il est à nouveau à la tête d'*Akhbar el Yom*, de critiquer le parti du Raïs, ce qui lui vaut d'être interdit de plume.

Malgré une santé précaire, Moustapha Amin n'a jamais cessé d'écrire sa colonne de dernière page intitulée « *Fikra* » (Pensée), où il a continué à pourfendre la corruption et à appeler au libéralisme politique et économique. Cette chronique, publiée simultanément par le journal *Al Charg el Awsood* à Londres, était devenue de plus en plus sociale et philosophique ces derniers temps.

Pierre Le Hir

Alexandre Buccianti

Zdenek Mlynar

Un ancien du « printemps de Prague »

ZDENEK MLYNAR, un ancien dirigeant du « printemps de Prague », est mort mardi 15 avril à Vienne, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-sept ans.

Entré au PC tchécoslovaque en 1946, à l'âge de seize ans, il se décrivait lui-même comme un de ces jeunes communistes issus de la guerre et de l'Occupation, qui « voyaient tout en noir et blanc » et ont fait « de mauvais fonctionnaires » (Zdenek Mlynar, *Le froid vient de Moscou*, Gallimard, 1981, 378 p.). Il fut aussi le premier étranger qu'aient rencontré Mikhaïl Gorbatchev, étudiant comme lui à l'université de Moscou au début des années 50. Mais sa carrière politique s'achève beaucoup plus tôt que celle du futur secrétaire général du PC soviétique. En tant que membre de la direction du PC tchécoslovaque pendant le « printemps de Prague », Zdenek Mlynar vécut, avec l'invasion soviétique, ce qu'il appela l'« ultime débâcle » et suivit dans la disgrâce Alexandre Dubcek.

Expulsé du Parti communiste en 1970, il fut l'un des premiers signataires de la charte 77, le document fondateur de la dissidence démocratique en Tchécoslovaquie, puis s'exila en Autriche, où il enseigna pendant plusieurs années à

l'université d'Innsbruck. Selon des témoignages recueillis par la suite à Prague, c'est à ce « gorbatchévien » idéal que le KGB soviétique et le StB, son équivalent tchécoslovaque, auraient songé en 1989 pour remplacer à la tête du PC la direction conservatrice de l'époque. La « révolution de velours », tout comme l'attitude de l'intéressé, devaient déjouer ces calculs, mais Zdenek Mlynar fut l'un des tout premiers dissidents en exil à revenir à Prague à la fin de novembre 1989, appelant, lors d'une intervention télévisée, à la démocratisation des institutions tout en évitant une « chasse aux sorcières ».

Depuis lors, Zdenek Mlynar partageait son temps entre Prague et Vienne, tout en maintenant une présence discrète dans la politique tchèque. Lors des élections parlementaires du printemps 1996, il présida le bloc de gauche regroupant le reliquat des communistes réformateurs du « printemps de Prague ». Mais il était le premier à reconnaître son impuissance face aux libéraux de Vaclav Klaus et aux sociaux-démocrates de Milos Zeman. L'ère des « soixante-huitards » appartenait déjà au passé.

Michel Tatu

Pierre Bergé

Un spécialiste de la physique de la matière condensée

LE PHYSICIEN Pierre Bergé, l'un des chefs de file de « l'école française du chaos », est mort mercredi 9 avril, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-deux ans.

Ingénieur de l'Ecole nationale supérieure de mécanique de Nantes et docteur-ingénieur, Pierre Bergé, spécialiste de la physique de la matière condensée, a accompli toute sa carrière au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), où il est entré en 1957 et où il a été nommé chef du service de physique du solide et de résonance magnétique de Saclay, de 1979 à 1990, avant de prendre la

tête du département de recherche sur l'état condensé, les atomes et les molécules, de 1991 à 1994.

Ses travaux sur les phénomènes critiques, la dynamique des fluides et les instabilités hydrodynamiques l'ont amené à jouer un rôle de premier plan dans les développements de la « théorie du chaos ». Ce concept mathématique, dont les bases furent posées dans les années 60, notamment par le météorologiste américain Edward Lorenz, est aujourd'hui couramment utilisé par les physiciens, les biologistes ou les économistes, pour étudier des systèmes complexes et décrire

« l'ordre » caché derrière le « désordre » de phénomènes apparemment aléatoires.

Parallèlement, son intérêt pour la pédagogie et l'enseignement – il a été professeur de physique des fluides à l'école supérieure de physique et chimie industrielles de Paris de 1977 à 1979 – a conduit Pierre Bergé à être chargé de mission pour l'enseignement de la physique, en 1988 et 1989, auprès de Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale. Il était membre du Conseil national des programmes.

Pierre Le Hir

Alexandre Buccianti

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

— Alain et Micheline Bianquis, Roger et Yvette Durand et leurs enfants, Federico et Sylvie Todeschini, Philippe Durand et Isabelle Durand et leurs petits-enfants, Lola et Ugo Todeschini, Alain et Monique Benoit et leurs enfants, Céline, Nadège et Nicolas Benoit, M^{me} Jean Taliez et ses enfants, Pierre et Annie Taliez, leurs enfants et petits-enfants, Les familles parentes et alliées,

ont le chagrin d'annoncer le décès, survenu le 12 avril, à quatre-vingt-trois ans, à Sainte-Foy-lès-Lyon, de

M^{me} Gaston BENOÎT, née Hélène LAPLACE,

leur mère, belle-mère, belle-sœur, tante, grand-tante et si chère amie.

Le service religieux a eu lieu au temple d'Outlines, le mardi 15 avril, suivi de l'inhumation au Chambon-sur-Lignon.

12, rue Lafontaine, 92340 Bourg-la-Reine, 28 bis, rue Emmanuel-Charbrier, 63170 Aubière, 67, chemin de Chavril, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon, 3, rue du Musée-Guimet, 69006 Lyon.

— M^{me} Salomon-Raymond Grimbarg, née Lebar, M. et M^{me} Robert Grimbarg et leurs enfants, M. Henri Grimbarg, M. et M^{me} Gérard Grimbarg, M. et M^{me} Michel Grimbarg et leurs enfants, M^{me} Nicole Grimbarg et Arnold Fiszman et leur fille Sophie Boutboul, M. et M^{me} Simon Grimbarg, ses enfants, M. Gilbert Grimbarg, M. et M^{me} Philippe Grimbarg et leurs enfants, ses petits-enfants, Les familles Lebar, Grimbarg, Jousset, Saladin, Bastos, Fiszman, ont la douleur de faire part du décès de

M. Salomon-Raymond GRIMBARG, évadé de France, FFL, 2^e DB, interné résistant, croix de guerre 39-45, médaillé militaire,

survenu le 14 avril 1997, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La levée du corps aura lieu le jeudi 17 avril, à 8 heures, à la clinique Léonard-de-Vinci, 95, avenue Parmentier, Paris-11^e.

On se réunira à l'entrée principale de Bagneux à 8 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Paris, Guatemala, Alicante.

Cloilde Agallo, veuve Adolfo Mijangos, sa mère, Rafael Ait-Habib, son fils, Moustapha Ait-Habib, Miguel Agallo, son oncle et sa famille, La famille, les amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Elena Clotilde MIJANGOS,

survenue le 14 avril 1997, à l'âge de trente et un ans.

La cérémonie civile sera célébrée en la maison funéraire des Batignolles, 1, boulevard du Général-Leclerc, Clichy (Hauts-de-Seine), le vendredi 18 avril, où l'on se réunira à 15 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, 8, boulevard Ménilmontant, Paris-20^e, à 17 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

142, rue de la Roquette, 75011 Paris.

— M. Jacques Mironneau, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Alice MIRONNEAU-ZILLER, née KLEANE,

survenue le 12 avril 1997.

L'inhumation aura lieu le vendredi 18 avril, au cimetière du Montparnasse.

On se réunira à la porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinès, Paris-14^e, à 15 heures.

10, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris.

— M^{me} Simone Montarras, née Auzary, son épouse, Laurence et Alain Lucas, Odile et Albert Chazignier, Isabelle Montarras et Pierre Boiraud, ses enfants, Ingrid et Priscille Jean, Pierre et Volodia, ses petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Henry MONTARRAS, lauréat de l'Académie de médecine, président de la Société des lettres de Saintonge et d'Aunis, membre de l'Académie des provinces françaises,

survenue le 13 avril 1997, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Selon sa volonté, l'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale.

— M. et M^{me} Gabriel Milési, M. et M^{me} Henri Piguet, leur fille Anne, ses enfants et sa petite-fille, M^{me} Maria Prazères, sa fidèle gouvernante, ont la profonde tristesse de faire part du décès de Dieu de

M^{me} Jacques RUEFF, née Christiane VIGNAT,

survenue le 11 avril 1997, à Paris, dans sa quatre-vingt-onzième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie a eu lieu, selon sa volonté, dans la plus stricte intimité, en l'église Sainte-Clothilde, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, auprès de son époux.

Jacques RUEFF, (1896-1978) de l'Académie française, de l'Académie des sciences morales et politiques, grand-croix de la Légion d'honneur.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

Viktor Enzo Isaak ROZWADOWSKI-POTOCKI 18 avril 1994 - 2 avril 1997.

Merci.

Olga, Julika, Cécile, Teresa, Ladislav, Et toute leur famille.

Le Bourg, 69870 Larmure-sur-Auzergue.

Anniversaires de décès

— Le 17 avril 1996, disparaissait François-Régis BASTIDE.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Une messe sera dite en l'église Saint-Germain-des-Près, le 17 avril 1997, à 19 heures.

4, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris.

Conférences

« De l'armée de métier à la nation armée » (1700-1793) par le professeur Jean Chagniot, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, le lundi 21 avril 1997, à 18 heures, Palais Abbatial, 5, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense, dans le cadre du cycle de conférences « Armées professionnelles et citoyens : une perspective historique. »

CARNET DU MONDE

Téléphone : 01-42-17-29-94 01-42-17-38-42
Télécopieur : 01-42-17-21-36

ABONNEZ-VOUS et économisez jusqu'à 294 F soit 42 numéros gratuits

1 AN - 1890 F au lieu de 2 184 F*

* Prix de vente au numéro : 17,00 F (hors frais de port et de distribution)

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 001

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS MONS FRANCE		USA - CANADA	
1 AN	2 080 F	2 980 F	
6 mois	1 123 F	1 560 F	
3 mois	572 F	780 F	

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphone : 01-42-17-32-00 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Indiquez le numéro de votre carte de crédit ou de votre compte bancaire

LE MONDE, service Abonnements, 20, avenue de la République, 75001 Paris

0033 1 42 17 32 00

tribunal militaire à Périgueux pour « délit d'opinion ». Incarcéré à la prison de la Santé, il est ensuite transféré dans les camps de Gurs, dans les Pyrénées-Atlantiques, puis de Mauzac, en Dordogne. Li-béré, il est incorporé dans « l'armée de Vichy », jusqu'à sa dissolution après l'invasion de la zone sud par la Wehrmacht, en novembre 1942. Il rejoint alors les Francs tireurs et partisans (FTP), proches des communistes, et est à nouveau arrêté le 10 février 1943. Emprisonné à Fresnes, il est déporté au camp français du Struthof, puis au camp d'Allach, annexe de Dachau, en Allemagne, où il est libéré le 1^{er} mai 1945 par l'armée américaine.

A son retour en France, il reprend son activité aux PTT et entre au Conseil national de la fédération des déportés, dont il fut un des responsables et animateurs, jusqu'à la fin de sa vie. Officier de la Légion d'honneur, Charles Joineau était aussi vice-président de la Fondation pour la mémoire de la déportation.

Alain Beuve-Méry



Panda



32 900*

si votre voiture a plus de 8 ans.



Elle est bien aussi en rouge.

Version présentée Panda 41 900F
Prix Net ou 32 900F Prime
Qualité Fiat de 9 000F déduite pour la reprise de votre voiture de plus de 8 ans. Tarif Prix Net au 28.10.96. AM 97.

TRANSPARENCE **FIAT**

INDUSTRIE Après avoir récupéré la distribution de ses produits électroménagers au Portugal et au Benelux, et créé sa propre filiale en Allemagne en 1996, General Electric vient

de prendre le contrôle de son distributeur français. Cette décision traduit la volonté du groupe américain de se développer sur ces marchés en Europe, où il est resté faible jusqu'ici.

● **LES MOTEURS** d'avions représentent le seul secteur où GE est puissant sur le Vieux Continent, associé au groupe français Snecma. Les deux partenaires viennent de remporter

un contrat du Pentagone pour un milliard de dollars. ● **DEPUIS 1989**, GE essaie de combler son retard en Europe dans ses onze autres métiers de l'industrie (énergie, matériels

électriques et médicaux...) et des services. Il a investi 10 milliards de dollars. ● **SON OFFENSIVE** est spectaculaire dans les services financiers et le crédit à la consommation.

Le géant américain General Electric multiplie ses offensives en Europe

A l'heure où les entreprises tentent de séduire l'Asie, le conglomérat se déploie sur le Vieux Continent. Déjà puissant dans les moteurs d'avion et la radiologie, il privilégie aujourd'hui l'électro-ménager et les services financiers

A DÉFAUT d'avoir pu reprendre Philips ou Electrolux, General Electric (GE) rachète son distributeur en France, Sinelec. Une PME de 150 millions de chiffre d'affaires, qui emploie dix-neuf personnes, et dont l'acquisition « s'inscrit parfaitement dans notre stratégie européenne », se félicitait, le 15 avril à Paris, Dennis Zalupski, directeur général de GE Appliances Europe, la division d'électro-ménager du groupe américain. GE a déjà pris le contrôle de sa distribution au Portugal et au Benelux, et créé sa propre filiale en Allemagne en 1996. « Nous souhaitons développer notre

présence directe en Europe afin de prendre des positions significatives sur les différents marchés », explique M. Zalupski. Une sorte de vœu pieux récurrent pour General Electric.

Au début des années 1990, le géant américain avait porté son chiffre d'affaires dans les produits électro-ménagers à 5 milliards de dollars (29 milliards de francs) en Europe au milieu de la décennie. Cette prévision ambitieuse prenait en compte la perspective d'une croissance externe importante. En 1988, GE s'est allié, en Grande-Bretagne, à son homonyme anglais,

GEAC (General Electric Company), au sein d'une joint-venture, General Domestic Appliances (GDA), aujourd'hui numéro un des « produits blancs » (réfrigérateurs, lave-vaisselle, lave-linge...) outre-Manche. Le groupe américain lorgnait alors sur la branche électroménagère de Philips, en pleine restructuration. Mais l'autre géant américain du secteur, Whirlpool, lui souffla la poltrone en reprenant le fabricant néerlandais. En 1996, GE Appliances concède avoir réalisé un chiffre d'affaires en Europe qui « avoisine le milliard de dollars ». On est loin du compte, surtout comparé aux 4 milliards de dollars engrangés aux États-Unis par la division électroménagère du groupe.

C'est tout le paradoxe de General Electric. Conglomérat diversifié réalisant près de 80 milliards de dollars de chiffre d'affaires, cette « world company » n'en est pas tout à fait une, puisqu'elle réalise plus de 70 % de son activité sur le seul marché américain. Un talon d'Achille que s'efforce de faire disparaître le charismatique Jack Welch, président de GE depuis 1981. Dès la chute du Mur de Berlin, M. Welch a mis le cap sur l'Europe. Après avoir installé un état-major à Londres, GE se met à l'affût de tout ce qui est à sa portée. Un choix qui intrigue les analystes américains, plutôt obnubilés par l'Asie. « L'Asie fait les gros

titres, mais l'Europe fait les profits », confiait en 1996, en guise d'explication, un dirigeant européen du groupe au magazine *Fortune*.

Dans l'électro-ménager le groupe vivote sur une « niche » haut de gamme, avec notamment ses grands réfrigérateurs importés des États-Unis

Le groupe n'était présent, de façon significative, sur le Vieux Continent, que dans un seul de ses douze métiers : les moteurs d'avions. GE est allié depuis le début des années 70 au motoriste français Snecma, au sein du consortium CFM, grand fournisseur d'Airbus. Mobilisant sa formidable puissance financière, GE a entrepris de combler son retard dans les autres secteurs. Le groupe a investi en quelques années en Europe plus de 10 milliards de dollars (58 milliards de francs) dans la construction d'usines ou le rachat de concurrents. Dans la production d'énergie

et les matériels électriques, GE Power Systems a pris en 1993 le contrôle du fabricant italien de turbines Nuovo Pignone. En 1995, il a soutenu à Schneider toute l'activité basse tension d'AEG. En Europe de l'Est, le groupe a conclu un joint-venture avec Skoda, et racheté le fabricant hongrois d'ampoules électriques Tungsram.

Dans le plastique, les acquisitions réalisées par GE Plastics lui donnent désormais un tiers du marché européen, face aux allemands BASF et Bayer. Dans le matériel médical (scanners, radiothérapie, etc.), GE Medical Services, après le rachat à Thomson de CGR dans les années 80, a fait de la France son pôle mondial pour les produits de radiothérapie et les logiciels médicaux.

Mais c'est du côté des services financiers que l'offensive est la plus spectaculaire. En cinq ans, GE Capital Europe a acquis quelques dizaines de sociétés, tous azimuts. Aujourd'hui l'un des leaders européens de la gestion de flotte automobile, après le rachat d'Avia fleet service, GE est aussi l'opérateur de la carte de crédit du célèbre magasin Harrods à Londres. En France, GE a repris successivement, en 1995

et 1996, le Crédit de l'Est, la Sovac et Locafinance, une filiale de crédit-bail d'Indosuez, et il s'est porté candidat au rachat du Crédit Universel, filiale de crédit à la consommation de la BNP. Des acquisitions faites souvent au prix fort : 7,7 milliards de francs, soit seize fois les bénéfices de la société, pour racheter la Sovac à Lazard. « Si GE capital voulait atteindre ses ambitions habituelles en terme de retour sur investissement, il faudrait que la Sovac dégage un bénéfice de l'ordre de 800 millions de francs, soit près du double de son résultat de 1995. On en est loin », estime un concurrent.

Les dollars ne font pas tout. GE Capital a du mal à imprimer sa marque à la Sovac. L'américain n'a pas réussi à empêcher le groupe Pinaut-Printemps-Redoute de réintégrer au sein de sa filiale, Finarex, les cartes FNAC et Printemps, jusqu'alors gérées par la Sovac. Cette dernière a raté plusieurs appels d'offre, comme celui lancé par Castorama pour sa carte privative, remporté par Sofinco. Par ailleurs, GE doit tenir compte du principal partenaire de Sovac, le groupe PSA, associé à 50/50 dans la société de financement automobile Cridipar. L'ensemble des activités de financement automobile de Sovac et du Crédit de l'Est (hors Cridipar) a été regroupé dans une nouvelle filiale, GEFservice. Ce qui fait craindre « une volonté de prendre des parts de marché, quitte à tirer les prix vers le bas » à ses concurrents.

Dans l'électro-ménager, l'offensive de GE intrigue tout autant. Le groupe américain vivote depuis des années sur une « niche » de marché haut-de-gamme, qu'il occupe notamment avec ses grands réfrigérateurs importés des États-Unis. C'est cette niche qu'il entend désormais agrandir. Le groupe va investir massivement en publicité. Mais il reconnaît que son principal handicap reste ses marques (General Electric, GE Profile, RCA...), pratiquement inconnues en Europe face aux grands concurrents Electrolux, Whirlpool, Candy, Zanussi, Bosch-Siemens... « Nous restons à l'arrêt de toutes les opportunités de croissance », confie Dennis Zalupski.

Pascal Gallier, Sophie Fay et Martine Orange

La firme la plus chère du monde

Héritier de la mythique Edison Electric Light Company, fondée en 1878 par Thomas Edison, l'inventeur du phonographe et de l'ampoule électrique, General Electric (GE) est aujourd'hui un énorme conglomérat diversifié. ● GE est présent dans douze métiers différents : moteurs d'avions, locomotives, télévision (avec la chaîne NBC), systèmes d'information, équipements de distribution électrique, systèmes industriels, éclairage, services financiers, réseaux électriques, plastique industriel, systèmes médicaux, électroménager.

● Le chiffre d'affaires, en 1996, s'est élevé à 79,2 milliards de dollars de chiffre d'affaires et le résultat net à 7,3 milliards de dollars (un dollar = 5,80 francs). ● Le groupe emploie 239 000 personnes dans cent pays à travers le monde, dont 150 000 aux États-Unis. ● La capitalisation boursière de General Electric, valeur vedette de Wall Street, est la plus importante de la Bourse de New York, et du monde : 168,7 milliards de dollars, soit plus de 930 milliards de francs au cours actuel du dollar.

La SNCF ne veut plus subventionner la restauration à bord de ses trains

« PERSONNE n'est satisfait du service de restauration à bord de nos trains. Ni nos clients, qui trouvent cela mauvais et trop cher, ni nos prestataires, qui affirment ne pas gagner d'argent sur ces services. Ni la SNCF, qui perd plus de 300 millions de francs par an sur ces prestations. » Forte de ce constat en forme d'aveu, la direction de la SNCF voudrait faire entériner, mercredi 23 avril, par son conseil d'administration, une nouvelle organisation du service de la restauration ferroviaire et de nouveaux types de rapports avec ses fournisseurs. Les négociations avec les deux principaux fournisseurs, Servair et Wagons-Lits, filiales respectives d'Air France et d'Accor, sont houleuses. Elles pourraient bien déboucher sur une impasse.

Il y a dix ans, la SNCF avait cherché, en vain, à obtenir de ses fournisseurs la réduction de la subvention d'exploitation qu'elle leur verse pour qu'ils équilibrent leurs comptes (*Le Monde* du 27 mars 1987). Le chiffre d'affaires - environ 450 millions de francs, en chute de près de 10 % par an - ne couvrait pas les dépenses. La SNCF comble la différence. La subvention a dû finalement être augmentée de 50 %, ce qui n'a pas empêché les clients de fuir : le pourcentage de ceux utilisant les services à bord est revenu de 14 à 11 % en dix ans.

Des prix variables selon les trains

	TGV SUD/EST	TGV ATLANTIQUE	THALYS (Paris-Bruxelles)	EUROSTAR (Paris-Londres)
CAFÉ	14 F	14 F	12 F	11 F
EAU PLATE (150 cl)	13 F	13 F	12 F	9 F
SANDWICH (jambon-fromage)	21 F	21 F	19 F	22,50 F (JAMBE)
				21 F (FROMAGE)

Devant cet échec, la SNCF n'exclut plus de lancer des appels d'offres internationaux en cas d'échec des négociations à l'amiable.

Cette menace n'est pas prise à la légère par les deux spécialistes de la restauration collective. Fin 1996, la SNCF avait donné un premier coup de semonce en accordant, à l'issue d'une procédure ouverte, la concession du service de restauration à bord des nouveaux trains pendulaires entre la France (Lyon) et l'Italie (Milan, Turin) à la société italienne Agape, qui ne réclamait aucune subvention à l'opérateur

ferroviaire. Soucieuse de ne pas être accusée de « dumping social » - les salariés d'Agape ne sont pas soumis à la très contraignante convention collective de la restauration ferroviaire - et estimant l'avertissement suffisant, la SNCF avait alors suspendu tous les appels d'offres en cours et à venir. Elle proposait à Servair et Wagons-Lits la prorogation des contrats existants en échange du monopole des propositions. La SNCF argue qu'en garantissant leurs parts de marché à ses fournisseurs (respectivement 70 % et 30 %) elle leur permet de réaliser des économies d'échelle qui se répercutent sur les tarifs.

PÉRIODE PROBATOIRE

La dimension sociale pèse sur le dossier. « La seule instruction que M. Gallois ait des pouvoirs publics, c'est : zéro grève, zéro pagaille », affirme un proche du dossier. La négociation, les directions de Servair et Wagons-Lits pensent compter sur la détermination de leurs salariés solidement attachés à leurs droits acquis. Mais, pressée par son président Louis Gallois de renouer avec l'équilibre avant fin 1998, la SNCF, qui affichera cette année plus de deux milliards de francs de déficit, doit de son côté absolument récupérer les quelques centaines de millions de francs de la restauration ferroviaire.

« Dans l'ancien dispositif, la SNCF, qui pensait connaître les besoins de ses clients, allait jusqu'à définir la taille et la forme du plateau et les ingrédients utilisés dans les sandwiches, et bien entendu les tarifs », admet Alain Poinssot, direc-

teur général délégué chargé des clients de la compagnie ferroviaire. « Il faut désormais inverser les rôles : aux prestataires d'exercer le métier de restaurateur et d'en assumer progressivement les risques financiers », poursuit-il. La compagnie ferroviaire voudrait installer une période probatoire de deux ans, au bout de laquelle elle supprimerait ses subventions. Elle relancerait à cette date les appels d'offres. Alain Poinssot exclut de confier l'ensemble du réseau à un prestataire unique, « afin de faire jouer l'émulation par la concurrence », même si Wagons-Lits, entre 1850 et 1975, était le seul prestataire.

Les restaurateurs répondent en demandant à la SNCF un véritable partenariat, et ils se plaignent de ne même pas connaître le nombre de réservations avant le départ des trains ! « Si la SNCF nous dit supprimer la subvention en deux ans, on leur rend les clefs, on ne sait pas faire », avertit un prestataire. « Sur certains trains peu fréquentés, les prestations de restauration doivent être maintenues pour des questions de contraintes de service public ou des raisons politiques. Cela doit se faire aux frais de la SNCF. »

Les expériences menées sur les lignes internationales Paris-Londres (Eurostar) et Paris-Bruxelles (Thalys) ont de quoi séduire les voyageurs : le café est à 11 francs, contre 14 francs sur le réseau TGV hexagonal. Sur l'Eurostar, la société exploitante (SNCF, SNCF et London Continental) ne verse pas de subvention au prestataire. Elle se contente de lui acheter les plateaux repas de première classe, inclus dans le prix du billet. Cette solution semble avoir les faveurs de Servair. Toutefois, si, à l'image de la restauration aérienne, le coût du repas est inclus dans celui du billet, le risque de l'opérateur en restauration est transféré à la SNCF.

L'issue des négociations sera décisive pour les deux prestataires français. Une concentration pourrait suivre le rachat de Servair par Wagons-Lits. Mais les groupes étrangers comme Swissair et sa filiale Rail Gourmet, renforcée par la récente acquisition de SAS partners (Madrid-Barcelone), ne cachent plus leurs ambitions sur le marché français.

François Bostnavaron et Christophe Jakubyszyn

Air France cherche à vendre Servair

« SI L'ACTIVITÉ restauration ferroviaire de Servair est à vendre, qui est mieux placé pour la reprise que Wagons-Lits ? », s'interrogeait récemment un spécialiste du secteur. Ce n'est un secret pour personne qu'Air France cherche à se défaire de Servair, en totalité ou par appartement. Accor pourrait être intéressé par l'activité ferroviaire, ce qui lui permettrait de redevenir l'interlocuteur privilégié de la SNCF, comme il l'était jusqu'en 1975.

Si la restauration ferroviaire peut - sans trop de difficulté - être cédée, il n'en va pas de même pour la restauration aérienne. Quel en serait le prix ? Les plus caustiques n'hésitent pas à dire que le « prix de Servair, c'est celui du plateau repas payé par Air France ». La compagnie aérienne lui fournit entre 60 et 65 % de son activité. Toute personne

qui se porterait acheteur de Servair demanderait un contrat liant à la compagnie nationale pour au moins cinq ans. « C'est un dossier trop dépendant d'Air France commercialement et trop compliqué socialement », admet un observateur. D'autant plus que les prétendants potentiels ne sont pas légion. LSG, filiale de Lufthansa est déjà implantée sur la plateforme de Roissy. Les Suisses avec Gate Gourmet, numéro deux, pourraient être intéressés, mais en attendant, il faut que la maison mère ait un rôle plus clair. Un familier du dossier reconnaît que LSG avait le même président depuis huit ans. Sur la même période, Servair en a connu cinq, certains plus proches du ministère des transports que de la gestion d'entreprise.

F. Bn.

La grève du personnel navigant de TAT et Air Liberté se durcit

LE CONFLIT se durcit à TAT et à Air Liberté, les deux filiales de British Airways en France. Mercredi 16 avril, le personnel navigant (hôtes, stewards et pilotes) attaqua son huitième jour de grève, avec toujours la même détermination. Seuls 40 % des vols devaient être assurés. Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) va lever une cotisation exceptionnelle auprès de ses adhérents pour aider les grévistes. « Ça ne suffira pas. Nous allons aussi lancer un fonds de soutien ouvert à tous les volontaires », précise Geoffroy Bouvet, président du SNPL.

Les syndicats s'opposent aux modalités de la prise en location-gérance de TAT par Air Liberté depuis le 1^{er} avril (*Le Monde* du 16 avril), qui préfigure une fusion ultérieure, et l'alignement des conditions de travail des personnels sur celles d'Air Liberté, qui a les plus bas coûts en France. Ils réclament des négociations sur les temps de repos, les contrats à durée déterminée, l'instauration d'un treizième mois pour les salariés d'Air Liberté et une harmonisation des statuts par le haut.

Depuis une semaine, Marc Rochet, le président des deux compagnies, se refuse à rencontrer les partenaires sociaux. La situation semble bloquée. « Face au silence de la direction et à son refus de négocier, les organisations

professionnelles d'Air Liberté et de TAT demandent à leurs actionnaires, British Airways et le groupe Rivaud, d'intervenir en désignant un médiateur », indique un communiqué du SNPL.

Les syndicats ont réuni en assemblée générale, mardi à Orly Sud, les salariés des deux compagnies, qui ont manifesté leur désir de continuer le conflit, avant de défilier dans l'aéroport, munis de pancartes et de sifflets. Une manifestation est prévue à Londres devant le siège social de British Airways. D'ici là, hôtes, stewards et pilotes d'Air Liberté et de TAT manifesteront vendredi 18 avril à Orly, où Marc Rochet a convoqué un comité d'entreprise extraordinaire. Ordre du jour : « la situation économique générale, et l'étude des secteurs long courrier et ATR », dont les syndicats redoutent qu'ils ne soient fermés.

Mardi, alors que le conflit entre direction et personnel navigant s'envenimait, les personnels au sol, qui avaient aussi fait grève à plusieurs reprises, ont trouvé un « terrain d'entente » avec la direction. « Il y a des avancées sur la question des salaires : ceux de TAT devraient être gelés et ceux d'Air Liberté un peu remontés. On devrait aboutir à une grille commune d'ici la fin de l'année », explique Gilles Nicoli, délégué CFTD de TAT.

Virginie Malingre

La lyonnaise des eaux
le contrat de Casablanca

1501 64 44 00

La Lyonnaise des eaux remporte le contrat de Casablanca

LA LYONNAISE DES EAUX a obtenu, mardi 15 avril, l'accord définitif de la communauté urbaine de Casablanca (4 millions d'habitants) pour la concession de l'eau, de l'assainissement et d'électricité de la ville. Ce contrat, d'une durée de trente ans, qui devrait être signé à la fin du mois, représente un investissement d'environ 30 milliards de dirhams (18 milliards de francs).

Le consortium, qui réunit autour de la Lyonnaise des eaux et ses filiales, EDF électricité et Enesat, devrait financer le tiers de ces investissements. De nombreuses personnalités marocaines ont dénoncé « la privatisation rampante » des principaux services publics de la ville.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILE** : les immatriculations de voitures neuves en Europe ont reculé de 3 % en mars par rapport au même mois de 1996, selon l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Sur le premier trimestre 1997, le marché automobile européen a régressé de 2,2 % à 3,42 millions de voitures. Le groupe Volkswagen est toujours en tête avec une part de marché de 17,3 % sur les trois premiers mois de l'année, devant Fiat (12,7 %) et General Motors Europe (12,2 %). Les constructeurs japonais ont gagné un point de part de marché (11,6 %) sur ce début d'année.

■ **ERAP** : Rémy Chardon devait être nommé en conseil des ministres, mercredi 16 avril, président de la holding publique. Cet énarque, directeur de cabinet de Jacques Chirac à la Ville de Paris entre 1993 et 1995, puis chargé de mission auprès du premier ministre, Alain Juppé, aura pour mission de gérer la difficile situation d'Eramet - seule participation de l'Erp décaimé - en Nouvelle-Calédonie.

■ **EUROTUNNEL** : selon le quotidien britannique *Financial Times* du 16 avril, le comité de pilotage des banques créatrices d'Eurotunnel est parvenu à un accord sur le schéma de restructuration de la dette d'Eurotunnel, qui atteint 73 milliards de francs. Eurotunnel bénéficie encore jusqu'au 14 décembre d'un moratoire suspendant le paiement des intérêts. Afin qu'il puisse être approuvé par les 225 banques créatrices, ce schéma de restructuration prévoit, selon le quotidien, la mise en place officielle d'un marché secondaire de la dette Eurotunnel.

■ **UNITED AIRLINES** : les hôtesses de l'air et stewards travaillant à Paris pour la compagnie aérienne américaine menacent de se mettre en grève si des négociations sur les salaires et conditions de travail n'aboutissent pas rapidement, a annoncé leur syndicat mardi 15 avril. Une manifestation est prévue le 25 avril devant les bureaux de vente à Paris.

■ **TOTAL** : le groupe pétrolier français va fusionner ses activités nord-américaines avec celle de son concurrent Ultramar Diamond Shamrock, dans une transaction évaluée à 811 millions de dollars (environ 4,7 milliards de francs), a annoncé l'entreprise française.

■ **BT** : les actionnaires de la compagnie britannique de télécommunications ont approuvé, mardi 15 avril, le projet de fusion avec l'entreprise américaine MCI. Cette fusion, qui sera la plus importante jamais réalisée au Royaume-Uni, doit donner le jour à une nouvelle compagnie, Concert. Les actionnaires de MCI ont déjà approuvé ce projet annoncé fin 1996. Le rapprochement devrait être réalisé effectivement à partir de l'automne 1997, après approbation par les autorités de régulation américaine et européenne.

■ **TELEFONICA** : la compagnie espagnole de télécommunications a annoncé la signature, mercredi 16 avril, d'un accord avec Portugal Telecom pour poursuivre une stratégie de développement conjointe. Ce rapprochement sera conduit, selon un communiqué, « avec un intérêt spécial pour le marché brésilien ». Des investissements pourront également être réalisés à l'avenir au Maghreb.

■ **ALCATEL-ALSTHOM** : le groupe dirigé par Serge Tchurik devrait vendre, jeudi 17 avril, le cru bordelais Gruaud-Larose au groupe Tallan pour une valeur d'environ 400 millions de francs.

■ **GÉNÉRAL DES EAUX** : le groupe de services a annoncé, mardi 15 avril, qu'il accordait « l'exclusivité de négociation » à la société d'investissement britannique Cliven, en vue de lui céder sa filiale Générale de santé. La Générale des eaux souhaite vendre son pôle santé (7 milliards de francs de chiffre d'affaires) avant la fin du premier semestre et espère en retirer plus de 8,5 milliards de francs.

■ **EMPLOI** : selon le ministère du travail, 500 000 établissements du secteur marchand ont, en 1995, conclu 940 000 contrats aidés correspondant aux dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi, soit une progression de 4 % par rapport à 1994.

La vigueur du dollar et la hausse de Wall Street dopent les Bourses européennes

A New York, l'indice Dow Jones a gagné 2,1 %, mardi 15 avril

L'annonce d'une hausse modeste des prix à la consommation (+0,1 %) aux États-Unis en mars a soulagé, mardi 15 avril, les marchés. Elle a éloi-

gné la perspective d'un nouveau resserrement de la politique monétaire américaine et permis à la Bourse de New York de se redresser. Les

places européennes ont, elles aussi, fortement progressé. Paris a gagné 2,12 % mardi et était en hausse de 0,16 % mercredi à l'ouverture.

DEPUIS quelques jours, tous les motifs sont bons aux investisseurs pour acheter des dollars. Vendredi 11 avril, l'annonce d'une progression plus forte que prévu de l'indice central des prix à la production en mars et d'une révision à la hausse des ventes au détail en février avaient profité au billet vert. Elle avait augmenté la probabilité d'un nouveau resserrement de la politique monétaire américaine et d'une hausse prochaine de la rémunération du dollar.

Dans cette logique, l'annonce, mardi 15 avril, d'une hausse modeste de 0,1 % des prix à la consommation en mars, en apaisant en partie les craintes inflationnistes des marchés, avait dû pénaliser le billet vert. Il n'en a rien été : le dollar a poursuivi son ascension, dopé cette fois, principalement, par la hausse des actifs financiers américains. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a gagné 135,26 points (2,1 %), mardi, tandis que le rendement de l'obligation à 30 ans se détendait sensiblement - les taux baissent quand les cours des titres s'apprécient - passant de 7,17 % à 7,08 %.

Le dollar est monté jusqu'à 1,7365 mark et 5,8570 francs, ses cours les plus élevés depuis trente-neuf mois. Mercredi matin, malgré des prises de bénéfice, il restait très ferme, à 1,7290 mark et

5,81 francs. Le billet vert a aussi bénéficié, mardi, des déclarations du chef économiste de la Bundesbank, Otmar Issing, selon qui la phase de lancement de la monnaie unique pourrait provoquer, « jusqu'à ce que la réputation de l'euro soit établie », un afflux de capitaux aux États-Unis et une vague d'achats de dollars. Cet avertissement a surpris les opérateurs dans

d'une plus grande souplesse, qui s'expliquerait par les difficultés économiques persistantes de l'Allemagne et par la nécessité d'utiliser la dépréciation du deutschemark comme stimulant monétaire. Le ministre des finances, Theo Waigel, a avoué mardi que les recettes fiscales pourraient être inférieures de 8 milliards de marks (27 milliards

Amsterdam 2,81 %. L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris s'est pour sa part adjugé 2,12 %, à 2 620,63 points. Les investisseurs restent totalement insensibles à l'agitation politique entourant une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale. Le franc demeure très ferme, à 3,3625 francs pour 1 deutschemark.

La sérénité affichée par les opérateurs tant à l'égard de la situation politique intérieure française, que de la conjoncture économique, qui reste incertaine, que de la construction monétaire européenne étonne certains analystes. Evoquant le dernier point, le président de l'Institut monétaire européen, Alexandre Lamfalussy lui-même, a estimé mardi que « les turbulences sur les marchés financiers risquent d'augmenter à l'approche du lancement de la monnaie unique ». Il a exhorté les gouvernements européens à « clarifier » rapidement les mesures qu'ils comptent prendre afin de réduire durablement leurs déficits publics. Enfin, l'opposition réaffirmée de la France à la nomination de Wim Duisenberg à la tête de la future Banque centrale européenne constitue une menace pour les relations monétaires franco-allemandes.

Pierre-Antoine Delhommais

Baisse des taux en Espagne

La Banque d'Espagne a annoncé, mardi 15 avril, une baisse d'un quart de point de son principal taux directeur, ramené de 5,75 % à 5,50 %, son plus bas niveau historique. Il s'agit de la troisième réduction de ce taux depuis le début de l'année. Le ralentissement du rythme d'inflation au mois de mars, tombé à 2,2 % sur un an, et la fermeté de la peseta face au deutschemark, à son cours le plus élevé depuis la fin du mois de janvier, expliquent la décision de l'Institut d'émission espagnol.

La conjoncture économique et monétaire favorable en Espagne - le taux de croissance s'est établi à 2,2 % en 1996, contre 1,8 % en moyenne dans l'Union - augmente les chances de Madrid d'adhérer dès le 1^{er} janvier 1999 à la zone monétaire commune.

la mesure où la banque centrale allemande avait récemment manifesté son hostilité à une poursuite de la hausse du billet vert. Les marchés ont interprété - peut-être hâtivement - les propos de M. Issing comme une légère inflexion de la politique de change de la Bundesbank, dans le sens

de francs) aux prévisions établies à l'automne dernier.

Dopées par la hausse du dollar, favorable aux exportations des entreprises du Vieux Continent, rassurées par le redressement de Wall Street, les Bourses européennes ont fortement progressé mardi. Francfort a gagné 1,46 % et

Le géant minier brésilien Vale do Rio Doce suscite convoitises extérieures et polémiques intérieures

RIO DE JANEIRO

correspondance

Les candidats se multiplient à la reprise de la Compagnie minière brésilienne Vale do Rio Doce (CVRD), grande exportatrice de minerai de fer notamment. En mars, le gouvernement a annoncé sa privatisation pour un prix plancher de 57,5 milliards de francs. Sont sur les rangs : le géant sud-africain Anglo-American en association avec le groupe industriel brésilien Votorantim, Siderurgica Nacional (privatisée) épaulée (selon la presse) par l'autre sud-afri-

cain Gencor et la banque américaine Nations Bank, et un consortium de sidérurgistes japonais qui désirent prendre 10 % du capital.

L'opération risque de connaître quelques turbulences. Un mouvement alliant, entre autres, des généraux ultranationalistes et « progressistes » et les leaders de l'opposition de gauche s'efforce par tous les moyens judiciaires de « torpiller » ce qu'ils assimilent à un « bradage du patrimoine national » (Le Monde du 15 octobre 1996).

ENCHÈRES

L'adjudication des 76 % des actions ordinaires - donnant droit de vote au conseil d'administration - détenues par l'Union fédérale, qui contrôle 51 % du capital total, se fera en trois étapes. Dans un premier temps, 45 % de ces titres seront mis aux enchères, le 29 avril, en vue de dégager un « noyau stratégique » d'actionnaires appelés à prendre la relève de l'Etat. D'ici six mois, le solde sera ventilé entre les

15 500 employés de la compagnie, auxquels sont réservés 4,40 % des actions ordinaires à 50 % de leur valeur, et les marchés boursiers. Cette privatisation cristallise l'hostilité de groupes réfractaires au néolibéralisme. « Cela reviendrait à offrir de l'or aux bandits », proclame une propagande télévisée du Parti des travailleurs (gauche).

Fondé en 1942, le géant est le premier exportateur brésilien. Il assure 18,5 % des exportations mondiales de minerai de fer. Conglomérat tentaculaire englobant mines, filières de bois, lignes de chemin de fer et installations portuaires, la CVRD a réalisé en 1996 un bénéfice de 2,87 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 37,7 milliards de francs. Ses actions, négociées au Brésil, ont gagné plus de 30 % en six mois à la suite de la découverte, coup sur coup, de deux filons aurifères en Amazonie, dont les réserves cumulées sont estimées, à l'aune des premiers sondages, à 650 tonnes de métal. Quant à la mine de fer de Carajas, dans le sud du Para, elle

ne sera épuisée, au rythme d'exploitation actuel, que dans quatre cents ans.

Les appâts de la CVRD intéressent tous les groupes mondiaux, miniers ou sidérurgistes. Les intentions tracées en cours avec de possibles partenaires brésiliens passent par le fonds de pension des grandes sociétés publiques, qui détiennent environ 15 % des actions ordinaires de la CVRD. C'est au nom de l'« intérêt stratégique » de la compagnie qu'un amiral à la retraite, Gama e Silva, a préconisé, au cours d'un séminaire sur l'Amazonie organisé à la fin de l'année 1996 à Rio, le peloton d'exécution pour les « traîtres à la patrie » favorables à la privatisation.

Jean-Jacques Sévilla



Saint-Gobain sur Internet

<http://www.saint-gobain.com>

Daimler s'interroge toujours sur sa participation dans Cap Gemini

STUTTGART

de notre correspondant

Klaus Mangold, le président du directoire de Debis, société de services financiers et informatiques filiale de Daimler Benz, a indiqué, mercredi 16 avril à Stuttgart, que sa société déciderait, cette année, dans quelle mesure elle compte augmenter sa participation au capital du groupe français Cap Gemini Sogeti (CGS). Pour l'instant, le groupe allemand, qui détient 24,4 % des actions, ne poursuit pas de négociations avec les autres actionnaires de l'entreprise française : son fondateur, Serge Kampf, et la CGIP, qui souhaite vendre sa part (20,5 %).

Sans démentir l'intérêt qu'il porte à cette part de capital, Klaus Mangold estime que le cours de l'action évolue en ce moment « de façon supérieure à celle des concurrents du secteur et bien au-dessus du CAC 40 ». En outre, la législation américaine, qui limite les participations bancaires dans les firmes présentes aux États-Unis et gêne la montée de Debis (indirectement contrôlé par la Deutsche Bank) dans le capital de CGS doit

être, selon M. Mangold, modifiée en mai prochain.

« Pour l'instant, nous réfléchissons à ce que nous voulons faire avec CGS », indique M. Mangold, sans préciser s'il entend prendre la majorité de la société française ou si une augmentation de capital sera mise en place.

D'autre part, la maison mère Daimler Benz a détaillé, mercredi, ses résultats pour l'exercice 1996. Le groupe a réalisé un bénéfice net de 2,7 milliard de deutschemarks contre une perte de 5,7 milliards l'an passé, pour un chiffre d'affaires de 106,3 milliards. Comme d'habitude, Mercedes Benz constitue la part la plus importante de ces bons résultats, avec un bénéfice de 1,5 milliard (pour un chiffre d'affaires de 72,6 milliards). Dasa, la filiale aéronautique et spatiale, améliore son chiffre d'affaires à 13,1 milliards mais reste déficitaire (avec un résultat opérationnel négatif de 200 millions de deutschemarks). Debis a rapporté 151 millions de marks pour un chiffre d'affaires de 13,1 milliards.

Philippe Ricard

Cinquecento



34 900*

si votre voiture a plus de 8 ans.



Elle est bien aussi en bleu.

Version présentée Cinquecento S 43 900F Prix Net ou 34 900F Prime Qualité Fiat de 9 000F déduite pour la reprise de votre voiture de plus de 8 ans. Tarif Prix Net au 28.10.96. AM 97.

TRANSPARENC F I A T

■ LA BOURSE DE TOKYO a repassé les 18 000 points, mercredi 16 avril, en clôture. L'indice Nikkei a gagné 97,61 points, à 18 031,20 points, soit une progression de 0,54 %.

■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi 16 avril, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 341,80-342,10 dollars contre 345,40-345,70 dollars en clôture.

■ WALL STREET a connu, mardi, sa seconde meilleure journée en gains de points avec 135,26 points (+2,1 %), à 6 587,16. Le record (186,84 points) date du 21 octobre 1987.

■ LA BOURSE DE PARIS a effacé mardi d'un coup les pertes accumulées au cours des trois séances précédentes. L'indice CAC 40 a fini sur un gain de 2,12 %, à 2 620,63 points.

■ LE PRIX DU PÉTROLE brut de référence (light sweet crude) a cédé 7 cents, à 19,83 dollars, mardi, sur le marché à terme new-yorkais. Lundi, il avait fini en hausse de 37 cents.

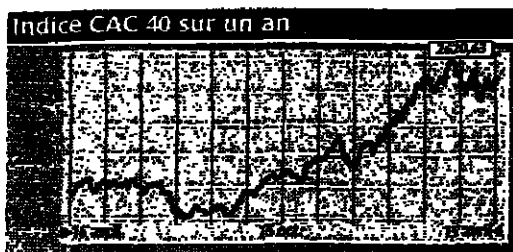
LES PLACES BOURSIÈRES

Nouvelle hausse à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS, qui avait effacé la veille trois séances de baisse, était encore orientée à la hausse, mercredi 16 avril, dans un marché calme. En progression de 0,18 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,51 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises s'inscrivaient en hausse de 0,24 % à 2 626,83 points. Sur le marché à règlement mensuel, le volume des échanges s'élevait à 1,9 milliard de francs.

Le marché français a gagné 2,12 % mardi et la Bourse américaine plus de 2,10 % à la suite d'une nette détente des taux à long terme à 7,08 % contre 7,17 %. Cette amélioration faisait suite à l'annonce d'une hausse des prix à la consommation en mars aux États-Unis, inférieure aux attentes des milieux financiers : +0,1 % contre +0,2 %. Ce chiffre laisse entrevoir un statu quo de la Fed le 20 mai.

Les rumeurs insistantes sur des élections législatives anticipées

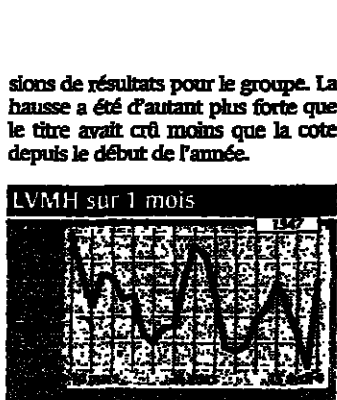


laissent de marbre le marché. En général, la simple évocation d'un scrutin avec toutes les incertitudes qu'il comporte, inquiète les investisseurs, mais actuellement

LVMH, valeur du jour

BÉNÉFICIAIRE de la publication d'un chiffre d'affaires trimestriel meilleur que prévu, LVMH a vivement progressé, mardi 15 avril, à la Bourse de Paris pour finalement s'établir dans le peloton de tête des plus fortes hausses du règlement mensuel. L'action LVMH a gagné 4,66 % à 1 347 francs avec des échanges portant sur 292 000 titres. Selon les intervenants, la publication d'un chiffre d'affaires trimestriel meilleur que prévu devrait amener des analystes à relever leurs pré-

visions de résultats pour le groupe. La hausse a été d'autant plus forte que le titre avait cru moins que la cote depuis le début de l'année.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 16/04	Var. %	Var. %
Dassault	143	+5,35	+17,31
BAC	880	+4,00	+13,11
NRJ	875	+3,90	+32,97
Pechiney	213,50	+2,25	+1,79
Valloire	340	+2,35	+25,63
Comptoir Entrep.	11,70	+0,08	+2,17
Midwest	10,30	+0,15	+1,45
Salomon (Ly)	41,50	+2,25	+7,87
Bordier Paire	296	+2,00	+46,46
Océlex	668	+1,60	+11,33

BAISSES, 12h30	Cours au 16/04	Var. %	Var. %
Colson	321	-3,00	-14,92
C.F.C.	528	-2,75	-12,46
Dassault Electro	880	-2,50	-33,25
UFB Local	530	-2,25	-11,69
Finetel	111,30	-2,25	-38,65
Scania	40	-0,25	-18,18
Unilog	590	-1,50	-18,46
Synthesia	677	-1,50	-20,67
Micrologie Inter	18,20	-0,20	-15,55
Cipe France Ly 4	783	-7,80	-27,02

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	Cours au 16/04	Var. %	Var. %
Carrefour	343,90	+2,20	+22,94
Lyonnais Eaux	202,88	+0,40	+10,43
Suez	307,14	+0,30	+10,38
BF Aquitaine	15,21	+0,04	+2,64
Accor	780,7	+0,10	+1,28
Technip	114,25	+0,05	+0,90
Alcatel Alsthom	99,05	+0,05	+0,90
Banque (Cie)	77,76	+0,05	+0,90
L'Oréal	28,95	+0,05	+0,90
Sommer-Albert	29,84	+0,05	+0,90

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

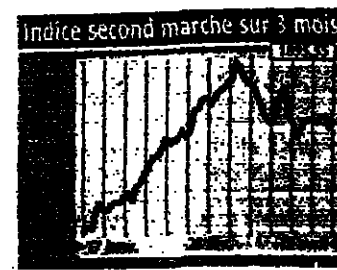
HAUSSES, 12h30	Cours au 16/04	Var. %	Var. %
Int. Comptes 6	114	+3,24	+8,44
De Paris au Mexique	157	+13,17	+22,16
Northwest Airlines	872	+4,00	+19,45
Dauphin CTA	462	+3,90	+43,47
Robinet	1070	+4,00	+2,80

BAISSES, 12h30	Cours au 16/04	Var. %	Var. %
Immo. Hotel 6	47,50	-2,50	-10,04
Indoparis	135,50	-2,50	-19,63
Mati-LivresProf.	133	-2,50	-22,26
Julien (N)	72	-2,50	-5,38
Monsieur 6	131	-2,50	-41,22

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250	Cours au 16/04	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 120	129,05	+1,75	+1,75
Ind. gén. SBF 250	129,05	+1,75	+1,75
Ind. Second Marché	129,05	+1,75	+1,75
Ind. MIDCAC	129,05	+1,75	+1,75

SEANCE, 12h30	Cours au 16/04	Var. %	Var. %
1 - Energie	28,95	+0,05	+0,90
2 - Produits de base	178,15	+0,15	+0,90
3 - Construction	174,04	+0,14	+0,90
4 - Biens d'équip.	154,25	+0,25	+1,76
5 - Automobile	214,60	+0,10	+0,90
6 - Biens consom.	354,58	+0,58	+1,66
7 - Indus. agro-alim.	164,88	+0,18	+1,10
8 - Services	201,03	+0,03	+0,90
9 - Distribution	362,83	+0,83	+1,40
10 - Autres services	139,08	+0,08	+0,90
11 - Sociétés financières	129,56	+0,56	+1,14
12 - Sociétés invest.	178,15	+0,15	+0,90



Nouvelle hausse à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance sur une hausse modeste, mercredi 16 avril, les investisseurs, encouragés par la faiblesse du yen, recherchant les valeurs bon marché, sensibles à la conjoncture. L'indice Nikkei a fini sur un gain de 97,61 points, soit 0,54 %, à 18 031,20 points.

La veille, l'indice Dow Jones, principal indicateur de tendance de Wall Street, a enregistré la deuxième plus forte hausse en points de son histoire avec un bond de 135,26 points à 6 587,16 points (+2,10 %). Des nouvelles rassurantes sur le front de l'inflation et de bons résultats trimestriels ont donné lieu à une vague d'achats dont les valeurs vedettes ont été les grandes bénéficiaires. L'annonce d'une inflation modérée en mars a dopé les cours dès l'ouverture. Les opérateurs

étaient particulièrement attentifs à cette statistique après la chute de 148 points vendredi, en réaction à un regain d'inflation au niveau des prix à la production.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé sur un gain de 0,83 %, à 4 286,8 points. La Bourse de Francfort a également retrouvé de l'entrain, l'indice DAX 30 prenant 1,46 % à 3 327,68 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 16/04	Cours au 15/04	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2 617,66	+2,12	+1,97
New-York DJ	6 538,99	+135,26	+2,10
Tokyo Nikkei	17 933,60	+97,61	+0,54
Londres FT100	4 286,8	+36,1	+0,83
Francfort DAX 30	3 327,68	+49,14	+1,46
Frankfurt Commer.	115,43	+1,38	+1,30
Bruzelles Bel 20	2 510,25	+25,00	+1,00
Bruzelles Central	2 129,92	+20,54	+1,58
Milan MIB 30	1 052	+10,52	+1,00
Amsterdam C. Cts	492,50	+4,92	+1,22
Madrid Ibex 35	4 017,72	+40,18	+1,11
Stockholm Affarsl.	2 055,55	+20,56	+1,00
Londres FTSE	2 819,40	+28,19	+1,00
Hong Kong Hang S.	12 242	+122,42	+1,00
Singapore Straits	2 050,97	+20,51	+1,00

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

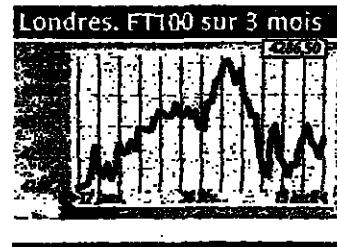
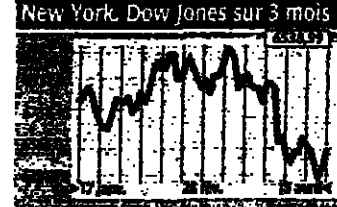
Cours au 16/04	Cours au 15/04	Var. %	Var. %
Alcoa	66,75	+6,75	+11,16
Allied Signal	68,25	+6,25	+9,15
American Express	59,75	+5,75	+9,79
AT & T	33,37	+3,37	+11,00
Boeing Co	100,87	+10,87	+11,85
Caterpillar Inc.	84,12	+8,41	+10,00
Chrysler Corp.	64,12	+6,41	+10,00
Coca-Cola Co	58,25	+5,82	+10,00
Disney Corp.	73,87	+7,39	+11,00
Du Pont Nemours & Co	101,75	+10,18	+10,00
Eastman Kodak Co	75,37	+7,54	+11,00
Exxon Corp.	52,25	+5,23	+10,00
Gen. Motors Corp.	84,25	+8,42	+10,00
Gen. Electric Co	102,87	+10,29	+10,00
Goodyear T & Rubber	50,62	+5,06	+10,00
Hewlett-Packard	50,12	+5,01	+10,00
IBM	137,87	+13,79	+11,00
Intl Paper	39,25	+3,92	+10,00
J.P. Morgan Co	97,25	+9,73	+10,00
Johnson & Johnson	55	+5,50	+11,00
McDonalds Corp.	49,12	+4,91	+10,00
Merck & Co Inc.	84,50	+8,45	+10,00
Minnesota Mining & Mfg	83,12	+8,31	+10,00
Philip Morris	38,87	+3,89	+10,00
Procter & Gamble Co	121,87	+12,19	+10,00
Sears Roebuck & Co	48,12	+4,81	+10,00
Shaw-Walsh Corp.	50,25	+5,03	+10,00
Union Carb.	47,87	+4,79	+10,00
Unilever Ltd	73,87	+7,39	+10,00
Wal-Mart Stores	28,50	+2,85	+11,00

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au 16/04	Cours au 15/04	Var. %	Var. %
Allied Lyons	4,37	+4,37	+100,00
Barclays Bank	10,27	+10,27	+100,00
B.A.T. Industries	5,15	+5,15	+100,00
British Aerospace	13,92	+13,92	+100,00
British Airways	6,65	+6,65	+100,00
British Petroleum	6,49	+6,49	+100,00
British Telecom	4,41	+4,41	+100,00
B.T.R.	2,54	+2,54	+100,00
Cadbury Schweppes	5,28	+5,28	+100,00
Eurotunnel	0,69	+0,69	+100,00
Forêt	1,14	+1,14	+100,00
Glaxo Wellcome	11,14	+11,14	+100,00
Granada Group Plc	8,79	+8,79	+100,00
Grand Metropolitan	4,93	+4,93	+100,00
Guinness	4,96	+4,96	+100,00
Hatfield Plc	0,87	+0,87	+100,00
Great I.C.	6,51	+6,51	+100,00
H.S.B.C.	14,61	+14,61	+100,00
Imperial Chemical	7,05	+7,05	+100,00
Legal & Gen. Corp.	3,94	+3,94	+100,00
Lloyds TSB	5,14	+5,14	+100,00
Marks & Spencer	4,94	+4,94	+100,00
National Westminster	6,83	+6,83	+100,00
Peninsular Oriental	6,18	+6,18	+100,00
Reuteurs	5,81	+5,81	+100,00
Sandwich Seafood	1,19	+1,19	+100,00
Shell Transport	10,31	+10,31	+100,00
Tate and Lyle	4,39	+4,39	+100,00
Unilever Ltd	15,62	+15,62	+100,00
Zeneca	17,96	+17,96	+100,00

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

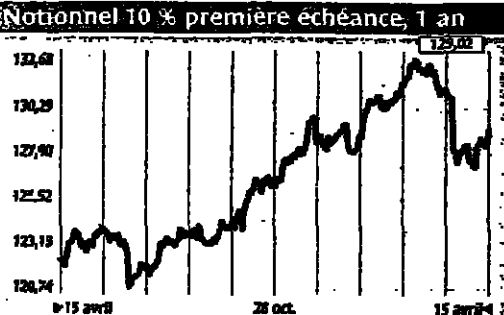
Cours au 16/04	Cours au 15/04	Var. %	Var. %
Allianz Holding N	31,62	+3,16	+11,58
Bef AG	65,82	+6,58	+10,00
Bayer AG	67,30	+6,73	+10,00
Bay HypoWechselsk.	59,52	+5,95	+10,00
Commerzbank	141,6	+14,16	+11,00
Commerzbank	45,65	+4,57	+11,00
Daimler-Benz AG	136,90	+13,69	+11,00
Deutsche Bank AG	88,10	+8,81	+10,00
Deutsche Telekom	36,10	+3,61	+11,00
Drägerwerk AG & Co	55,95	+5,59	+10,00
Henkel AG	60,50	+6,05	+10,00
Hoechst AG	64,97	+6,49	+10,00
Karstadt AG	50,50	+5,05	+10,00
Linde AG	116,0	+11,60	+11,00
MT Lufthansa AG	22,35	+2,24	+11,00
Man AG	50,40	+5,04	+10,00
Merck & Co Inc.	84,50	+8,45	+10,00
Metro	156,70	+15,67	+10,00
Munich RWE N	391,2	+39,12	+11,00
Preussag AG	443	+44,30	+11,00
Ruhrgas AG	65,47	+6,55	+10,00
Sap VZ	289,20	+28,92	+10,00
Schering AG	163,90	+16,39	+10,00
Siemens AG	85,50	+8,55	+10,00
Thyssen AG	376,10	+37,61	+10,00
Veolia AG	91,55	+9,16	+10,00
Viel AG	759,80	+75,98	+10,00
Volkswagen VZ	821	+82,10	+11,00



LES TAUX

Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, mercredi 16 avril. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 10 centimes, à 129,10 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'inscrivait à 5,70 %, soit 0,12 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, le mar-



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 15/04	Taux	Taux	Indice
France	5,70	5,70	1,70
Allemagne	5,08	5,08	1,40
Grande-Bretagne	7,61	7,61	2,50
Italie	6,80	6,80	2,70
Japon	2,30	2,30	0,30
États-Unis	6,91	7,11	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 15/04	Taux au 16/04	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,38	4,38	96,70
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,10	5,10	99,48
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,55	5,55	100,19
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,89	5,89	101,11
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,52	6,52	101,35
Obligations françaises	5,82	5,90	100,09
Fonds d'Etat à TME	2,04	2,13	96,89
Fonds d'Etat à TRE	2,16	2,16	99
Obligat. franc. à TME	2,14	2,15	99,42
Obligat. franc. à TRE	0,06	0,06	100,12

LES MONNAIES

Vigueur du sterling

LE DOLLAR ÉTAIT FERME, mercredi matin 16 avril, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,7290 mark, 5,81 francs et 126,10 yens. La veille, il était monté jusqu'à 1,7365 mark et 5,8570 francs, ses cours les plus élevés depuis trente-neuf mois. Le billet vert avait été dopé par la forte hausse des marchés d'actions et d'obligations améri-

LE MARCHÉ MONÉTAIRE				
	(taux de base annuel 6,30 %)			
	Achat 15/04	Vente 15/04	Achat 14/04	Vente 14/04
Jour le jour	3,1825	—	3,1825	—
1 mois	3,20	3,32	3,20	3,33
3 mois	3,23	3,32	3,23	3,37
6 mois	3,26	3,36	3,31	3,41
1 an	3,37	3,50	3,24	3,57
PIBOR FRANCS				
Pibor France 1 mois	3,3125	—	3,3125	—
Pibor France 3 mois	3,3396	—	3,3396	—
Pibor France 6 mois	3,3791	—	3,3555	—
Pibor France 9 mois	3,4032	—	3,4199	—
Pibor France 12 mois	3,4688	—	3,4688	—
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 1 mois	3,4578	—	3,4578	—

elle ?

CAC 40
PARIS

+0,26 %
CAC 40 :
3627,36

[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES		Cours	Derniers cours	%	Dernier cours	SECTEURS	Cours	Derniers cours	%
					(100%)				
ABN AMRO HOLD.	379,40	382,00	+ 0,68	25,91%	Schneider Electric	91	101,00	+ 10,99	12,08%
Adco S.A.	1900	1871	- 1,52	- 0,08%	Sega Enterprises	137	142	+ 5	3,64%
Adidas AG	629	630	+ 0,15	0,02%	Schneider Corp.	31	31,05	+ 0,05	0,16%
Amer. Int. Express	340	343,50	+ 0,97	0,28%	Schlumberger	601	605	+ 0,66	0,10%
A.T.T.	390	390,50	+ 0,50	0,13%	SCS Telecom Africa	404	394	- 10	- 2,47%
Ampco	395	395	-	0,01%	Sell Transpore	96,60	99,50	+ 2,90	3,01%
Arjo Wiggins Ap	116,00	118,35	+ 1,24	20,85%	Siemens	202	202	-	-
A.T.T.	195	199	+ 1,12	0,57%	Sony Corp.	416,60	412,10	- 4,50	- 1,12%
Banco Santander	390	390,50	+ 0,50	0,13%	Sumitomo Bank	40	40,60	+ 0,60	1,50%
Barrick Gold	132	131,30	- 0,15	- 0,11%	Toshiba	139,20	139,80	+ 0,60	0,43%
B.A.S.F.	226	226	-	-	Telefonos	32,70	32,70	-	-
Bayer	229	230,80	+ 0,78	0,34%	Telex	1071	1071	-	-
Beckmeyer	310	310	-	-	Unicom	435	425,50	- 9,50	- 2,25%
Crown Cork PFC	285	295	+ 3,50	24,02%	Unifine	357	357,50	+ 0,50	0,14%
Daimler-Benz	467,20	465,40	- 0,38	- 0,08%	Western A.G.	1571	1570	- 1	- 0,06%
De Beers	219,50	219,50	-	0,00%	Woolac (Ac)	370	370	-	-
Deutsche Bank	298,40	297,20	- 0,80	- 0,27%	Yamouco	121,50	121,20	- 0,30	- 0,24%
Dresdner Bank	195,00	188,00	- 0,89	- 0,45%	Zambia Copper	14,05	14,85	+ 80	5,70%
Drifonelec	53	53,50	+ 0,50	0,94%					
Du Pont Membrs	568	568	-	-					
Electric Union	462	468,00	+ 0,31	0,07%					
East Rand	2,65	2,35	- 0,30	- 10,94%					
Echo Bay Mines	36,10	35,85	- 0,39	- 1,07%					
Electron	350,70	-	-	-					
Erlikon	195,00	190	- 0,94	- 0,48%					
Ford Motor	191	191	-	-					
Frengold	39,90	39,40	- 0,25	- 0,63%					
GenCorp Limited	24,05	24,25	+ 0,85	3,53%					
General Elect.	595	597	+ 0,33	0,05%					
General Motors	318,10	318,10	-	-					
Glaxo	489,00	489	-	-					
Gold Metropolis	45,50	46,50	-	-					
Gulf Petro	47,80	48	+ 0,41	0,85%					
Hanson PLC	27,60	27,60	-	-					
Hormey Gold	40,40	40,35	- 0,05	- 0,12%					
Imperial	12,10	12,10	-	-					

OAT 8,125% 89
OAT 8,50% 90
OAT 85/00 TRA
OAT 10% 89

[illegible]

CA Haute Norm
CA Paris IDF...

169	339	CPI Industries s	993	805	Prêtis Bay s
177	341	Grodes (Ly) s	35	25	Phyto-Liars s
370,30	341	CLM SA	310	889	Pochet
411	341	Grandes Photos s	874	210	Procedural Ets (Mc)
(M)	341	Cpe Guillin s	187	103	Raiffail s
338	337,338	Kindy s	149	154	Roberson s
375	337	Guertel	260	260	Roussin-Guldhard
433	337	Hermes Interact. T	1548	1548	Sacredieu s
319	338	Harel Dubois	130	225	Smolby (Ly) s
340	338	ICBT Groupe s	233	233	Sofio (Ly) s
463	338	LCC	590	590	Sofio (Ly) s
330	338	ICOM Informations	417,50	417,50	Sogepag s
338	337,338	Idianno	65,50	58	Sogepag (Fin)
(N)	325	Int. Computer s	50	119	Sopht
70	300	IPRM	6,30	6,30	Strope-Radian s
540	340	MG-Mercedes TV	588	587	Sylos
386	340	Manitoux s	751	254	Telstar-France
411	340	Martinet s	400	400	TF1 s
473	340	Maria Brizard s	1	1	Thermador Hold(Ly)
697	340	Maid-Livest.Prefr.	138	138	Troncy
489	340	Meenck (Ly) s	69,90	69,90	Unilog
305	340	MAGT Couderc	289	289	Union Fin.France
81	340	Mouneret Joux-Ly	111	111	Vie et Cie
305	340	Naf-Naf s	68	68	Vismont et Cie
739	340	NSC Schlim. Nly	734	734	Viribou
567	340	Ozer s	1048	1048	
250,10	340	Paul Prodact s	205	205	

MERCREDI 16 AVRIL			
	VALEURS	Cours référé	Derniers cours

	première	deuxième
Erichson-Béghin Cl.	♦ 828	828
Crédit C&S Ind.	♦ 8	8
Générale Occidentale	♦ 300	242,70
Muzum	♦ 1139	1139
Sol lezours du Monde...	♦ 138,10	131,50

ABBREVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon
 détaché; @ droit détaché; o = offert;
 d = demandé; † offre réduite; ‡ demande
 réduite; # contrat d'annulation.

BRED[illegible]

Cadence 1 D	1070,48	1059,88
Cadence 2 D	1074,82	1064,78
Cadence 3 D	1061,17	1050,66

Capimontaire D.....	826,27	937,46
Capimontaire C.D.....	379,33	596,95
Sogepobid CID	9060,91	9060,90
Interbobid C.....	7171,68	7180,08
Interbobid France F.C.....	600,84	546,99
S.G. France opport. D.....	1998,43	8999,34
S.G. France opport. D.....	1908,13	1870,72
Sogerfinance C.....	7252,71	1748,94
Sogerfinance D.....	1602,06	1636,65
Sogerfinage D.....	309,79	306,65
Sogerfin C.....	2088,97	2057,81
Fonds communs de placements		
Finer D.....	1379,33	1394,92
Sogerfiance D.....	1720,16	1765,13
Sogerfinance Tempo D.....	197,76	194,08

SYMBOLS :
○ cours du jour ; ● cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : 01 44 43 76 45

Publicité financière Le Monde : 01 44 43 76 45

RÉSEAUX La société qui diffuse le principal navigateur pour Internet, Netscape, a annoncé, mardi 15 avril, le lancement fin juin d'un nouveau logiciel Netcaster, qui va permettre

aux utilisateurs du réseau des réseaux d'obtenir en continu sur leur ordinateur des informations sélectionnées. ● CETTE TECHNOLOGIE, développée à l'origine par de petites en-

treprises américaines, est aujourd'hui convoitée par les grands éditeurs de logiciels comme Microsoft. Elle consiste à pousser (push) vers l'utilisateur ce qu'il devait auparavant tirer

(pull) d'Internet. ● NETCASTER, le programme développé à partir des recherches de la société Marimba, inaugure une évolution majeure d'Internet en favorisant l'apparition d'un

véritable nouveau média, associant texte, son et image. ● CE DISPOSITIF assure, en outre, la mise à jour automatique des logiciels présents sur le disque dur de l'ordinateur.

Des « chaînes » d'informations en continu vont apparaître sur Internet

Principal éditeur de logiciels de navigation sur le réseau des réseaux, Netscape a annoncé, mardi 15 avril, le lancement d'un ensemble de programmes qui lui permettent de prendre une longueur d'avance sur Microsoft

SAN FRANCISCO
correspondance

Marc Andreessen est un ingénieur de génie auquel on doit deux des logiciels qui ont le plus fait pour mettre le cyberspace à portée de tous. Vice-président de Netscape, la société qui a mis au point le navigateur le plus utilisé sur Internet, il vient de faire franchir aux technologies de la communication une nouvelle étape décisive : baptisé Netcaster, un ensemble de logiciels, présentés mardi 15 avril, vont permettre à l'utilisateur de sélectionner des véritables « canaux » d'information. Alors qu'on parlait jusqu'à de « page », Marc Andreessen utilise le mot « channels » pour désigner ces flux d'informations, le même que celui qui désigne les chaînes de télévision.

En clair, ce n'est plus l'utilisateur qui va tirer (pull) l'information de l'endroit où elle se trouve, c'est l'information qui est poussée (push) vers son ordinateur (après qu'il a donné son accord). Il est ainsi possible d'avoir l'information choisie, au moment et sous la forme (texte, image, son, logiciel) voulus. Netcas-

ter, qui sera pleinement opérationnel en juin, offre la possibilité de transformer le fond d'écran de l'ordinateur en récepteur de l'information (Webtop) et de s'enquérir des canaux disponibles. Il permet aux usagers de consulter la dernière information téléchargée qui les intéresse quand ils ne sont pas connectés (off-line).

RÉCEPTION AUTOMATIQUE

Ces nouveaux outils permettent de marier la diffusion (broadcast) — une formule qui a fait ses preuves pour la communication de masse — et la « personnalisation », qui permet à chacun de ne se connecter qu'avec ce qui l'intéresse. L'utilisateur reçoit automatiquement les résultats sportifs ou suit les fluctuations de la Bourse données par les sites auxquels il s'est abonné. Les médias envoient leur contenu et la publicité qui l'accompagne à un public plus fidèle (et donc plus facile à vendre aux annonceurs) que celui qui se contente de surfer, de feuilleter.

L'annonce faite, mardi, par Netscape avait pour but de ne pas lais-

ser Microsoft occuper seul le terrain. La semaine dernière, l'entreprise de Bill Gates avait lancé une version encore incomplète d'Internet Explorer 4.0 avec Active Desktop, sa technologie de « push ». Plusieurs acteurs sont présents sur un créneau qui s'annonce prometteur. Le pionnier de ces technologies est PointCast, qui permet de recevoir des nouvelles de plusieurs médias sous forme

d'économiseur d'écran. Backweb, une entreprise d'origine israélienne, qui a commencé ses recherches il y a deux ans, offre aujourd'hui le système le plus simple et le plus flexible. « Nous sommes convaincus que les usagers ne s'intéresseront à la « push technology » que s'ils peuvent la modular en fonction de leurs besoins réels », nous a expliqué son PDG, Eli Barkat.

Backweb, qui a passé un accord

avec Microsoft, permet de recevoir le Wall Street Journal, d'écouter des clips de House of Blues avant de commander les CD, ou de télécharger la dernière version du programme antivirus de McAfee. Marimba, une entreprise créée par certains des inventeurs de Java, se spécialise dans la « gestion intelligente de logiciels sur la Toile ». Sa technologie, baptisée Castanet, vise à diffuser sur la Toile des logiciels complexes. Elle vient d'être adoptée par Netscape.

LES « DERNIERS DÉCONNECTÉS »

Le « push » a la faveur des médias traditionnels. Deux d'entre eux (CNN et ABC News.com) étaient à côté d'Andreessen mardi. C'est, en effet, une façon de revenir au mode de diffusion qu'ils connaissent, l'abonnement, avec en prime des instruments sophistiqués pour suivre les habitudes des usagers. Le même principe peut permettre de « pousser les médias » dans des endroits où ils n'avaient pas accès, comme le souligne le magazine Wired : « Les « médias poussettes » vont pénétrer des milieux qui jusqu'ici leur

avaient échappé : le travail, l'école, l'Eglise, la solitude d'une promenade solitaire. Ils sont déjà en train de coloniser les derniers recoins déconnectés de ce monde. »

La technologie pour verser dans les ordinateurs personnels des mégaoctets d'informations s'améliore. En revanche, la capacité d'absorption de nouvelles données reste limitée. Elle n'est un progrès pour l'usager non intoxiqué que si cela lui permet de choisir le « canal » et de trier les informations que celui-ci propose, ce qui risque de poser des problèmes aux annonceurs. Il faudra encore de nombreux nouveaux outils de complément pour la rendre vraiment intéressante pour le commun des internautes. Mais le « surf » vient de prendre un coup de vieux.

Francis Pisaní
pisaní@lemonde.fr

Marimba Inc. : <www.marimba.com>
PointCast Inc. : <www.pointcast.com>
Backweb : <www.backweb.com>

Marimba mène la danse

Fondée en février 1996 par quatre transfuges des équipes de développement du langage Java chez Sun Microsystems, Marimba n'a pas attendu longtemps le succès. La technologie développée par Jonathan Payne, Kim Polese, Sami Shao et Arthur van Hoff va être intégrée au nouveau navigateur de Netscape, Communicator. Mais le logiciel Castanet de Marimba est déjà disponible sur la Toile. L'utilisateur télécharge un « tuner » qui lui donne accès aux sites, encore peu nombreux, qui sont équipés avec le Castanet Transmitter de Marimba. Le terme utilisé est explicite. De véritables chaînes de diffusion vont apparaître sur Internet. Leur adresse électronique correspondra aux fréquences que l'on sélectionne pour recevoir un émetteur radio ou une chaîne de télévision. Bellcore travaille sur son projet de « CD-ROM infini » qui contient une liste de mille titres de cassettes vidéo qui sera actualisée grâce à Castanet.

La naissance d'un nouveau média

LE MULTIMÉDIA ne désignait, jusqu'à présent qu'une technologie. Il est en passe de devenir un média à part entière grâce à la dernière évolution technologique d'Internet. L'annonce de Netscape marque le début

ANALYSE

Une source d'informations avec les avantages du multimédia et de l'informatique

d'une inversion du fonctionnement de la Toile. Aujourd'hui, les internautes « naviguent » sur le réseau mondial à la recherche de l'information qui les intéresse. Demain, cette dernière leur parviendra automatiquement. Actualisée en permanence, elle constituera une nouvelle source d'informations, au sens propre. Avec tous les avantages du multimédia et de l'informatique.

Le texte des journaux, le son des radios et l'image des télévisions se fondent dans le média Internet. Difficile à conserver lorsqu'elle provient des supports traditionnels, elle devient enregistrable sur le disque dur

d'un ordinateur. Sur l'écran, les fenêtres s'animent. Dans l'une, défilent les prévisions météorologiques, dans l'autre, les résultats sportifs, dans une troisième, les principaux titres de l'actualité. A l'inverse de l'évolution de la télévision, c'est le direct qui vient remplacer le pré-enregistré sur Internet.

L'internaute, explorateur solitaire des immensités cyberspatiales, va-t-il se transformer en spectateur passif ? Une douce passivité va le soulager d'une bonne part de ses laborieuses recherches d'informations. Même si Internet fascine par l'éclectisme de son contenu, le nombre des principaux centres d'intérêt de chaque internaute est limité. Pourquoi se donner la peine de se connecter tous les quarts d'heure sur le serveur des cours de la Bourse lorsque ces derniers peuvent défilier dans un coin de l'écran ? Pourquoi s'inquiéter de la date de mise à jour d'un logiciel quand cette opération peut être réalisée automatiquement par l'éditeur qui peut modifier le programme enregistré sur le disque dur de chacun de ses clients ?

Netscape et Microsoft, principaux fournisseurs des outils de navigation sur Internet, ne pouvaient rester insensibles à de telles

questions. D'où leur intérêt pour les petites entreprises américaines qui ont développé des réponses astucieuses. Tandis que Netscape adopte la technologie développée par Marimba, la version 4 de l'Internet Explorer de Microsoft, attendue pour cet été, pourrait introduire celle de PointCast, le pionnier de la technologie « push ». Contrairement à Marimba, ce dernier utilise un langage propriétaire différent de Java et de HTML.

LES INVESTISSEMENTS STIMULÉS

Ainsi, la bataille pour le contrôle du cyberspace continue. L'annonce de Netscape a été avancée pour prendre Microsoft de vitesse. Les logiciels de navigation sur Internet sont en passe de prendre le contrôle complet des ordinateurs en pilotant également les accès au contenu de leur disque dur.

Le nouveau visage d'Internet va propulser la Toile en position de concurrent sérieux pour l'ensemble des médias classiques. La présence d'ABC et de CNN aux côtés de Netscape lors de l'annonce de Netcaster semble indiquer que les chaînes de télévision vont promptement adopter ce nouveau moyen de diffusion.

Pour le grand public, l'impact immédiat de l'annonce de Netscape doit néanmoins être modéré. La diffusion en direct d'informations suppose une connexion permanente à Internet. En France, où les particuliers paient les communications locales à la durée, ce mode de consultation de la Toile n'est guère envisageable. Les entreprises disposant de serveurs propres seront les premiers utilisateurs de Netcaster. Aussi bien vers l'extérieur que vers l'intérieur.

Globalement, cette technologie contribuera à la saturation du réseau mondial. Mais son succès pourrait stimuler les investissements et accélérer le développement de l'infrastructure d'Internet. Qui dit diffusion, dit publicité. Le financement du nouveau média ne sera guère différents de celui des anciens. Avec le risque, pour les internautes, d'être submergé par un flot incontrôlable d'informations de plus en plus commerciales. Le lancement de Netcaster s'inscrit dans la précipitation permanente qui règne sur le petit monde de l'informatique. Mais c'est cette ébullition qui fait évoluer Internet plus que l'imagination.

Michel Alberganti

Cyber glossaire

● Microsoft : numéro un mondial des systèmes d'exploitation (Windows) et de logiciels de bureautique (Office).
● Netscape : numéro un mondial des logiciels de navigation sur la Toile d'Internet.

● Castanet : logiciel développé par Marimba et qui est utilisé par Netscape pour réaliser Netcaster.

● Netcaster : logiciel de diffusion de programme en direct sur Internet introduit dans Communicator, le prochain navigateur de Netscape.

● Java : langage de programmation développé par Sun Microsystems et utilisé pour créer de petits programmes (applets) téléchargés par les internautes en même temps que les pages en HTML.

● HTML : hypertext mark-up language, utilisé pour créer des documents accessibles par Internet. Sa fonction « hypertext » permet de créer des liens pour passer instantanément d'un chapitre à l'autre ou d'une page à l'autre.

SPORTS

Le parrainage du voilier « Ville-de-Toulon » par la municipalité FN éloigne les partenaires potentiels

TOULON

de notre correspondant

Le bateau Ville de Toulon devrait participer au prochain tour de France à la voile. La nouvelle aurait dû séduire les milliers de navigateurs et amateurs de voile toulonnais, étonnés que la capitale varoise n'ait jamais, par le passé, participé à cette compétition prestigieuse. Problème : le parrainage de la municipalité Front national semble de nature à faire retomber ce vent porteur.

Le skipper est trouvé mais il paraît bien seul pour affronter la haute mer. Daniel Pradel a déjà été confronté à d'autres coups de tabac, notamment lors de l'Amiral Cup de 1979 ou aux côtés d'Olivier de Kersauson dans un tour du monde particulièrement disputé. Mais celui qui, un jour de décembre 1996, a « décidé de poser son sac dans sa ville d'origine » pour être embauché comme moniteur de voile par la nouvelle municipalité, aura bien du mal à gommer l'étiquette FN collée au projet.

« Ma seule préoccupation c'est de promouvoir les sports nautiques sur Toulon au profit du plus grand nombre, notamment des jeunes. Mon projet est sportif, pas politique. » Pour le navigateur, l'amalgame est « totalement incongru ». Même position chez Cendrène Le Chevallier, épouse

du maire FN de la ville et marraine de l'opération, qui ne voit dans l'aventure « qu'une manière de faire gagner Toulon en exaltant l'effort, le sport et la compétition ».

Il n'empêche que tous deux n'arrivent pas à faire partager leur enthousiasme et à réunir le million de francs nécessaire. A telle enseigne

« Les valeurs des marins sont incompatibles avec les thèses du Front national »

que la municipalité a lancé une souscription auprès de la population. Le conseil général et la région, également sollicités, ne paraissent pas franchement enthousiastes. Néanmoins, en mairie, l'optimisme est de rigueur.

Voilà deux mois que l'association Jeunesse toulonnaise a acheté le voilier One Design 35 pour participer à l'épreuve. Coût : 215 000 francs, auxquels s'ajoutent les 65 000 francs de frais d'inscription. Etait-ce bien le rôle de cette association municipale (subventionnée à hauteur de 9 mil-

lions de francs), montée pour aider les jeunes en difficulté, que d'engager pareille dépense ? « Tout à fait », estime la présidente qui n'est autre que Cendrène Le Chevallier, précisant que le bateau resterait à l'association où il servirait à la réinsertion des jeunes avant d'ajouter, comme pour justifier la pertinence de son action, que « les éducateurs sont quasiment tous des Français d'origine musulmane ».

Quoi qu'il en soit Ville de Toulon devra affronter la concurrence de CEP Pradet, un autre bateau en cours d'armement dans un port voisin et dont le skipper, Richard Sautieu, navigateur de talent, est un cousin de Daniel Pradel. Cendrène Le Chevallier a espéré que les deux équipages pourraient fusionner. Pêche perdue. Si les équipiers du CEP Pradet se refusent à tout autre commentaire que sportif, l'un d'eux lance : « Les valeurs des marins sont incompatibles avec les thèses du Front national ».

Daniel Pradel, lui aussi, a tranché : « Si nous obtenons un bon résultat et que le maire récupère les lauriers, ça fait partie du jeu. » Cendrène Le Chevallier, renverse le problème. « Seul l'exploit compte, assure-t-elle. Nous avons confiance en notre skipper. Je l'ai engagé parce que c'est un grand marin. J'ignore tout de ses idées politiques. Bien sûr, si demain il rejoignait

le Front national, j'en serais ravie. » A Toulon, le sport est devenu un support électoral que le Front national n'entend pas négliger.

La preuve : après avoir vanté les mérites du sport amateur et menacé de supprimer son aide aux clubs de rugby et de foot de la ville, la municipalité s'est ravisée pour augmenter finalement la subvention allouée au Rugby Club toulonnais (2,5 millions de francs cette année), qui joue au plus haut niveau du championnat de France, et celle du Sporting Club toulonnais (2 millions de francs), actuellement en deuxième division du championnat de football.

José Lenzini

■ FOOTBALL : le Paris-Saint-Germain a conservé la deuxième place du championnat de France de première division en faisant match nul (1-1), mardi 15 avril, face à Bastia, lors d'un match avancé de la 33^e journée du championnat. Ce sont les Parisiens qui ont ouvert la marque par Patrice Loko dès la 15^e minute, avant que le Slovaque Lubomir Moravcik ne réduise le score à la 26^e minute sur un de ces coups francs dont il a le secret, et malgré une parade étonnante de Bernard Lama.



Cantona ressuscité en peinture

Après avoir occupé les écrans de télévision pour le plus grand bien de l'équipementier sportif Nike, Eric Cantona monopolise désormais les cimaises. L'attaquant français de Manchester United, peintre amateur à ses heures, s'est offert une toile de 3 m sur 2,30 m du peintre britannique Michael Browne, qui s'inspire du Christ ressuscité de Piero della Francesca. Michael Browne a intitulé son œuvre l'Art du jeu. L'enfant terrible du football européen ne pouvait que l'acquiescer.

سكس في الاصل

L'hebdomada
s'adressera aux

Asses... dans le
des... de Canal P

338

315 +

53

صوتنا من الداخل

L'hebdomadaire « Marianne » s'adressera aux « citoyens-lecteurs »

Jean-François Kahn vise les 500 000 exemplaires

Le premier numéro du nouvel hebdomadaire Marianne paraîtra lundi 28 avril, au prix de 10 francs. D'un format semblable à Time et Newsweek, Marianne comptera

70 pages. Le projet de JFK part d'un double constat : l'essoufflement des news magazines et la nécessité politique de parler contre « le ronron du discours unique ».

UN ENCART publicitaire l'annonce dans plusieurs journaux : « Lundi 28 avril, Marianne arrive ». Le nouvel hebdomadaire de Jean-François Kahn s'adresse aux « citoyens-lecteurs ». Le projet de JFK a une double origine : une réflexion sur le genre des news magazines et le sentiment d'une nécessité politique de parler contre « le ronron du discours unique ». Marianne part d'un constat : « Les news magazines ont totalement perdu leur spécificité magazine au profit de la presse quotidienne et de la télé ». Cette analyse de l'essoufflement des hebdomadaires l'avait conduit à créer L'Événement du Jeudi en 1984. Il franchit un nouveau cap : « Si l'on était à 100 % d'accord avec ce qui est écrit dans les autres hebdomadaires, dans Le Monde ou Libération, on n'aurait pas fait Marianne », explique Jean-François Kahn.

Car le projet de Marianne est avant tout politique. « Ce titre, Marianne, a aussi valeur de programme », explique Jean-François Kahn dans un long texte de présentation du projet. Il place ce nouvel hebdo sous l'égide des valeurs laïques, patriotiques, démocratiques, humanistes, sociales et libérales, en un mot républicaines, qui seules sont susceptibles de servir de socle à une nouvelle renaissance (ou à une nouvelle « révolution »). « Marianne entend donc à la fois refléter, impulser et donner toute sa dimension à un courant d'idées. Ce courant d'idées est partout. Il traverse toutes les classes sociales, presque toutes

les familles politiques, il est présent dans la plupart des journaux, mais aucun journal ne l'exprime », poursuit-il.

Marianne paraîtra tous les lundis, il aura environ 70 pages, au même format que les hebdomadaires américains (Time, Newsweek). Vendu 10 francs, il atteint son équilibre à 170 000 exemplaires, mais vise une diffusion à terme de 500 000 exemplaires. Un vrai pari, quand on sait que la vente en kiosques de chacun des hebdomadaires ne dépasse pas 100 000 exemplaires. La maquette a été réalisée par Nathalie Baylaucq, qui a fait la nouvelle formule du Monde. La « une » comporte généralement cinq titres, pour permettre plusieurs entrées dans le journal, un peu comme Capital. Il s'ouvre sur un éditorial, puis par une série de 6 pages - dont 2 consacrées aux médias - d'articles courts d'actualité chaude. Le grand dossier d'actualité est traité sur six ou huit pages.

DIRECTOIRE DE TROIS PERSONNES

Les articles principaux auront trois ou quatre pages, parfois deux, mais jamais une seule page. Les autres informations seront traitées de façon plus brève ou sous forme de chronique. Même rythme pour la partie magazine, consacrée à la société et à la culture. Marianne compte accorder une place privilégiée, basée sur des enquêtes, aux faits divers et au social : « Pas un numéro sans un fait « social » porteur de perspective », écrit Jean-François Kahn. Enfin, les lettres des lec-

teurs seront présentées comme un vrai journal des lecteurs de six pages, animé par la journaliste politique Danièle Molho.

L'hebdomadaire est dirigé par un directoire de trois personnes : Jean-François Kahn, directeur de la publication, Maurice Szafra, directeur de la rédaction, et Albert Mallet, directeur général (également président du directoire de Radio-Shalom).

Le conseil de surveillance est présidé par Robert Assaraf. Le vice-président est Daniel Hechter. L'équipe du journal, volontairement réduite, est composée de moins de cinquante personnes.

Les rédacteurs en chef sont Christian Hoche (ancien de L'Express) et Gilbert Rochu (InfoMatin). Parmi l'équipe rédactionnelle, figurent des transfuges de L'Événement du Jeudi (Claude Askholovitch, Philippe Petit, Laurent Neumann, Perico Légasse, Eric Dior), des anciens d'InfoMatin (Philippe Cohen, Danièle Molho), de Libération (Eric Dupin), du Parisien (Raphaëlle Bacqué), du Canard enchaîné (Sylvie Caster, qui tiendra une chronique). Parmi les collaborateurs réguliers : Philippe Bauchard, Philippe Boglio, Michèle Corta, Pierre Péan, Marc Ullman, Jean-Paul Kauffman, Dominique Jamet, Stéphane Denis, etc. Un certain nombre d'intellectuels interviendront régulièrement : Alain Finkelkraut, Danièle Sallenave, Pierre-André Taguieff ou Emmanuel Todd.

Alain Salles

Yves de Chaisemartin demande un renforcement des aides à la presse

Le président du Syndicat de la presse parisienne a plaidé devant les députés pour de nouveaux allègements fiscaux

YVES DE CHAISEMARTIN, patron du groupe Hersant et président du Syndicat de la presse parisienne (SPP), s'est livré, mardi 15 avril, à un vigoureux plaidoyer pour la presse écrite devant les députés de la Mission d'information sur la presse. « Nous ne vous demandons pas de pallier nos propres carences, nous vous demandons de ne pas aggraver des déséquilibres qui se sont accumulés au détriment de la presse écrite », leur a-t-il dit, ajoutant : « Nous avons eu le sentiment que la politique du tout-audiovisuel guidait pas. Les aides à l'audiovisuel n'ont cessé de se multiplier et on nous parle de reformuler les aides à la presse. »

Pour M. de Chaisemartin, il faut créer de « nouvelles conditions économiques pour la presse nationale ». Il a comparé la situation de la presse à celle du cinéma français, « qui était en perte de vitesse face à la concurrence de la télévision et à la suprématie américaine. « Vous l'avez sauvé en trouvant l'argent », par une taxe de 5,5 % sur la publicité télévisée et en soutenant son financement grâce aux soifas. « Si nous voulons sortir d'un système permanent de mendicité de la presse écrite, pourquoi ne pas se souvenir de ce qui a été fait pour le cinéma ? », a plaidé le PDG de la Socpresse.

Il a demandé la création d'un fonds de péréquation prélevé sur un faible pourcentage des recettes publicitaires de la télévision (Le Monde du 21 mars). « En cinq ans, la presse a perdu 1,95 milliard de francs de recettes publicitaires, celles de la télévision ont augmenté de 2,1 milliards », a constaté M. de Chaisemartin. Il a

également rappelé qu'une taxe prélevée sur la publicité télévisée était destinée à alimenter les aides aux quotidiens à faibles ressources publicitaires, mais s'est indigné que 40 millions de francs provenant de cette taxe ne soient pas reversés aux journaux.

« Si nous voulons sortir d'un système permanent de mendicité de la presse écrite, pourquoi ne pas se souvenir de ce qui a été fait pour le cinéma ? »

Il a proposé aux parlementaires de la Mission d'étudier de nouveaux dispositifs d'allègements fiscaux, pour inciter industriels et particuliers à investir dans la presse écrite. Il s'agit de créer un vrai « fonds d'aide aux investissements » des entreprises, de faciliter les crédits, en proposant des garanties de l'Etat pour rassurer les banques, de mettre en place des prêts à taux bonifiés. M. de Chaisemartin a demandé l'application de la TVA aux entreprises de presse, en soulignant que cela était pratiqué dans d'autres pays européens, notamment dans la très libérale Angleterre. Selon lui, le « fonds d'aide

au multimédia est inadapté pour les investissements lourds (numérisation des archives, projets stratégiques », mais pas rentables avant plusieurs années. Il est également favorable à une aide spécifique au portage à domicile, dont le développement est vital pour les quotidiens.

Ces difficultés interviennent alors que les entreprises sont engagées dans de lourdes restructurations et des plans sociaux que l'Etat doit continuer de soutenir. M. de Chaisemartin a stigmatisé les fortes hausses de tarifs postaux pour la presse, indiquant que le SPP - qui n'a pas signé les accords - allait entamer un recours contentieux. Le patron du Figaro s'est élevé contre la suppression de l'abattement fiscal complémentaire, qui pénalise les journalistes : « La sagesse commanderait de reporter purement ou simplement l'application de cette mesure pendant trois ou quatre ans. »

Le discours d'Axel Ganz, patron de Prisma Presse, filiale du groupe allemand Bertelsmann, contrastait avec celui de M. de Chaisemartin, quand il soulignait que la situation de la presse magazine s'était améliorée ces dernières années.

Concernant la publicité, il a cependant demandé au législateur de « faire en sorte qu'il n'y ait pas de déséquilibre entre presse et TV ». Il a souhaité que le nombre des points de vente se développe en France et demandé de « rendre la législation sur l'emploi plus souple », notamment pour les pigistes.

A. S.

AB Sat pris la main dans le fichier des abonnés de Canal Plus

LES BONNES relations entre CanalSatellite et AB Sat semblent avoir subi un coup de froid. Motif : AB Sat aurait démarché de nouveaux souscripteurs en piochant, sans l'autorisation de la chaîne cryptée, dans des fichiers d'abonnés à Canal Plus et CanalSatellite numérique. Poussant jusqu'au bout la logique de l'accord de simulcrypt signé récemment entre les deux opérateurs, de gros revendeurs d'abonnements et de matériels satellite auraient ouvert aux commerciaux d'AB Sat leurs listes de souscripteurs à CanalSatellite numérique.

Quelques centaines d'abonnés à Canal Plus et CanalSatellite numérique ont ainsi reçu ces derniers jours, par courrier, une offre d'abonnement à AB Sat. « Vous êtes actuellement détenteur d'un terminal numérique Canal Plus/CanalSatellite numérique, disant la lettre. Grâce à l'accord de simulcrypt signé le 23 mars 1997 entre AB Sat et Canal Plus, vous pouvez, à partir du 30 avril 1997, vous abonner à AB Sat. » Un mailing prolongé, les jours suivants, d'une relance téléphonique. Serge Surpin, revendeur parisien de matériels et d'abonnements satellite, reconnaît « être au centre de l'affaire » et avoir mis gratuitement « une partie de son fichier d'abonnés à Canal Plus et CanalSatellite numérique à la disposition d'AB Sat ».

LA CNIL N'EST PAS SAISIE

Furieux et gêné, Olivier Gérolami, directeur général de CanalSatellite, condamne « la mauvaise manière » d'AB Sat. Selon lui, « Canal Plus va demander à AB Sat d'arrêter » de solliciter les abonnés de la chaîne cryptée et de son bouquet de programmes. Pour le ou les distributeurs fautifs, la sanction sera « le retrait de l'agrément dans la minute », menace Olivier Gérolami.

De son côté, la direction d'AB Sat tente de minimiser la portée de l'affaire. Claude Berda, le PDG, reconnaît que ses équipes commerciales ont envoyé « une lettre à 100 ou 200 personnes ». Se-

lon lui, ce courrier avait seulement pour but « de déterminer comment les gens sont équipés ». Pour Serge Surpin, les résultats enregistrés par AB Sat auprès des abonnés à Canal Plus et CanalSatellite numérique sont modestes : « Sur 100 appels, 4 ou 5 ont affirmé leur intention de s'abonner, près de 30 ont souhaité avoir de plus amples renseignements et tous les autres se sont dits intéressés par la réception en numérique des chaînes hertziennes diffusées par TPS ». Selon le revendeur, cette opération commerciale a concerné « environ 400 abonnés » à la chaîne cryptée.

Canal Plus a toujours veillé avec un soin jaloux sur ses abonnés. En 1992, elle s'était opposée avec succès à Michel Charasse, à l'époque ministre du budget, qui souhaitait connecter le fichier de ses abonnés avec celui des services de la redevance pour traquer d'éventuels fraudeurs (Le Monde du 2 janvier 1992). Cette fois, le courroux de Canal Plus a diminué au fil des jours, la chaîne cryptée ne souhaitant pas donner trop d'écho à cette affaire.

Même la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) pourrait ne rien trouver à redire. Selon Loïc Rousseau, secrétaire général adjoint, la CNIL « n'a pas encore été saisie officiellement ». Faisant allusion à l'utilisation sans autorisation par AB Sat des fichiers d'abonnés à Canal Plus, M. Rousseau indique qu'il pourrait plutôt s'agir « d'une affaire pénale ». La CNIL pourrait s'étonner de l'existence de telles listes de souscripteurs. Toutefois, « la constitution d'un fichier ne contrevient pas forcément à la loi Informatique et libertés », précise le secrétaire général, si les clients des distributeurs en sont informés, et si ce fichier est déclaré. De plus, le « préjudice » subi par les abonnés démarchés par AB Sat pourrait ne pas être suffisant pour entraîner une enquête de la CNIL, qui dispose « de peu de pouvoirs d'investigation ».

Guy Durtheil

DÉPÊCHES

■ AUDIOVISUEL : la Société européenne de satellites, qui gère les satellites Astra, a enregistré l'an dernier un bénéfice de 776,9 millions de francs, en hausse de 66 % par rapport à l'année 1995 pour un chiffre d'affaires de 2,27 milliards de francs, en progression de 37 %.

■ MTV, chaîne musicale américaine, devait annoncer, mercredi 16 avril, la diffusion de ses programmes 24 heures sur 24 en Italie à partir du 1^{er} septembre 1997. A cette date, selon le Financial Times, la chaîne musicale sera retransmise par la chaîne hertzienne Reta A et accessible par 11 millions de foyers. Simultanément, MTV continuera à être reprise sur le bouquet numérique de Telepiù.

■ Deux stations de radio-télévision publiques régionales allemandes, Suedwestfunk (SWF) et Sueddeutscher Rundfunk (SDR), ont fusionné, mardi 15 avril, pour devenir Suedwestrundfunk (SWR), deuxième radio-télévision en importance de l'ARD, stations régionales publiques. Les deux services publics diffusent chacun de 3 à 5 programmes radiophoniques et une chaîne de télévision. (AFP)

■ MCM International a signé un accord avec DirecTV, filiale du géant américain Hughes Electronic Corp., pour diffuser la chaîne musicale française sous le nom de MCM Asia sur la plate-forme numérique DirecTV Japan, que le groupe américain lance au Japon en novembre. (AFP)

■ Lachlan Murdoch, le fils du magnat australo-américain de la presse Rupert Murdoch, va prendre à l'âge de 25 ans le contrôle des opérations en Australie du géant des médias News Corp., en succédant en juin au poste de directeur général de News Ltd. (AFP)

■ FISCALITÉ : le Syndicat national des journalistes (SNJ) a réclamé, lors de son comité national, samedi 12 avril, « une véritable négociation sur la base d'une neutralisation intégrale et durable de la suppression de l'abattement » de 30 % des journalistes.

■ INTERNET : le groupe allemand Bertelsmann a annoncé, mardi 15 avril, un accord de coopération entre sa filiale MediaSystems et l'américain ANS Communications, tous deux fournisseurs d'infrastructures de communication pour le réseau informatique mondial Internet.

Le Monde L'AVION

3^e édition



« La découverte d'une nouvelle Amérique » WASHINGTON

du vendredi 16 mai au mardi 20 mai 1997 (Week-end de Pentecôte)

Pour mieux comprendre les aspects politiques, économiques et culturels des Etats-Unis

Jour 1 :

« The American way of life ».

Jour 3 :

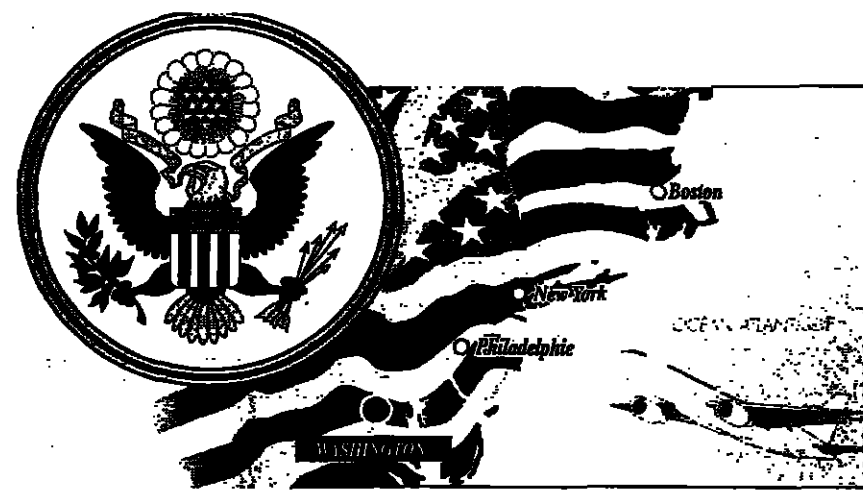
La communauté noire. Les visites incontournables.

Jour 2 :

Le pouvoir de la presse. Washington, capitale économique.

Jour 4 :

Washington, capitale politique et diplomatique.



Le voyage que vous propose Le Monde a été conçu avec Jean-Marc Colombani et les meilleurs spécialistes et correspondants du journal aux Etats-Unis. Des visites originales, des rencontres avec des personnalités politiques, économiques et culturelles vous seront proposées.

Pour tout renseignement, téléphonez à Katia Goujon au 01-46-05-44-33

Avec l'agence - licence n° 092-95-00-28 et IFD System

Châteaux au Portugal

En vue de l'Exposition universelle de 1998, les palais de demain se bâtissent sur le Tage tandis que sont briquées les forteresses de jadis

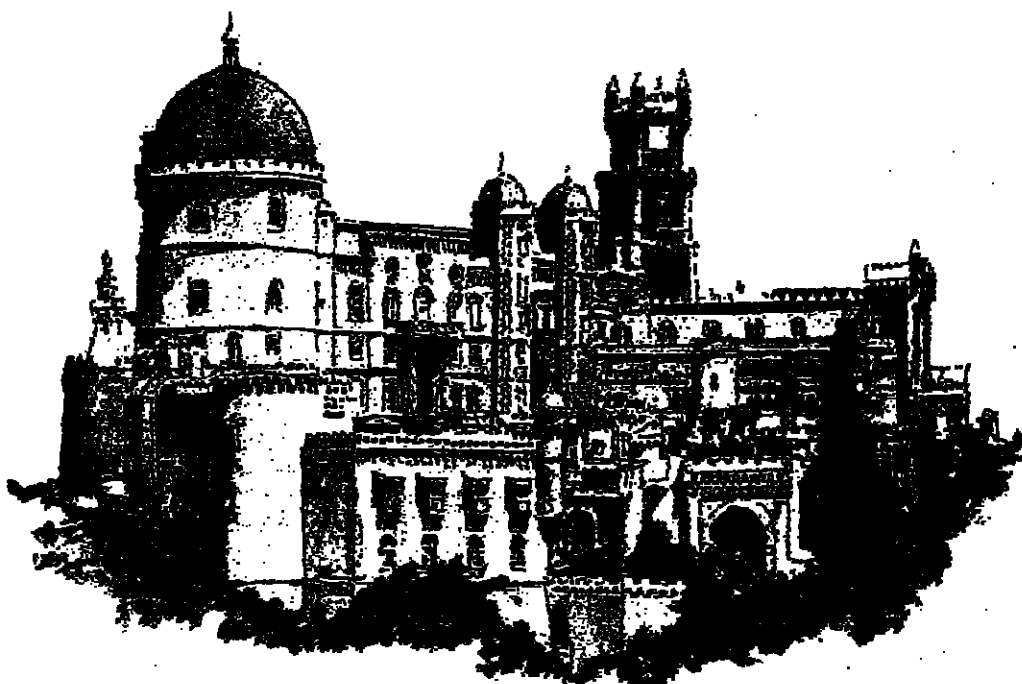
DU HAUT des dix tours wisigothes ou maures qui, depuis plus de mille ans, coiffent Lisbonne, la capitale portugaise laisse voir les gigantesques chantiers annonçant l'Exposition universelle de l'été 1998, la dernière du siècle. Le long de la mer de Paille, jusque dans les eaux du Tage, sur 70 hectares taillés à l'est de la ville, à travers d'anciens faubourgs industriels, d'énormes charpentes de béton sortent du sol : palais des Océans, de la Connaissance-des-Mers, du Futur, de l'Utopie, du Portugal, sans compter les restaurants flottants, les scènes *idem*, le théâtre Jules-Verne au milieu de jardins aquatiques et un parc botanique montrant les conséquences planétaires des échanges végétaux opérés par les navigateurs portugais. On se croirait à l'époque de José I^{er} et de Pombal quand *Lisboa* était remaniée après le séisme de 1755 ou à l'âge des bâtisseurs de Maifra, Queluz, Cintra, Pena, Ajuda, ces châteaux royaux égrenés au nord de Lisbonne et parvenus au pinacle du temps jusqu'à nous dans leur jus originel.

Car, ni après le double séisme de la place du Commerce (1908) et le départ du nouveau et ultime roi (1910), ni même après la révolution des Œillets (1974), la terre lusitane n'a connu de mouvement révolutionnaire destructeur. Les donjons n'ont pas été violés ou abattus. Les demeures des derniers des trente « rois du Portugal et des Algarves » peuvent ainsi souvent être vues comme si leurs occupants venaient d'en sortir : là, c'est un corset oublié depuis quatre-vingt-sept ans

sur une chaise par la reine Amélie d'Orléans pour cause d'exil précipité ; ailleurs, les instruments de musique d'un prince méromane, abandonnés tels des jouets géants au milieu d'un salon. Les palais portugais sont pleins de ces instants de vie sans importance mais sans prix, rattrapés à leur insu par l'Histoire et dont manquent les intérieurs dynastiques français, recomposés après les révolutions.

Malgré les richesses aspirées ou tremées, en dépit des métaux et bois précieux des Indes, du Brésil, de Timor, d'Afrique bantoue, les châteaux du Portugal restent généralement de proportions modestes, préférant bien des fois les zéliges du cru — azulejos — aux dorures exotiques. Un édifice échappe à la règle : la forteresse de Pena. L'apparition de ce château-fort sur sa cime, quand on arrive par l'autoroute Lisbonne-Cintra, est proprement époustouflante avec ses couleurs insensées, rose, jaune, mauve, ravivées en vue de l'Expo ; ses tours hindouïssantes, francisantes, germaniques, lusitanes ; son allure générale hésitant entre les citadelles échevelées de Louis II de Bavière et la Belle au bois dormant version Disney. Pena ne doit pourtant rien à ces deux modèles, car il fut bâti une génération avant le premier et un siècle avant le second.

Le concepteur de cette œuvre à la fois composite et d'avant-garde fut Ferdinand II (1816-1885), roi consort du Portugal durant dix-huit ans, lors de son mariage avec le vrai chef de l'Etat, Maria II da Glória. Outre sa mission de géniteur, qu'il remplissait, faisant onze enfants à



la souveraine, ce seigneur allemand joua dans son pays d'adoption le rôle que Mérimée tenait au même moment en France : il sauva nombre de constructions médiévales ou Renaissance. Et il se construisit ce nid d'aigle inouï où cohabitent l'arc arabe, les arêtes gothiques, les contorsions de pierre mannuelles, les créneaux mogols et... un authentique cloître du seizième siècle, puisque le farineux castel est érigé autour des restes d'un monastère de l'ordre de saint Jérôme.

DIX MILLE POISSONS VIVANTS

Quant aux appartements de Pena, ils forment un véritable film de la décoration des intérieurs privés européens de 1850 à 1900. Ne font défaut ni un pour à franges ni ces corbeilles à papiers en velours dont le contenu était vendu par des domestiques félons à l'ambassade d'Angleterre.

De même dans les mégapavillons de l'Expo, il ne manquera pas un objet de la navigation maritime

d'hier ou de demain, le thème général de la manifestation, à laquelle participeront plus de cent Etats, étant le patrimoine océanique commun. Des effets spéciaux et dix mille poissons vivants donneront l'illusion de descendre au fond des abîmes marins, comme on se croit en Orient dans la salle néo-mauresque de Ferdinand II. Le palais de l'Utopie en cours de finition est une caravane renversée de la période des grandes découvertes. Les mythes et légendes des mers occuperont une place majeure parmi les thèmes de l'exposition. Le pavillon national du Portugal aura pour mission « d'expliquer comment les anciens apports de la nation portugaise à la civilisation peuvent permettre d'explorer l'avenir ».

Beau programme, mais on ne voit rien là-dedans, pour l'instant, qui pourrait aider à résoudre l'énigme historique lusitane : comment un peuple, alors d'un million d'âmes, put-il ouvrir, et largement, la voie à la domination du reste du monde par « le cap Europe », durant cinq siècles et y tenir, le premier et le dernier, un rang déterminant ? Il y a, en 1997, dans moins de dix pays plus de lusophones (180 millions) que de francophones (150 millions) dans cinquante pays. Les disparités continuent en tout cas de ne pas impressionner les dix millions de Portugais de notre fin de millénaire, qui s'affirment en mesure d'accueillir quinze millions de visiteurs « à la plus internationale de toutes les expositions universelles ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

* Renseignements sur l'Exposition universelle prévue à Lisbonne du 22 mai au 30 septembre 1998 : Office portugais du commerce et du tourisme, 7 rue Scribe, 75009 Paris. Tél. : 01-47-42-55-57.

* Livres : Histoire du Portugal d'Albert-Alain Bourdon, Chandeigne, 10 rue Toumefort, 75005 Paris, 180 p., 89 F. Portugal de Miguel Torga, traduit du portugais par Claire Cayron, Arléa, 190 p., 85 F.

PARTIR

■ **CROISIÈRES EN MÉDITERRANÉE.** Le port de Marseille redevient un lieu de passage pour les paquebots, avec une augmentation du nombre des escales des navires de croisière. Ainsi le Costa-Romantica, des croisières Costa, a choisi ce port pour appareiller, tous les samedis du 24 mai au 18 octobre, pour 7 jours de navigation vers des sites de la Méditerranée occidentale (escales à Portofino, Naples, Palerme, Palma de Majorque et Barcelone) avant le retour à la cité phocéenne. A partir de 7 190 F par personne, avec des possibilités de réduction famille ou des tarifs combinés avec des vols Paris-Marseille.

* Agences de voyages.

■ **LA BELGIQUE DE DELVAUX.** Témoin de révolutions picturales majeures, Paul Delvaux est à l'honneur dans les Musées royaux des beaux-arts de Belgique, qui consacrent, jusqu'au 27 juillet, une « rétrospective unique » à ce peintre. Une occasion de redécouvrir Bruxelles, à 1 h 58 de Paris en train Thalys, et les lieux où vécut le peintre. De nombreux forfaits sont disponibles, dont celui de Rome, samedi 26 et dimanche 27 avril (3 250 F tout compris), qui privilégie la musique et la peinture.

* Office belge de tourisme, 21, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 01-47-42-41-18. Kari Voyages, 86, bd des Batignolles, 75017 Paris, tél. : 01-53-42-12-24.

■ **TOUR DU MONDE.** Pour les érudits de Jules Verne, Gallic Aviation propose un tour du monde en Concorde et en 15 jours. Les escales sont prévues en Islande, en Alaska, à Hawaï, aux Fidji, en Papouasie, à Madras et Pétra. Voyage du 4 au 18 août, au prix de 158 500 F.

* Gallic Aviation / Les Croisières aériennes, 158, rue de la Pompe, 75116 Paris, tél. : 01-45-53-27-50.

■ **GREENS DU ROUSSILLON.** Le soleil, la Méditerranée et une petite balle blanche martelée. En Languedoc-Roussillon, 5 green-fees, utilisables sur 14 parcours différents, dont Nîmes-Vacquerolles, Montpellier-Massane, la Grande-Motte et Saint-Cyprien, et ce pendant 15 jours consécutifs, coûtent 800 F. Dépliants « golf-pass », sur demande pour les golfers de tout handicap.

* CRT, 20, rue de la République, 34000 Montpellier, tél. : 04-67-92-78-08.

■ **PLANÈTE VOILE.** Plancher à voile, catamaran, surf, dériveur... le nautisme est l'une des passions de l'UCPA, qui propose cet été de nouveaux programmes. Bénodet, en Bretagne, est le point de départ de raids en catamaran, en Corse, randonnée en kayak de mer, enfin dans la baie d'Aigue-Morte, on peut naviguer sur des 8,50 mètres pour découvrir les plaisirs de la croisière.

* Renseignement au 01-43-36-05-20.

Billets d'avion, duos en soldes

Pour attirer le chaland, les compagnies aériennes ont plus d'un tour dans leur carnet de bord. La loi du marché règne sans partage. Dernière innovation : celle de British Airways, qui a imaginé un « companion fare », tarif spécial pour un compagnon de voyage au prix unique de 999 F, délivré sans obligation de liens familiaux entre les passagers. 26 destinations au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique, ou en Extrême-Orient, au départ de Paris, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Nice, Marseille et Lyon, font l'objet de cette promotion de printemps, déclenchée le 14 avril 1997 et soumise à de sérieuses contraintes. Le jeu consiste à acheter deux billets d'ici la fin du mois pour des départs valables entre le 31 mai et le 14 juin. L'offre impose aux deux

« compagnons » de voyager de concert à l'aller comme au retour. Le séjour doit être d'une nuit minimum (celle du samedi), et au maximum de 21 jours.

« British Airways commercialise exclusivement ces « companion fares » via une trentaine de distributeurs partenaires, explique François Le Bouc'h, directeur des ventes tourisme du transporteur britannique. L'objectif est de nous faire connaître dans le domaine des loisirs. (...) Alors on a imaginé une opération originale qui ne puisse pas être facilement copiée par les concurrents. Le tarif facturé au « premier » passager reste à la discrétion de l'agence ou du voyageur, qui y inclut sa propre commission. Ce qui explique des différences de prix des billets. A titre d'exemples, chez Réducteur (3615 Réducteur), au départ de Paris, le premier billet pour Buenos Aires (ou Rio de Janeiro) est vendu 4 540 F, le deuxième 999 F, soit une moyenne de

2 775 F par passager. Pour New York, respectivement 2 190 F et 999 F, soit 1 600 F chacun, selon le même principe. Compter 220 F de plus (sur le premier billet uniquement) pour les départs de province. Ces tarifs s'entendent hors taxes d'aéroport. Consultez notamment Cash and Go (tél. : 01-53-93-63-63, 3615 Cash and Go), les agences Carlson Wagonlit Travel (tél. : 01-41-33-64-64, 3615 CWT) et Nouvelles Frontières (tél. : 08-03-33-33-33, 3615 NF). La même promotion figure aussi sous une présentation simplifiée. Ce sont les « tarifs duos » d'Air Havas (tél. : 01-04-04-06, 3615 Havas Voyages) : Paris-New York à 1 560 F (en sus 199 F de taxes d'aéroport), ou encore Le Cap, Durban, Johannesburg, Gaborone (Botswana), Lusaka (Zambie) et Arare (Zimbabwe) à 3 040 F de Paris (en sus 143 F de taxes). Même démarche à la Compagnie des voyages (tél. : 01-45-08-44-88), qui annonce Paris-Pékin

à 3 000 F et Tokyo-Osaka à 3 250 F. Les transporteurs concurrents n'ont pas dit leur dernier mot. D'ici la fin juin, et sans l'obligation de partir à deux, on trouve chez les voyagistes des offres individuelles moins contraignantes. Exemples, sur SAS, Paris-Pékin ou Hongkong à 3 900 F, à la Maison de la Chine (tél. : 01-40-51-95-00). Encore Hongkong, sur Lunda Air, facturé 3 850 F, ou New York sur KLM à 1 890 F, à la Compagnie des Voyages. Lufthansa (tél. : 01-55-60-43-43), qui pratique de bons tarifs sur l'Asie (de Paris et de province, via Munich), a choisi comme champ de bataille l'Europe en appliquant en direct ses offres Les Transversales, à prix unique, par exemple pour l'Italie, de Paris (1 500 F) ou de Lyon (1 300 F). Air France, dont les tarifs Le Kiosque demeurent plus élevés, n'a pas encore réagi.

Florence Evvin

Publicités

DEGRIFTOUR
WEEK-END A VIENNE
1 Nuit - Hôtel 3* Petit-dé, Vols rég. A/R
Départ Paris : 980 F - 1 625 F
SEJOUR A MOMBASA
7 Nuits - Hôtel 3*
Pension complète, Vols A/R
Départ Paris : 3 850 F - 4 490 F
PARIS - NEW YORK
Vols rég. A/R : 1 540 F - 2 480 F
3615 DT - (de 1.01 à 2.23 Pmm.)
Audiocall : 05.05.08.22.27 (2.23 Pmm.)

Comptoir
DES DESERTS
D'AFRIQUE
D'ISLANDE
DES TERRES-EXTRÊMES
DES AMÉRIQUES
01.40.26.19.40
VOYAGES A L'INFINI

SPECIAL SICILE
Plais d'Himera Hôtel club 3***
du 19 au 26 avril 1997
Prix par personne : 3 375 F
8 jours / 7 nuits
Vol charter et transfert A/R
Logement en chambre double
et demi-pension.
01.44.51.39.27/51
Minitel 3615
Cit Evasion
(1,29 F/min)

3617 INVENDU
Compagnies
Aériennes
Tours
Operators
08 3668 1688

VACANCES NATURISTES
Cet été habillez-vous de Soleil
NATUNION
3, rue Mayeul 75009 PARIS
Tél. : 01 48 24 74 74
Fax : 01 48 24 25 04
3615 07A (2.23 Pmm.)

INCORREZELLE
PENSION DE FAMILLE 25 Chambres
HOTEL "LE BEAU SITE"
SE-PAUL-DE-VAL-CROISILLE
19320 LAC DE MARCHES
Piscine chauffée - Tennis - Jeux enfants
Pays avec étang de pêche (Sports naut. 3 km)
1/2 PENSION de 250 F à 308 F
(TARIFS ENFANTS)
ENVOI DÉPLIANT 05.55.27.79.44

CROISIÈRES FRANCOPHONES
Au départ de NICE à bord du JASON (240 passagers)
15 jours à partir de 7 310 F
+ taxes portuaires 990 F
NICE - LIVOURNE (FLORENCE) - ÎLE D'ELBE
BASTIA - CANTAVECCHIA (ROMA) - CAPRI
MESSINE (TAORMINA) - RISKARDI (CEPRALONDI)
CANAL DE CORNITHÉ - LE PIRE (ATHÈNES)
HYDRA - MYKONOS - SANTORINI - MANIA (CYPRUS)
CYTHÈRE - ZANTE - LIPARI - BONIFACIO - NICE
RÉSERVATIONS : 01.42.66.97.29 OU AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES
Royal Olympic Cruises Licence 075 95 0586

VACANCES en FRANCHE-COMTÉ
PORTES OUVERTES
Accueil, conseils, informations, démonstrations d'artisanat...
jeudi 24, vendredi 25 avril de 11h à 20h
samedi 26 avril de 11h à 18h
Maison de la Franche-Comté
2 Bd de la Madeleine Paris 9ème métro Madeleine, Opéra ou RER Auber.
Tél. 01.42.66.26.28

HÔTEL BEAUREGARD
Logis de France
05350 Saint-Vrain-en-Queyras
2040m. Site classé du XVIII^e
Hiver/Té. Piscine et tennis.
Ski et randonnées.
Demi-pens. et Pén. à partir de 1 650 F/sem.
Egalement forfait tout compris hôtel + ski.
Tél. : 04.92.45.82.82 Fax : 04.92.45.80.10

ICELANDAIR
DÉCOUVREZ L'ISLANDE
ESCAPADES À REYKJAVIK
Week-end spontané
30/04 ou 4/05 - 4 ou 7/05 - 7 ou 11/05
Prix par pers. à partir de
2 945 F
Séjours du 30 avril au 7 mai
8 jours / 7 nuits - Prix par pers. à partir de
5 130 F
SAFARI TOUT CONFORT
Pentecôte : 18 au 21 mai
4 jours / 3 nuits - Prix par pers. à partir de
5 680 F
Tél. 01 44 51 60 51 3615 ICEAIR

VACANCES scolaires (été, Toussaint)
HÔME D'ENFANTS
près frontière suisse
Agrément jeunesse et sports, accueil de vos enfants
dans une ancienne ferme XVII^e, 2 ou 3 enfants
par chambre avec s.b. et w.c. Située au milieu des
pâturages et forêts. Accueil volont., limité à 15
enfants. Ambiance familiale et chaleureuse possibilité
acompt. depuis Paris TGV Activ. : VTT, jeux collect.,
peinture, sports, tennis, piscine, cinéma, église et
château, fabrique de pain - Tél. : 03.81.38.12.51

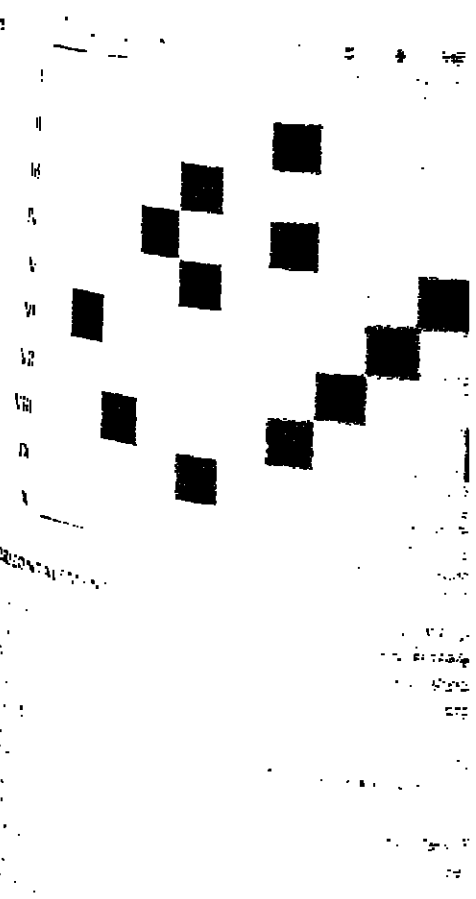
usit VOYAGES
Vols réguliers AIR de Paris (p. c.)
Destinations (exemple) : Istanbul-25 Par bus
New York 1645* 1685*
Pékin 730* 785*
Dubaï 890* 1125*
Ankara 2445* 2490*
Los Angeles-San Fran 2500* 2530*
Bangkok 3485* 3485*
Réservations 01 42 44 14 00
Tous les tarifs 3615 USIT
31 rue Linné, 75005 Paris (5e M. Saint)

PROFESSIONNELS DU TOURISME
Invitez nos lecteurs
aux voyages
RUBRIQUE "ÉVASION"
01 42 17 30 00
01 42 17 30 00

Quelques ondes sur le 1

Petit inventaire

MOTS CROISÉS



سكنى في المنزل

338
215 +
53

سكننا من الامم

Quelques ondées sur le flanc est

LE PUISSANT ANTICYCLONE centré près de l'Irlande continuera à barrer la route aux perturbations atlantiques. L'arrivée d'air frais d'Europe centrale pourra occasionner quelques averses sur les régions situées le plus à l'est.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Sur les pays de Loire et le sud de la Bretagne, la journée sera ensoleillée : sur le nord de la Bretagne et la Normandie, la matinée sera nuageuse, puis l'après-midi ensoleillé. Les températures iront de 12 à 17 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - En région Centre, le soleil dominera largement. Sur toutes les autres régions, la matinée sera souvent grise, puis le soleil reviendra progressivement. Les températures maximales seront comprises entre 12 et 15 degrés.

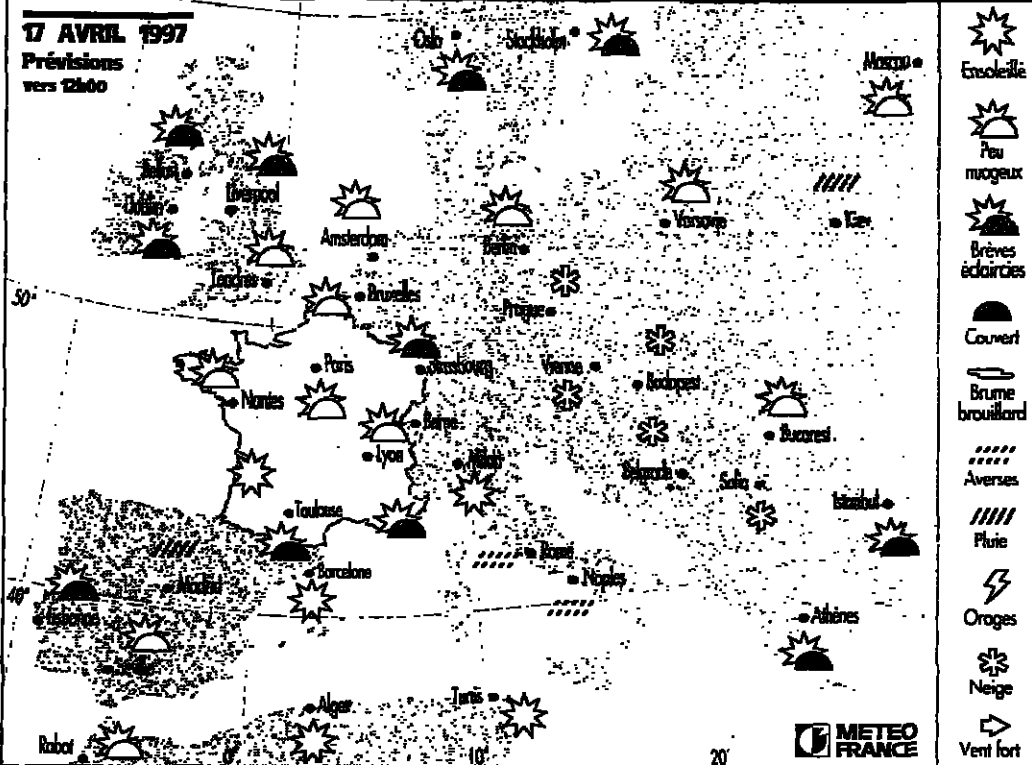
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - En Champagne et en Bourgogne, le ciel sera variable. Sur les autres régions, les nuages seront à la fois plus nom-

breux et plus menaçants : ils donneront des averses de faible intensité en plaine, plus soutenues sur le relief, où elles tomberont sous forme de neige dès 600 mètres d'altitude. Le thermomètre ne dépassera pas 11 à 13 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur la chaîne pyrénéenne, des nuages feront leur apparition dans l'après-midi. Partout ailleurs, la journée sera ensoleillée. Les températures atteindront 20 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le soleil brillera sur le Limousin, un peu moins en Auvergne. En Rhône-Alpes, les nuages donneront des averses (de neige au-dessus de 1 400 mètres). Les températures ne dépasseront pas 14 ou 15 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur le Languedoc-Roussillon et l'ouest de la Provence, le soleil dominera. Plus à l'est, le ciel sera nuageux, et une averse sera possible. Les températures ne dépasseront pas 16 à 18 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ PORTUGAL. Les pilotes de TAP Air Portugal seront en grève les 24 et 25 avril, afin d'obtenir que la compagnie nationale renforce les effectifs du personnel de cabine et accorde aux pilotes de plus longues périodes de repos. - (AP)

■ UKRAINE. Papiers et canettes jonchant les rues de Kiev donnent à la capitale ukrainienne l'apparence d'une ville capitaliste, aussi le maire a-t-il décidé de remettre en vigueur la pratique communiste du « nettoyage volontaire du samedi », inventée par Lénine. - (AP)

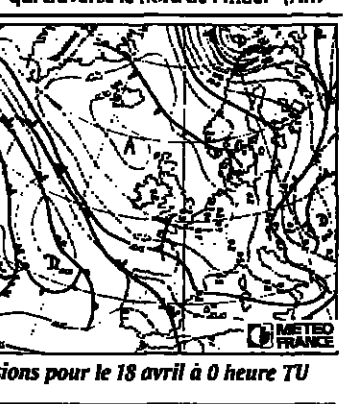
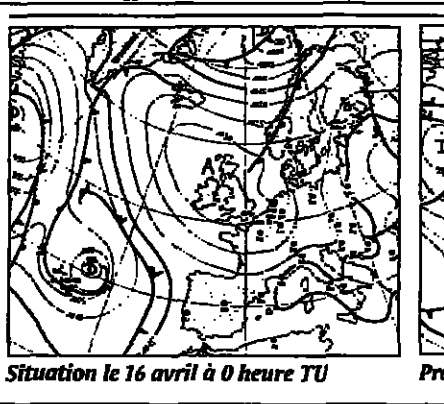
■ INDE. Un train de luxe pour touristes sera mis en service, en octobre 1998, sur une nouvelle voie de chemin de fer, dans l'ouest de l'Inde. Ce palace sur rails, qui circulera six jours par semaine, mettra six heures pour parcourir les 650 km qui séparent Bombay de Goa. La compagnie privée qui va le mettre en service s'est inspirée du train des maharadjahs qui traverse le nord de l'Inde. - (AP)

PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/11 N	PAPETE	25/29 C	KIEV	4/15 P	VENISE	3/13 S	LE CAIRE	12/25 S	
ALGER	5/15 N	NANTES	6/17 S	POINTE-A-PIT.	21/29 S	LISSABON	16/21 S	VIENNE	2/8 P	MARRAKECH	13/20 N
AMSTERDAM	7/10 N	NICE	8/15 S	ST-DENIS-RE.	23/28 S	LIVERPOOL	5/14 S	AMSTERDAM	19/23 P	NAIROBI	16/22 P
BARCELONE	10/18 S	PARIS	5/14 S	AMSTERDAM	7/10 N	LUXEMBOURG	6/14 N	BRASILIA	19/23 P	PRETORIA	13/24 S
BELFAST	7/13 S	STRASBOURG	6/18 S	ATHÈNES	10/14 S	MADRID	12/22 P	BUENOS AIRES	20/28 S	RABAT	13/20 N
BELGRADE	1/7 *	TOULOUSE	5/17 S	MILAN	10/18 S	CHICAGO	5/18 S	CARACAS	23/31 S	TUNIS	12/20 S
BERLIN	-2/10 S	LYON	6/18 S	MOSCOW	-3/8 N	LIMA	16/25 S	ASIE-OCCIDENTALE			
BERNE	-2/10 S	MONTREAL	1/6 P	MUNICH	-2/7 N	LOS ANGELES	16/23 S	BANGKOK	26/36 S	BOMBAY	23/31 S
BRUXELLES	4/16 N	NEW YORK	7/20 S	NAPLES	5/13 P	MEXICO	13/19 P	DIJAKART	26/30 P	DURAI	24/33 S
BUCAREST	1/7 N	OSLO	7/20 S	PRAGUE	3/13 P	SANTAGO-CHI	11/22 S	HANOI	21/25 P	HONGKONG	21/24 C
BUDAPEST	3/9 *	SEVILLE	1/10 S	ROME	1/7 N	ST-PETERSB.	1/7 S	ALGER	12/18 S	VARSOVIE	2/10 N
COPENHAGUE	5/17 S	SOFIA	6/15 S	ST-PETERSB.	1/7 S	ALGER	12/18 S	VARSOVIE	2/10 N		
DUBLIN	4/15 S	FRANCE outre-mer									
FRANCOFORT	2/28 P										
GENÈVE	4/15 S										
HAÏPHONG	23/29 S										
HELSINKI	-3/6 S										
ISTANBUL	6/9 S										

4/15 P	VENISE	3/13 S	LE CAIRE	12/25 S
16/21 S	VIENNE	2/8 P	MARRAKECH	13/20 N
5/14 S	AMSTERDAM	19/23 P	NAIROBI	16/22 P
6/14 N	BRASILIA	19/23 P	PRETORIA	13/24 S
4/11 S	BUENOS AIRES	20/28 S	RABAT	13/20 N
12/22 P	CARACAS	23/31 S	TUNIS	12/20 S
5/18 S	CHICAGO	16/25 S	ASIE-OCCIDENTALE	
3/8 N	LIMA	16/25 S	BANGKOK	26/36 S
-2/7 N	LOS ANGELES	16/23 S	BOMBAY	23/31 S
5/13 P	MEXICO	13/19 P	DIJAKART	26/30 P
2/10 S	MONTREAL	1/6 P	DURAI	24/33 S
7/20 S	NEW YORK	7/20 S	HANOI	21/25 P
-2/6 *	SANTAGO-CHI	11/22 S	HONGKONG	21/24 C
3/13 P	SEVILLE	1/10 S	AFRIQUE	8/22 S
17/24 N	ST-PETERSB.	1/7 S	SINGAPOUR	26/30 P
-3/4 *	WASHINGTON	9/14 P	SYDNEY	17/26 S
0/7 S	AFRIQUE	8/22 S	TOKYO	8/14 P
12/18 S	DAKAR	19/25 S		
2/10 N	KINSHASA	20/30 S		



JARDINAGE

Petit inventaire de plantes et arbustes qui préfèrent ne pas voir le soleil

PASSONS à l'ombre. Les couleurs y sont plus justes, le bleu foncé y devient doux, le violet calme, le blanc reposant. A l'ombre tout est plus beau. Il y a l'ombre portée d'un grand arbre, d'un mur ou d'une maison. Mouvante au gré des saisons, des heures du jour, elle n'a pas l'uniformité du soleil. Elle est un bienfait pour le jardinier qui peut, lorsqu'il fait chaud, y rêver, soutenu par le manche de son râteau.

Il y a l'ombre qui assombrit en permanence le sol à l'aplomb des arbres très feuillus dont les branches les plus basses poussent presque à l'horizontale : châtaigner, noyer, marronnier, cerisier, grand hêtre, pin, sapin, épicéa et if. Sous ses arbres-là, l'ombre est épaisse, la terre desséchée par le manque d'eau, provoqué par l'effet parapluie du feuillage et par les racines superficielles. L'herbe y meurt et seules quelques bulbes d'hiver et de printemps pourront y subsister : *Cyclamen coum*, jacinthes des bois, jonquilles, anémones Blanda. Et encore... Un jardin sans ombre serait une malédiction pour l'amateur de plantations. Quelques vivaces et

arbustes parmi les plus beaux s'y développent avec générosité. Plantés au pied d'un mur au nord, chèvrefeuille du Japon, jasmin d'hiver, hortensia grimpant, fusain panaché, pyracantha, lierre, rosiers (Mermaid pour les régions climatiques : Albéric Barbier partout en France), *Garrya elliptica* pourront être palissés et atteindre une ampleur surprenante comparée à leurs homologues plantés au soleil.

Un jardin sans ombre est une malédiction pour l'amateur de plantations

Installé en pleine lumière, le fusain (*Euonymus fortunei*) forme un buisson dense ; quand il croît à l'ombre, il se transforme en plante grimpante.

Les arbustes de terre de bruyère se plaisent généralement loin du soleil : rhododendrons, azalées caduques et persistantes préfèrent

même cette situation partout où les étés sont secs et chauds. En revanche, les bruyères apprécient le soleil et la sécheresse. L'hortensia, que l'on plante si souvent au nord, préfère lui aussi le soleil mais exige des quantités d'eau proportionnelles à la taille de ses grandes feuilles pendant sa période de croissance et sa floraison. A l'ombre, il fleurit moins, mais devient plus grand et son feuillage se développe de façon plus souple.

Cognassiers et corétes du Japon, qui sont en fleurs en ce moment acceptent indifféremment le soleil et l'ombre et sont les plantes de base d'un jardin sans prétention. Le premier est surtout connu dans sa forme rose-rouge et ses fleurs ressemblent à celle du pommier ; le second pousse en touffe dressée constituée d'une multitude de fines branches vertes constellées de pompons jaunes orangés. Le premier peut se conduire palissé ou libre, le second gagnera à être rabattu très court, juste après la floraison, une année sur deux, sans quoi de vilaines branches mortes le dépareraient.

Le *Mahonia aquifolium* se plaît partout. Ses feuilles persistantes

ressemblent à celles du houx et sa floraison jaune soufre en bouquets regroupés au bout de branches un peu raides dans son jeune âge vaut mieux que le dédain dans lequel on le tient. Pour quoi lui préfère-t-on un hybride (*Charity*) beaucoup moins beau ? Le buis et l'aubépine panachée de l'ombre qui pourtant ne sont jamais aussi beaux qu'en plein soleil. Le même type de contre-emploi a fait venir au jardin une plante d'appartement qui ne s'y plaisait guère depuis qu'ils sont tant chauffés. Le *Fatsia japonica* (autrefois appelé *Aralia*) est au-

jourd'hui un grand classique des régions pas trop froides (il supporte quand même moins 15 degrés sans problème s'il est protégé des vents froids par un mur). Ses grandes feuilles persistantes profondément lobées donnent une touche d'exotisme au jardin ou à une cour de ville.

Croisé avec le lierre son cousin, le *Fatsia japonica* a donné naissance à un hybride si raide, robuste et bon marché qu'il a été placé à profusion dans les jardins d'hiver des immeubles béton-verre et dans les appartements modernes. Au jardin, le *Fatsia* arbus-pousse vite, prend un port arbus-

tif. Ramifié depuis la base, il cumule les qualités de ses géniteurs : forte croissance, feuillage brillant coriace et abondante floraison en glomérules verdâtres et odorantes en automne.

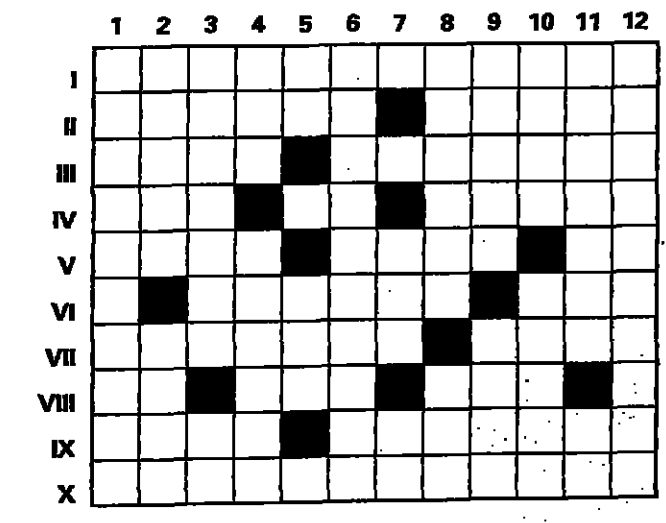
La plus belle plante vivace pour la fin l'hosta. De ses racines charnues s'élèvent des pousses pointues qui se développent pour épauler des feuilles plissées et gaufrées en forme de cœur. Plus tard en saison, des hampes de fleurs mauves ou blanches s'épanouissent très au-dessus du feuillage qui culmine à 35 centimètres de hauteur - celui qui fleurit blanc montre ses fleurs odorantes en août. Poussant dans tous les sols (sauf franchement calcaire), pourvu qu'ils soient humides, cette plante magnifique et gourmande d'engrais organiques ne craint que les escargots et les limaces. Parfaitement rustique, l'hosta fait des potées « tropicales ». Planté en masse et dans toute la gamme de ses cultivars, il est l'un des ornements les plus indispensables du jardin d'ombre. Et sous son ombre à lui, rien ne pousse.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97074

3615 LEMONDE, tapex SOS (2,23 f/min).



HORIZONTELEMENT

1. Le temps de faire le bon choix. - II. Ont vraiment trop servi. La cinquantaine sera donnée à Cannes cette année. - III. Ne court pas les rues. A posé des notes sur *La Voix humaine*. - IV. Clameur du cirque. Note. Finir comme un poulet. - V. A beaucoup reçu. On fait preuve de sang-froid quand on en a. La moitié d'un bond. - VI. Choisis. Pour boire un breuvage à Londres. - VII. Pour servir un breuvage britannique à Paris. Comptant. - VIII. Aimée par Zeus. Etat indien.

VERTICALEMENT

1. Agaçant pour les autres, normal pour soi. - 2. Se prépare à manger un œuf dur. Instrument agricole. - 3. Est belle avec le temps. En situation. - 4. Bout de terre. Trois sur six. - 5. Bouts de brie. Trois sur six. - 6. Laisse-rais des blancs. - 7. Crie au fond des bois. Lettres du notaire. - 8.

Fis le grand nettoyage dans ses comptes. Dans un sens ou dans l'autre, il est porteur d'horreur. - 9. Elève le niveau. Facilité les relations quand on l'a. - 10. Bout de terre au Antilles. Geste tendre. - 11. Dessert plus de gares que le TGV. Paraissez. - 12. A tendance à jouer avec le feu.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97073

HORIZONTELEMENT
1. Footballeuse. - II. Observai. Son. - III. Ristourne. Ut. - IV. Feu. ULM. Béer. - V. Arais. Semeuse. - VI. Iasi. Art. - VII. Torsion. Er. - VIII. Usé. En. Oubli. - IX. Ré. Tu. Gréais. - X. Escarpolette.

VERTICALEMENT
1. Forçature. - 2. Obier. Osés. - 3. Ossuaire. - 4. Tê. Sas. Ta. - 5. Brou. Sieur. - 6. Avulsion. - 7. Larne. Go. - 8. Lin. Ma. ORL. - 9. Eberlué. - 10. US. Eut. Bât. - 11. Soues. Eilt. - 12. Entreprise.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1733

LA MISE EN MAIN

Il faut bien raisonner et faire preuve d'imagination pour réussir ce « 3 SA » que le regretté Roger Trézel a joué en partie libre à Biarritz.

▲ V 6
♥ D V 6
♦ A 9 6 5 4
♠ 8 6 4

▲ D 10 8 4
♥ 4 2
♦ 3 2
♠ A V 9 5 2

▲ 9 7 3
♥ R 10 9 8 7
♦ D 10 7
♠ D 7

Ann. : S. don. Pers. vuln.
Sud Ouest Nord Est
1 SA passe 2 SA passe
3 SA passe 4 SA passe
Munoz, en Ouest, ayant entamé le 5 de Trèfle pour la Dame d'Est, comment Trézel, en Sud, a-t-il joué pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Réponse

Après avoir pris la Dame de Trèfle avec le Roi, si l'on commence par jouer Carreau et si Dame 10 ne sont pas secs, il n'y aura pas moyen de faire plus de trois levées dans cette couleur puisqu'on sera obligé d'utiliser immédiatement l'As de Carreau.

D'autre part, on ne peut pas jouer petit Cœur vers la Dame car la défense fera chuter en jouant Trèfle (à moins qu'Est ait le Roi de Cœur et n'ait plus de Trèfles ; mais, d'après son entame, Ouest n'avait en principe que cinq Trèfles). Il restait heureusement une solution : rendre la main à Ouest en jouant Trèfle 1.

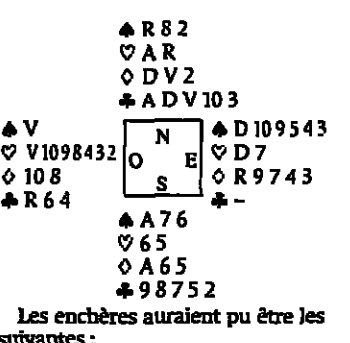
Il suffisait alors qu'il ait la Dame de Pique sans la Dame de Carreau pour gagner le contrat si les Carreaux étaient bien répartis.

Munoz prit à Trèfle, mais il était sans défense car toutes les contre-attaques à Pique (pour le Valet du mort), à Cœur ou à Carreau livraient le contrat.

Ajoutons toutefois que, si Ouest contre-attaque Carreau, il faudra aussi réussir l'impasse au Roi de Cœur. En effet, sur le cinquième Trèfle on doit abandonner un Carreau du mort.

LE PUZZLE DE LANG

Voici un puzzle de l'Anglais Julian Lang dont la solution est introuvable à la table.



Les enchères auraient pu être les suivantes :

Nord	Sud
2 SA	3 ♣
3 SA	4 ♣
4 ♥	4 ♣
5 ♣	5 ♠
6 ♣	pas de

Ouest entame le Valet de Pique. Comment Sud peut-il gagner le PETIT CHELEM À TRÈFLE contre toute défense ?

Note sur les enchères
« 3 Trèfles » est la convention Baron, et « 3 SA » indique qu'il y a au moins quatre cartes à Trèfle, mais pas d'autre couleur quatrième. « 4 Trèfles » montre des Trèfles. Les autres enchères étaient des contrôles (promettant l'As de la couleur).

Aujourd'hui, on utilise plutôt le Stayman comme sur « 1 SA ».

Philippe Brugnion

VENTES

APPARTEMENTS

2^e arrondissement

RUE VIVIENNE
3 p., 95 m², 6^e asc., soleil +
51 m² en duplex possib.
Park Vaneau -
01-45-55-46-63

5^e arrondissement

Panthéon imm. 10^e, ét. élevé,
asc. 4 p., 92 m², pl. soleil calme
cht ind. 01-43-35-18-36

RUE LAGRANGE 60 m²
Parfait état, ascenseur
1,5 M. - 01-47-22-47-66

PARIS 5^e

400 M JARD. PLANTÉS
de l'imm. entièrement
réhabilité sur jard. int.
2 p. 810 000 F
01-40-06-11-40
DANIEL FÉAU
Tél. : 01-42-56-11-01. 06-07-32-48-80

6^e arrondissement

Montparnasse Pdt 2/3 p.
bon plan 75 m² chf. ind. gaz.
pl. de charme soleil -
01-43-35-18-36

ODÉON imm. XVIII^e, 4 p.,
duplex à ref. 100 m²
cht. ind. gaz, surf. -
01-43-35-18-36

RUE DU FOUR ét. élevé
180 m² - 4 600 000 F
237 m² - 6 200 000 F
30 m² - 850 000 F -
01-45-49-01-85

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
Pied à terre exceptionnel
vue superbe - 2 300 000 F
Tél. : 01-45-49-16-03

7^e arrondissement

VERNEUIL 180 m², charme
dans hôtel particulier, box
Tél. : 01-47-22-47-66

SAINT-GERMAIN

UNIVERSITÉ
Superbe atelier d'artiste
80 m², 5 m splanfond
parfait état - 01-45-49-16-03

ASSEMBLÉE NATIONALE

260 m² de charme, volumes,
chambre de maître, jardin
soleil - Tél. : 01-45-49-16-03

8^e arrondissement

M^r St-Augustin Duplex
350 m², 4,2 M², parquet
moulu, très bon standing
double expo, immeuble pierre
de Paris, très bon plan
à saisir 01-49-28-51-61

12^e arrondissement

M^r Daumesnil/Dugommier
3/4 poss. 84 m², 1 350 000 F
3^e asc., parties communes
neuves, parquet, moulures
châsses, vue dégagée, BCP
de cachet. 01-49-28-51-61

M^r Dugommier/Daumesnil

2 poss. 38 m², 410 000 F
1^{re} asc., immeuble pierre
vue dégagée sur cour
Tél. : 01-49-28-51-61

7 PCES TERRASSE

entre Bastille et Vieux,
comme une maison + soleil
5 900 000 F. Part. 01-43-44-01-80

13^e arrondissement

DERNIER ÉTAGE

23 p., 59 m², 5^e ét., asc. possible
Gobelins, balc., 01-43-35-17-36

PL ITALIE stg. dem. ét.
duplex 4/5 p., 2 bns, 112 m²
balcons, park. -
01-43-35-18-36

14^e arrondissement

Montparnasse gt. ét. 5 p., 111 m²
(3 ou 4 ch.), 2 bns, petite terrasse.
Park. - 01-43-35-18-36

17^e arrondissement

Chazelles, beau
studio, ét. élevé
690 000 F. 01-42-77-33-22

17^e Wagram, très bel imm.

pièce de l., 3^e ét., 5/6 p.
beaux volumes de récept.
NOTAIRE. 01-44-77-37-63

20^e arrondissement

Dernier ét., 95 m² en
3 p. + 100 m² terrasse + park
2 400 000 F
IP 01-48-83-32-88

Hauts-de-Seine

92

Isle-Adam Versailles
atd. d'artiste, duplex, 120 m²
parking. 01-40-05-07-76

Val-de-Marne

94

200 M PTE DE CHOISY
IVRY 94, maison de charme
170 m² + patio plein sud
terrasse possib. 1 800 000 F
IP - 01-48-83-32-88

PROVINCE

Nice centre près pl. Masséna
appt 150 m², 3^e ét. et balcons,
asc., façades angle et esc.
renovés. Libre tél. H. repas
ou répondre 04-93-20-48-12

BIARRITZ

P. V. ap. 92 m² + 27 m²
lar. soleil, stg. parc
garage gardien
1 150 000 F
T. 05-59-63-66-67 HR

MAISONS

ILE D'ARZ, Galle du
Morbihan - Maison 1991
sur 650 m², S. de séj., salon,
chambre, 3 ch., cuis.
équipée,
2 salles de bains, garage
1 250 000 F
Tél. : 02-97-44-30-64

IMMOBILIER

D'ENTREPRISE

2^e, M^r OPERA, bel imm.
bur. 60 m² - 1 300 000 F
GERER - 01-42-65-03-03

PROPRIÉTÉ

A SAISIR

Vend cause succession
58 m² Paris,
sud Nemours. Montargis gare
SNCF.
Tous commerces, golf,
pêche, chasse sur place.

ANCIEN COUVENT

habitable tout de suite
11 pièces, en retour
d'équerre,
splendide. Commune +
maison de gardien.
Boxes chevaux, garage,
magnifique parc clos
arboré, 120 ha.
Prix total 1 600 000 F.
Crédit 100 % possible.
Tél. : 02-38-85-22-82 24 h/24.

BOUTIQUE

Cause retraite, idéal couple,
cède boutique en franchise
gde marque, très bon
rapport, formation
assist. par franchiseur
Cannes-Cuest
Tél. : 04-93-48-20-64

PERMETTE

100 km Paris (26)
1 heure par autoroute
Fermette restaurée
220 m² sur jardin 3 200 m².
700 000 F. T. 01-47-45-72-46.

OFFRES

M^r SAINT-AUGUSTIN
2 P. TT CONFORT 52 M²
800 000 F - 01-45-43-68-60

PARTENA

Bijoux

TERNES - BEAU 4 P. 120 M²
Standing - 13 000 net.
ÉTOILE - BEAU 3/4 PCES
8^e asc., park. - 8 700 h. ch.
7^e RASPAIL 4 P. 200 M²
Gd stand., park. - 25 000 h. ch.
PARTENA MADELEINE
11, r. Tronchet, Paris 8^e, rech.
NÉGOCEUR IMMOBILIER
Statut agt cccal 080251227

Canal Saint-Martin
3 pièces, 55 M²
4 500 F + 300 F charges
visite sur place, gardienne,
3, rue E.-Verin, 75010 Paris
Jouit 17 et vendred 18 avr.,
de 11 h à 18 h.

FILLES-DU-CALVAIRE
beau 3 P., 75 M², refait neuf.
8 100 F ch. comp.
IP - 01-48-83-32-88

19^e BRASSIN VILLETTE
duplex, dernier étage, 108 M²,
3 chbres + 48 M²,
terrasse, parking, 11 050 F.
IP - 01-48-83-32-88

GAMBETTA

Petit 2 pièces, 2^e ét.,
clair, 3 fenêtres, il contour,
proxim. métro
et commerces,
3 200 F CC.
Libre immédiatement.
Tél. : 01-43-49-20-20

ACHATS

APPARTEMENTS

Rech. URGENT 100 à 120 m²,
Paris. Palmaré comptant
chez nous. 01-48-73-48-07

J. Galin Immobilier ch.
pr. client sérieux en attente
réf. stand. ou bel anc.
4^e Marais, R.G. ou bon 2^e du
3 au 8 p. de 50 à 200 m²
prix du marché,
Tél. : 01-43-35-18-36 même soir

LOCATIONS

DANS RÉSIDENCE NEUVE

M^r CHARLES-MICHEL
(RUE LOURMEL)
Studio 32 M², 2^e ét., balc.
4 256 F ttes ch. comp.

(RUE SAINT-CHARLES)
Beau séjour, 3 chbres, 91 M²,
5^e ét. 5 165 F ttes ch. comp.
Cave, parking inclus.

AGIFFRANCE

Tél. : 01-45-75-53-68

M^r PTE-DAUPHINE
Rue de la Faisanderie
FAUX 3 P., 1 chbre, 90 M²,
refait entier, 3^e ét., balc. 19 m²,
s. de bains, s. d'eau,
c. de toil. Cave, park., 12 390 F
TTC.

Com. 6 978 F TTC.
AGIFFRANCE
Tél. : 01-40-72-62-14

SÈVRES-BABYLONE

Hôtel particulier 2 P.
meublées en Duplex,
petit jard. privé - 6 865 F ch. comp.
FEUILLEDE - 01-45-66-00-75

M^r Duplex, studio 30 m², balcon
expo sud, 3^e asc., cuis. et sdb.
équipées. 3 450 F ch. et chof.
compt. 01-39-64-24-81
de 14 heures à 17 heures

Av. Montaigne, très bel app.
de réception 350 m², 5^e ét.,
balc., 4 ch., service, Longchamp.
Tél. : 01-47-05-40-43

15^e M^r Commerce, beau
3 P., 4^e asc., clair, calme
6 500 h. ch. - 01-42-66-98-53

17^e Ternes, beau 4 P., 120 m²,
2^e asc., p.-de-l., stand.
13 000. NET. 01-42-66-98-53

DEMANDES

EMBASSY SERVICE

43 avenue Marceau - 75116
rech. pour CLIENTS
ÉTRANGERS APPTS
HAUT DE GAMME
HÔTEL PARTICULIER
à VILLAS OUEST Paris
VIDES et MEUBLES
GESTION POSSIBLE
01-47-20-30-85

INTER PROJETS rech.
Est perçonn. maisons
de standing à louer et
VOLUMES ATYPQUES
à louer ou à vendre.
01-42-83-46-46

AGENCE

BIJOUX

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix.
« Que des affaires
exceptionnelles ! »
Tous bijoux or,
toutes pierres précieuses,
alliances, bagues, argentaria.

ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPIRA

Angle boulevard des Italiens
4, rue Chaussée-d'Antin
Magasin à l'étoile
37, avenue Victor-Hugo.
Autre grand choix.

BIJOUX ANCIENS

BAGUES ROMANTIQUES

GILLET

19, rue d'Arolo
75004 Paris
01-43-54-00-83
ouvert le dimanche matin

Pour vos

annonces

contactez le

Tél. : 01 42 17 39 42
fax : 01 42 17 39 25

COURS

PARLER AMÉRICAIN

avec
des professeurs américains
cours : Trimestriels - TOEFL -
Intensifs JULIET
Agents of America
75008 Paris - M^r Odéon
Tél. : 01-44-07-05-05

DÉCORATION

RÉNOVATION - DÉCORATION

FRESQUES MURALES

Appartements - bureaux

AGORA

Tél. : 01-44-15-88-04

ESTHÉTIQUE

Minceur et stabiliser
méthode Laurand
testée et expérimentée
sous contrôle médical
méthode d'amincissement
performante, naturelle,
sans médicaments
ni cosmétique.
Résultats durables et stables.
1^{er} entretien gratuit
CENTRE DU VERNET
(La Varenne)
22 bis, avenue de Chancy
Tél. : 01-42-83-20-15

RÉCITAL

RÉCITAL EXCEPTIONNEL

DE RUGGERO RAMONDI
POUR L'ASSOCIATION
FRANÇAISE
DES SCLÉROSIS
EN PLAQUES

Lundi 21 avril 1997, 20 h 30,
Théâtre de l'Athénée,
24, rue Caumartin, Paris 9^e.
Renseignements :
tél. 01-47-42-67-61.

RAVEL, IBERT, FAURÉ,

DUPARC, MOUSSORGSKI.

Anne-Marie FONTAINE au piano.

VINS

Directement du vigneron
à votre table
du vin à découvrir

MONTLOUIS-SUR-LOIRE

A.O.C.

Sec, demi-sec, moelleux.
Méthode champenoise.
Plus, millésimes dispon.
Tarifs sur demande

L. CHAPEAU

15, r. des Attres-Husseau
37270 Montlouis-sur-Loire
Tél. : 02-47-50-80-84

Payez moins d'impôts en investissant
dans les villes qui réussissent :
Paris, Orléans, Toulouse et Montpellier

Avec Pragma-Pragec, spécialiste de
l'immobilier neuf, bénéficiez d'un
privilège fiscal exceptionnel : loi Périssol,
gestion assurée + garanties locatives.
Service documentation rapide :
01.49.52.04.04

PRESTIGE ET CARACTÈRE



PRÈS DE CANNES

CASTEL

Castel provençal neuf, 4 ch., 4 sdb, grandes
réceptions, terrain privatif 2 000 m², piscine,
garage. Dans un parc de chênes vers de 100 ha
inconstructible. Centre commercial, écoles...
3 km. Cannes à 15 min par voie rapide.
Livrable 6 mois après décision.
Prix : 1 750 100 francs

Propriétaire
Tél. 04 93 40 75 56
Fax 04 93 40 75 70

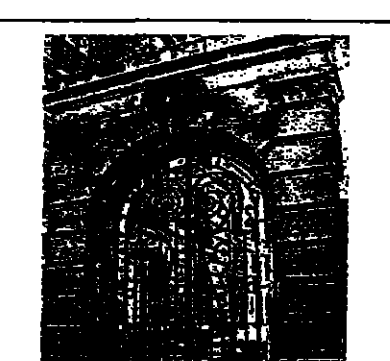


NORMANDIE

45 km. DEAUVILLE

150 km Paris Ouest par A13 ou train (direct 1h.20)
GENTILHOMMIÈRE NORMANDE DE
CARACTÈRE, partie xviii^e. Très bon état, orientée
sud, trois terrasses, bâtiment en U 320 m², 11 pièces
principales + 3 bns + 5 d'eau. Garage, écurie.
Ensemble se prêtant à 2 habitations autonomes.
réf. par un grand séjour cathédrale 65 m² avec
mezzanine.
290m² arborés + vue sur 4 ha prairie.
Prix : 1 700 00 francs

Propriétaire
Tél. et Fax 01 46 37 44 87



SAINT-GERMAIN EN LAYE

proche du centre

Très charmante maison familiale en parfait état
général. Construction de qualité. Réception 60 m²,
5 chambres, 3 bns.
Beau jardin planté de 480 m².
Réf : D.3403

AGENCE DE LA TERRASSE
45, boulevard Carnot, 76110 Le Vésinet
Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59

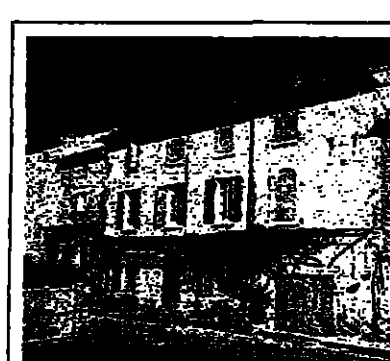


SAINT-GERMAIN EN LAYE

proche du centre

Très charmante maison familiale en parfait état
général. Construction de qualité. Réception 60 m²,
5 chambres, 3 bns.
Beau jardin planté de 480 m².
Réf : D.3403

AGENCE DE LA TERRASSE
45, boulevard Carnot, 76110 Le Vésinet
Tél. 01 30 15 67 00 - Fax 01 34 80 19 59



EN PROVENCE

DANS VILLAGE CLASSÉ

Exclusivité
Belle maison de village en pierres rest. SH 200 m²,
dépos 125 m², hall, salon, cuis/repas chem.,
4 ch., sdb, sdb, 2 pièces, cave, garage, grenier.
T.B. VUE, BEAUCOUP DE CACHET.
Réf : 1182 - Prix : 1 630 000 francs

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
12, cours Taulignan - 84110 Valen-la-Romaine
Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)



EN PROVENCE

Exclusivité

Mas en pierres rest. SH 400 m², dep. 300 m², séjour
40 m², salon 40 m², salon/chem. 80 m², bibliothèque
45 m², cuis., 4 ch., sdb, 2 sdb, studio indép. 50 m²,
premier, terrain 8 500 m², cour int. Piscine 15 x 7 m,
terrasses, VUE DÉGAGÉE, T.B. AFFAIRE
Réf. 1103 - Prix : 2 950 000 francs

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
12, cours Taulignan - 84110 Valen-la-Romaine
Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)

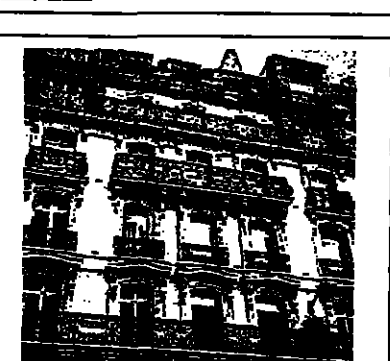


DRÔME PROVENCALE

Exclusivité

Beau mas en pierres rest. SH 200 m², décos
170 m², parc clos et arboré 2 600 m². Cuis. chem.,
salon chem., séjour, 4 ch., 2 sdb, grenier, cave, garage,
remise, four à pain.
VUE, BELLE AFFAIRE
Réf : 1176 - Prix : 1 350 000 francs

Demandez notre journal d'affaires - Gratuit
SARRO IMMOBILIER
12, cours Taulignan - 84110 Valen-la-Romaine
Tél. 04 90 28 82 83 - Fax 04 90 36 23 62
Nos bureaux : Valréas (84) - Grignas (26)



FAUBOURG ST-HONORÉ

سكنا من الامم

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 17 AVRIL 1997

CINÉMA L'Asie figure en beauté parmi les films de la semaine, grâce à *Goodbye South, Goodbye*, du grand metteur en scène taiwanais Hou Hsiao-hsien et à *Kids return*, qui



confirme la singularité du cinéaste japonais Takeshi Kitano. ● SEPT ANS après sa réalisation, *Allemagne 90 neuf zéro*, bouleversante méditation crépusculaire de Jean-Luc Go-

dard atteint enfin le grand écran. ● LA COMÉDIE à la française tente une nouvelle sortie avec *Arlette*, de Claude Zidi, portée à bout de bras par Josiane Balasko.

Le cercle des ambitions disparues

Kids return. Sur un modèle qui reprend le schéma en trois actes – ascension, chute et rédemption – des films noirs produits par la Warner dans les années 30, une œuvre désenchantée mais très vivace autour des parcours d'un jeune boxeur et d'un apprenti bandit

Film japonais de Takeshi Kitano. Avec Masanobu Ando, Ken Kanneko, Leo Morimoto, Hattori Yamaoka. (1 h 47.)

Il devrait en être de *Kids return* comme de certains livres : on devrait pouvoir le regarder en commençant par la fin. Dans la dernière scène du film, les deux principaux protagonistes du film, deux adolescents japonais partis de nulle part pour arriver dans une impasse, se retrouvent dans la cour de leur école, sous les yeux de leur instituteur souffre-douleur, en train d'essayer de tenir équilibre tous deux sur un vélo d'enfant.

« Tout est fini ? », se demande Masaru, « Tu plaisantes ? Tout commence à peine ! », répond Shinji en éclatant de rire. Il aura donc fallu arriver tout à la fin pour saisir que le destin de ces deux gamins ne s'arrêtait ni à une carrière de boxeur ratée pour le premier, et encore moins à une tentative avortée d'intégrer le rang des yakuzas pour le second, mais dans une cour d'école, à tourner en rond sur un vulgaire vélo d'écolier comme un funambule sur un fil invisible. Depuis E.T., jamais un cinéaste n'avait su tirer aussi brillamment parti d'une bicyclette.

« Je ne suis pas un yakusa de pacotille », proclame Masaru, dont le costume croisé, aux épaules trop larges, en fait justement un gangster en toc, réduit à une série de gestes et d'attitudes, alors que Shinji fait ses gammes en compa-



gnie d'un vieux boxeur répétant sans cesse que son corps l'abandonne, tandis que lui-même, contraint par des exigences de poids, devient de plus en plus fluet

au fil du film. Dans *Kids return*, tout commence donc une fois que les deux personnages ont pratiquement perdu toute substance. On a découvert Kitano en

France grâce à *Sonatine*, superbe blues d'un yakusa romantique qui réalisait que sa nature de gangster se reflétait davantage chez Lamartine que chez James Cagney. Débarqué de Tokyo sur une île pour mettre un peu d'ordre entre deux bandes rivales qui s'entre-tuaient, il finissait par organiser des jeux de plage avec les jeunes durs placés sous ses ordres et par observer les mouvements de la mer comme s'il y avait là un ordre secret à déchiffrer. *Sonatine* était un film panthéiste, substituant à la hiérarchie rigide du système yakusa l'harmonie tout en douceur d'une longue banquise de sable à l'écart du monde, menant au néant.

PUNCH FULGURANT Il y a dans *Kids return* un mouvement analogue à celui de *Sonatine*, correspondant à une même rupture de ton, et au même retour vers l'enfance. Kitano reprend le schéma en trois actes des films de gangsters produits par la Warner dans les années 30 : ascension, chute, rédemption. Shinji, jeune poids paille sordide au punch fulgurant détruit ses adversaires les uns après les autres au point de prétendre à une brillante carrière professionnelle, alors que Masaru, son meilleur ami, groupe une à une les marches de la hiérarchie des gangsters, semblable à un ordre ancestral seul capable d'assurer un avenir à un vaurien de son espèce.

On pourra bien sûr saisir dans *Kids return* une critique très aigüe de la société japonaise, de ses ins-

titutions (l'école, l'entreprise, la mafia, le sport) et y voir un film formidable tourné sur l'univers des salles de boxe. Kitano a pris le parti de s'attacher aux instants les plus critiques des combats et aux moments les plus saillants des entraînements, et retire à la boxe toute sa mythologie pour n'en retenir que les moments dramatiques où, en un direct et un uppercut, le combattant se retrouve brutalement à terre. Cette façon de délaissier la dimension scénique et chorégraphique de la boxe pour n'en préserver qu'un ou deux gestes, à peine visibles à l'œil nu, complète le rythme bref choisi par Kitano pour filmer les fusillades entre yakuzas, expédiées en trois coups de fusil.

Pourtant, *Kids return* n'est pas une apologie du caïd, et encore moins du champion. Ce n'est pas par incapacité que Shinji et Masaru passent à côté de leur carrière de boxeur et de yakusa, mais par un manque flagrant de maturité. L'un doit brutalement arrêter sa carrière après avoir employé des coups interdits ; l'autre est rayé de l'ordre des yakuzas pour manque de respect envers ses supérieurs. Comme deux mauvais élèves pris en train de copier sur leur voisin. Il est vrai que, dans la logique tordue des personnages de Kitano, le but dans la vie n'est pas d'aller droit mais de tourner en rond. Mais cette fois en attendant, peut-être, de prendre un nouveau départ.

Samuel Blumenfeld

Takeshi Kitano, cinéaste

« Les Japonais n'ont qu'une culture superficielle de la liberté »

Né en 1947, Takeshi Kitano était connu au Japon sous le nom de Beat Takeshi, rocker, et vedette d'émissions de variétés à la télévision. Il aborde le cinéma lorsque Oshima fait appel à lui pour jouer dans *Furyo* (1982), et deviendra réalisateur en 1989 avec *Violent Cop*, suivi, en 1990, de *Boiling Point*. On y décelait déjà une approche originale du film de gangsters, confirmée par *Sonatine* (1993), qui le fera connaître en Europe.

« L'un des personnages de *Kids return* choisit la mauvaise voie, il va chez les gangsters, alors que l'autre pourrait être à la recherche d'une rédemption par le sport. Mais vous montrez que les deux solutions sont tout aussi mauvaises. Votre discours est très radical.

« Mes deux personnages sont des laissés-pour-compte de la société. Il n'existe aucun lieu où ils pourraient survivre et s'exprimer.

Le sport est condamné de la même façon que le monde des yakuzas, il ne peut être une rédemption.

« Vos personnages tentent d'échapper à la réalité coercitive du travail salarié. Ils découvrent que l'univers de la boxe ou que celui des gangsters obéit aux mêmes règles. Pensez-vous que la révolte est impossible et qu'il n'y a pas moyen d'échapper à la règle ?

« Au Japon, la démocratie n'a

pas été conquise, elle a été donnée à la fin de la guerre. Les Japonais n'ont qu'une culture superficielle de la liberté et de l'égalité. On cherche toujours à écraser ceux qui sortent du rang, on au minimum à cacher tout ce qui est en dehors des normes sociales. Les parents cherchent à renforcer les liens familiaux, la société tente d'établir partout des relations de type père-fils pour demander aux jeunes les plus grands sacrifices. Partout (dans la famille, l'entreprise, chez les gangsters), on recrée des situations de type féodal en créant de fausses relations familiales.

« Dans *Sonatine* ou *Kids return*, vous pervertissez les règles du film de gangsters en introduisant des éléments comiques. S'agit-il d'une manière de prolonger un cinéma populaire ou pensez-vous au contraire qu'il faille le faire éclater ?

« Je veux créer quelque chose de nouveau en partant d'une forme connue. C'est à ce prix que l'on peut affirmer sa propre personnalité, en partant d'un genre ancien.

« La télévision vous a-t-elle permis de comprendre et d'expérimenter les réactions du public ?

« On a mal compris que je sois passé de la télévision au cinéma. Mon public de télévision ne m'a pas suivi. Au Japon on n'apprécie guère le mélange des genres.

« Vos performances télévisées vous ont-elles servi à expérimenter une certaine mise en scène du burlesque ?

« Pour moi, le cinéma est la synthèse de toutes mes activités, la télévision, les concerts de rock, le roman, etc. Le comique est une mesure du temps très particulière, liée à la vie et à la mort. Je cherche dans le rire un vide entre la vie et la mort.

« Avez-vous le sentiment d'être seul ou de faire partie d'une nouvelle génération de cinéastes japonais ?

« Je ne connais pas les jeunes cinéastes japonais. Le milieu du cinéma est fermé et je viens d'un autre univers. Je ne suis pas con-

déré comme un des leurs.

« Que pensez-vous de la reconnaissance en France de votre œuvre ?

« Jusqu'à *Sonatine*, mes films n'ont pas rencontré beaucoup d'échos. J'en étais à me demander si j'avais choisi la bonne voie, si je ne devais pas davantage m'occuper du public. La sélection de *Sonatine* au Festival de Cannes en 1994, puis de *Kids return* en 1996, le projet de rétrospective organisé par les *Cahiers du cinéma* dans le cadre du Festival d'automne ont été très importants pour moi et m'ont confirmé que je devais continuer. »

Propos recueillis par Jean-François Rauger

COMMENTAIRE L'ASIE QUAND MÊME

Deux beaux films sortent sur les écrans français : *Goodbye South, Goodbye*, du grand maître taiwanais Hou Hsiao-hsien, l'un des plus grands inventeurs de forme cinématographique actuels, et *Kids return*, de l'étonnant Takeshi Kitano, passé de la variété provocante à l'invention d'un style personnel. Mercredi 9 avril sortait *Grains de sable*, de Ryusuke Hamazaki, la semaine précédente *Le Village de mes rêves*, de Yoichi Higashi, en mars *Fallen Angel* du hongkongais Wong Kar-wai, peu après que le Festival de Berlin eut été dominé par *The River*, de Tsai Ming-liang. Rien de commun entre ces films sinon leur qualité, et leur provenance, l'Extrême-Orient.

Les cinémas d'Asie ont connu au début de la décennie une vogue en Europe, autour des contestables concubines (*Epouses et...*, *Adieu ma...*). Cet intérêt a permis la découverte de quelques cinéastes majeurs, même si c'était le plus souvent lorsqu'ils sacrifiaient à un exotisme propre surtout à séduire l'Occident. La vogue est passée, dans les pays d'origine les problèmes n'ont fait que s'accroître (compte à rebours du rattachement de Hongkong au continent, resserrement de la censure en Chine populaire, tarissement du financement à Taiwan...).

Dans ce contexte, l'arrivée sur nos écrans de cette succession de films asiatiques appelle trois remarques. D'abord la possibilité pour des créateurs de poursuivre leur œuvre, au prix d'efforts considérables, malgré des conjonctures locales défavorables. Ensuite leur affranchissement de la reconnaissance officielle des Occidentaux. Enfin l'existence, en France, de distributeurs assez audacieux pour, dans un contexte là aussi plus difficile, continuer de donner au public (au moins celui de Paris et de quelques grandes villes) des « nouvelles du monde », un monde qui ne serait pas encore rétréci à la géographie dessinée par le marché.

Jean-Michel Frodon

Rêves en miettes de petits gangsters

Goodbye South, Goodbye. Taiwan raconté par un maître

Film taiwanais de Hou Hsiao-hsien. Avec Jack Kao, Hsu Kuei Ying, Lin Giong, Anne Shihzha Inoh. (1 h 52.)

Filmée dans le Taiwan d'aujourd'hui, voici l'histoire de deux petits malfrats et de leurs amis de cœur, qui rêvent, comme tous les petits malfrats du monde, de réaliser le coup fumant grâce auquel ils pourront s'établir. Mais leurs rêves, comme tous les rêves du monde, sont des chimères, et si les coups fument, c'est à force de leur tomber dessus. Kao, le chef, a pourtant des idées à revendre ; ce qui manque à son second, le bien nommé « Tête d'obus ». Et la chance n'est jamais au rendez-vous, sans que le film perde nécessairement son temps de dire pour-quoi.

La fatalité, peut-être, et son esprit d'escalier, à moins que ce ne soient les lois tacites qui régissent l'univers de Taiwan, où policiers et mafieux règlent un conflit par pollicien interposé. Règlement dialectiquement expédié, dans ce qui n'est plus qu'un simulacre de cérémonie, qu'une parodie du code de l'honneur. A ce jeu-là, les plus faibles, Kao et « Tête d'obus », trinqueront toujours. Aussi bien la narration lacunaire du film et la suprême désinvolture qu'il affiche correspondent-elles à ce monde

atomisé où les hommes ne communiquent, pour ne pas s'entendre, que par téléphone cellulaire, à cet univers dilapidé où l'on ne vit plus, entre chambre d'hôtel et boîte de nuit, qu'en transit. Le seul repère stable dans ce film drolément désespéré, c'est son style. Hou Hsiao-hsien affectionne le plan-séquence, la durée et l'immobilité, pour mieux laisser les acteurs subvertir ce cadre par une incessante chorégraphie utilisant les ressources du hors-champ.

ÉCLATS DE VIOLENCE

Et si le cinéaste privilégie les espaces confinés, c'est pour mieux permettre à un personnage de fuir subitement une conversation par la fenêtre, ou pour les confronter à des mouvements d'extérieur – une descente à moto dans une coulée de verdure, la crépusculaire embaardée d'une voiture en plein champ – qui sont autant de moments de grâce. Il étire enfin les instants de vide silencieux, pour mieux les commotionner d'éclats de violence brefs et terrifiants. Esthétique de la rupture et de l'intranquillité, en parfaite adéquation au sujet.

Le sujet, c'est Taiwan. Si Hou Hsiao-hsien a explicitement consacré une trilogie à l'histoire contemporaine de son pays (*La Cité des douleurs*, 1989, *Le Maître de marionnettes*, 1993, *Good Men*,

Good Women, 1995), celle-ci occupe toute son œuvre (quinze films depuis 1980), jusqu'à cette histoire de petits malfrats dont le titre n'est pas pour rien un nostalgique adieu au Sud, c'est-à-dire, vue de Chine, à l'île de Taiwan. Levée des tabous et perte des repères sont les deux motifs à partir desquels Hou Hsiao-hsien compose son « cinéma de terroir », dont l'esthétique singulière sonde les grands maux de l'île.

Que ce cinéma-là soit tout, sauf insulaire, qu'il représente même la pointe avancée de la modernité cinématographique relève cependant de la même évidence qui fait de Taiwan un territoire privilégié de l'ultra-libéralisme et de l'uniformisation. Ainsi ce cinéma pose des questions universelles : comment habiter cette terre, comment vivre ensemble ? La marque d'un grand créateur étant moins d'y répondre que de les inscrire dans la forme-même de leurs œuvres. De ce cinéaste qui définit un plan comme « une personne vivante, qui naît, grandit, mûrit, vieillit et s'éteint », on ne s'étonnera pas de trouver dans chacun de ses films l'humanité tout entière.

Jacques Mandelbaum

*Les *Cahiers du cinéma* d'avril (n° 438) consacrent un dossier à Hou Hsiao-hsien et au cinéma asiatique.



Sept ans pour franchir un mur déjà tombé

Allemagne 90 neuf zéro. Au moment de la réunification, Jean-Luc Godard explorait la solitude d'une nation. Avec le temps, son film, jamais présenté en salles, est encore plus fort et plus beau

Film français de Jean-Luc Godard. Avec Eddie Constantine, Hanns Zischler, Claudia Michelsen, André S. Labarthe. (1 h 02.)

C'est une silhouette sombre et massive, qui marche à travers des paysages ensoleillés. L'homme s'aventure sur un lac gelé, d'un geste des bras il fait surgir Beethoven et *Alexandre Nevski*. Il marche encore, il demande : « Which Way the West ? ». « L'Occident, s'il vous plaît ? ». Personne ne lui répond. Cet homme, c'est Eddie Constantine. C'est le dernier espion de la guerre froide, oublié « à l'Est », un Est qui n'existe plus. Il rentre chez lui, mais où est-ce ? C'est un fantôme, qui hante un mode fantôme, dans un film fantôme.

Parce que *Allemagne 90 neuf zéro* aura étrangement, mais logiquement, rejoint la situation de son personnage et de son scénario. Il a été réalisé en 1990, au moment de la réunification. Il était destiné à une série pour la télévision sur le thème de la solitude. Sous-titré « Solitudes, un état et des variations », il prenait pour enjeu non une solitude individuelle mais, en six variations, la solitude de l'Allemagne. Solitude d'une trahison de soi-même quand l'arbre de Goethe

devient celui de Buchenwald, tandis que sont mis à l'encan les symboles de plusieurs générations de rêves, généreux ou sinistres, sous le regard navré de Thomas Mann et de M^{me} de Staël. Contre les dragons techno-économiques d'aujourd'hui ne se dresse plus Siegfried mais son spectre tragi-comique, Don Quichotte. Est-ce parce que les légendes enfantaient des cauchemars qu'on

Archives, citations, saynettes, racontent avec mélancolie et ironie l'histoire d'un peuple dont une moitié s'est enfoncée dans un surplace de vieille Prusse, l'autre perdue dans une américanisation effrénée

gagne à la mort des légendes ? Rien n'est moins sûr.

Allemagne 90 neuf zéro disait, au présent, la solitude dans l'histoire d'une nation abandonnée d'elle-même et des hommes pour s'être coupée en deux après avoir gravé dans la terre et le ciel l'emblème de la terreur absolue du siècle. Archives, citations, saynettes, racontent avec mélancolie et ironie l'histoire d'un peuple dont une moitié s'est enfoncée dans un sur-

place de vieille Prusse, une moitié s'est perdue dans une américanisation effrénée. Dans l'entre-deux, le gouffre d'Auschwitz, à la fois unique et inscrit dans une continuité. Problème de coupe et de collage, problème de montage, donc. Solitude du cinéma.

Comme toujours chez Godard, mais avec une force rarement égalée, les allages et ruptures entre image et son, entre document et

mettent de rendre justice au splendide travail sur l'image et le son d'un orfèvre en la matière.

Mais le film à son tour aura donc, comme son héros, longtemps erré avant de trouver un chez lui (une salle). Film admirable à l'origine, sidérant concentré de réflexions, de poésie, de cryptages et de décryptages à travers le temps, l'espace, les textes, les musiques et les images, il prend une tonalité plus émouvante encore d'avoir accompli ce voyage dans l'ombre. Conçu comme une réflexion sur l'histoire longue à la lumière d'événements immédiatement contemporains de sa réalisation, *Allemagne 90 neuf zéro*, sa longue errance, loin de l'affadir ou de le pétrifier, l'a inscrit dans un cadre plus large et mieux lisible, celui de l'Europe autant que celui de l'Allemagne, où un plan de la Bundesbank joue comme noir ma- noir d'une fable du désenchantement plus actuelle, plus urgente.

A sortir comme ça, seul à son tour, seul comme Faust sans Méphisto, le film semble lui aussi s'avancer sur la glace, la trop fragile pellicule des attentions et inattentions médiatiques et publiques. Et d'un geste grave et simple il fait surgir la musique, et les images.

J.-M. E.

En attendant Louis Prima

Big Night. La première œuvre de Stanley Tucci. Une réussite sur les échecs du rêve américain

Film américain de Stanley Tucci. Avec Stanley Tucci, Tony Shalhoub, Isabella Rossellini, Liev Schreiber. (1 h 40.)

Le premier film de Stanley Tucci, un acteur, spécialisé dans les rôles de second couteau à l'écran, et reconverti pour l'occasion dans la réalisation, tire toutes ses qualités de sa modestie. Reprenant un principe théâtral d'unité de temps et de lieu (le film se déroule essentiellement au cours d'une seule nuit et dans un restaurant), Stanley Tucci livre pourtant un film qui met en valeur ses qualités de cinéaste.

Dans les années 50, Primo et Secondo Pilaggi, deux frères fraîchement immigrés aux États-Unis, viennent d'ouvrir un restaurant de grande cuisine italienne dans le New Jersey. L'un s'occupe de la cuisine, alors que l'autre surveille les finances de l'entreprise. Devant le peu d'enthousiasme des gens de leur quartier, qui sont peu nombreux à apprécier leurs talents, les deux frères se retrouvent vite dans de graves difficultés financières et doivent faire appel à la bienveillance d'un des pontes de la mafia du quartier. Celui-ci leur promet, en échange d'une participation dans le restaurant, de faire venir Louis Prima un soir, de manière à asseoir définitivement la notoriété de leur établissement. Pour faire face à l'événement, les deux frères préparent un déjeuner fastueux qui devra à tout prix faire date.

A partir d'un matériau on ne peut plus balisé - l'immigré qui débarque aux États-Unis les poches vides dans l'espoir d'y

faire fortune et qui, nécessairement, y parvient -, Stanley Tucci renverse les conventions dramatiques et livre un film profondément déprimant et pessimiste. La force de *Big Night* est dans le malaise qu'il arrive à susciter chez le spectateur, qui est préparé à une fin heureuse. Le film de Stanley Tucci est un équivalent cinématographique d'*En attendant Godot*, en plus modeste évidemment. Il n'y aura pas de Louis Prima, seules quelques affiches viennent pitoyablement orner les murs du restaurant soulignant de manière de plus en plus violente son absence, et la réussite ne sera jamais au rendez-vous pour ces deux immigrants.

Tel quel, *Big Night* n'échappe pas aux défauts dont semblent victimes la plupart des productions indépendantes américaines, avec une galerie interminable de personnages qui demanderaient à être plus fouillés, un scénario pas assez étoffé qui repose trop sur le repas de chef préparé par l'ainé des frères Pilaggi, et dont les moindres détails sont mis en valeur par Stanley Tucci au point de meubler inutilement l'écran. Ce lui-ci a l'immense mérite de résoudre son film en cinéaste, et de s'écarter des lieux communs sur la dure réalité du rêve américain. Dans un long plan-séquence final, durant près de dix minutes, situé juste après leur soirée catastrophique, on voit les deux frères, en compagnie d'un troisième employé, se faire cuire un œuf sans prononcer un mot, reprenant leur travail quotidien, qui se transforme ici en un rituel morbide.

S. Bd

Un conte de fées de cauchemar

Arlette. Josiane Balasko défend de son mieux l'héroïne de la nouvelle comédie de Claude Zidi

Film français de Claude Zidi. Avec Josiane Balasko, Christophe Lambert, Eunio Fantastichini. (1 h 40.)

On pourrait gagner un temps précieux, dire que le vingt et unième film de Claude Zidi est un désastre de bêtise et de vulgarité. Ce qu'il est. On peut également se poser - le déroulement de l'action - en laissant largement le loisir - une ou deux questions. Par exemple pourquoi le film vise-t-il délibérément aussi bas ? Le réalisateur des *Bidasses en folie* et des *Sous-doués* avait depuis tâté de formes de comédies plus sophistiquées, *Les Ripoux* ou *Association de malfaiteurs* par exemple. On voit ici (et c'est une tendance de la comédie à la française actuelle) un retour à la gaucherie bas de gamme, type comique troupière revu par les « audaces » potaches du Splendid en guise de piment moderne. On peut encore remarquer que le film contredit le discours dominant sur le cinéma français.

Celui-ci manque de sujet, prétend-on : celui d'*Arlette*, dans son principe, est très bon, mêlant le quiproquo de comédie classique (un faux prince charmant séduisant une bergère d'autoroute qui

ignore être une vraie princesse) à une situation tragique (elle croit qu'il lui apporte amour et richesse, il est son ange de mort), pour un jeu inquiet sur la possibilité des contes de fées. Mais le scénario, incapable de développer son histoire, s'enfonce dans d'interminables tunnels tapissés de gaucheries.

Reste le seul cas intéressant du film, celui de Josiane Balasko. Elle est l'auteur du dialogue (affligeant), pour un scénariste-réalisateur dont l'indigence de mise en scène achève le film. Mais, face à cette catastrophe, l'actrice Balasko mène un combat vaillant, assez émouvant même, pour défendre son propre personnage - a priori insauvable - de harençage fleur bleue. Elle fait tant que son jeu torpille rapidement le sous-entendu macho sur lequel, comme une poignée d'autres comédies depuis quinze ans, est construite l'intrigue : comme quoi il serait en principe aberrant qu'un personnage de film tombe amoureux de Balasko, puisqu'elle n'a pas la silhouette de Sharon Stone. Et pourquoi, alors qu'elle est très vite le seul élément vivant, donc éventuellement désirable, sur l'écran ?

J.-M. E.

LES ENTRÉES À PARIS

■ Les vacances scolaires permettent à cette semaine de sauver les meubles, sans renverser la tendance déprimée qui prévaut depuis le début de l'année. Le seul succès incontestable de la semaine est pour la reprise de *L'Empire contre-attaque*, à 102 728 entrées dans trente-huit salles (après sa pré-sortie sur deux écrans la semaine précédente).

■ Parmi les nouveautés, *Shine* avec 50 666 entrées dans seulement vingt-quatre salles prend l'avantage sur *Les Palmes de M. Schutz*, à 42 205 dans trente et une salles. Et ils n'auront été que 22 175 spectateurs à venir partager *Blood and Wine* devant vingt écrans. A leur échelle, *Un instant d'innocence* connaît un début cor-

rect avec 2 519 entrées dans deux salles, tandis que la rétrospective Dreyer séduit 1 870 cinéphiles devant son unique écran.

■ Taillé pour le succès en période de congés, *Les 101 Dalmatiens* est loin de remplir sa mission, avec 88 042 spectateurs dans son énorme combinaison de quarante-six salles, soit un total de 346 749 en trois semaines. Superproduction hollywoodienne du moment, *Le Pic de Dante* ne fait pas non plus d'étincelles à 59 648 dans trente-sept salles (149 874 en quinze jours), alors que l'oscar de Juliette Binoche permet au *Patient anglais* de se maintenir, à 53 672 en cinquième semaine (total : 360 520). *Ennemis rapprochés* mollit, à 47 231 en troisième semaine (total : 245 760).

J.-M. E.

* Chiffres : Le Film français



MOLIERES 97 NOMINATIONS

LA 11^e CÉRÉMONIE DES MOLIERES AURA LIEU LE LUNDI 12 MAI AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES ET SERA RETRANSMISE EN DIRECT SUR FRANCE 2.

MEILLEURE PIÈCE DE CRÉATION

LE LIBERTIN (Théâtre Montparnasse)
LE MAL DE MÈRE (Théâtre de la Madeleine)
LE ROMAN DE LULU (Petit Théâtre de Paris)
VARIATIONS ENIGMATIQUES (Théâtre Marigny)

MEILLEURE PIÈCE DU RÉPÉTOIRE

RODOGUNE (Petit Montparnasse)
TOUT COMME IL FAUT (Théâtre Hébertot)

MEILLEURE PIÈCE COMIQUE

ACCALMIES PASSAGÈRES... (Théâtre La Bruyère)
LA PUCE À L'OREILLE (Théâtre des Variétés)
SI JE PEUX ME PERMETTRE (Théâtre des Nouveautés)
TEMPS VARIABLE EN SOIRÉE (Théâtre de la Renaissance)
UN GRAND CRI D'AMOUR (Théâtre de la Michodière)

MEILLEUR SPECTACLE MUSICAL

LE PASSE-MURAILLE (Théâtre des Bouffes-Parisiens)
LE QUATUOR (Théâtre du Palais-Royal)
L'ULTIMA RECITAL (Théâtre Daunou)

MEILLEUR AUTEUR

Jean-Claude CARRIÈRE (La terrasse)
David DECCA (Le roman de Lulu)
Eric-Emmanuel SCHMITT (Le libertin)
Pierre-Olivier SCOTTO (Le mal de mère)

MEILLEURE COMÉDIENNE

Fanny ARDANT (Master class)
Myriam BOYER (Qui a peur de Virginia Woolf ?)
Tsilla CHELTON (Le mal de mère)
Sandrine KIBERLAIN (Le roman de Lulu)
Danièle LEBRUN (Célimène et le Cardinal)

MEILLEUR COMÉDIEN

Bernard GIRAudeau (Le libertin)
Francis HUSTER (Variations énigmatiques)

MEILLEURE COMÉDIENNE DANS UN SECOND RÔLE

Dominique BLANCHARD (Tout comme il faut)
Elisabeth COMMEJIN (Le libertin)
Ginette GARCIN (Le passe-muraille)
Chantal LAUBY (La terrasse)

MEILLEUR COMÉDIEN DANS UN SECOND RÔLE

Bernard ALANE (Sylvia)
Jean-Paul BORDES (La puce à l'oreille)
Jean-Pierre DARROUSSIN (La terrasse)

RÉVÉLATION THÉÂTRALE

Valérie KARSENTI (Accalmies passagères...)
Sandrine KIBERLAIN (Le roman de Lulu)
Julie-Anne ROTH (Sylvia)

MEILLEUR METTEUR EN SCÈNE

Didier LONG (Le roman de Lulu)
Roman POLANSKI (Master class)
Alain SACHS (Le passe-muraille)

MEILLEUR ONE-MAN SHOW

GNOU ! (Splendid St-Martin)
ILS S'AIMENT ! (Théâtre Marigny)

LA MADELEINE PROUST EN FORME (Théâtre du Gymnase)

MEILLEUR ADAPTATEUR D'UNE PIÈCE ÉTRANGÈRE

Michel BLANC (Temps variable en soirée)
Pierre LAVILLE (Master class)
Jean PIAT (L'offronement)

MEILLEUR DÉCORATEUR

Guy-Claude FRANÇOIS (Le passe-muraille)
François de LAMOTHE (Master class)
Nicolas SIRE (Le libertin)

MEILLEUR CRÉATEUR DE COSTUMES

Pascal BORDET (Accalmies passagères...)
Dominique BORG (Le libertin)
Gabriel Du RIVAL (Le passe-muraille)

سكرا في المصل

صوتنا من الداخل

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

LE SORT DE L'AMÉRIQUE

Film canadien de Jacques Godbout. (1 h 30.)
■ En principe, il s'agit ici d'un documentaire sur la bataille des plaines d'Abraham au cours de laquelle, le 13 septembre 1759, les Français ont perdu le Canada en une vingtaine de minutes. En fait, il s'agit surtout de ce que Jacques Godbout, documentariste et écrivain, nomme « une comédie historique ». La différence tient dans le dispositif : Godbout donne à son film la forme d'un *work in progress*, qui s'interroge sur la possibilité d'un tel film et divulgue les informations indispensables à la compréhension de l'événement.
Le réalisateur recourt au talent narratif du truculent dramaturge canadien René-Daniel Dubois ou bien va retrouver, en Angleterre et en France, les descendants des deux principaux chefs d'armée de l'époque, Wolfe et Montcalm. Plus qu'un récit de la bataille elle-même - passionnant -, c'est en écoutant ces deux représentants du XVIII^e siècle qu'on saisit pourquoi la France a perdu l'Amérique, et son influence dans le monde. Il aura aussi été question de l'enseignement de l'histoire au Québec, de la façon dont se construit une identité nationale, de l'impérialisme culturel américain, et d'autres thèmes très actuels - qu'on retrouvera dans le livre homonyme accompagnant la sortie du film, chez K. Films éditions.

J. M.

UN JOUR, TU VERRAS LA MER

Film indien de Jahnur Barua. Avec Bishnu Kargona, Arun Nath, Kashinir Saita Barua, Sushanta Barua. (1 h 46.)
■ Fable réaliste et actuelle fondée sur la tension entre tradition et modernité, ce film met en scène la relation privilégiée du grand-père, Puwal, qui transporte les villageois de l'autre côté du fleuve sur sa barque, et de son petit-fils qui vit avec lui. Le passage est la figure essentielle du film. Passage d'une tradition familiale dont l'ancêtre ne souhaite pas que son petit-fils la perpétue. Passage de la rivière dont Puwal tire une maigre subsistance, désormais menacée par la construction d'un pont. Passage enfin du village à la ville, où le fils de Puwal, jouet d'une femme cupide, fait venir son père pour mieux le dégoûter de ses biens.
Stigmatisant la corruption des officiels, symbolisée par le mauvais bois avec lequel le pont sera construit, le film de Jahnur Barua bénéficie d'une mise en images splendide et d'une mise en scène attentive, avec assez de puissance pour que le naturalisme engendre d'étonnants moments de fantasmagorie. Mais il ne parvient jamais à dépasser le dualisme qui en constitue le principe.

J. M.

MICHAEL COLLINS

Film américain de Neil Jordan. Avec Liam Neeson, Julia Roberts, Aidan Quinn, Alan Rickman, Stephen Rea. (2 h 12.)
■ La confrontation entre le réalisateur Neil Jordan et un personnage aussi complexe que Michael Collins pouvait donner un résultat intéressant, surtout lorsqu'on voit comment le réalisateur abordait le conflit irlandais dans ce qui reste à ce jour son meilleur film, *The Crying Game*. La version qu'il donne du héros de l'indépendance irlandaise, mort dans une embuscade en 1922 peu de temps après avoir obtenu la création de l'État libre d'Irlande, est pour le moins contestable, ne serait-ce qu'en faisant d'Eamon De Valera, futur président de la République d'Irlande, un « méchant » de mélodrame à la culpabilité simpliste.
Une interprétation « libre » de la vie de Michael Collins aurait été plus justifiable si Neil Jordan était arrivé à apprivoiser l'énorme machine hollywoodienne mise à sa disposition. Ce n'est pas toujours le cas. Pourquoi, par exemple, Julia Roberts vient-elle faire de la figuration dans un rôle sans consistance, sinon pour assurer le nombre de stars nécessaires à un projet d'une telle ampleur ? *Michael Collins* a obtenu un bien complaisant Lion d'or au Festival de Venise en 1996.

S. Bd

ROMÉO ET JULIETTE

Film américain de Baz Luhrmann avec Leonardo DiCaprio, Claire Danes, Diane Venora, John Leguizamo. (2 heures.)
■ C'est le type même du projet apparemment audacieux qui se révèle bientôt dénué de sens : intégrer la langue de Shakespeare dans l'univers contemporain du rock, du polar ultraviolet et de la publicité. Les auteurs de ce film ne se sont pas contentés d'une transposition actualisée de la tragédie mais ont littéralement plaqué le texte de la pièce sur un très long clip musical. Les Montaigu et les Capulet sont devenus deux bandes rivales dont les séides, vêtus de chemises hawaïennes et roulant en Cadillac décapotables, s'entre-tuent en glapissant le texte original du grand Will.
Quelques comédiens estimables égarés ici (Paul Sorvino, Brian Dennehy) déclament, hagards, leur rôle. Non seulement cette nouvelle mouture de *Roméo et Juliette* vérifie les contresens qui consistent à vouloir rendre cinématographique une langue écrite pour la scène, mais la façon dont la tragédie du dramaturge elisabéthain est « récupérée » par une mode juvénile et hideuse suggère que le rock ne pourrait jamais produire qu'un romantisme de bazar.

Jean-François Rauger

HARD MEN

Film britannique de J. K. Amalou. Avec Vincent Regan, Lee Ross, Ross Boatman, Frankie Fraser. (1 h 29.)
■ Les trois « héros » de *Hard Men*, de J. K. Amalou, sont des gangsters inséparables exécutant diverses basses besognes pour le compte d'un caïd londonien. L'un d'entre eux, père d'une petite fille qu'il appelle régulièrement sur son téléphone portable, annonce sa décision de quitter le métier. Les deux autres ont alors pour instruction de l'éliminer. Sur ce suspense tenu, le réalisateur construit un film qui, quoiqu'il s'en défende, s'inspire clairement du cinéma d'un Quentin Tarantino. Des dialogues parfois absurdes ou volontairement débiles, une injection rituelle d'ultraviolence gratuite et rigolarde, un récit, filandreuse et plein de digressions, étalé sur une nuit signent la filiation avec l'univers un brin régressif de *Reservoir Dogs*, de Quentin Tarantino, résumé à une accumulation parodique de tics agaçants.

J.-R. R.

ANTONIA ET SES FILLES

Film néerlandais de Marleen Gorris. Avec Willeke van Ammel-rooy, Els Dottermans, Jan Decleir, Marina de Graaf. (1 h 35.)
■ Dans une ferme de la campagne hollandaise, Antonia, quatre-vingt-dix ans, est sur le point de mourir. Elle se souvient du village où elle a grandi et de ses filles et petites-filles qui se distinguent par une forte personnalité et l'indépendance vis-à-vis des hommes. Oscar du film étranger en 1996, *Antonia et ses filles*, de Marleen Gorris, est une longue saga familiale, ancrée dans un seul lieu (un petit village des Pays-Bas), galerie de personnages que l'on a déjà l'impression d'avoir croisés dans une dizaine d'autres films : l'Idiot du village, le prêtre défroqué, l'amoureux éconduit... Malgré une série de figures féminines assez intéressantes, qui donne sa cohérence au film, *Antonia et ses filles* n'arrive pas à surmonter ses nombreux lieux communs.

S. Bd

ORANGES AMÈRES

Film français de Michel Such. Avec Bruno Todeschini, Sabrina Ferilli, Clara Bellar, Lilah Dadi. (1 h 30.)
■ Située à Alger au lendemain de la victoire des Alliés, l'action croise le destin collectif de deux populations que tout va bientôt séparer, et la rencontre singulière de deux jeunes gens que l'amour rapproche à rebours de l'Histoire. Lui, c'est Saïd, l'apprenti boulanger musulman, elle, c'est Angèle, de la famille, chrétienne, est originaire de Malte. Mais, en dépit d'une histoire dont on pressent l'intimité biographique, la mise en scène de Michel Such ne parvient jamais à contourner l'écueil de l'imaginaire. Tout se résume à des formules qui fleurissent bon le pittoresque (« bois, c'est du soleil en bouteilles ! ») et des personnages figés par la psychologie en caractères de cartes postales, autour de la métaphore centrale du film : « L'orange, c'est comme notre pays, le meilleur est à l'intérieur. »

J. M.

Sous le soleil, exactement, Bourges s'élance en douceur

Le 21^e Festival s'est ouvert sans grande effusion mardi 15 avril

Le soleil permet cette année aux festivaliers de profiter de la kermesse qui a envahi les rues de Bourges. Pressentiment ? Ils n'ont rejoint qu'au

dernier moment le Pavillon, où ils ont dû endurer les ruminations punk de NRA, et la salle Germain, où les Bordelais de Spina ont donné sans

génie dans la techno. Pendant ce temps-là, Eddy Mitchell chauffait sa voix. En pleine forme, M. Eddy a la dent dure...

BOURGES

de notre envoyé spécial

Le soleil avait donné aux Bourguignons l'envie de profiter du printemps. De la saison plus que du festival. Car si, mardi 15 avril, beaucoup de monde flânait rue Ménéard et place Séraucourt, artères animant le périmètre dessiné par une douzaine de lieux de concert, les spectacles de la soirée d'ouverture du 21^e Printemps de Bourges ne se sont remplis que doucement. Comme si le public préférait humer un parfum de kermesse avant de profiter pleinement de la fête. Déjà, pourtant, il y avait matière à se distraire et à philosopher. Sur la pérennité et l'avenir du rock par exemple. Au Pavillon et salle Germain, deux groupes, NRA et Spina, soumettaient ainsi plusieurs cas de figure.



PRINTEMPS DE BOURGES

Formellement, NRA n'invente rien. Groupe punk hollandais mais anglophone, ce quintet ne semblait à première vue promettre qu'un jeu paresseux de références et de poses. Les premiers riffs et les bonds des deux guitaristes, leur cavalcade d'accords frustes qu'un batteur tatoué tente en vain de rattraper, ne démentent pas *a fortiori* ce pressentiment. Dans le public, un iroquois en blouson de cuir (avec, dans le dos, Sid Vicious peint au pochoir) entraîne quelques compagnons dans un petit pogo. Une fois de plus, le rock rumine son histoire.

Et pourtant, assez vite, on va se laisser prendre. D'abord par la grâce fougueuse d'Aziz, chanteur au bon sourire. Pas plus que ses camarades n'affinent leur jeu, sa voix ne se préoccupe de technique. Il postillonne, avale ses mots, éructe des chœurs de surfers boolligans, mais sait aussi communiquer une touchante pertinence. Au-delà de sa hargne perçante une conviction et

un humour attachants. Parfois timides à un sprint d'une minute trente, ses morceaux font aussi jaillir de vraies mélodies. Inachevées, in-demptées, mais tellement vivantes qu'elles touchent au cœur autant qu'aux tripes. Tout cela aura donné envie d'en savoir plus sur trois premiers albums admirés du milieu alternatif, et sur le quatrième, *Lead-ded*, publié dans deux semaines par Virgin-France.

FUSION AVEC LA TECHNO

Plus visionnaire, Spina cherche à inventer le rock de demain. A l'instar en ce moment de plusieurs autres groupes français (Spicy Box, Mass Hysteria), ces quatre Bordelais pensent trouver le salut des guitares dans leur fusion avec les rythmes de la techno. Salle Germain, les Spina ne sont que trois sur scène. Un guitariste, un bassiste et, en gilet d'acier très Paco Rabanne, un batteur qui trône debout devant une ferronnerie de percussions électroniques fabriquée par ses

soins. Le quatrième membre de Spina pilote, depuis la salle, les images qu'il a conçues pour ses compagnons. Un projecteur vidéo sophistiqué noie les musiciens d'images pendant tout le concert. On a parfois l'impression que le groupe est téléporté dans un simulateur de vol ou qu'il affronte des personnages de synthèse. Ces créations virtuelles font corps avec le trio au point de ne plus les distinguer des sons qui les font vivre.

Quand l'osmose est totale, ce tourbillon de guitares métalliques et de beats futuristes génère une fascinante frénésie. Parfois, aussi, la musique n'est pas à la hauteur des trouvailles graphiques. Le guitariste évoque alors un U2 du pauvre, les voix oppressées par les rythmes patinent sur l'*electronic body music* d'un vieux Front 242, et Spina n'arrive pas à la cheville des audacieux Young Gods. Les plus modernes ne sont alors plus ceux qu'on croit.

Stéphane Davet

Eddy Mitchell, chanteur

« Si on condamne NTM, on aurait pu fusiller Boris Vian »

BOURGES

de notre envoyé spécial

Décontracté, le cheveu en arrière et la bonhomie bougonne, Eddy Mitchell vient pour la troisième fois au Printemps de Bourges, qu'il avait, rappelle-t-il, « fait avec Johnny, il y a huit ou neuf ans ». Il y présente le spectacle créé au Palais omnisport de Bercy au début de 1997, qui faisait suite à l'album *Mr. Eddy*, où l'ancien chanteur des Chaussettes noires redessine les contours de son Amérique à lui, belle et efficace comme une affiche de Norman Rockwell et d'une France tendre que le chômage blesse.

« Revenir au Printemps de Bourges, festival créé en 1977 pour la défense de la chanson française, a-t-il pour vous une signification particulière ?

— Aucune. Je fais six concerts par semaine en période de tournée. Bourges, c'est un festival, merguez-frites, ça pue partout. J'arrive au dernier moment, je repars tout de suite, en plus l'hôtellerie est ridicule. Donc, on passe. Je n'ai pas le temps de regarder, j'ai un spectacle à assurer. Dans les festivals, il y a beaucoup de « déguisés » : on ne vit quand même pas avec les cheveux rouges, verts toute l'année. Mais chacun fait ce qu'il veut. Si on n'a pas le droit de boire de la bière dans la rue, si on n'a pas le droit d'avoir des chiens, alors ça c'est nouveau. Et si on condamne NTM à une peine de prison, alors, là, c'est qu'on aurait pu fusiller Boris Vian.

DÉPÊCHES

■ **ARCHITECTURE** : le prix Pritzker - équivalent du Nobel pour l'architecture - a récompensé, pour 1997, le Norvégien Sverre Fehn. Agé de soixante-deux ans, cet architecte est le vingtième à remporter ce prix prestigieux, doté d'une récompense de 100 000 dollars (environ 580 000 francs), qui lui sera remis en mai au Musée Guggenheim de Bilbao. Sverre Fehn, qui a essentiellement travaillé en Norvège, en Suède et au Danemark, a surtout conçu des musées et des résidences. Il est l'auteur du pavillon de la Norvège à l'Exposition universelle de Bruxelles de 1958 (aujourd'hui démolie) et de celui de la Scandinavie dans les jardins de la Biennale, à Venise (1962).

■ **CINÉMA** : le prix Jean-Vigo 1997 a été attribué à Bruno Dumont pour *La Vie de Jésus*. Ce premier film, interprété par des comédiens peu connus (David Douche, Marjorie Cottreel, Kader Chastout), doit sortir le 4 juin sur les écrans. Le Prix du court métrage est attribué à Thomas Bardinet pour *Sojourn amis*. Fondé en 1951 par des amis du réalisateur de *L'Atlantide* et *Zéro de conduite*, le prix Jean-Vigo est destiné à récompenser une œuvre se caractérisant « par son indépendance d'esprit et la qualité de sa réalisation ».

— Vous allez en faire une chanson ?

— Ah, non, c'est dépassé, ce serait ringard, trente ans en retard. Mai 68 a donné une génération de golden boys et de cadres, ça date. De toute manière, c'était un truc de jeunes, et on ne peut pas rester jeune tout le temps. Je vais faire du cinéma [*La Cuisine américaine*, de Jean-Yves Pithon, où Eddy Mitchell tiendra le rôle du cuisinier Guy Savoy]. C'est beaucoup moins fatigant que l'aviation, la scène, la bagarre tous les jours. C'est une vie de cirque. Nous sommes cinquante-cinq. Nous avons trois semi-remorques, un car... Il faut promener le maximum du matériel qui a servi à Bercy, dont un énorme juke-box en décors. Montage et démontage compris, il y a six heures de boulot, chaque jour, plus les voyages.

— Combien ça coûte ?
— Ce spectacle revient environ à 300 000 francs. Plus nos cachets. Sur le prix du ticket, il faut retirer les droits d'auteur payés à la Sacem, les taxes, la TVA, dont les taux varient selon les métiers - producteurs, agents, éditeurs, etc. Les comptables, dans le spectacle, ne sont pas près d'être au chômage.

— Des instances de réflexion ont été créées par le ministère de la culture afin de simplifier la filière des industries musicales. Y avez-vous participé ?

— Non, moi je travaille avec des professionnels. Je ne vais quand même pas parler de culture à Philippe Douste-Blazy ou à Jacques Toubon. Ces gens-là sont bombardés à leur poste - sauf Jack Lang, que l'on peut critiquer, mais c'était un passionné. Ils donnent l'impression d'apprendre leur métier en le faisant. On ne peut pas dire à un type : « Tiens, ce soir, tu vas faire chanteur ». Il se ferait jeter. Mais à eux, on leur dit « tu prends les postes, ou l'armement ou la culture ». Moi, je ne discute pas avec eux.

— Pendant la guerre du Golfe, vous êtes allé au Koweït chanter pour les soldats français. Les concerts n'ont finalement pas été autorisés par les autorités saoudiennes...
— J'y suis allé pour Noël en 1990. Je m'étais laissé embobiner par le

Sirpa (le service de presse des armées). J'ai toujours été antimilitariste, cela m'amusait de savoir si l'armée avait changé ou pas. Et eux prétendaient que oui, que c'était maintenant une grande famille qui donnait du travail aux jeunes. J'y ai vu les mêmes conneries. Malheureusement, j'aurais bien voulu ne pas revenir antimilitariste, mais là...
— L'Amérique vous fascine-t-elle ?

— Non. Les Américains sont bien moins ouverts que nous. J'adore leur manière de travailler. Il y a des contrées extraordinaires, des paysages fabuleux. Avec *Indépendance Day*, ils ont poussé le bouchon un peu loin.

J'aimais bien ce genre de films dans les années 50. Ils étaient faits avec humour et sans grands moyens. Les thèmes sont restés les mêmes que sous la guerre froide, l'envahisseur - les Martiens en guise de communistes. Mais aujourd'hui s'ajoute l'idée que l'Amérique, heureusement, est le gardien du monde, etc.

— Début mai, ce sera le dixième anniversaire de la mort de Dalida. Vous imaginez recevoir, vous, un hommage post mortem comme celui-là ?

— Vous avez vu l'affiche ? On dirait un film égyptien. Ça me fait hurler de rire. C'était quelqu'un de très gentil. Mais ça me dérange un peu, des gens qui se consacrent à l'étude de *Bambino*, c'est sectaire. Quand je serai mort, j'aurai autre chose à faire, je vais dormir, j'ai tellement de sommeil en retard ! En plus, je suis poursuivi par les travaux. Dans les hôtels, je surveille les sacs de ciment qui passent, les tranchées sur les trottoirs.

— Vous n'avez pas de fan-club ?
— Si, mais j'y ai mis une condition : que tout l'argent qui y transitait - les ventes de t-shirts ou d'affiches, etc. - aille à des œuvres caritatives, aux Restos du cœur, par exemple.

— Vous êtes allé chanter à Strasbourg une semaine après la clôture du congrès du Front national. Qu'avez-vous ressenti ?

— Je suppose que le public qui vient me voir n'est pas FN. Les gens du FN n'aiment pas la musique, ce n'est pas possible. Le Pen est un orateur, facile, certes, mais qui a du charisme et les pauvres gens qui

l'écoutent lui donnent des voix. Les médias, en cherchant à le descendre à tout prix, en ont fait une victime. J'ai vu un « Envoyé spécial » consacré au FN. Un des anciens conseillers de Le Pen disait de lui qu'il était insignifiant et arriviste, et que le plus dangereux était Bruno Mégret. J'ai eu peur. Il y a bien un moment où ils vont se manger entre eux.

C'est pour cela que j'ai toujours chanter à Vitrolles ou à Toulon. »

Propos recueillis par
Véronique Mortaigne

★ Eddy Mitchell, Jaune libre (première partie) au Stadium, le 16, à 20 heures, 190 F. Tél. : 01-49-87-57-57 ou 02-48-24-30-50.

CHanson
THEATRE DE LA VILLE
PARIS
LES ABESSES
11 RUE DES ABESSES PARIS 18
22 AVRIL - 10 MAI
CRÉATION
LAMBERT WILSON
Démons et Merveilles
chansons du cinéma
français 1930-1960
LOC 01 42 74 22 77

LE THEATRE DE LA
PORTE SAINT-MARTIN
FANNY ARDANT
4 NOMINATIONS
MOLIERES 97
Meilleure Comédienne
Meilleure Actrice en Scène
Meilleure Adaptation
Meilleure Décors
MASTER CLASS
ROMAN POLANSKI
RESERVATION 01 42 08 00 32
DERNIERE
le 30 Avril

ACTUELLEMENT
BIG
night
UNE
VOLONTIERE
COMEDIE
DE
ET
D'UNE
COMEDIE
FRANCAISE

LES ANGES DÉCHUS

LA MOINDRE DES CHOSES
(français, 1 h 45)
de Nicolas Philibert.
**NOUS SOMMES TOUS
ENCORE ICI**
(franco-suisse, 1 h 20)
d'Anne-Marie Miéville.
REPRISE
(français, 3 h 12)
de Hervé Le Roux.
SCHIZOPOLIS
(américain, 1 h 36)
de Steven Soderbergh.
LA SERVANTE AIMAANTE
(français, 2 h 46)
de Jean Douchet.
UN INSTANT D'INNOCENCE
(franco-iranien, 1 h 18)
de Mohsen Makhmalbaf.
LE VILLAGE DE MES RÊVES
(japonais, 1 h 52)
de Yoichi Higashi.

NYON : FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA DOCUMENTAIRE
Petite ville au bord du lac Léman, Nyon présente, depuis 1995, les « Visions du réel ».
Au programme, une compétition internationale regroupe une vingtaine de films ; un « état des lieux » est consacré au cinéaste canadien Mike Hoolboom ; des « séances spéciales » sont dédiées à la chaîne Arte ; un « atelier » permet une rencontre avec le cinéaste américain Robert Kramer, qui parlera de son travail actuel en Amérique du Sud ; des « regards neufs » présenteront des premiers films de réalisateurs émergents. Des incontournables (les films qu'il faut avoir vus) et un choix de la plus récente production suisse complètent cette affiche.

nationale du jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8 • Tél. : 01-47 03-12-50.

LA NUIT JULIETTE BINOCHÉ
Le Cinéma Racine Odéon projette le temps d'une nuit trois films interprétés par Juliette Binoché : *Rendez-vous d'André Téchiné, Les Amants du Port-neuf de Léos Carax et Potale de Louis Malle.*
Racine Odéon, 6, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 6 • A partir de minuit, le 19 avril. Tél. : 01-43-26-19-88. 80 F la nuit, petit déjeuner compris.

LE CINÉMA

DE NICOLAS PHILIBERT
Un mois après la sortie de *La Moindre des choses (Le Monde du 6 mars)*, La Vidéothèque de Paris présente six documentaires de Nicolas Philibert. Parmi les films projetés, *La Voix de son maître*, coréalisé en 1978 avec Gérard Cordillot ; *La Ville Louvre* (1990) et *Le Pays des sourds* (1993).
La rencontre avec Nicolas Philibert est prévue le 22 avril à 16 h 30 avec la participation de Frédéric Strauss, journaliste aux Cahiers du cinéma.
Les 21, 22 et 23 avril. Vidéothèque de Paris, 2, Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, porte Sautai-Eustache, Paris 11 • Tél. : 01-44-76-62-90. De 15 F à 30 F par séance.

L'ÉCRIT À L'ÉCRAN
Documentaire sur grand écran présente un cycle « L'écrit à l'écran », qui pose, en quelques films, la question protéiforme des rapports entre le film, l'écrit, l'écrivain. Au programme : *Un homme qui dort* (Georges Perec et Bernard Quessyenne, 1973), *Cortazur* (Tristan Bauer, 1995), *Dieu sait quel* (Jean-Daniel Pollet, 1995), *Nathalie Granger* (Marguerite Duran, 1972), *J'y Kolar* (Amel Machi, 1988), *Le Sphinx* (Thierry Knauff, sur un texte de Jean Genet, 1986), *Un Chant d'amour* (Jean Genet, 1950).
Chaque séance à 20 h 15 sera suivie d'un débat avec la participation d'un cinéaste, d'un critique de cinéma ou d'un intervenant spécialiste du sujet.
Du 20 avril au 8 juin. Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris 17 • Tél. : 01-53-42-40-20 et 01-40-30-31-33. Chaque dimanche à 11 h 30, 14 heures, 18 heures et 20 h 15.

ALLEMAGNE, ANNÉE 90 NEUF ZÉRO
Film français de Jean-Luc Godard, avec
Claudia Constantine, Hanns Zischler,
Laudia Michelsen, André Labarthe,
Mathilde Kadem, Robert Witters
1 h 02.
Grand Action, dolby, 5* (01-43-29-44-
11)

ANTONIA ET SES FILLES
Film néerlandais de Marleen Gorris,
avec Willeke van Ammelrooy, Els Dot-
termans, Jan Dedeij, Marina De Graaf,
Mijl Seghers, Veerle Van Overloop
1 h 35.
Cinecine, dolby, 5* (01-43-29-44-
11) ; USC Cinecité les Halles, dolby, 1* ;
Cinecine Grand Impérial, dolby, 2*
(01-47-70-33-38 ; réservation : 01-40-30-
10-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6*
01-46-33-79-38 ; réservation : 01-40-30-
10-10) ; George-V, dolby, 8* ; La Bastille,
dolby, 8* (01-43-07-48-60) ; Sept Paroissiens,
dolby, 8* (01-43-03-32-20).

ITALIE
Film français de Claude Zidi, avec Jo-
niane Balasko, Christophe Lambert, En-
rico Fantastichini, Jean-Marie Bigard,
Martin Lamotte, Armelle (1 h 40),
Cinecine, dolby, 5* (01-43-29-44-
11) ; USC Cinecité les Halles, dolby, 1* ;
Cinecine Grand Impérial, dolby, 2*
(01-47-70-33-38 ; réservation : 01-40-30-
10-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6*
01-46-33-79-38 ; réservation : 01-40-30-
10-10) ; George-V, dolby, 8* ; La Bastille,
dolby, 8* (01-43-07-48-60) ; Sept Paroissiens,
dolby, 8* (01-43-03-32-20).

3615 LEMONDE
u tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

VO : Gaumont les Halles, dolyb, 1^{er} (01-40-39-99-40; réservation : 01-40-30-20-10); L'Arlequin, 6^e (01-45-44-22-80; n^e réservation : 01-40-30-20-10); Publicis, 1^{er} (01-45-44-22-80); Champs-Élysées, dolyb, 6^e (01-45-44-22-80; n^e réservation : 01-40-30-20-10); 2^e (01-45-44-22-80); Montparnasse, dolyb, 15^e (01-37-10-10-40; réservation : 01-40-30-20-10); Peché Wepler, dolyb, 1^{er} (réservation : 01-40-30-20-10).

GOODYEY'S TALK, GOODYEY
Film taiwanais de Hou Hsiao-hsien
avec Jack Kao, Liu Kuei-ying, Lin
Giong, Anne Shizuka Inoh, Hisa Harumi
Ueda, 1^{er} (1 h 25).

VO : 14-Juillet Beaubourg, dolyb, 3^e
(réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet
Odéon, dolyb, 6^e (01-43-25-59-83; n^e
réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet
sur-Seine, dolyb, 15^e (réservation : 01-
40-30-20-10).

HARDMEN (***)
Film franc-Brannique de J. K. Amos, ro-
luec Vincent Regan, Lee Ross, Ro-
Boatman, Frankie Fraser (1 h 29).

VO : Gaumont les Halles, dolyb, 1^{er} (01-
40-39-99-40; réservation : 01-40-30-20-10); Racine Odéon, 6^e (01-43-25-59-83;
réservation : 01-40-30-20-10); Élysée
Lincoln, dolyb, 8^e (01-43-59-36-14);
Sept Parmissiens, dolyb, 14^e (01-43-20-
32-20).

KIDS RETURN
Film japonais de Takeshi Kitano, av.
Masanobu Ando, Ken Kaneko, Les
Morimoto, Hatsuo Yamaya, Mitsuko
Oka (1 h 47).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3
(réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet
Hautefeuille, dolby, 6* (01-46-33-79-38);
réservation : 01-40-30-20-10; Le Bah
zac, dolby, 8* (01-45-61-10-60); 14-Juillet
Le Bastille, dolby, 11* (01-43-57-90-81);
réservation : 01-40-30-20-10); Les
Montparnos, 14* (01-39-17-10-00; réserva
tion : 01-40-30-20-10).

MICHAEL COLLINS
Film américain de Neil Jordan, avec
Liam Neeson, Aldan Quinn, Alan Rick-
man, Julie Roberts, Stephen Rea.
VO : UGC Ciné-city les Halles, dolby, 19
Espace Saint-Michel, dolby, 5* (01-44-
07-20-49); UGC Odéon, dolby, 6*; UGC
Montparnasse, dolby, 6*; UGC Champs-
Élysées, dolby, 8*; UGC Opéra, dolby,
19; 14-Juillet Bastille, dolby, 11* (01-43-
57-50-51); UGC Belles-Époux, dolby, 19
UGC Gobelins, dolby, 13; Sept arna-
mes, dolby, 14* (01-43-23-32-14); 14-
Juillet Beaugrenelle, dolby, 15* (01-45-
75-79-79; réservation : 01-40-30-20-10);
UGC Maillot, 17; Pathé Wepler, dolby,
18* (réservation : 01-40-30-20-10);
14-Juillet sur-Seine, dolby, 19* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10).

ORANGES AMÈRES
Film franco-italo-espagnol de Michel
Souch, avec Clara Bellar, Liah Dadi, Sa-
billa Ferilli, Bruno Todeschini, Raoul
Billerey, Annick Blanchoteau (1 h 30).
Reflet Médias II, 5* (01-43-54-42-34).
Elysées Lincoln, 8* (01-43-59-36-14).
Le Petit Paradis, 14* (01-43-20-32-20).

ROMÉO ET JULIETTE
Film américain de Baz Luhrmann, avec
Leonardo DiCaprio, Claire Danes, Brian
Dennehy, John Leguizamo, Pete Pos-
ter, David White, Paul Sorvino (2 h).

VO : UGC Ciné cité les Halles, dolly, 1^{re} : 01-40-30-10; UGC Normandie, dolly, 2^{de} : 01-40-30-10; UGC Odéon, dolly, 6^e : Gaumont Marnage, dolly, 8^e : (réserve) : 01-40-30-10; UGC Normandie, dolly, 8^e : 01-40-30-10; La Bastille, dolly, 1^{re} : 01-43-07-48-60; Gaumont Gobellins Rodin, dolly, 13^e : 01-43-07-55-88; réserve : 01-40-30-10; Gaumont Paris, dolly, 14^e : 01-40-30-10; réserve : 01-40-30-10.

LE SORT DE L'AMÉRIQUE

Film québécois de Jacques Godbout, avec René-Daniel Dubois, Philippe Fardreau, Jacques Godbout (1 h 30)

Latina, 4^e : 01-42-78-47-86; Le Cinéma des cinéastes, dolly, 7^e : 01-53-42-40-30; réserve : 01-40-30-10.

EN JOUR, TU VERRAS LA MER

Film indien de Jahnu Barua, avec Bishnu Barua, Anandita Nath, Kasmirati Sam (1 h 45)

VO : Le Quartier Latin, 5^e : 01-43-26-84-15.

LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-wai,
Hongkong (1 h 38).
V : Les Trois Luxembourg, 6* (01-46-
39-77 ; réservation : 01-40-30-20-10).

LA BUREAU OU L'ÂGE D'OR
de Bernard Dartigues,
Paris (12 h 35).
V : Francis Linder-Pacrama, 9* (01-48-24-88-
8 ; réservation : 01-40-30-20-10).

MASQUAIAT
de Julian Schnabel,
américain (1 h 45).
V : Gaultm : Les Halles, dolby, 1* (01-
40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-
10) ; Épiée de Bois, 5* (01-43-37-57-87) ;
Jeanne Pavois, 13* (01-45-54-46-45 ; ré-
servation : 01-40-30-20-10).

NICOLA LOUPOD A WINNE (*)
de Bob Rafelson,
américain (1 h 38).
V : UGC Ciné-crê les Halles, dolby, 1* ;
GCG Danton, 6* ; Gaultm Ambassade,
dolby, 1* (01-43-59-19-08 ; réservation :
01-40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dol-
by, 1* (01-47-00-02-48 ; réservation :
01-40-30-20-10) ; Escorial, dolby, 13* (01-
47-07-28-40 ; réservation : 01-40-30-20-
10) ; Sept Parmissiens, dolby, 14* (01-43-
50-32-20).

LES RHÉDALMATIONS
de Stephen Herek,
américain (1 h 42).
V : UGC Ciné-crê les Halles, dolby, 1* ;
Gaultm Marignan, dolby, 8* (réserva-
tion : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby,
13* ; 14-Jouillet Beaugrenelle, 13* (01-45-
75-79-79 ; réservation : 01-40-30-20-10)
; UGC Ciné-crê les Halles, dolby, 1*

Rex, dolyb, 2* (01-39-17-10-00); Bre-
 tagne, dolyb, 2* (01-39-17-10-00); Ré-
 servation : 01-40-30-20-10; Gaumont Ma-
 rignot, dolyb, 8* (réservation :
 01-40-30-20-10); George-V, dolyb, 8*
 Gaumont Opéra Français, dolyb, 9* (01-
 47-70-33-88; réservation : 01-40-30-20-10);
 Paramount Opéra, dolyb, 9* (01-
 47-42-86-31; réservation : 01-40-30-20-10);
 01-40; Nation, dolyb, 12* (01-43-43-04);
 01-40; Réservation : 01-40-30-20-10); UG
 Cœlinciel, dolyb, 13* Gaumont Pa-
 radisse, 14* (réservation : 01-40-30-20-10);
 10; Gaumont Asiana, dolyb, 14* (01-43-
 22-76; réservation : 01-40-30-20-10);
 14-Juillet, Beaugrenelle, 15* (01-45-75-
 79-79; réservation : 01-40-30-20-10);
 UGC Conventon, dolyb, 15*; Pathé Wo-
 plex, dolyb, 18* (réservation : 01-40-30-
 20-10); Le Sambetta, dolyb, 20* (01-46-
 36-10-96; réservation : 01-40-30-20-10).
 LE COMMENT ET LE POURQUOI
 de Verdura Pons
 Espagnol (1 h 30).
 VU de Latina, 9* (01-42-78-47-86).
 DIEU SAIT QUOI
 de Jean-Daniel Pollet
 Français (1 h 30).
 Le Cinéma des cinéastes, 17* (01-53-42-
 40-20; réservation : 01-40-30-20-10).
 DONNIEE BRASCO
 de Mike Newell,

Américain (2 h 05).
VO : UGC Ciné-arts les Halles, dolyb. 7.
14-juillet Ordon, dolyb. 6° (01-43-25-15).
RS : réservation : 01-40-30-20-10.
Georgien Maderan, dolyb. 8° (réservation : 01-40-30-20-10).
George-V, 8°.
DU JOUR AU LENDemain
 de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet.
 Franco-allemand, noir et blanc (1 h 02-26-15).
VO : Studio des Ursulines, 5° (01-43-26-15-05).
ENQUÊTE SUR ABRAHAM
 d'Abraham Ségol.
 Franco-Israélien-palestinien (1 h 42).
VO : Studio des Ursulines, 5° (01-43-26-15-05).
FOR EVER MOZART
 de Jean-Luc Godard.
 Franco-allemand (1 h 20).
84 Répétition : 11 (01-46-05-51-33).
 Denfert, dolyb. 14° (01-43-21-41-01 ; réservation : 01-40-30-20-10).

FRED
de Pierre Jolivet,
Français (1 h 25).
UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{re}
Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60); Miramar
14^e (01-39-17-10-00; réservation : 01-40-
30-20-10).

GÉNÉALOGIES D'UN CRIME
de Raoul Ruiz,
Français (1 h 53).
Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (01-40-
39-99-40; réservation : 01-40-30-20-10).
14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-
46-33-79-38; réservation : 01-40-30-20-
10). Les Trois Luxembourg, 6^e (01-46-
33-97-77; réservation : 01-40-30-20-10).
Le Balzac, dolby, 8^e (01-45-61-10-60).
Gaumont Opéra Français 8^e (01-47-70-
10-10).

33-88; réservation : 01-40-30-20-10); 14
Juillet Bastille, dolby, 17* (01-43-57-90-
81; réservation : 01-40-30-20-10); Es-
curial, dolby, 13* (01-47-07-28-04; ré-
servation : 01-40-30-20-10); Gaumont
Parnasse, dolby, 14* (réservation : 01-
40-30-20-10); Le Cinéma des cinéastes,
dolby, 17* (01-53-42-40-20; réservation :
01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-
Seine, dolby, 19* (réservation : 01-40-
30-20-10).

GRAINS DE SABLE
de Ryosuke Hoshiguchi,
Japonais (2 h 05').
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3*
(réservation : 01-40-30-20-10); Europa
Panthéon (ex-Reflot Panthéon), 5* (01-
43-54-15-04).

LEVEL FIVE
de Chris Marker,
Français (1 h 46),
Accatone, 5* (01-46-33-86-86).
LOOKING FOR RICHARD
d'Al Pacino,
Américain (1 h 53).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby,
FR : Action Ecoles, dolby, 5* (01-43-25-
72-07); Studio 28, 18* (01-46-06-36-07);
Distribution : 01-40-30-70-10)

41-01; réservations : 01-40-30-20-10;
 NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI
 d'Anne-Marie Miéville,
 Franco-suisse (7 h 20).
 Saint-André-des-Arts 1, 6^e (01-43-26-44-
 18).
LES PALMES DE M. SCHUTZ
 de Claude Phéreau.
 Français (1 h 46).
 USC Ciné-city les Halles, dolby, 1^{re} 14
 Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-51-
 83; réservation : 01-40-30-20-10;
 Rotonde, 6^e; Gaumont Ambassade
 dolby, 6^e (01-43-59-19-08; réservation :
 01-40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquie
 dolby, 6^e (01-43-87-35-43; réservation :
 01-40-30-20-10); USC Normandie, dolby
 6^e; Gaumont Opéra Français, dolby
 9^e (01-47-70-33-38; réservation : 01-40-
 30-20-10); Les Nation, dolby, 12^e (01-43-
 43-04-67; réservation : 01-40-30-20-10);
 USC Lyon Bastille, 12^e; USC Gobelins
 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (ré-
 servation : 01-40-30-20-10); Gaumont
 Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-94-50); ré-
 servation : 01-40-30-20-10; 14-Juillet
 Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79; ré-
 servation : 01-40-30-20-10); Gaumont
 Conception, dolby, 15^e (01-48-28-28-42;
 réservation : 01-40-30-20-10); USC
 Molière, 17^e; Parthé Wepler, dolby, 18^e
 (réservation : 01-40-30-20-10); 14-Juillet

Le-rain-Seine, doltby, 19^e (réservation)
 01-40-30-20-10;
 Le-rain, doltby, 6^e (1)
 d'Anthony Minghella,
 Américain (2 h 40)
 VO : Gaumont les Haffes, doltby, 19^e (01)
 40-39-99-40; réservation : 01-40-30-20-10
 Gaumont Opéra Impérial, doltby, 19^e
 (01-40-70-33-55; réservation : 01-40-30-20-10)
 Le-rain, doltby, 6^e (1)
 43-25-55-43; réservation : 01-40-30-20-10
 UGC Rotonde, doltby, 6^e, La Pa-
 gode, 7^e (réservation : 01-40-30-20-10)
 Gaumont Ambassade, doltby, 8^e (01-43-
 59-19-06; réservation : 01-40-30-20-10)
 George-V, doltby, 6^e, La Bastille, doltby
 (01-43-47-47-05; Les Nations, doltby
 (01-43-44-04-57)
 32-10-10; Gaumont Gabriel Rodin,
 doltby, 13^e (01-47-07-55-88; réserva-
 tion : 01-40-30-20-10; 14-Juillet, Bastille,
 grenelle, 15^e (01-45-75-79-79; Réser-
 vation : 01-40-30-20-10; Majestic Passy

dolby, 16^e (01-42-24-46-24; réserva-
 tion : 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17^e;
 Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation
 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine
 dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-
 10).
LA RENCONTRE

d'Alain Cavalier,
Français (1 h 15).
Saint-André-des-Arts I, 6^e (01-43-26-48-
18).
REPRISE
d'Hervé Le Roux,
Français (3 h 12).
Saint-André-des-Arts II, 6^e (01-43-26-
80-25).
SCHIZOPOLIS
de Steven Soderbergh, ...

Américain (1h 36).
VO : Le Saint-Germain des Prés, Salle
G. de Beauregard, 6* (01-42-22-87-23).
Réservation : 01-40-30-20-10).
LE SECRÉT DE ROAN INISH
de John Sayles.
Américain (1 h 43).
VO : Reflet Médicis II, 5* (01-43-54-42-
33) ; Le République, 11* (01-48-05-51-
33).
SELECT HÔTEL (**)
de Laurent Bouhnik,
Français (1 h 25).
14-Juillet Beaubourg, 3* (réservation :
01-40-30-20-10) ; Images d'ailleurs, 5*
(01-45-87-18-09).
LA SERVANTE AIMANTE
de Jean Douchet,
Français (2 h 46).

50 ANS DE FEST
Le Monde

Denfert, 14; (01-43-21-41-01; réservation: 01-40-30-20-10).
SHINE
de Scott Hicks.
Australien (1 h 45).
VO: UGC Cine-cité les Halles, dolby, 3; réservation: 01-40-30-20-10; 14-Juillet Mafelleuille, dolby, 6; (01-46-33-79-38; réservation: 01-40-30-20-10); UGC
Distinction, dolby, 6; La Pagode, dolby, 6; (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Champ-Élysées, dolby, 3; (01-45-59-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Optica, dolby, 9; 14-Juillet la Sicile, dolby, 11; (01-43-57-90-81; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Bobino, 13; Gaumont Alésia, dolby, 14; (01-47-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beauvilliers, 15; (01-42-45-79-79; réservation: 01-40-30-20-10); Biennécine Montparnasse, dolby, 11; (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15; réservation: 01-40-30-20-10; Majestic Passy, dolby, 16; (01-42-24-44-24; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17; Pathé Wespier, dolby, 11; (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19; (réservation: 01-40-30-20-10).
THE PILLOW BOOK
de Peter Jackson.
Nouvelle Zélande (1 h 45).

DE PIERRE ET DE L'EAU (H 26).
VO : *Le Quartier Latin*, 55 (01-43-26-90-63); *L'Entrepart*, 14* (01-45-43-41-63); *Grand Pavot*, doly* (01-45-54-44-85); réservation : 01-40-30-20-10; Saint-Lambert, doly* (01-45-43-32-91-68).
TOUT LE MONDE DIT I LOVE YOU
de Woody Allen
Américain (H 41).
VO : UGC Cine-cité les Halles, doly*, H
UGC Danton, 6; UGC Rotonde, 6; UGC
Triomphe, 6; Majestic Bastille, doly*
01-47-00-02-48; réservation : 01-40-
30-20-10; Saint-Lambert, doly*, 15
(01-45-32-91-68).

UN INSTANT D'INNOCENCE
de Mohsen Makhmalbaf
Iranien (H 18).
VO : 14-Juillet Teaubourg, 3 (réserva-
tion : 01-40-30-20-10); 14-Juillet Par-
nasse, 6 (01-43-26-58-00; réservation :
01-40-30-20-10).

YASKA L'ARSOUILLE
de Peter Gothar,
Hongrois (1 h 25).
VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26
19-09).
LE VILLAGE DE MES RÊVES
de Yoichi Higashi,

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (réservation : 01-40-30-20-10); Epée de Bois, 5 (01-43-37-57-47); Sept Parnassiens, doly, 14^e (01-43-20-32-20).
Y AURA-T-IL DE LA NEIGE A NOËL ?
de Sandrine Veyssat,
Français (1 h 30).
14-Juillet Parnasse, 6^e (01-43-26-58-00; réservation : 01-40-30-20-10).

REPRISES

MATCH D'AMOUR
de Busby Berkeley,
Américain, 1949, copie neuve (1 h 39).
VO : Mac-Mahon, 17* (01-43-29-79-89).

LE RETOUR DU JEDI
de Richard Marquand,
Américain, 1983 (2 h 15).
VO : Gaumont Grand Ecran Italie, dol-
by, 13* (01-45-80-77-00; réservation : 01-40-30-20-10).

FLY-BOY: Rex (le Grand Rex), dolby, 2* (01-39-17-10-00); Paramount Opéra, dolby, 9* (01-47-42-56-31; réservation : 01-40-30-20-10).

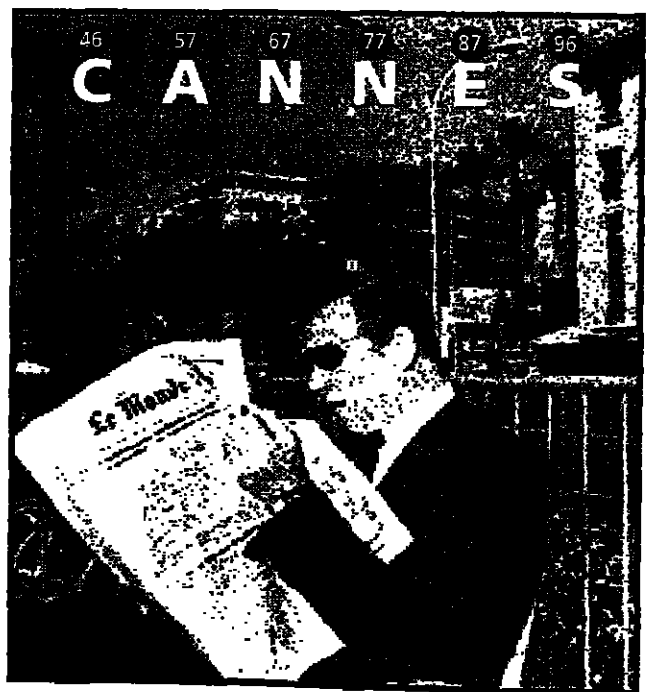
(**) Films interdits aux moins de 12 ans.
(***) Films interdits aux moins de 16 ans.

IVAL DE CANNES

CAHIERS

CINEMA

Le Monde



- Images et histoires de stars
- Année par année, les jurys et les palmarès

Un supplément de 32 pages à lire dans *Le Monde*
du vendredi 18 au 19 avril

١٥١٠

338

صوتك من الامم

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 16 AVRIL

LE MONDE / JEUDI 17 AVRIL 1997 / 29

TF 1

20.45
COMBIEN CA COÛTE ?
Magazine présenté par Jean-Pierre Pernaut.
Le mariage : Négociation son mariage ; Agences matrimoniales ; Les musiciens du mariage ; Le milliardaire de Tawail (125 min). 417264

22.50
COLUMBO
Série de Harvey Hart, avec Peter Falk, Janet Leigh. La femme oubliée (100 min). 4828142
Une ancienne artiste décide de maquiller le meurtre de son mari en suicide. Colombo enquête sur ce meurtre mystérieux.
0.30 Formule foot. 1.05 et 2.10, 2.50, 3.50
TF1 info.
1.30 et 2.30, 4.00 Histoire naturelle. Documentaire (rediff.). 3.30 Cible à la dérive. Série. (48) (rediff.). 5.00 Musique. Concert (10 min).

TV 5
20.00 Faut pas rêver. Invité : Christophe Lambert (France 3 du 11/4/97).
21.00 Au nom de la loi.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Check Up. Magazine.
23.30 Bon baisers d'Amérique. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).
Planète
20.35 Jim de la guerre à la paix.
21.30 La Vie secrète des machines. (1976). L'assommoir.
21.55 Vol au-dessus des mers. (2011). Intruder, tonnerre des mers.
22.50 Peindre sa nature.
23.40 Aulis Salinen.

TF 1

15.40 Côte Ouest. Feuilleton.
16.30 Dingue de toi. Série.
17.05 Metropole Place. Feuilleton.
18.00 Sous le soleil. Série.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
L'image du jour, Tiercé.

20.45
JULIE LESCAUT
Série de Alain Wermus, avec Julie Lescaut.
Le corps d'un jeune homme est retrouvé sur un chantier. Alors que Julie mène l'enquête, une nouvelle commissaire marche sur ses plates-bandes. 578307

22.35
FAMILLE, JE VOUS AIME
Magazine présenté par Isabelle Quenlin.
Invité : Michèle Laroque (90 min). 118390
0.05 Les Rendez-vous de l'entreprise. Magazine. Invité : Hubert Benhamou (30 min). 14857
0.35 et 1.40, 2.40, 3.45, 4.25 TF1 info.
0.45 This change, très pèche. Documentaire de Claude Calton. 1.30 et 3.35, 4.35, 5.05 Histoire naturelle. Documentaire (rediff.). 2.55 Cible à la dérive. Série. (38) (rediff.). 4.55 Musique. Concert (10 min).

TV 5

20.00 Rouge Baiser. Film de Véra Belmont (1985, 115 min). 38516104
21.55 Météo.
22.00 Journal France 2.
22.50 La Marche du siècle. Magazine (France 3 du 16/4/97).
0.00 Coutrants d'art. Magazine. (1997, N., v.o., 105 min).
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète
20.05 Regards noirs.
20.35 Mission dans le Sinaï.
22.40 Histoire du sauvetage en mer.
23.35 Jim de la guerre à la paix.
0.30 La Vie secrète des machines. (1976). L'assommoir.
0.55 Vol au-dessus des mers. (2011). Intruder, tonnerre des mers (55 min).

Animaux
20.00 Panna.
20.30 Les Roussettes.
21.00 Monde sauvage.
21.30 Flipper le dauphin.
22.00 Cayman.
22.00 Famille d'animaux.
23.30 Témoin oculaire.
0.00 Monde sauvage. Sa majesté l'algale d'or.

France 2

20.55
L'INSTIT
Série de William Clément, avec Gérard Klein, Axel Moine (105 min). 7907510
Novocet est inquiet pour un de ses élèves, rejeté par ses amis, ses « frères de sang », pour avoir trahi un serment.

22.40
CA SE DISCUTE
Magazine. Quelles familles pour les enfants du divorce ? (105 min). 6597158
0.25 Au bout du compte. Bourse, Météo.
0.45 Le Cercle de minuit. J'aime les femmes : Les femmes corse (75 min). 3720974
2.30 Émissions religieuses (rediff.). 3.35 24 heures d'info. 3.40 Météo. 3.45 Pyramide (rediff.). 4.15 Aux marches du palais. Documentaire. (1971) Marie Renard. 4.30 Outrennes. Documentaire. (65 min).

Animaux
20.30 Un monde extraordinaire. Sertif les Africains.
21.00 Monde sauvage. Un monde aride.
21.30 Aventure animale.
22.00 Quand s'éteint la lumière.
22.30 Kakapo, le perroquet de la nuit.
23.00 Faune.
Paris Première
20.00 et 0.05
20 h Paris Première. Avec Daniel Burenblin.
21.00 Paris modes. Magazine.
21.55 Le J.T.S. Magazine.
22.30 Robert Charlebois. Concert enregistré au Spectrum de Montréal en 1994 (55 min). 24167806

France 2

17.25 Le Prince de Bel Air.
17.55 Hardyle, coeurs à vie. Série.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.00 et 2.00 Studio Gabriel. Invités : Antoine de Caunes et Richard Gohier.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal. A cheval !, Météo, Point route.

20.55
ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine présenté par Bernard Benhamou. Les grains du futur ; A votre service ; Passeport pour nulle part ; Post-scriptum : l'acte antidroge au Pérou (125 min). 7933123
23.00 Expression directe. Magazine. F.O.

23.10
TARATATA
Divertissement présenté par Alexandra Kazan.
Invités : Les Inconnus, Michael Jones, Patsy, Leah Anderson, Rula Skaler, Elsa (75 min). 6869594
0.25 Au bout du compte. 0.30 Journal. Bourse, Météo.
0.45 Le Cercle de minuit. J'aime les femmes : Les femmes et la politique (75 min). 7025186
2.30 Opéra savoyard. Documentaire. 2.30 24 heures d'info. 3.30 Météo. 4.40 Un pays, une musique. Documentaire. (rediff.). 5.25 Cible à la dérive. Série. (38) (rediff.). 4.55 Musique. Concert (10 min).

Paris Première

20.00 et 23.45
20 h Paris Première.
21.00 L'Inconnu du Nord-Express (Strangers on a Train) ■■■
Film de Alfred Hitchcock (1951, N., v.o., 105 min). 1506852
22.45 Le J.T.S. Magazine.

France Supervision
20.30 Samba Thauré ■■■
Film d'André Delbecq (1992, 80 min). 6289253
21.50 Grand large. Magazine.
22.45 Des religions et des hommes. Les chrétiens face à l'islam. Documentaire. (1996, 50 min). 68429017
23.50 Raul Barboza. Concert. La Vierge sin mal (90 min). 64702272

Ciné Cinéfil
20.30 La Comédie du bonheur ■■■
Film de Marcel L'Herbier (1949, N., 95 min). 8913017
22.05 La Loi des bagnards (Convicted) ■■■
Film d'Henry Levin (1950, N., v.o., 90 min). 5898225

France 3

20.50
LA MARCHÉ DU SIÈCLE
Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Patrons-salariés : le face-à-face. Invités : Nicole Noz, Marie Blondel, Louis Vianet, Louis Schweitzer, Pierre Blayau (110 min). 157328
22.40 Journal, Météo.

23.15
UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS
Documentaire de Didier Maréchal. Dino Buzzati (1906-1972) (50 min). 257177
0.05 Cap'tain Café. Magazine. Invités : Elsa, De Palmas, Chris Combette, Laëlle (55 min). 4845678
1.00 Musique. De Bach à Bartok, confidences pour piano (5 min). 1033302
1.30 La Grande Aventure de James Keaton. La belle égarée (55 min).

France Supervision
20.30 World Music. De Claude Sandoz. Carifous Brown.
21.20 Victoria Shaw. Concert enregistré à l'Orchestre du Festival Disney (60 min). 40827577
22.20 Des religions et des hommes. De Jean Delumeau. 22.35 Concerts à Edimbourg. (70 min). 98254245
Ciné Cinéfil
20.30 Les Évadés de la nuit (Era notte a Roma) ■■■
Film de Roberto Rossellini (1949, N., v.o., 130 min). 6348239
22.40 La Belle Européenne ■■■
Film de René Clair (1941, N., 80 min). 44488581

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu. et 1.35
18.50 Un livre, un jour. Carnet de prison. de N. Herreschmidt.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Ra si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50
AIRPORT ■
Film d'Henry King (1969, 140 min). 84454659
L'aéroport de Lincoln est bloqué par une tempête de neige. Et un psychopathe est mené avec une bombe dans un avion de ligne.
23.10 Journal, Météo.

23.45
QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?
Magazine présenté par Jean-Michel Maréchal. Les sentiments : Christiane Rochefort (Saut Andromède et Conventions sans pitié) ; Le parlement des écrivains ; Polak (Jean Herman Hesse) (60 min). 403037
0.35 Sages-Chés. Magazine. (rediff.). 30 min. 8777854
1.05 Espace francophone. Magazine. Marché des arts du spectacle africain (Nass) (25 min). 7072166
1.30 Musique. De Bach à Bartok, confidences pour piano. 1.45 Les aventures de James Keaton. Feuilleton. Pavillon Jaune (60 min).

Ciné Cinémas

20.30 David et Bethsabée ■■■
Film de Henry King (1951, 115 min). 2845863
22.25 Rêve de singe ■■■
Film de Marco Ferreri (1977, 110 min). 6089458
0.15 Erik le Viking ■■■
Film de Terry Jones (1989, 105 min). 7629392

Série Club
19.50 Sankuval. La fin de Dieu.
20.15 L'île aux naufragés. Dory Bug the Mosquitoes.
20.40 Le Club.
20.45 Billy Queen : A plume et à sang. Les adieux de miss Aggie.
21.35 Constance et Vicky.
22.30 Histoires vraies. La chaine tragique.
23.00 Flash. Alpha.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Hommes et vieilles dames.

Canal Jimmy
20.35 Le Petit Criminel ■■■
Film de Jacques Dailon (1990, 100 min). 55443543
22.15 Cherry 2000. Film de Steve De Jarnatt (1996, v.o., 95 min). 82949123
23.50 Souvenir. Show Street.

Arte

20.45
LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : TERRE-NEUVAS
Documentaire de Juliette Cohen, Françoise Bernard, Ariane Doullet, Manuella Fressal et Pascal Goblet (194, 55 min). 5945808
A partir d'images tournées depuis près d'un siècle, ce documentaire bête une chronique terrible et joyeuse sur des marins-pêcheurs filmés par eux-mêmes.

21.40
MUSICA : TANGOS ENTRE AMIS
Daniel Barenboim à Buenos Aires. Documentaire de José Morales-Ibañez (1997, 55 min). 5443177
22.35 Cinq tangos avec Astor Piazzolla. Concert (180, 40 min). 1140784
Cinq tangos modernes écrits par le ténébreux Astor Piazzolla et interprétés par son quintette.
23.15 Profil : Tina Modotti. Photographie, révolutionnaire. Documentaire d'Elisabeth Weyer (1996, 60 min). 5308245
0.15 Les Lincettes : Socorro Nobre. Documentaire (1996, 25 min). 33386
0.40 La Voce della luna ■■■ Film de Federico Fellini (1990, rediff.). 125 min). 525397

Ciné Cinémas

20.30 King Kong ■■■
Film de John Guiterman (1976, 130 min). 82481887
22.40 Un sac de billes ■■■
Film de Jacques Dailon (1977, 105 min). 77681448

Série Club
20.45 Flash. Alpha.
21.35 et 1.30
Constance et Vicky.
22.30 Histoires vraies.
23.00 Buck Rogers.
23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Brouillard.
Canal Jimmy
20.30 Star Trek : la nouvelle génération.
21.15 Véro. Magazine.
21.45 Mister Guri.
22.10 de mon canapé.
22.15 Seinfeld. Les chausures.

La Cinquième

18.20 Le Monde des animaux. Shingana, la petite lionne (45). 18.50 50 jours pour 50 Palmes. (1950) 1965.
Arte
19.00 La Panthère rose. Dessins animés.
19.30 Cartoon Factory. Dessins animés.
19.50 12, 12, 12 à Rome.
19.55 Palettes : Henri Matisse (1869-1954). Documentaire (95 min). 8073683
20.30 1/2 Journal.

20.40
► SOIRÉE THÉMATIQUE : AMERICA LATINA
DES HOMMES ET DES TRÉSORS, HISTOIRES DES MATHÉMATIQUES
Proposé par Jürg Amstutz.
20.45 Café : le sac du pouvoir. Documentaire d'Alexandre Valenti (1996, 55 min). 5846878
Le café est, après le pétrole, la matière première la plus exportée dans le monde. 66 % de la production mondiale est assurée par l'Amérique latine.
21.40 Ciudad Guayana. L'Eldorado chifé en mains. Documentaire (25 min). 441369
L'un des pôles sidérurgiques les plus importants du continent dans les années 60. Aujourd'hui, presque une ville fantôme.
22.05 Le Temple de la revanche ■■■
Film d'Adolfo Aristarain, avec Federico Luppi (1981, v.o., 115 min). 8720878
0.00 Atacama. La sécheresse du silence. Documentaire (40 min). 88079
0.40 Le Tango pas à pas. Film de John Reinhardt (1995, N., v.o., rediff.). 60 min. 5935296
2.05 Tango nostalgique. Documentaire de Susanne Dred (rediff.). 30 min. 5554741

22.30
POLTERGEIST 2
Film de Peter Jackson, avec Craig T. Nelson (1986, 100 min). 8704776
Pour les amateurs de fantasmagorie, s'ils se contentent d'effets de terreur outrés.
0.10 et 1.00
Deux films à Miami. Série O. (1/2 et 2/2)
La loi du ring.
1.50 Best of trash. Une sélection de clips trash, rock, metal, core, indus. 2.50 et 3.50 M. Magazine (rediff.). 3.15 Prévisions. Magazine. Émission. 4.40 Hot topic. Magazine (rediff.). 4.55 Pétits comme chez vous. Magazine (rediff.). 5.10 Mister Biz. Magazine (rediff.). 30 min.

Disney Channel

19.25 Classic Cartoon.
19.30 Dinosaures.
20.10 Un vrai petit génie.
21.30 Les Twist II.
22.00 Les Envaieus.
22.55 Transsibérienne. (46).
23.25 Thunder Alley. Trois sur un banc d'école.
23.50 Florence ou la vie de château

Téva
20.25 Téva mode. Magazine.
20.30 et 0.05 Téva interview.
20.55 Frances ■■■
Film de Graeme Clifford (1982, 140 min). 504573291
23.15 Murphy Brown. Amours et déceptions.
23.40 Téva vie pratique.
0.30 Téva spectacle (90 min).

Eurosport
14.00 Tennis. En direct de Barcelone (Espagne). Tournoi masters (F) (90 min). 56435264
18.00 Arts martiaux.
19.00 Natation. En direct de Göteborg (Suède). Championnats du monde course d'eau (120 min). 503785
21.00 Boxe.
22.00 Monster Truck.
23.00 Football.

M 6

20.45
L'HUMANOÏDE
Télescopé de Philip Saville, avec Charles Dance (155 min). 81308003
Au cours de recherches secrètes, un biologiste obtient un nouveau-né par la fécondation d'une femelle gorille avec du sperme humain.

23.20
SEULE DANS LA TOUR DE VERRE
Télescopé de Fred Walton, avec Kathleen Quinlan, Bruce Abbott (100 min). 3751158
Enfermée dans un immeuble désert et géré par informatique, une femme se trouve confrontée à un tueur psychopathe.
1.00 Secrets de femmes. Magazine. 1.10 Violoncelle - Sous-marin.
1.35 Rock express (rediff.). 2.05 Best of pop rock. 3.20 Hot focus (rediff.). 4.15 Culture pub. (rediff.). 4.40 Prévisions. Best of love (50 min).

Disney Channel

21.00 La Fille de l'équipe. 21.30 Les Seigneurs des animaux. Le père des chameaux.
22.00 Florence ou la vie de château.
22.55 La Courte échelle. Les trois énigmes.

Téva
20.55 Femmes, elles font bouger le monde.
22.00 Téva débat. Magazine.
23.00 Murphy Brown.
23.00 Téva vie pratique.

Eurosport

19.00 Motors. Magazine.
20.00 Basket-ball. En direct. Coupé de France masculine. Demi-finale : Le Mans-ASVEL (120 min). 426893
22.00 P4chets. 23.00 Boxe.

20.45
LE GRAND CHEF
Film d'Henri Verne, avec Fernandé, Cino Cervi (1954, 105 min). 88207
Deux amis enlèvent, pour tenter d'échapper à leur condition modeste, le fils d'un riche industriel.
Version colorisée.
22.30
POLTERGEIST 2
Film de Peter Jackson, avec Craig T. Nelson (1986, 100 min). 8704776
Pour les amateurs de fantasmagorie, s'ils se contentent d'effets de terreur outrés.
0.10 et 1.00
Deux films à Miami. Série O. (1/2 et 2/2)
La loi du ring.
1.50 Best of trash. Une sélection de clips trash, rock, metal, core, indus. 2.50 et 3.50 M. Magazine (rediff.). 3.15 Prévisions. Magazine. Émission. 4.40 Hot topic. Magazine (rediff.). 4.55 Pétits comme chez vous. Magazine (rediff.). 5.10 Mister Biz. Magazine (rediff.). 30 min.

22.30
POLTERGEIST 2
Film de Peter Jackson, avec Craig T. Nelson (1986, 100 min). 8704776
Pour les amateurs de fantasmagorie, s'ils se contentent d'effets de terreur outrés.
0.10 et 1.00
Deux films à Miami. Série O. (1/2 et 2/2)
La loi du ring.
1.50 Best of trash. Une sélection de clips trash, rock, metal, core, indus. 2.50 et 3.50 M. Magazine (rediff.). 3.15 Prévisions. Magazine. Émission. 4.40 Hot topic. Magazine (rediff.). 4.55 Pétits comme chez vous. Magazine (rediff.). 5.10 Mister Biz. Magazine (rediff.). 30 min.

Voyage

19.00 Destination : Les Antilles françaises.
19.55 et 22.25 Les Clés du luxe.
20.00 et 23.30 Suivez le guide.
22.00 Au-delà des frontières. Grèce I.
22.30 L'Heure de partir. Magazine (55 min).

Muzzik
20.00 Stars espagnoles de l'Opéra.
21.00 La Périchole. Opéra-bouffe en trois actes de Jacques Offenbach. Enregistré au Grand-Théâtre de Genève, en 1982 (175 min). 61082235
23.55 Blues Night. Concert enregistré au festival de jazz de Montreux en 1995 (55 min). 5177038
0.50 Stars espagnoles de l'Opéra. José Carreras.
1.55 Boris Godounov. Opéra en un prologue et en quatre actes de Modeste Moussorgski enregistré au Théâtre du Bolchoï de Moscou (170 min). 5810244

Chaînes d'information CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 6.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Économia. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30 Analyse. 19.39, 20.39, 20.59, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.39, 20.39, 21.39, 22.39 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Style. 0.45 Visa. 1.45 Odeon.
LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.15 Guillaume Durand. 20.15 et 20.45 Le 19-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'économie. 21.35 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Chaînes d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 6.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Économia. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30 Analyse. 19.39, 20.39, 20.59, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.39, 20.39, 21.39, 22.39 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Style. 0.45 Visa. 1.45 Odeon.
LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.15 Guillaume Durand. 20.15 et 20.45 Le 19-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'économie. 21.35 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Canal +

21.00
AVEC LES FÉLICITATIONS DU JURY
Film d'Alex Nakhishian, avec Joe Peck, Brendan Fraser (1994, 100 min). 8105893
22.40 Flash d'information.
22.45 Jour de foot.

23.30
DÉSIRÉ
Film de Bernard Murat, avec Jean-Paul Belmondo, Fanny Ardant (1996, 89 min). 86254
Une sorte de téléfilm qui veut se faire passer pour un film de cinéma. Belmondo s'engage dans la pièce de Guirys comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.
1.00 Santa Sangre ■■■
Film d'Alajandro Jodorowski (1989, v.o., 130 min). 15437678

Radio

France-Culture
20.30 Paroles sans frontière.
22.40 Nuits magnétiques. Profession : Cadres d'entreprise. 2. Entre la vie et l'endormie.
0.05 Du jour au lendemain. Miguel Abenour (La Démocratie contre l'État). 0.48 Les Clés du monde. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
France-Musique
20.00 Concert. Concerts Proquantes. Donné le 23 mars, à l'abbaye de Tépau, par le Quatuor Arpeggione.
22.30 Musique pluriel. Les chanteurs de Jérôme Kern (première partie).
0.00 Jazz vivant. Festivals de Vienne et de Maribor. Le quatuor de Kermit Ruffin. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
Radio-Classique
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. L'Anima del Felsolito. Orfeo ed Euridice, de Haydn.
22.45 Les Soirées... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 6.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.30 The Most Toys.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Économia. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30 Analyse. 19.39, 20.39, 20.59, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.39, 20.39, 21.39, 22.39 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Style. 0.45 Visa. 1.45 Odeon.
LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.15 Guillaume Durand. 20.15 et 20.45 Le 19-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'économie. 21.35 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Radio
France-Culture
20.30 Lieux de mémoire.
21.32 Fiction. Les poétiques : Michel Buton.
22.40 Nuits magnétiques. Profession : Cadres d'entreprise. 2. Entre la vie et l'endormie.
0.05 Du jour au lendemain. Miguel Abenour (La Démocratie contre l'État). 0.48 Les Clés du monde. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
France-Musique
20.00 Concert. Donné le 3 avril, au palais de la Musique et des Congrès, à Strasbourg, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. Dimitri Kizilenko : Œuvres de Joadov : Baba-Yaga op. 56 ; Concerto pour violon et orchestre n° 1, de Bruch ; Julian Rachlin, violon ; Symphonie n° 5, de Tchaïkovski.
22.30 Musique pluriel. 23.07 Histoire de disques. Maria Calas.
0.00 Tapa nocturne. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
Radio-Classique
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Charles Munch, chef d'orchestre. Écailles d'ibert : Harold en Italie, de Berlioz. Primrose, alto ; Le Rouet d'Orphée, de Saint-Saëns ; Concerto pour piano n° 3, de Rachmaninov ; Janis, piano ; La Grande Place Russe, ouverture, de Rimski-Korsakov.
22.35 Les Soirées... (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.35
LA NUIT JEAN CARMET
20.35 Jean Carmet, la liberté d'abord. Documentaire de Pierre Tchénia et Jean-Pierre Coffe (1997, 50 min). 7838727
Les multiples facettes d'un homme et d'un acteur, évoqué par ses amis.
21.25 Flash d'information. 21.35 ► Le Sacre ■■■
Film de Jacques Rouffio, avec Gérard Depardieu, Jean Carmet (1978, 100 min). 1277302
23.15 Dupont Lajoie ■■■
Film d'Yves Boisset (1974, 97 min). 4808098
0.55 La Victoire en chantant ■■■
Film de Jean-Jacques Annaud (1976, 85 min). 1802654
2.20 Enfants de saoud ■■■
Film de Tonie Marshall (1996, 9, 105 min). 22359050

Radio

France-Culture
20.30 Paroles sans frontière.
22.40 Nuits magnétiques. Profession : Cadres d'entreprise. 2. Entre la vie et l'endormie.
0.05 Du jour au lendemain. Miguel Abenour (La Démocratie contre l'État). 0.48 Les Clés du monde. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
France-Musique
20.00 Concert. Donné le 3 avril,

La police israélienne recommande l'inculpation de trois proches de Benyamin Nétanyahou

« De nombreux indices » de complicité sont retenus contre le premier ministre dans l'affaire du « Bibigate »

JÉRUSALEM
de notre correspondant
L'événement n'a pas encore été officiellement confirmé, mais tous les médias israéliens l'ont annoncé de « source sûre » et sans condition dès mardi 15 avril : après dix semaines d'enquête et l'audition d'une cinquantaine de témoins ayant participé de près ou de loin à l'affaire dite du « Bibigate », la police qui a remis mardi son rapport à la justice recommande l'inculpation de trois proches du premier ministre Benyamin Nétanyahou.

Il s'agit d'abord du ministre de la justice, Tsahi Hanegbi, soupçonné d'avoir délibérément menti au gouvernement lors de la nomination en conseil des ministres, le 10 janvier, d'un nouveau et éphémère conseiller juridique, Roni Bar-On. Cet obscur avocat, qui avait dû démissionner de son poste 48 heures après sa désignation, fut le premier

employeur du futur ministre, lui-même avocat de profession. Ancien militant d'extrême droite et ami de M. Nétanyahou, Tsahi Hanegbi, quarante ans, serait inculpé pour prévarication. L'intéressé risque de devenir le deuxième ministre de la justice de M. Nétanyahou à être contraint à la démission en moins d'un an.

La deuxième inculpation, également pour prévarication et abus de confiance, concernerait le directeur de cabinet du premier ministre, Avigdor Lieberman. Surnommé « KGB » par la presse, à la fois en raison de ses origines russes et de ses méthodes, cet homme de trente-sept ans, soupçonné par la police, durant sa jeunesse à l'extrême droite, d'avoir participé à des ratonnades, est considéré comme « le frère de sang » du premier ministre. Ancien vider dans une boîte de nuit à Tel-Aviv, Avigdor Lieberman fut le directeur de la

campagne électorale victorieuse de M. Nétanyahou. Selon les journalistes et nombre de députés de la majorité, le premier ministre ne prend jamais aucune décision d'importance sans confier d'abord avec lui.

« RECOMMANDATIONS »

Le troisième homme n'est pas un proche mais un allié politique de poids du premier ministre. Il s'agit du rabbin Ariel Déri, trente-sept ans, chef du parti religieux sépharade Shas, qui compte dix élus sur les soixante-six de la coalition gouvernementale. Sous le coup, depuis cinq ans, d'une inculpation pour corruption, fraude et détournement de fonds, le rabbin Déri serait cette fois inculpé de chantage politique et prévarication. C'est lui qui, le 10 janvier, aurait contraint le gouvernement à nommer l'avocat Bar-On au poste capital de conseiller juridique, faute de quoi les deux

ministres du Shas auraient reçu l'ordre de voter contre l'accord avec les Palestiniens sur le redéploiement partiel d'Israël hors de la ville d'Hébron. En échange de cette nomination, Roni Bar-On, une fois en poste, aurait « atténué » les charges précédemment retenues contre le rabbin.

Le volumineux rapport de la police (970 pages) qui retiendrait, selon la télévision publique, « de nombreux indices » de complicité contre M. Nétanyahou sans toutefois recommander son inculpation, est désormais entre les mains du procureur général de l'Etat, M^{me} Edna Arbel et du nouveau conseiller juridique du gouvernement, Eliakim Rubinstein. Les deux magistrats ont estimé mardi pouvoir rendre leur décision - de suivre ou non les « recommandations » policières - avant lundi prochain.

Patrice Claude

Accord du CNPF sur le maintien du statut des intermittents

Une commission mixte paritaire va être créée

A L'ISSUE d'une réunion de travail avec Jean Gandois, président du CNPF, qui s'est tenue mercredi 16 avril au matin au ministère de la culture, Philippe Douste-Blazy a annoncé que les annexes 8 et 10, régissant le régime d'indemnisation de chômage des intermittents du spectacle, étaient prorogées en l'état jusqu'au 31 décembre 1998. Cette décision devrait permettre d'apaiser un conflit de plusieurs mois entre les travailleurs précaires du spectacle vivant et de l'audiovisuel et les représentants du patronat qui avait surgi à l'automne de 1996. Il avait entraîné de nombreuses manifestations, occupations de lieux publics - comme la Cité de la musique à Paris - et interventions coups de poing sur les chaînes de télévision.

« C'est le résultat de plusieurs mois de travail avec le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, et les partenaires sociaux », a déclaré au Monde le ministre de la culture. Cette décision va permettre la mise en œuvre des propositions de réforme qui seront discutées avec les partenaires sociaux. Une commission mixte paritaire sera prochainement mise en place avec quatre objectifs précis : la définition des conditions dans lesquelles il peut être fait appel aux contrats à durée déterminée dits « d'usage » ; la généralisation du guichet unique pour les organisateurs occasionnels de spectacles vivants au sein de l'Unediv ; la signature d'une convention nationale de partenariat pour la lutte contre le travail illégal ; la modification de la législation relative au fonctionnement des entreprises de spec-

tacles vivants ». « Contre le dévoiement du système actuel qui ne satisfait personne, a précisé Philippe Douste-Blazy, il s'agit d'examiner précisément les conditions dans lesquelles il peut être fait appel aux intermittents afin d'encourager l'emploi permanent et de combattre les fraudes. Le monde du spectacle et de l'audiovisuel est appelé à créer de nombreux emplois. Il est absolument anormal qu'ils soient en grande partie précaires et que le système favorise cette précarité. »

MOBILISATION

Cet accord intervient à quelques jours d'une nouvelle journée nationale d'actions et de manifestations que devait organiser la Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FNSAC-CGT), le 28 avril. Jean Voiron, secrétaire général de la fédération, estime que cette décision va l'obliger « à discuter avec les différentes organisations syndicales de la forme de cette mobilisation » qui devait consister en une manifestation nationale à Paris. « Le rapport de force que notre long mouvement a créé est sûrement pour quelque chose dans la décision du CNPF », souligne Jean Voiron. Il faut préciser qu'elle a été prise sans consultation des syndicats. C'est une conception du partenariat assez bizarre. C'est le quatrième « répit » que nous obtenons depuis la création des annexes 8 et 10 dans les années 60. Il va falloir vérifier que le CNPF sera bien associé à la réforme du système d'indemnisation du chômage ».

Olivier Schmitt

Le dialogue euro-méditerranéen souffre du contentieux israélo-arabe

David Lévy et Yasser Arafat se sont rencontrés à Malte à l'initiative des Quinze

LA VALETTE (Malte)

de notre envoyé spécial

Le constat était patent et unanime. Le processus de paix israélo-arabe, ou plutôt le blocage de ce processus, a pollué la Conférence euro-méditerranéenne ouverte, mardi 15 avril, à Malte. L'Union européenne (UE), qui a mis en route en novembre 1995 à Barcelone le partenariat euro-méditerranéen, a eu beau avoir tenté de le maintenir à l'écart du processus de paix du Proche-Orient, les ministres des affaires étrangères des vingt-sept pays participants ont dû se rendre à l'évidence : lorsqu'il pleut sur les négociations israélo-arabes, ledit partenariat s'enrhume.

Les Quinze pressentaient que le relevé des conclusions de près de

deux ans de partenariat soumis à l'approbation de leurs vis-à-vis du Sud risquait de soulever des objections aux paragraphes relatifs à la situation au Proche-Orient. Ils avaient vu juste. Les pays arabes et l'Autorité palestinienne ont demandé qu'il soit fait état de la responsabilité, implicite, d'Israël, qui s'y est naturellement opposé. Hans van Mierlo, le ministre néerlandais des affaires étrangères et président en exercice du conseil des ministres de l'UE, voulait réunir son homologue israélien, David Lévy, et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, présents tous les deux à Malte. La rencontre a eu lieu mercredi matin.

Voilà qui reste insuffisant pour un forum censé préparer l'« après-

paix », pour reprendre une expression d'Hervé de Charette. La France, qui proposait une « charte de sécurité » méditerranéenne, a renvoyé la discussion politique à des temps meilleurs.

Le partenariat euro-méditerranéen suit trois objectifs tracés par la conférence fondatrice de Barcelone, en novembre 1995 : un politique et de sécurité, un autre économique et financier, le troisième étant relatif aux domaines social, culturel et humain. Trois volets d'une importance égale, un peu à l'image des trois « corbeilles » de l'acte final d'Helsinki qui, en 1975, avaient lancé la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (CSCE). Mais il sera difficile aux 27 partenaires de « définir un espace commun de paix et de stabilité » méditerranéen - ce sont les termes de la déclaration de Barcelone - aussi longtemps que perdureront de tels conflits.

Mais il faut croire aussi que ledit partenariat offre suffisamment d'attraits - économique surtout - pour que tous les contractants veuillent le maintenir. Les Douze du sud de la Méditerranée peuvent difficilement refuser un projet qui peut les rapprocher du Nord, se créer un espace

d'économies compatibles et qui, de surcroît, s'appuie sur une enveloppe financière de l'UE d'un montant de 4,686 milliards d'euros pour la période 1995-1999 et des prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) d'un montant à peu près égal. Il est enfin difficile aux Etats arabes concernés par ce partenariat de renâcler, alors même qu'ils réclament un rôle politique de l'Europe dans le processus de paix.

Mouna Naïm

Une rencontre France-Algérie

La France et l'Algérie sont « convenues de renforcer leurs relations bilatérales et de développer les échanges de visites dans différents secteurs de l'activité gouvernementale », a annoncé mardi 15 avril à Malte le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, après un entretien avec son homologue algérien, en marge de la Conférence euro-méditerranéenne. L'objectif de la France et de l'Algérie, a-t-il expliqué, est d'avoir « des relations cordiales, denses et si possible chaleureuses. Ce sont des rapports d'Etat à Etat, fondés sur le respect mutuel, la non-ingérence et l'intérêt des deux parties ».

1500m²
dédiés aux ordinateurs
MACINTOSH

Macintosh Performa

5400/180 Graphite

Mémoire 16 Mo + Disque dur 2,4 Go + TV + CD-Rom + Modem 28,8

10771 Fint - 12990 Fint

Macintosh Performa

6400/180

Mémoire 16 Mo + Disque dur 2,4 Go + TV + CD-Rom + Modem 28,8

7587 Fint - 9150 Fint

Macintosh Performa

6400/200

Mémoire 16 Mo + Disque dur 2,4 Go + TV + CD-Rom + Modem 28,8

8947 Fint - 10790 Fint

COMPUTER BENCH

13, r. Ambroise Croizat, 94800 Villejuif

TEL. 01 49 58 11 00

FAX: 01 46 78 19 11

9H - 19H du lundi au samedi

PARKING CLIENTS

La sélection de la Semaine de la critique au Festival de Cannes

PREMIERE à dévoiler sa sélection pour le Festival de Cannes, qui fête son demi-siècle du 7 au 18 mai, la Semaine internationale de la critique a présenté, le 15 avril, les sept longs métrages et les sept courts métrages qui ont été sélectionnés : *Junk Mail*, de Pal Sletaune (Norvège) ; *Faraw*, d'Abdoulaye Ascofaré (Mali) ; *This World, then the fire-works*, de Michael Oblowitz (Etats-Unis) ; *Le Mani Forti*, de Franco Bernini (Italie) ; *Karakter*, de Mike van Diem (Pays-Bas) ; *Bent*, de Sean Mathias (Grande-Bretagne) ; *Insomnia*, de Erik Skjoldbjærg (Norvège). Et pour les courts métrages : *Mariou*, de Todd Kurtzman et Danvy Shorago (Etats-Unis) ; *Le Signaleur*, de Benoît Mariage (Belgique) ; *Adios mama*, de Ariel Gordon (Mexique) ; *Tunnel of Love*, de Robert Milton Wallace (Grande-Bretagne) ; *Muerto de amor*, de Ramon Barea (Espagne) ; *Birdhouse*, de Richard C. Zimmerman (Etats-Unis) ; *Le Voleur de diagonale*, de Jean Darrigol (France).

■ RUSSIE : le militant écologiste Alexandre Nikitine, lauréat du prix Goldman de protection de l'environnement, n'a pas été autorisé à se rendre aux Etats-Unis pour la remise du prix. Après dix mois de détention préventive pour ses recherches sur la pollution de la péninsule de Kola (Grand Nord russe) par la flotte nucléaire, il est toujours sous le coup de poursuites judiciaires. - (AFP)

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 16 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 17933,60 +1,36 - 6,86

Hong Kong Index 12342 +0,37 - 8,24

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

17933,60

18000,00

18100,00

18200,00

18300,00

18400,00

18500,00

18600,00

18700,00

18800,00

18900,00

19000,00

19100,00

19200,00

19300,00

19400,00

19500,00

19600,00

19700,00

19800,00

19900,00

20000,00

POUR SE RENSEIGNER, RÉSERVER
OU RECEVOIR SES BILLETS

**TOUTES
NOS LIGNES
EN 1 COUP DE FIL**

0 802 802 802

(0,99 FTTC/mn)

OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES

**AIR INTER EUROPE
AIR FRANCE**

AUDACIOUS VOYAGE & SERVICES

السبيل إلى الجنة

338

318 +

653